

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

## COUR D'ARBITRAGE

[2003/200772]

## Extrait de l'arrêt n° 102/2003 du 22 juillet 2003

Numéros du rôle : 2455, 2456, 2463, 2464, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2473, 2474, 2475, 2477, 2478, 2479, 2481, 2482, 2483, 2486, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494 et 2495

En cause : les recours en annulation :

- des articles 116, 117, 131 et 168, 13<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> tirets, de la loi-programme du 30 décembre 2001,
- totale ou partielle de la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, confirmée par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001,
- totale ou partielle de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police,
- de l'article IV.I.7 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 précité, confirmé par l'article 136 de la loi du 26 avril 2002 précitée,

introduits par J.-Y. Stevens et autres, l'a.s.b.l. Syndicat de la police belge et autres, T. Leroy et J. Warnimont, R. Piccart, E. Dhont et autres, L. Tack et autres, B. Wauters, J.-P. Pistrat, P. Piro, C. Neyrinck et autres, J. Devolder, J.-M. Beirnaert, F. Maes, J. Berckmans, P. Liégeois, V. Burnay, M. Bresseur, J.-M. Rocks et A. Massin, F. Arce et autres, V. Hendrick, N. Creemers et autres, P. Hubeau, J.-P. Delval, A. Bodson, S. Debras et autres, et la Centrale générale des services publics.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par deux requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 20 juin 2002 et parvenues au greffe le 21 juin 2002, un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2001 (confirmation de la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police), a été introduit respectivement par J.-Y. Stevens, demeurant à 5170 Lustin, rue des Quatre Arbres 31, P. Cappuyens, demeurant à 1380 Lasne, rue Charlier 5, P. Delcroix, demeurant à 1340 Ottignies, chaussée de la Croix 14, E. Lispet, demeurant à 5350 Evelette, route de Résimont 127, R. Noga, demeurant à 4420 Montegnée, rue Joseph Dejardin 115, et O. Onkelinx-Hubeaux, demeurant à 5580 Laloux, rue Saint-Barthélémy 1, et par l'a.s.b.l. Syndicat de la police belge, ayant son siège à 1060 Bruxelles, avenue Henri Jaspar 114/19, A. Delcourt, demeurant à 6141 Forchies-la-Marche, rue des Prisonniers de Guerre 28, E. Lebon, demeurant à 5000 Namur, rue des Perdrix 15, R. Bamps, demeurant à 6700 Arlon, route de Neufchâteau 445, A. Moulin, demeurant à 5140 Sombreffe, chaussée de Bruxelles 22, M. Liekens, demeurant à 1140 Bruxelles, rue de la Plaine d'Aviation 38, J.-M. Le Moine, demeurant à 1560 Hoellaert, Biesmanstraat 77, C. Pevénage, demeurant à 1390 Grez-Doiceau, Ruelle des Croix 31, G. Willemart, demeurant à 2100 Belgrade, rue des Balsamines 13, C. Denayer, demeurant à 5340 Gesves, rue Les Fonds 92, et I. Carlier, demeurant à 5000 Namur, rue J. Hamoir 34.

b. Par deux requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 27 juin 2002 et parvenues au greffe le 28 juin 2002, un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, en ce qu'il confirme les articles XII.II.29, alinéas 1<sup>er</sup> et 4, et XII.XI.17, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, et des articles XII.II.29, alinéas 1<sup>er</sup> et 4, et XII.XI.17, § 2, alinéa 2, du même arrêté royal, a été introduit par T. Leroy et J. Warnimont et par R. Piccart, qui ont fait élection de domicile à 1000 Bruxelles, avenue des Scarabées 11.

c. Par deux requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 27 juin 2002 et parvenues au greffe le 28 juin 2002, un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, en particulier en ce qu'il confirme les articles XII.II.29, XII.II.26, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup>, XII.VII.26, alinéa 4, et XII.XI.14 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 précité, de l'article 168 de la même loi-programme et des articles 129 et 137 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police (publiée au *Moniteur belge* du 30 avril 2002) a été introduit par E. Dhont, demeurant à 9040 Gand, Heiveldstraat 235, R. Wandelseck, demeurant à 9280 Denderbelle, Bermenstraat 8, L. Migom, demeurant à 9300 Alost, Raffelgemstraat 14, boîte 30, M.-J. De Clercq, demeurant à 9220 Hamme, Meerstraat 92, D. Willems, demeurant à 9032 Wondelgem, Kolegemstraat 128, P. Winand, demeurant à 2500 Lierre, Boomlaarstraat 41, K. Rousseau, demeurant à 9000 Gand, Paul Fredericqstraat 38, J. Van Den Ouweland, demeurant à 2980 Zoersel, Sporkenlaan 51, F. Braem, demeurant à 8200 Bruges, Hovenierslanden 4, L. Verstraete, demeurant à 8490 Varsenare, Zandstraat 69, M. Vanhoecke, demeurant à 9860 Oosterzele, Tramstraat 33, E. De Kinder, demeurant à 1790 Affligem, Potaardestraat 83, H. Van Cromphout, demeurant à 9050 Gentbrugge, Leon de Loofstraat 32, G. Schuurman, demeurant à 9920 Lovendegem, Lovaart 6, A. Hemelsoet, demeurant à 9940 Evergem, Eendenplasstraat 33, K. Peeters, demeurant à 3271 Montaigu-Zichem, Ernest Claesstraat 51, D. Normon, demeurant à 8870 Izegem, Boterstraat 17, Y. Lefever, demeurant à 3300 Tirlemont, Neerlintersesteenweg 124, G. Vanderhallen, demeurant à 2980 Zoersel, Het Klooster 15, et D. Jamers, demeurant à 3540 Herck-la-Ville, Veearts Strauvenlaan 16/2, d'une part, et L. Tack, demeurant à 8510 Bellegem, Sint-Amandsdreef 2, A. Cornelis, demeurant à 9300 Alost, Molenstraat 11/1, L. Keunen, demeurant à 2610 Wilrijk, Standonkiaan 42, H. Cillis, demeurant à 2610 Anvers, Iepermanlei 2, W. Devestel, demeurant à 8310 Sint-Kruis, Pijpeweg 1, J. Van Hollebeke, demeurant à 8310 Assebroek, Loweideweg 10, M. Coolman, demeurant à 9000 Gand, Rijsenbergstraat 155, A. De Bruycker, demeurant à 9860 Oosterzele, Geraardsbergssesteenweg 39A, F. Peeters, demeurant à 1703 Schepdaal, Heiligekruiswegstraat 28, P. Beneux, demeurant à 3090 Overijse, Hengstenberg 53, M. Waterplas, demeurant à 9255 Buggenhout, Lentepark 27, D. Walraedt, demeurant à 9050 Gentbrugge, Racingstraat 5, J. Everars, demeurant à 3700 Tongres, Kerkstraat 30, I. Houkx, demeurant à 8200 Bruges, Robrecht van Vlaanderenlaan 34, D. Desmetz, demeurant à 8520 Kuurne, Bloemenhof 23, E. Vercruysse, demeurant à 3360 Bierbeek, Tiensesteenweg 277, E. Janssens, demeurant à 1910 Kampenhout, Rubenslaan 21, F. Dewever, demeurant à 8580 Avelgem, Kortrijkstraat 75, N. Cilissen, demeurant à 3700 Tongres, Eeuwfeestwal 8/1, Y. Martens, demeurant à 3500 Hasselt, Maastrichtersteenweg 312, R. Van der Poorten, demeurant à 2020 Anvers, Willem Eekelaersstraat 17, J. Carmans, demeurant à 3840 Looz, de Tieckenstraat 31, F. Kind, demeurant à 2020 Anvers, Egelantierlaan 66, et J.-P. Peelos, demeurant à 3400 Landen, Raatshovenstraat 131, d'autre part.

d. Par trois requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 28 juin 2002 et parvenues au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 2002, un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, a été introduit par B. Wauters, demeurant à 5022 Cognelée, rue de la Gare de Cognelée, J.-P. Pistrat, demeurant à 7940 Brugelette, avenue Gabrielle Petit 1, et P. Piret, demeurant à 6940 Durbuy, rue des Combattants 34.

e. Par trois requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 28 juin 2002 et parvenues au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 2002, un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, en combinaison avec l'article 129 de la loi du 26 avril 2002 précitée, a été introduit par C. Neyrinck, demeurant à 8560 Wevelgem, Kwadestraat 159, P. Vansteenkiste, demeurant à 9070 Heusden, Steenstraat 6, R. Rondelez, demeurant à 8000 Bruges, Zuidzandstraat 40, J. Devolder, demeurant à 8800 Roulers, Onledeplein 8, et J.-M. Beirnaert, demeurant à 8200 Bruges, Iepenlaan 20.

f. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 juin 2002 et parvenue au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 2002, F. Maes, demeurant à 2520 Ranst, Schawijkstraat 80, a introduit un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 et, subsidiairement, des articles XII.II.26, XII.II.27, XII.II.28 et XII.II.30 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 précité.

g. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 juin 2002 et parvenue au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 2002, J. Berckmans, demeurant à 1850 Grimbergen, Immelvoortstraat 15, a introduit un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, de la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 précité et de l'article 137 de la loi du 26 avril 2002 précitée.

h. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 juin 2002 et parvenue au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 2002, P. Liegeois, demeurant à 6001 Marcinelle, rue des Merles 22, a introduit un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001.

i. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 juin 2002 et parvenue au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 2002, V. Burnay, demeurant à 6950 Nassogne, Chemin des Mésanges 14, a introduit un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, en ce qu'il confirme l'article XII.II.38 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 précité.

j. Par deux requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 28 juin 2002 et parvenues au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 2002, un recours en annulation des articles 116, 117 et 168, 13<sup>e</sup> tiret, de la loi-programme du 30 décembre 2001 (« modifications de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ») a été introduit par l'a.s.b.l. Syndicat de la police belge, ayant son siège à 1060 Bruxelles, avenue Henri Jaspar 114/19, L. Doyen, demeurant à 1367 Ramillies, avenue des Déportés 64, R. Bamps, demeurant à 6700 Arlon, route de Neufchâteau 445, F. Seyler, demeurant à 4500 Huy, rue Haute Sarte 20, B. Jeusette, demeurant à 4280 Hannut, rue des Prés 5A, A. Moulin, demeurant à 5140 Sombreffe, chaussée de Bruxelles 22, M. Liekens, demeurant à 1140 Bruxelles, rue de la Plaine d'Aviation 38, D. Verlaine, demeurant à 5004 Bouges, rue des Chardonnerets 7, J.-M. Le Moine, demeurant à 1560 Hoeilaart, Biesmanstraat 77, A. Delcourt, demeurant à 6141 Forchies-la-Marche, rue des Prisonniers de Guerre 28, et E. Lebon, demeurant à 5000 Namur, rue des Perdrix 15, d'une part, et, M. Brasseur, demeurant à 4500 Huy, chaussée de Waremmes 54, d'autre part.

k. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 juin 2002 et parvenue au greffe le 1<sup>er</sup> juillet 2002, un recours en annulation de la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 précité a été introduit par J.-M. Rocks, demeurant à 4802 Heusy-Verviers, avenue de Ningloheid 121, et A. Massin, demeurant à 4800 Verviers, rue Houckaye 14.

l. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1<sup>er</sup> juillet 2002 et parvenue au greffe le 2 juillet 2002, un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 et de la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 précité a été introduit par F. Arce, demeurant à 4257 Berloz, rue de Willine 52, B. Bonhiver, demeurant à 4570 Marchin, rue Octave Philippot 23, G. Hardenne, demeurant à 4520 Wanze, rue L. Dupagne 3, B. Jeusette, demeurant à 4280 Hannut, rue des Prés 5A, P. Libert, demeurant à 4550 Nandrin, rue Croix André 54, et F. Seyler, demeurant à 4500 Huy, Chemin de la Haute Sarte 20.

m. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1<sup>er</sup> juillet 2002 et parvenue au greffe le 2 juillet 2002, V. Hendrick, demeurant à 4800 Verviers, rue des Sorbiers 35, a introduit un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001.

n. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1<sup>er</sup> juillet 2002 et parvenue au greffe le 2 juillet 2002, un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 a été introduit par N. Creemers, demeurant à 3680 Maaseik, Knapkoekstraat 12, J. Swartele, demeurant à 2240 Zandhoven, B. Bogaerts, demeurant à 2500 Lierre, Kapelstraat 48, W. Debu, demeurant à 8511 Courtrai, Lauwestraat 39, E. Aerts, demeurant à 3806 Saint-Trond, Attenhovenstraat 30, F. Vandeloek, demeurant à 1430 Rebecq, Chemin du Bosquet 2, A. Allard, demeurant à 3390 Tielt, Keulestraat 70, L. Boelen, demeurant à 3600 Genk, Heidriesstraat 68, R. Vandeborne, demeurant à 3300 Tirlemont, Grote Markt 38/8, et l'a.s.b.l. Comité fédéral B.S.R., dont le siège social est établi à 9470 Denderleeuw, Landuitstraat 63.

o. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1<sup>er</sup> juillet 2002 et parvenue au greffe le 2 juillet 2002, P. Hubeau, demeurant à 8500 Courtrai, Neringenplein 14, a introduit un recours en annulation des articles 131 et 168, 15<sup>e</sup>me tiret, de la loi-programme du 30 décembre 2001, des articles 136, 137 et 138, 2<sup>o</sup>, de la loi du 26 avril 2002 précitée et des articles IV.1.7 (confirmé par l'article 136 de la loi du 26 avril 2002 précitée), XII.II.18, 23 et 44 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 précité.

p. Par deux requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 1<sup>er</sup> juillet 2002 et parvenues au greffe le 2 juillet 2002, un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 et de l'article 129 de la loi du 26 avril 2002 précitée a été introduit par J.-P. Delval, demeurant à 4260 Fallais, rue de Bossiaux 21, et A. Bodson, demeurant à 4800 Visé, La Champonière 11.

q. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1<sup>er</sup> juillet 2002 et parvenue au greffe le 2 juillet 2002, un recours en annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 et de la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 précité a été introduit par S. Debras, demeurant à 4280 Hannut, rue Dieu-Le-Garde 7, F. Lemaitre, demeurant à 5350 Ohey, Bois d'Ohey 265, Y. Thomas, demeurant à 6717 Metzert, chaussée Romaine 143, et R. Brose, demeurant à 6997 Erezée, rue des Coteaux 2.

r. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1<sup>er</sup> juillet 2002 et parvenue au greffe le 2 juillet 2002, la Centrale générale des services publics, dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, place Fontainas 9-11, a introduit un recours en annulation des articles 116 et 117 de la loi-programme du 30 décembre 2001.

Ces affaires ont été inscrites sous les numéros 2455 et 2456 (a.), 2463 et 2464 (b.), 2467 et 2468 (c.), 2469, 2470 et 2471 (d.), 2473, 2474 et 2475 (e.), 2477 (f.), 2478 (g.), 2479 (h.), 2481 (i.), 2482 et 2483 (j.), 2486 (k.), 2488 (l.), 2489 (m.), 2490 (n.), 2491 (o.), 2492 et 2493 (p.), 2494 (q.) et 2495 (r.) du rôle de la Cour et ont été jointes.

(...)

## II. En droit

(...)

### *En ce qui concerne la compétence de la Cour*

B.1.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 2456 se plaignent du fait que l'accord syndical du 21 avril 2000 prévoit que les membres de l'ancienne police judiciaire ne bénéficient pas de la prime dite de pilier judiciaire, au contraire des membres des anciennes brigades de surveillance et de recherche de la gendarmerie (en abrégé ci-après : B.S.R.).

B.1.2. La Cour n'est pas compétente pour se prononcer sur le caractère discriminatoire, ou non, d'un accord syndical.

B.2.1. D'après les mêmes parties requérantes, les inspecteurs divisionnaires C, lauréats de l'examen D, seraient discriminés par l'article 15 de l'arrêté royal du 26 mars 2001 « portant exécution des articles 13, 27, alinéas 2 et 5, et 53 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police et portant d'autres dispositions transitoires diverses », en ce que celui-ci autoriserait les seuls gendarmes à poursuivre les procédures de promotion en cours avant le 1<sup>er</sup> avril 2001.

B.2.2. En tant que le recours est dirigé contre un arrêté royal, la Cour n'est pas compétente pour en connaître.

### *En ce qui concerne l'intérêt des parties requérantes dans l'affaire n° 2455*

B.3.1. Les requérants, qui étaient inspecteurs sous-chefs d'aérodrome de la police aéronautique, ont été nommés au grade de maréchal des logis ou premier maréchal des logis de la gendarmerie, puis, par l'effet de l'article XII.II.15 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001, au grade d'inspecteur de la nouvelle police.

B.3.2. Les arrêts du Conseil d'Etat n<sup>os</sup> 116.930 à 116.935, prononcés le 12 mars 2003, ont annulé la nomination des requérants dans l'ancienne gendarmerie, ainsi que leur nomination au grade d'inspecteur de la nouvelle police. Les requérants restent donc dans l'attente d'une nouvelle nomination. Dès lors qu'il appartient à l'autorité administrative d'y procéder en décidant dans quel grade de l'ancienne gendarmerie et de la nouvelle police les requérants doivent être intégrés compte tenu de ces arrêts, les requérants conservent leur intérêt à demander l'annulation de l'article XII.II.15 de l'arrêté royal du 30 mars 2001, confirmé par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001.

### *En ce qui concerne les exceptions d'irrecevabilité soulevées par le Conseil des ministres*

#### *Affaires n<sup>os</sup> 2463, 2464, 2469, 2470, 2471 et 2493*

B.4.1. Le Conseil des ministres fait observer que les requérants n'indiquent pas en quoi la confirmation législative opérée par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 serait inconstitutionnelle, de sorte que les requêtes devraient être déclarées irrecevables.

B.4.2. Il ressort des requêtes visées par le Conseil des ministres que l'annulation de l'article 131 de la loi-programme est sollicitée en ce qu'il confirme la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, qui contiendrait plusieurs discriminations.

Lorsqu'un arrêté royal fait l'objet d'une confirmation législative, il devient lui-même, dès la date de son entrée en vigueur, une norme législative. La Cour est compétente pour contrôler si la loi, qui s'est approprié les dispositions de l'arrêté royal, ne viole pas une des dispositions constitutionnelles dont elle doit assurer le respect.

B.4.3. L'exception soulevée par le Conseil des ministres est rejetée.

#### *Affaire n° 2486*

B.5.1. Le Conseil des ministres soutient, à titre principal, que les requérants ne sollicitent pas l'annulation de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001.

Les requérants indiquent de manière expresse dans leur requête que, par l'effet de l'article 131 de la loi-programme et de la confirmation à laquelle il procède, la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police a été élevée au rang de loi, de sorte que la Cour est devenue compétente pour examiner la conformité des dispositions que contient cette partie XII aux articles 10 et 11 de la Constitution notamment. Dans leur mémoire en réponse, les requérants insistent également sur le caractère indissociablement lié du problème de la constitutionnalité des deux textes précités.

B.5.2. En confirmant la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001, le législateur doit être considéré comme s'étant approprié les matières réglées dans cet arrêté par le pouvoir exécutif. En alléguant plusieurs discriminations qui seraient contenues dans l'arrêté royal précité, tel qu'il a été confirmé par la loi attaquée, les requérants invitent la Cour à vérifier la compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution de l'ensemble législatif que constituent la partie XII de l'arrêté royal et sa loi de confirmation, ce qui relève de sa compétence.

La requête est recevable.

*Affaires n<sup>os</sup> 2488 et 2494*

B.6.1. Selon le Conseil des ministres, les requêtes en annulation devraient être déclarées irrecevables par manque d'intérêt dans le chef des requérants, dès lors que ceux-ci postulent l'annulation de la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 « portant la position juridique du personnel des services de police » *in globo*, sans indiquer concrètement les articles attaqués.

B.6.2. Bien que le dispositif des requêtes vise l'annulation de la partie XII de l'arrêté royal confirmé dans son ensemble, les développements du deuxième moyen de ces requêtes font apparaître que le recours est exclusivement dirigé contre certains articles de cet arrêté. La Cour déterminant l'étendue de la demande à partir du contenu des requêtes, l'exception soulevée par le Conseil des ministres est rejetée.

*Affaire n<sup>o</sup> 2490*

B.7.1. Le Conseil des ministres soutient que l'a.s.b.l. Comité fédéral B.S.R. n'aurait pas déposé la liste de ses membres au greffe du Tribunal de première instance de Termonde, de sorte qu'il se trouverait dans l'impossibilité de vérifier la représentativité de l'association.

B.7.2. L'a.s.b.l. Comité fédéral B.S.R. a produit en annexe de sa requête ses statuts ainsi qu'une copie de la décision par laquelle le conseil d'administration a décidé d'introduire le recours. L'a.s.b.l. a également produit en annexe à son mémoire en réponse la liste de ses membres avec la preuve que celle-ci a bien été déposée au greffe du Tribunal de première instance, le 30 octobre 2002.

L'exception d'irrecevabilité soulevée par le Conseil des ministres est rejetée.

*Quant au deuxième moyen dans les affaires n<sup>os</sup> 2455, 2456, 2469, 2470, 2471, 2473, 2474, 2475, 2479, 2481, 2489, 2490, 2492 et 2493*

B.8.1. Le Conseil des ministres soulève, à titre principal, l'irrecevabilité du second moyen au motif qu'est seule demandée l'annulation de l'article 131 de la loi-programme, et non celle d'articles de l'arrêté royal du 30 mars 2001.

B.8.2. La Cour est compétente en vertu de l'article 142, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de la Constitution et de l'article 1<sup>er</sup> de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage pour contrôler la constitutionnalité des normes législatives. Il ne lui appartient pas de contrôler les normes qui émanent des organes exécutifs.

Toutefois, pour les raisons indiquées en B.3.2, en demandant l'annulation de l'article 131 de la loi-programme, et en invoquant plusieurs discriminations qui seraient contenues dans l'arrêté royal confirmé, les parties requérantes se sont conformées aux exigences de la Constitution et de la loi spéciale.

B.8.3. L'exception d'irrecevabilité du second moyen soulevée par le Conseil des ministres est rejetée.

*En ce qui concerne les exceptions d'irrecevabilité soulevées d'office**Quant au « mémoire en annulation » dans l'affaire n<sup>o</sup> 2486*

B.9. Un « mémoire en annulation » a été introduit à la Cour par les requérants le 6 septembre 2002, à l'appui du recours en annulation qu'ils avaient introduit le 28 juin 2002.

Un tel mémoire, qui n'est pas prévu par la loi spéciale du 6 janvier 1989 et qui est introduit en dehors du délai de six mois suivant la publication de la norme entreprise au *Moniteur belge*, est irrecevable.

*Quant au moyen dirigé contre l'article XII.VII.21 confirmé de l'arrêté royal dans les affaires n<sup>os</sup> 2456, 2474 et 2479*

B.10.1. Les requérants dans les affaires n<sup>os</sup> 2456, 2474 et 2479 allèguent le caractère discriminatoire du mécanisme de commissionnement institué par l'article XII.VII.21 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001.

La disposition incriminée énonce :

« Le ministre commissionne au grade d'inspecteur principal de police, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour la durée de leur désignation à la direction de la police judiciaire ou aux unités judiciaires déconcentrées, les actuels membres du personnel, qui au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont revêtus du grade d'inspecteur de police.

Ils sont, pour la durée de leur désignation, revêtus de la qualité d'officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur du Roi et exercent les fonctions rattachées au cadre moyen.

Pour le surplus, le statut des membres actuels du personnel, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est déterminé conformément à leur insertion dans le cadre de base. »

B.10.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme entreprise.

Les parties requérantes sont toutes issues de l'ancienne police judiciaire. Or, il ressort de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets que celle-ci se composait d'agents et d'officiers judiciaires. La police judiciaire comptait donc deux cadres : le cadre moyen et le cadre des officiers, tandis qu'il n'existait pas de cadre de base. Le Conseil des ministres rappelle à plusieurs reprises dans son mémoire que, sauf trois exceptions, chacun dans le nouveau statut continue d'appartenir à son cadre d'origine. Il en résulte que les membres du cadre moyen de l'ancienne police judiciaire sont intégrés dans le cadre moyen de la nouvelle police. Etant donné que la disposition critiquée concerne le commissionnement des membres du cadre de base de la gendarmerie dans un grade du cadre moyen de la nouvelle police, les requérants n'ont pas d'intérêt à la contester dès lors qu'ils sont nommés dans le grade dans lequel les membres du cadre de base de la gendarmerie sont commissionnés. Ils ne pourraient dès lors s'estimer discriminés par le fait de ne pas pouvoir profiter d'une telle mesure.

B.10.3. Il en résulte que le moyen dirigé contre l'article XII.VII.21 confirmé de l'arrêté royal est irrecevable.

*Quant au moyen dirigé contre l'article XII.VII.11 confirmé de l'arrêté royal dans les affaires n<sup>os</sup> 2486, 2488 et 2489*

B.11.1. Les requérants dans les affaires n<sup>os</sup> 2486 et 2489 reprochent à l'article XII.VII.11 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 de mettre en équivalence le brevet d'officier de police communale avec celui relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie.

L'article XII.VII.11 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 dispose :

« Pour les membres actuels du personnel qui conformément à l'article XII.II.20, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, sont insérés dans l'échelle de traitement M4.1 ou M4.2 et qui sont, soit détenteurs du brevet d'officier de la police communale visé à l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police ou à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant-officier de la police communale, soit détenteurs du brevet de sous-officier supérieur visé à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie, il est instauré une carrière barémique pour le passage entre, respectivement, l'échelle de traitement M4.1 et l'échelle de traitement M5.1 et l'échelle de traitement M4.2 et l'échelle de traitement M5.2 après six années d'ancienneté d'échelle de traitement dans, selon le cas, l'échelle de traitement M4.1 ou M4.2.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée lorsque l'évaluation de fonctionnement bisannuelle en vigueur est 'insuffisante'. »

B.11.2. Les parties requérantes ne démontrent pas, et la Cour n'aperçoit pas, en quoi la mise en équivalence du brevet d'officier de la police communale et de celui de sous-officier supérieur de gendarmerie pourrait avoir une incidence directe et défavorable sur la carrière barémique des requérants qui bénéficient en tout état de cause de la mesure prévue à la disposition critiquée, que cette équivalence soit, ou non, établie.

B.11.3. En tant qu'il est dirigé contre l'article XII.VII.11 précité, le moyen est irrecevable.

*Quant au deuxième moyen dans l'affaire n° 2494*

B.12.1. Les requérants dans l'affaire n° 2494 allèguent une discrimination, dans le deuxième moyen de leur requête, à l'égard des commissaires divisionnaires 1C, lauréats de l'examen 1D, qui ne bénéficieraient pas de la valorisation du brevet dont ils sont titulaires.

B.12.2. Il ressort des éléments du dossier que les trois premiers requérants dans l'affaire 2494, qui allèguent la discrimination susvisée, occupaient le grade de commissaire judiciaire 1B, dans l'ancienne police judiciaire.

Le brevet auquel ils font référence était celui dont pouvait être titulaire le commissaire divisionnaire 1C qui comptait une ancienneté totale de grade d'au moins quatorze années dans le grade de la catégorie des officiers judiciaires, qui avait réussi l'épreuve de capacité d'avancement barémique et qui était porteur du diplôme requis pour le recrutement dans le grade de commissaire judiciaire, en vertu de l'article 112 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets.

Dès lors qu'ils n'avaient pas le grade de commissaire judiciaire divisionnaire, les requérants n'ont pas d'intérêt à alléguer le caractère discriminatoire d'une disposition qui ne concerne que les commissaires divisionnaires.

B.12.3. Le moyen est irrecevable.

*Quant au moyen dirigé contre l'article XII.II.29 confirmé de l'arrêté royal dans l'affaire n° 2456*

B.13.1. Les requérants dans l'affaire n° 2456 dénoncent une discrimination qui trouverait son origine dans l'article XII.II.29 confirmé de l'arrêté royal, en ce qu'il prend en considération les fonctions de sous-officier de gendarmerie dans l'ancien statut pour le calcul de l'ancienneté dans le grade d'officier dans le nouveau statut.

La disposition incriminée énonce :

« Sans préjudice des alinéas 2, 3 et 4, les membres actuels du personnel du cadre d'officiers visés au tableau D1 de l'annexe 11, reçoivent une ancienneté de cadre et de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau D1, troisième colonne, à partir du point 3.9, de l'annexe 11.

Pour la détermination de l'ancienneté de cadre et de grade des membres actuels du personnel du cadre d'officiers qui proviennent du cadre des officiers de la gendarmerie, la somme des anciennetés est prise en compte à partir de la date de nomination dans un grade d'officier visé à l'article 17 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, en ce compris la bonification d'ancienneté visée à l'article 43, § 1<sup>er</sup>, de la même loi.

Les membres actuels du personnel qui, conformément au tableau D1, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.8 y compris, de l'annexe 11, sont commissionnés dans le grade d'aspirant commissaire de police, obtiennent une ancienneté de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau D1, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.8 y compris, de l'annexe 11. Pour la détermination de l'ancienneté de cadre et de grade des membres actuels nommés du cadre d'officiers visés au tableau D1, troisième colonne, point 3.9, l'ancienneté acquise est prise en compte à partir de la date de leur désignation pour une fonction qui ouvre le droit à l'octroi de l'allocation de commandement visée à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres de la gendarmerie, ou de l'allocation de commandant de brigade. »

L'article 29, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983, auquel renvoie la disposition incriminée, prévoit :

« Le sous-officier de gendarmerie commandant une brigade ou un détachement de la prévôté auprès des Forces belges en République fédérale d'Allemagne, bénéficie d'une allocation annuelle fixée à 9 000 ou 12 000 francs, suivant qu'il commande une brigade ou un détachement de la prévôté de deuxième ou de première catégorie.

Le Ministre de la Défense nationale détermine les brigades et les détachements qui appartiennent à l'une ou l'autre de ces catégories. »

B.13.2. Les parties requérantes n'exposent pas, et la Cour n'aperçoit pas, quelles catégories de personnes sont comparées.

B.13.3. Le moyen, en tant qu'il est dirigé contre l'article XII.II.29 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001, est irrecevable.

*Quant au deuxième moyen dans l'affaire n° 2479*

B.14.1. Le requérant dans l'affaire n° 2479 prétend qu'il existe une discrimination entre les anciens gendarmes qui pourront, au bout de quatre années, accéder au grade de commissaire et être encore pensionnés à l'âge de 56 ans et les membres de l'ancienne police judiciaire qui, dans les mêmes conditions, ne pourront être pensionnés qu'à l'âge de 60 ans.

B.14.2. Le moyen, en tant qu'il critique l'âge d'accès à la pension des différents membres issus des anciens corps de police, vise en réalité la loi du 30 mars 2001 relative à la pension du personnel des services de police et de leurs ayants droit, loi qui a fait l'objet de l'arrêt n° 177/2002 du 5 décembre 2002.

B.14.3. Dès lors qu'il est étranger à l'objet de la requête, le moyen est irrecevable.

*Affaire n° 2456*

B.15.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 2456 allèguent une différence de traitement discriminatoire entre les officiers de gendarmerie insérés dans la police judiciaire, qui continuent à bénéficier d'une allocation de commandement ainsi que des indemnités journalières pour frais réels d'enquête, et les officiers issus de la police judiciaire qui, pour leur part, ne bénéficient pas de l'allocation de commandement et perdent le bénéfice des indemnités journalières susvisées.

Dans le mémoire complémentaire qu'elles ont introduit à la Cour, les parties requérantes indiquent que l'indemnité journalière pour frais réels d'enquête qu'elles visaient dans leur requête et dont continueraient à bénéficier les anciens gendarmes, est celle que ceux-ci percevaient en application de l'arrêté royal du 26 février 1958 accordant une indemnité forfaitaire à certains membres du personnel de la gendarmerie.

Quant à l'allocation de commandement qui serait perdue pour les membres de l'ancienne police judiciaire, les requérants précisent qu'il s'agit de celle visée à l'article 123 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets.

B.15.2. Ni le moyen, ni le mémoire complémentaire introduit par les parties requérantes ne permettent à la Cour de déterminer la ou les dispositions qui violeraient, selon les parties requérantes, le principe d'égalité et de non-discrimination. Le moyen, ne répondant pas aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, est irrecevable.

*Quant au fond**Quant à la confirmation législative rétroactive de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.16.1. Les parties requérantes dans les affaires n<sup>os</sup> 2455, 2456, 2467, 2468, 2473, 2474, 2475, 2477, 2478, 2479, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493 et 2494 font grief aux articles 131 et 168 de la loi-programme du 30 décembre 2001 ainsi qu'aux articles 129, 136, 137 et 138, 2<sup>o</sup>, de la loi du 26 avril 2002 « relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police » d'influencer de manière décisive des procédures juridictionnelles en cours, en méconnaissance des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec d'autres dispositions de la Constitution, des principes généraux du droit, ainsi que des dispositions de plusieurs conventions internationales.

B.16.2. L'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 dispose :

« La partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police est confirmée. »

Quant à l'article 168 de la loi-programme, il énonce :

« La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002, à l'exception de :

[...]

les articles 120, 129 et 130 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> avril 2001;

[...] »

L'article 129 de la loi du 26 avril 2002 dispose :

« A l'article 168, quinzième tiret, de la loi-programme du 30 décembre 2001, les mots ' et 131 ' sont insérés entre le mot ' 130 ' et le mot ' qui '. »

Les articles 136 à 138 de la même loi énoncent :

« Art. 136. Les articles I.I.1<sup>er</sup>, I.I.11, II.II.1<sup>er</sup>, II.II.2, II.III.1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2 et 3, II.III.2, III.III.1<sup>er</sup>, III.III.2, III.V.1<sup>er</sup>, III.V.2, IV.I.4, IV.I.5, IV.I.6, IV.I.7, IV.I.8, IV.I.9, IV.I.10, IV.I.11, IV.I.15, alinéa 2, IV.I.35, IV.I.41, IV.I.42, IV.I.43, IV.I.44, IV.I.45, IV.I.46, IV.I.49, VII.I.1<sup>er</sup>, VII.I.2, VII.I.3, VII.I.4, VII.I.5, VII.I.10, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.I.13, VII.I.21, alinéa 1<sup>er</sup> et 2, VII.I.26, VII.I.27, alinéa 2, VII.I.28, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.I.29, VII.I.30, VII.I.40, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.I.41, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.I.44, VII.II.1<sup>er</sup>, § 2, VII.II.2, VII.II.4, VII.II.5, VII.II.6, VII.II.7, VII.II.8, VII.II.11, alinéa 2, VII.II.12, alinéa 2, VII.II.28, VII.II.29, VII.III.1<sup>er</sup>, VII.III.2, VII.III.3, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.4, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.8, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.16, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.19, VII.III.20, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.53, VII.III.86, VII.III.87, VII.III.88, VII.III.124, VII.III.125, VII.III.129, VII.IV.2, VII.IV.4, VII.IV.5, VII.IV.6, VII.IV.7, VII.IV.8, VII.IV.9, VII.IV.13, alinéa 2, VII.IV.14, alinéa 2, VII.IV.15, alinéa 2, IX.I.1<sup>er</sup>, IX.I.2, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, IX.I.3, IX.I.4, IX.I.6, alinéa 4, IX.I.7, alinéa 1<sup>er</sup>, IX.I.8, IX.I.10, IX.I.12, X.I.1<sup>er</sup>, XI.II.1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, XI.II.2, XI.II.16, XI.II.23, § 1<sup>er</sup>, XI.II.24, XI.II.25, XI.II.26, XI.II.27 et XI.II.28 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, sont confirmés.

Art. 137. Pour son application, la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, confirmée par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, doit être lue avec la version du même arrêté telle que fixée à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Les modifications apportées à l'arrêté royal du 30 mars 2001 précité après cette date d'entrée en vigueur sont d'application conforme à cette partie XII dans la mesure et pour autant que ce soit explicitement prévu.

Art. 138. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de :

1<sup>o</sup> l'article 97 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001;

2<sup>o</sup> les articles 1<sup>er</sup> à 96, 130, 131 et 136 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> avril 2001. »

B.16.3. En ce qui concerne l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, certaines parties requérantes soutiennent que la confirmation qu'il prévoit ne serait, de l'aveu même du législateur, pas celle qu'avait prévue, pour le 30 avril 2002, l'article 184 de la Constitution, dès lors qu'elle ne porte pas sur les éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police intégrés. N'ayant pas été prévue, la confirmation critiquée constituerait une validation contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'elle interfère dans une procédure juridictionnelle en cours, sans être motivée par des considérations d'intérêt général.

D'autres parties requérantes estiment que la confirmation intervenue par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, bien qu'elle ait été prescrite explicitement, serait, vu les circonstances, intervenue exclusivement dans le but et avec pour objet de priver certains citoyens d'une garantie juridictionnelle essentielle, en l'occurrence un recours au Conseil d'Etat contre la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001. En outre, la rétroactivité conférée à cette disposition par la loi du 26 avril 2002 ne serait nullement justifiée dans la mesure où l'article 184 de la Constitution prévoyait que la confirmation législative devait intervenir avant le 30 avril 2002.

B.16.4.1. Il y a lieu de rappeler que l'ancien article 184 de la Constitution, relatif à la gendarmerie, disposait :

« L'organisation et les attributions de la gendarmerie font l'objet d'une loi. »,

et que dans son arrêt n<sup>o</sup> 134/99 du 22 décembre 1999, la Cour a dit pour droit, en B.6.1 :

« En attribuant au pouvoir législatif la compétence de régler l'organisation et les attributions de la gendarmerie, l'article 184 de la Constitution garantit que cette matière fera l'objet de décisions prises par une assemblée délibérante démocratiquement élue. Bien que cette disposition réserve ainsi, en cette matière, la compétence normative au législateur fédéral - lequel doit en régler lui-même les éléments essentiels -, elle n'exclut toutefois pas que soit laissé un pouvoir limité d'exécution au Roi. »

B.16.4.2. Le nouvel article 184 de la Constitution, inséré par la disposition constitutionnelle du 30 mars 2001, relatif au service de police intégré, structuré à deux niveaux, lequel service résulte de la constitution en une seule unité de l'ancienne gendarmerie, des anciennes polices communales et de la police judiciaire près les parquets, dispose :

« L'organisation et les attributions du service de police intégré, structuré à deux niveaux, sont réglées par la loi. Les éléments essentiels du statut des membres du personnel du service de police intégré, structuré à deux niveaux, sont réglés par la loi.

*Disposition transitoire*

Le Roi peut toutefois fixer et exécuter certains éléments essentiels du statut des membres du personnel du service de police intégré, structuré à deux niveaux, pour autant que cet arrêté soit confirmé, quant à ces éléments, par la loi avant le 30 avril 2002. »

B.16.4.3. Lors de l'élaboration du nouvel article 184 de la Constitution, il a été renvoyé explicitement à l'arrêt n<sup>o</sup> 134/99 de la Cour (*Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n<sup>o</sup> 2-657/3, pp. 25-26). C'est du reste pour cette raison que la disposition transitoire de ce nouvel article a également été adoptée :

« Cet amendement permet d'éviter de mettre en péril la réforme des polices, sans que l'on ne déroge pour autant au principe fondamental selon lequel c'est en principe la loi qui règle le statut de la police. » (*ibid.*, p. 14; voy. également *Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, DOC 50 1169/003, p. 26)

En effet, l'article 121 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, avait précédemment habilité le Roi « à fixer les modalités du statut des membres du personnel »; en exécution de cette disposition a été pris l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police. Dans le prolongement de la jurisprudence de la Cour, la section de législation du Conseil d'Etat a observé au sujet de la proposition de loi qui est devenue la loi précitée :

« Si l'article 184 de la Constitution n'exclut pas que certaines délégations soient conférées au Roi, il réserve au législateur fédéral la compétence d'établir les règles essentielles. » (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1676/5, p. 2)

La disposition transitoire du nouvel article 184 de la Constitution a été adoptée afin de répondre à l'objection selon laquelle « [le] statut des membres du personnel de [la] police intégrée relève de l'organisation de celle-ci et les éléments essentiels de ce statut doivent, dès lors, être réglés par la loi elle-même » (avis du Conseil d'Etat, *Moniteur belge*, 31 mars 2001, troisième édition, p. 10867) (voy. également *Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 2-657/3, pp. 10 et suivantes).

B.16.5.1. Tant le texte du nouvel article 184 de la Constitution que sa genèse font apparaître que seul le législateur est compétent pour régler « les éléments essentiels » du statut des membres du personnel du service de police intégré, sans préjudice de la compétence du Roi d'exécuter ces dispositions législatives sur la base de l'article 108 de la Constitution. La réglementation des éléments non essentiels du statut relève de la compétence résiduaire du législateur, lequel, par application de l'article 105 de la Constitution, peut la confier au Roi.

B.16.5.2. Sur la base de la disposition transitoire du nouvel article 184 de la Constitution, le Roi pouvait toutefois, à titre de mesure transitoire, fixer et exécuter lui-même les éléments essentiels du statut des membres du personnel du service de police intégré, sous réserve de confirmation de cette réglementation par le législateur avant le 30 avril 2002.

En vertu de l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, le législateur a procédé à cette confirmation. L'utilisation par cette loi-programme des termes « La partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 [...] est confirmée » signifie que cette disposition a pour objet et pour effet de donner valeur législative à cette partie de l'arrêté royal à la date de l'entrée en vigueur de celui-ci. La notion juridique de « confirmation » a cette portée. L'article 129 de la loi du 26 avril 2002 a pour seul objet de lever une éventuelle incertitude à ce sujet.

L'article 137 de la même loi a pour objet de prévoir que la norme ainsi confirmée sera lue en tenant compte des modifications qui lui seraient apportées par la suite, que ce soit avant ou, moyennant disposition expresse, après la date d'entrée en vigueur de la loi précitée du 26 avril 2002 et, par conséquent, de lever, de manière analogue, une éventuelle incertitude.

B.16.6. A supposer même que certaines dispositions de cette partie XII et de ses annexes puissent être considérées comme ne constituant pas des « éléments essentiels » du statut, il n'en demeurerait pas moins que cette partie XII constitue un tout, réalisant une phase essentielle de la constitution de la nouvelle police, à savoir l'intégration dans un corps nouveau de fonctionnaires de police aux statuts très variés. La confirmation législative de l'ensemble de ces dispositions a renforcé le contrôle du législateur, sans préjudice de celui que la Cour doit opérer sur les arrêtés royaux confirmés.

B.16.7. Le fait que la confirmation législative de la partie XII de l'arrêté royal en cause - arrêté royal intervenu au même moment que le nouvel article 184 de la Constitution - ait pour conséquence que des recours devant le Conseil d'Etat à l'encontre de certaines dispositions de cette partie XII dudit arrêté ont perdu leur objet, n'est pas de nature à mettre en cause la constitutionnalité des dispositions attaquées. En effet, les requérants devant le Conseil d'Etat savaient que les dispositions étaient susceptibles d'une confirmation législative, qui aurait nécessairement cet effet. Par ailleurs, ces requérants alléguaient essentiellement devant le Conseil d'Etat des différences de traitement qu'ils estimaient injustifiées. Ces différences de traitement ont pu être dénoncées devant la Cour. La protection juridictionnelle des requérants n'est donc pas affectée.

B.16.8. Le moyen n'est pas fondé.

*Quant au second moyen dans l'affaire n° 2455 ainsi qu'à l'ensemble des moyens dans les affaires n°s 2469, 2470 et 2471*

B.17.1. Les requérants dans l'affaire n° 2455 allèguent la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec d'autres dispositions constitutionnelles, législatives ou réglementaires, en ce que l'article XII.II.15 de l'arrêté du 30 mars 2001, confirmé par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, intègre au grade d'inspecteur de police de la police intégrée, d'une part, les sous-chefs et premiers sous-chefs d'aérodrome de gendarmerie et, d'autre part, les maréchaux et premiers maréchaux des logis de gendarmerie revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire et d'officier de police administrative, alors qu'ils auraient dû être intégrés, selon eux, dans le grade d'officier ou dans les fonctions de commandant de brigade de la gendarmerie et, partant, dans le grade d'officier de la police intégrée.

B.17.2. Le requérant dans l'affaire n° 2471 était revêtu du grade d'officier de police des chemins de fer, désigné par arrêté royal pour exercer la fonction d'inspecteur de la police des chemins de fer. Il avait lui aussi la double qualité d'officier de police judiciaire et de police administrative. Il a été intégré au grade de maréchal des logis de la gendarmerie avant d'être intégré dans le cadre de base de la nouvelle police, au grade d'inspecteur de police, en application de l'article XII.II.15 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001.

Il compare sa situation à celle des inspecteurs de l'ancienne police communale qui avaient, ou non, la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi, et à celle des anciens sous-officiers d'élite de la gendarmerie ayant la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Les uns et les autres ont été intégrés dans le cadre moyen de la nouvelle police alors qu'à l'estime du requérant, ils avaient les mêmes fonctions, les mêmes responsabilités et la même formation que le requérant.

Quant au requérant dans l'affaire n° 2469, il était sous-commissaire de surveillance dans la police des chemins de fer et avait été désigné par arrêté royal pour exercer la fonction d'inspecteur de la police des chemins de fer. Il a été intégré dans le grade de maréchal des logis chef de la gendarmerie.

Le requérant dans l'affaire n° 2470, qui était également sous-commissaire de surveillance désigné par arrêté royal pour exercer la fonction d'inspecteur de la police des chemins de fer, mais qui exerçait également les fonctions de commandant de brigade, a été intégré dans le grade de premier maréchal des logis chef de la gendarmerie.

Par l'effet de l'article XII.II.18 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001, ainsi que de l'annexe 11 de cet arrêté, les requérants dans les affaires n°s 2469 et 2470 ont été intégrés dans le cadre moyen de la nouvelle police, au grade d'inspecteur principal de police. Ils se plaignent d'avoir été intégrés dans un grade de la gendarmerie, puis de la police intégrée, qui leur a fait perdre la double qualité d'officier de police judiciaire et d'officier de police administrative et comparent leur situation avec celle des gardes champêtres uniques qui ont été insérés dans le cadre des officiers pour conserver leur double qualité d'officier de police judiciaire et d'officier de police administrative.

B.17.3. L'article XII.II.15 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police dispose :

« Les membres actuels du personnel visés au tableau B, troisième colonne, de l'annexe 11 sont repris dans le cadre de base, et sont, suivant le cas, nommés ou commissionnés dans le grade correspondant visé à la première colonne de ce même tableau B et obtiennent une des échelles de traitement correspondantes suivantes visées à la deuxième colonne de ce même tableau B :

- 1° B1 : si leur ancienneté pécuniaire corrigée visée à l'article XII.XI.17, § 1<sup>er</sup>, est de moins de six ans;
- 2° B2 : si leur ancienneté pécuniaire corrigée visée au 1° atteint au moins six ans sans dépasser douze ans;
- 3° B3 : si leur ancienneté pécuniaire visée au 1° atteint au moins douze ans sans dépasser dix-huit ans;
- 4° B4 : si leur ancienneté pécuniaire visée au 1° atteint au moins dix-huit ans sans dépasser vingt-quatre ans;
- 5° B5 : si leur ancienneté pécuniaire visée au 1° atteint au moins vingt-quatre ans. »

Quant au tableau B, troisième colonne, de l'annexe 11, auquel la disposition précitée se réfère, il prévoit que sont nommés au grade d'inspecteur de police, les maréchaux des logis de gendarmerie, les sous-chefs d'aérodrome de gendarmerie, les premiers maréchaux des logis de gendarmerie et les premiers sous-chefs d'aérodrome de gendarmerie.

L'article XII.II.18 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 prévoit :

« Les membres actuels du personnel visés au tableau C, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre moyen et sont, selon le cas, nommés ou commissionnés dans le grade correspondant visé à la première colonne de ce même tableau C ».

Quant au tableau C auquel la disposition précitée se réfère, il intègre au grade d'inspecteur principal les maréchaux des logis chefs et premiers maréchaux des logis chefs de gendarmerie.

B.17.4.1. En application de la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie ainsi que de l'arrêté royal du 26 janvier 1999 portant la mise en vigueur de certaines dispositions de la loi précitée, les membres du personnel de la police aéronautique ayant opté pour un transfert dans la catégorie du personnel à compétence de police spéciale du corps opérationnel de la gendarmerie, ainsi que les membres du personnel de la police des chemins de fer, ont été transférés au grade de maréchal des logis, de premier maréchal des logis, de maréchal des logis chef ou de premier maréchal des logis chef de la gendarmerie, en fonction du grade et de l'ancienneté dont ils bénéficiaient dans leur ancien corps.

L'article 11, § 2, alinéa 4, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, modifié par l'article 2, 2°, de la loi du 17 novembre 1998, prévoyait que les fonctionnaires de police qui, avant leur transfert à la gendarmerie, avaient la qualité d'officier de police administrative, d'officier de police judiciaire ou d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, conservaient cette qualité.

Le ministre de l'Intérieur a déclaré, à propos d'un amendement visant à compléter l'article 2, 2°, de la loi, qu'il estimait que pour pouvoir porter le titre d'officier de police administrative, l'intéressé devait effectivement en exercer les fonctions et qu'il ne pouvait être question d'attribuer un titre honorifique lié à la personne et non aux fonctions exercées (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1618/4, pp. 30-31).

Le principe énoncé à l'article 2, 2°, de la loi du 17 novembre 1998 a été maintenu lors de la création d'un service de police intégré. L'article 253, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux garantit, en effet, aux agents des services spéciaux transférés au corps opérationnel de la gendarmerie à compétence de police spéciale, le maintien de leurs qualités d'officier de police judiciaire ou d'officier de police administrative.

Les travaux préparatoires de la loi indiquent :

« Afin d'éviter de devoir modifier l'ensemble des textes légaux et réglementaires qui confient des compétences à la gendarmerie et à la police judiciaire près les parquets, [l'article 253] confie globalement toutes les compétences des services de police intégrés à la police fédérale.

L'alinéa 3 de cette disposition garantit en outre à chacun qu'il conserve ses attributions en matière de police judiciaire ou administrative. » (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1676/1, p. 119)

B.17.4.2. Les grades de maréchal des logis et premier maréchal des logis de la gendarmerie, dans lesquels une partie des requérants ont été transférés, ne confèrent ni la qualité d'officier de police judiciaire, ni la qualité d'officier de police administrative. C'est d'ailleurs ce qui a amené le Conseil d'Etat à prononcer plusieurs arrêts, les 30 mars et 27 juin 2001, annulant les arrêtés ministériels par lesquels les requérants étaient nommés au grade de maréchal des logis ou premier maréchal des logis. La qualité d'officier de police administrative n'est, en outre, pas reconnue aux maréchaux des logis chefs et premiers maréchaux des logis chefs de la gendarmerie. Toutefois, la Cour ne peut vérifier la légalité des conditions dans lesquelles les requérants ont été transférés de la police aéronautique ou de la police des chemins de fer vers la gendarmerie. Certes, le grade dont étaient revêtus les anciens membres de la police aéronautique dans la gendarmerie permet de déterminer celui dont ils bénéficient dans la nouvelle police. La Cour n'est toutefois saisie que du recours dirigé contre les articles XII.II.15 et XII.II.18 de l'arrêté royal du 30 mars 2001, confirmés par la loi-programme du 30 décembre 2001. C'est donc le seul transfert des maréchaux des logis et premiers maréchaux des logis dans le grade d'inspecteur de la police intégrée et celui des maréchaux des logis chefs et premiers maréchaux des logis chefs dans le grade d'inspecteur principal de la police intégrée que la Cour est habilitée à contrôler.

B.17.5. L'article 10 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie prévoyait, avant son abrogation par une loi du 27 décembre 2000, que pour être nommé au grade de maréchal des logis, il fallait, entre autres, suivre un cycle de formation d'un an au moins du niveau de l'enseignement supérieur non universitaire. L'article 2, 6°, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie prévoyait, avant son abrogation par l'arrêté du 24 août 2001, que pour être admis au cycle de formation, il fallait être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études au moins équivalent à ceux pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 2 dans les administrations de l'Etat. L'article 7 de l'arrêté précité exigeait en outre d'être déclaré apte par une commission de sélection, sur la base d'un examen de sélection.

L'article IV.I.7 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 ainsi que l'article 15 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police disposent que pour être recruté au grade d'inspecteur de police, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les administrations fédérales.

L'article 142quinquies de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux dispose que la formation de base du cadre de base (auquel appartiennent les inspecteurs de police) comprend des activités éducatives théoriques et pratiques d'une durée minimale de neuf mois.



Quant aux fonctions exercées, l'article 117 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, prévoit que les fonctionnaires de police, qui sont répartis en trois cadres, à savoir le cadre de base, le cadre moyen et le cadre d'officiers, sont compétents pour l'exercice de missions de police judiciaire et administrative. Ces missions sont décrites aux articles 14 et suivants de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police et sont restées identiques à celles qui étaient exercées par la gendarmerie et les autres corps de police avant la réforme.

B.17.6. Il résulte de ce qui précède que la mesure intégrant les maréchaux des logis et premiers maréchaux des logis de la gendarmerie dans le grade d'inspecteur de la police intégrée n'est pas dépourvue de justification raisonnable.

B.18.1. Par ailleurs, l'article 11, § 4, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie ainsi que l'article 2, 1<sup>o</sup>, de la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie permettaient aux membres de l'ancienne police aéronautique d'opter, au moment du transfert de la police aéronautique vers la gendarmerie, pour le maintien de leur statut d'origine. Ils étaient alors considérés comme appartenant à un cadre spécial de la gendarmerie, appelé « catégorie de personnel de police spéciale ». Ces membres du personnel sont également visés par le tableau B de l'annexe 11 de l'arrêté royal du 30 mars 2001. Or, celui-ci prévoit que les sous-chefs d'aérodrome de gendarmerie et les premiers sous-chefs d'aérodrome de gendarmerie sont transférés au grade d'inspecteur de la nouvelle police. La Cour est tenue d'examiner si une telle intégration n'est pas de nature à les discriminer.

B.18.2. Le Conseil des ministres soutient que les membres du personnel de la police aéronautique qui ont opté pour le maintien de leur statut d'origine gardent leurs qualités d'officier de police judiciaire et d'officier de police administrative en application de l'article 253, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998 et sont intégrés dans la police fédérale à un grade reconnu équivalent.

Il résulte de l'article 138, 1<sup>o</sup>, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, que ne sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, que les fonctionnaires de police nommés dans un grade d'officier. L'article 151 de la même loi prévoit, en remplacement de l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, que « sont revêtus de la qualité d'officier de police administrative : [...] les officiers de la police fédérale et de la police locale ».

B.18.3. En intégrant les sous-chefs d'aérodrome et premiers sous-chefs d'aérodrome dans le grade d'inspecteur de police, ceux qui étaient revêtus de la double qualité d'officier de police judiciaire et administrative, la perdent dès lors que ces qualités ne sont pas reconnues au grade d'inspecteur et qu'aucune fonction incluant ces qualités ne leur est reconnue.

Il s'ensuit qu'en intégrant les sous-chefs d'aérodrome et premiers sous-chefs d'aérodrome ayant la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, et d'officier de police administrative dans le grade d'inspecteur de la police intégrée, l'article XII.II.15 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 prive ces catégories des qualités précitées, sans justification raisonnable, alors que l'article 2, 2<sup>o</sup>, de la loi du 17 novembre 1998 et l'article 253, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998 garantissent à chaque membre des anciens corps de police qui avait la double qualité d'officier de police judiciaire et administrative, la conservation de celle-ci.

B.18.4. En ce que l'article XII.II.15 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 a pour conséquence que ceux des anciens sous-chefs d'aérodrome et premiers sous-chefs d'aérodrome qui ont choisi le maintien de leur statut d'origine ne conservent pas la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et d'officier de police administrative, le moyen est fondé.

B.19.1. La Cour doit encore examiner si l'article XII.II.18 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 est discriminatoire en ce qu'il intègre les maréchaux des logis chefs et premiers maréchaux des logis chefs de l'ancienne gendarmerie dans le cadre moyen de la police intégrée, au grade d'inspecteur principal de police.

B.19.2. Les maréchaux des logis chefs et premiers maréchaux des logis chefs avaient le grade de sous-officier d'élite, en vertu de l'article 17 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

Il était possible d'accéder à ce grade, soit par recrutement, soit par promotion sociale.

Dans le cas d'un recrutement, le candidat sous-officier d'élite devait, notamment, en application de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, être porteur d'un diplôme équivalent au diplôme requis pour le recrutement des agents de niveau 2 dans les administrations de l'Etat et réussir un examen de sélection ainsi qu'une épreuve d'aptitude au commandement donnant accès à une formation qui devait durer deux années au moins.

Dans le cas de la promotion sociale, l'article 52 de la loi du 27 décembre 1973 prévoyait que pour être nommé au grade de maréchal des logis chef, il fallait avoir suivi avec succès un cycle de formation dont les conditions d'admission et les modalités étaient fixées par l'arrêté royal du 2 avril 1976 relatif à l'accession des sous-officiers d'élite et supérieurs de gendarmerie au grade de sous-lieutenant de gendarmerie et à l'accession des sous-officiers subalternes de gendarmerie au grade de maréchal des logis chef de gendarmerie. Le candidat sous-officier d'élite devait être âgé de 35 ans au moins, compter 12 années de service effectif au grade de maréchal des logis et avoir suivi avec succès un cycle de formation.

B.19.3.1. Les maréchaux des logis chefs et premiers maréchaux des logis chefs de l'ancienne gendarmerie ont été intégrés dans le cadre moyen de la nouvelle police, au grade d'inspecteur principal.

Pour être recruté au grade d'inspecteur principal de police avec spécialité particulière ou avec spécialité d'assistant de police, les articles IV.I.8 et IV.I.9 confirmés de l'arrêté royal du 30 mars 2001 ainsi que les articles 16 et 17 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police prévoient que le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2+ dans les administrations fédérales.

La durée de la formation de base que doivent suivre les membres du cadre moyen de la police est fixée à neuf mois par l'article 142quinquies de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Enfin, les fonctions exercées par les membres du cadre moyen de la nouvelle police sont celles fixées aux articles 14 et suivants de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

B.19.3.2. Il résulte de l'examen des conditions requises pour accéder aux fonctions comparées qu'en intégrant les maréchaux des logis chefs et premiers maréchaux des logis chefs, membres du cadre moyen de l'ancienne gendarmerie, dans le cadre moyen de la nouvelle police, au grade d'inspecteur principal, le législateur n'a pas pris une mesure dépourvue de justification au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

B.19.4. Le moyen n'est pas fondé.

*Quant aux moyens soulevés dans les autres affaires*

*En ce qui concerne l'article XII.II.18 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.20.1. Les requérants dans les affaires n<sup>os</sup> 2456, 2474, 2479, 2488, 2491 et 2492 prennent un moyen de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément ou en combinaison avec plusieurs dispositions législatives et avec des principes généraux du droit en ce que la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, confirmée par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, intègre dans un grade de niveau 2, avec une échelle de traitement du niveau 2+, les inspecteurs et inspecteurs divisionnaires de l'ancienne police judiciaire qui disposaient d'un grade de niveau 2+ au sein de celle-ci.

Leur mobilité s'en trouverait réduite dès lors qu'ils ne pourraient plus postuler qu'à des emplois de niveau 2 au sein de l'administration générale ou du cadre administratif et logistique. Seuls les agents administratifs et logistiques porteurs du même diplôme pourront postuler dès lors qu'eux seuls conservent le niveau 2+. Cette intégration dans le cadre moyen de la police intégrée aurait également pour effet de les mettre sur le même pied que des agents subalternes de l'ancienne police communale ou de l'ancienne gendarmerie, en faisant abstraction des fonctions de commandement qu'ils exerçaient avant la réforme, en vertu de leur qualité d'officier de police judiciaire.

B.20.2. L'article XII.II.18 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, confirmé par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, dispose :

« Les membres actuels du personnel visés au tableau C, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre moyen et sont, selon le cas, nommés ou commissionnés dans le grade correspondant visé à la première colonne de ce même tableau C [...]. »

Le tableau C de l'annexe 11 précitée prévoit que les inspecteurs judiciaires et les inspecteurs judiciaires divisionnaires sont transférés dans la nouvelle police, au grade d'inspecteur principal de police.

B.20.3.1. Il ressort de l'article II.II.1 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 que l'inspecteur principal de police appartient au cadre moyen de la police intégrée.

L'article IV.I.7 de l'arrêté précité prévoit que pour être recruté au grade d'inspecteur de police, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les administrations fédérales. En revanche, il faut être titulaire d'un diplôme ou certificat d'études donnant accès à un niveau 2+ dans les administrations fédérales pour être recruté au grade d'inspecteur principal avec spécialité particulière ou avec spécialité d'assistant de police (articles IV.I.8 et IV.I.9 du même arrêté).

B.20.3.2. L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets énonçait :

« La police judiciaire près les parquets se compose d'agents et d'officiers judiciaires. La catégorie des agents judiciaires comprend les grades d'inspecteur judiciaire et d'inspecteur judiciaire divisionnaire. »

Les conditions particulières pour le recrutement au grade d'agent judiciaire étaient fixées par l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la police judiciaire près les parquets. Celui-ci prévoyait, en son article 4, 2<sup>o</sup>, que pour être agent judiciaire, il fallait être porteur au moins d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court ou d'un diplôme de candidature délivré par un établissement d'enseignement de niveau universitaire. Toutefois, en vertu de l'article 5 du même arrêté, pouvaient être admis candidat au grade d'agent judiciaire, les membres des polices communales ou du corps de gendarmerie porteurs d'un des diplômes ou des certificats d'études régulièrement délivrés parmi ceux pris en considération pour l'admission à un grade de niveau 2 dans les administrations fédérales et qui comptaient au moins quatre ans de service actif dans leur corps d'origine.

B.20.4. En intégrant les inspecteurs et inspecteurs divisionnaires de l'ancienne police judiciaire dans le grade d'inspecteur principal, l'article XII.II.18 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 assimile des agents qui étaient titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur de type court à des agents qui sont titulaires d'un diplôme de niveau 2, soit celui qui correspond à l'enseignement secondaire supérieur. Il prive, ce faisant, les requérants de la possibilité de valoriser le diplôme dont ils sont porteurs, bien qu'ils soient maintenus dans une échelle barémique qui tient compte de ce diplôme.

B.20.5.1. Le Conseil des ministres fait valoir que les échelles barémiques qui ont été accordées aux inspecteurs et inspecteurs divisionnaires de l'ancienne police judiciaire ne sont pas du niveau 2 mais du niveau 2+, de sorte qu'il a été tenu compte du diplôme dont ils sont titulaires.

La Cour relève également que la question a été soulevée lors des discussions qui ont précédé l'adoption de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police.

Le ministre de l'Intérieur a répondu que la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux :

« privilégiait], en son article 120, l'exercice de l'autorité fondé sur une hiérarchie fonctionnelle plutôt que sur une hiérarchie reposant sur le grade ».

Il a ajouté :

« La solution qui a été retenue par l'arrêté royal 'Mammouth' de ne créer qu'un grade par cadre, sauf dans le cadre des officiers où il y en a deux, répond donc parfaitement à l'esprit et à la lettre de la loi du 7 décembre 1998. Par ailleurs, cette solution minimaliste a rendu plus facile l'insertion dans ces nouveaux grades qui sont autant de grandes catégories et qui sont dotés chacun, il est vrai, de plusieurs échelles barémiques. Vouloir créer un deuxième grade au sein du cadre moyen irait à l'encontre de la logique précitée. En outre, ceci aurait pour conséquence de créer une apparente hiérarchie au sein de ce cadre, ce qui n'est pas souhaitable. Les qualifications initiales des intéressés se traduisent toutefois bien évidemment dans des échelles barémiques distinctes. » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50 1683/006, p. 21)

B.20.5.2. Ni les arguments avancés par le ministre de l'Intérieur lors des discussions parlementaires qui ont précédé l'adoption de la loi du 26 avril 2002, ni l'insertion dans une échelle barémique qui correspond au niveau 2+ ne permettent de justifier ou de compenser le fait que la mesure critiquée porte atteinte de manière disproportionnée aux droits des requérants relatifs à la mobilité dans la fonction publique dont ils pouvaient bénéficier en raison de leur diplôme.

B.20.6. L'arrêté royal du 30 mars 2001 prévoit un grade spécial d'inspecteur de police avec spécialité particulière ou avec spécialité d'assistant de police, qui permet aux titulaires d'un diplôme de niveau 2+ de valoriser celui-ci lorsqu'ils sont recrutés dans la nouvelle police. L'explication avancée par le ministre de l'Intérieur selon laquelle la hiérarchie fonctionnelle doit être privilégiée par rapport à une hiérarchie établie en fonction du grade est d'autant moins satisfaisante qu'un grade a été créé dans la nouvelle police, pour lequel le diplôme de niveau 2+ est exigé.

B.20.7. Il en résulte que le moyen, dirigé contre l'article XII.II.18 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001, en ce qu'il intègre les inspecteurs et inspecteurs divisionnaires de l'ancienne police judiciaire dans le grade d'inspecteur principal de la nouvelle police, est fondé.

B.21.1. Les requérants dans l'affaire n° 2456 reprochent également à l'article XII.II.18 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 de traiter de manière identique les inspecteurs et inspecteurs divisionnaires de l'ancienne police judiciaire en les intégrant dans le même grade dans la nouvelle police, en l'occurrence celui d'inspecteur principal, alors qu'ils ont suivi deux cycles de formation différents de l'École de criminologie. Ils insistent sur le fait que, pourtant, la distinction a été maintenue, dans l'arrêté royal, entre les sous-officiers d'élite de la gendarmerie et les sous-officiers supérieurs.

Ils ajoutent que certains membres de l'ancienne police judiciaire qui étaient titulaires d'un diplôme du degré supérieur de l'école de criminologie, leur donnant accès au grade de commissaire divisionnaire après la réussite d'un examen de promotion au grade d'officier, perdent le bénéfice de ce diplôme, qui aurait dû, selon eux, être mis en équivalence avec le brevet de direction visé à l'article VII.II.4, 3°, confirmé de l'arrêté royal précité.

B.21.2. Dès lors que l'article XII.II.18 confirmé de l'arrêté royal doit être annulé par la Cour en ce qu'il intègre les inspecteurs et inspecteurs divisionnaires de l'ancienne police judiciaire au grade d'inspecteur principal de la nouvelle police, le moyen perd son objet.

B.22.1. Le requérant dans l'affaire n° 2493 fait grief à l'article XII.II.18 ainsi qu'à l'article XII.II.25 confirmés de l'arrêté royal d'établir une différence de traitement entre les adjudants et adjudants-chefs de gendarmerie ne bénéficiant pas de l'allocation visée à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie et ceux qui en bénéficient dès lors que les premiers sont intégrés dans le cadre moyen de la nouvelle police, tandis que les seconds sont intégrés dans le cadre des officiers.

B.22.2. Deux raisons justifient la différence de traitement dénoncée, d'après le Conseil des ministres. La première est que le commandant de brigade de gendarmerie était, en réalité, commandant d'une unité de police de base équivalente ou comparable aux unités de police de base que constituent les différents corps de police communale qui étaient, eux, tous commandés par des officiers. La deuxième raison est que les commandants de brigade, par opposition aux adjudants et adjudants-chefs de gendarmerie, non-commandants de brigade, étaient officiers de police administrative.

Ces motifs suffisent à justifier raisonnablement la mesure critiquée. Il en est d'autant plus ainsi qu'il ressort de l'article XII.VII.17 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 que l'inspecteur principal de police qui bénéficie de l'échelle de traitement M7 ou M7bis peut, à sa demande, être promu au grade de commissaire de police s'il compte quatre années d'ancienneté dans l'une des échelles précitées.

Dès lors que les adjudants et adjudants-chefs de gendarmerie, non-commandants de brigade, ont été insérés dans l'échelle M7, ils tombent dans le champ d'application de la disposition précitée et pourront, de ce fait, bénéficier d'une promotion automatique au grade de commissaire, après quatre années, de sorte que la différence de traitement que le requérant dénonce n'existera plus.

B.22.3. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne les articles XII.II.21, alinéa 3, XII.VI.8 et XII.VII.17 confirmés de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.23.1.1. Les parties requérantes dans les affaires n°s 2456, 2474, 2479, 2488, 2491 et 2492 font grief à l'article XII.II.21, alinéa 3, confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 d'insérer les inspecteurs divisionnaires 2C dans l'échelle de traitement M5.2.

B.23.1.2. Il est reproché à l'article XII.VII.17 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 de permettre aux seuls inspecteurs divisionnaires 2D, qui ont été insérés dans l'échelle de traitement M7bis, d'être promus au grade de commissaire de police dès qu'ils comptent quatre années d'ancienneté dans cette échelle de traitement, tandis que les inspecteurs divisionnaires 2C ne peuvent bénéficier d'une telle promotion automatique dès lors qu'ils sont insérés dans l'échelle de traitement M5.2, en application de l'article XII.II.21, alinéa 3, confirmé précité. Cette situation apparaîtrait particulièrement comme discriminatoire lorsqu'on la compare à celle des adjudants et adjudants chefs de gendarmerie, non commandants de brigade, qui peuvent tous bénéficier de cette promotion automatique après quatre années, en raison du fait qu'ils sont insérés dans l'échelle de traitement M7 de la nouvelle police.

B.23.1.3. Quant aux requérants dans l'affaire n° 2488, ils reprochent à l'article XII.VI.8 confirmé de l'arrêté royal de ne permettre qu'à 20 p.c. des membres du cadre moyen de la police judiciaire de concourir aux emplois du cadre moyen et du cadre des officiers.

B.23.2. L'article XII.II.21, alinéa 3, confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 dispose :

« Les autres membres actuels du personnel du tableau C, troisième colonne, mentionnés au point 3.22 et suivants de l'annexe 11, obtiennent l'échelle transitoire de traitement correspondante visée à la deuxième colonne de ce même tableau C. »

Il ressort de ce tableau C de l'annexe 11 que les inspecteurs judiciaires divisionnaires 2C, repris au point 3.23, bénéficient de l'échelle de traitement transitoire M5.2.

L'article XII.VI.8 confirmé de l'arrêté royal précité énonce :

« Les membres actuels du personnel qui, conformément à l'article XII.II.21, alinéa 3, sont insérés dans les échelles de traitement M6, M7 et M7bis peuvent concourir pour les emplois qui sont ouverts aux commissaires de police. »

Enfin, l'article XII.VII.17 confirmé prévoit que :

« Par dérogation à l'article VII.II.6, l'inspecteur principal de police qui conformément à l'article XII.II.21, alinéa 3, bénéficie de l'échelle de traitement M7 ou M7bis peut, à sa demande, être promu au grade de commissaire de police s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° ne pas bénéficier d'une évaluation 'insuffisante' ;

2° compter 4 ans d'ancienneté d'échelle de traitement dans l'échelle de traitement M7 ou M7bis.

Les promotions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> prennent cours la cinquième année après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces promotions sont réparties sur deux ans avec un taux, par an, de 50 % des bénéficiaires des deux échelles de traitement respectives et s'effectuent suivant l'ordre décroissant de l'ancienneté de cadre des candidats par catégorie.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> obtiennent, à la date de leur nomination au grade de commissaire, l'échelle de traitement O2 avec une ancienneté d'échelle de traitement égale à zéro augmentée, le cas échéant, de la bonification d'ancienneté d'échelle de traitement visée à l'article XII.VII.14. »

B.23.3.1. L'adoption de règles visant l'intégration dans une police unique de membres du personnel issus de trois corps de police chacun soumis à des statuts différents en raison des missions spécifiques dont ils avaient la charge, implique que soit laissée au législateur une marge d'appréciation suffisante pour permettre à une réforme d'une telle ampleur d'aboutir.

S'il n'appartient pas à la Cour de substituer son appréciation à celle du législateur, elle est, en revanche, habilitée à vérifier si, dans le cadre de cette réforme, le législateur a pris des mesures qui sont raisonnablement justifiées par rapport à l'objectif qu'il poursuit. Ainsi, la Cour est compétente pour vérifier si les différences de traitement entre les membres du personnel qui peuvent résulter de leur intégration dans une police unique, peuvent, ou non, se justifier par les règles spécifiques que connaissent les différents corps dont ils sont issus.

B.23.3.2. Il appartient au législateur, dans le cadre de la confirmation de l'arrêté royal du 30 mars 2001, de déterminer dans quelles échelles barémiques les membres des anciens corps de police doivent être intégrés, en fonction du grade et du cadre qu'ils occupaient avant la réforme.

Il appartient cependant à la Cour de vérifier si les choix opérés par le législateur sont raisonnablement justifiés.

B.23.3.3. Il ressort des éléments du dossier que l'insertion barémique s'est effectuée sur la base de l'ancienneté de cadre, c'est-à-dire les services effectifs que le membre du personnel a fournis au sein du cadre opérationnel de son ancien corps, à partir de la date à laquelle ce membre du personnel a été nommé ou engagé dans le premier grade ou cadre concerné.

La Cour observe que les inspecteurs judiciaires divisionnaires 2C, en étant intégrés dans l'échelle de traitement M5.2, en application de l'article XII.II.21, alinéa 3, confirmé de l'arrêté royal, ne subissent aucune perte de rémunération du fait de cette intégration. Au contraire, la rémunération correspondant à l'échelle de traitement M5.2 est plus favorable que l'ancienne échelle 2C.

B.23.3.4. La mesure n'est pas discriminatoire en soi.

B.23.4.1. En ce qui concerne la différence qui est faite entre les inspecteurs judiciaires divisionnaires 2C et 2D, du point de vue de l'accès au grade de commissaire de la nouvelle police, comme la Cour l'a déjà relevé en B.19.3.1, pour être recruté au grade d'inspecteur judiciaire, il fallait être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur de type court ou d'un diplôme de candidature délivré par un établissement d'enseignement universitaire.

Plusieurs conditions étaient, en outre, requises par l'article 23 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près des parquets, pour être promu au grade d'inspecteur judiciaire divisionnaire, avec une échelle de traitement 2C : les inspecteurs judiciaires devaient compter une ancienneté de grade de onze ans au moins, avoir réussi la première et seconde partie du degré moyen de l'École de criminologie ou posséder le certificat du degré moyen de l'École de criminologie et, enfin, répondre à des exigences de formation continuée.

L'article 110 du même arrêté prévoyait que pour être promu à l'échelle de traitement 2D, les inspecteurs judiciaires divisionnaires devaient compter une ancienneté totale de quatorze années au moins dans les grades de la catégorie des agents judiciaires et réussir une épreuve de capacité d'avancement barémique.

Pour être admis à un cycle de formation de la gendarmerie, le candidat devait être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études au moins équivalent à ceux pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 2 dans les administrations de l'Etat, en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

Le candidat pouvait, en application des articles 29 et suivants de l'arrêté royal précité, soit suivre le cycle de formation de sous-officier d'élite durant deux années, après avoir été déclaré apte par une commission de sélection sur la base d'un examen de sélection, soit suivre le cycle de formation d'un an pour être maréchal des logis, toujours moyennant la réussite d'un examen de sélection. Dans ce deuxième cas, conformément aux articles 46bis et 50 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, à l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie, ainsi qu'à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 23 décembre 1998 modifiant certaines dispositions relatives à l'avancement aux grades de sous-officier supérieur de gendarmerie, le candidat devait obtenir le brevet de sous-officier supérieur à l'issue d'épreuves prévues par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1996 précité. Quant à la promotion au grade d'adjudant-chef, elle était prévue à l'ancienneté, au terme de quatorze années. Toutefois, les adjudants pouvaient être promus plus rapidement au grade d'adjudant-chef s'ils étaient désignés pour la fonction d'adjudant-chef.

B.23.4.2. Il ressort du mémoire du Conseil des ministres que la justification de cette mesure tenait dans le constat objectif que si les adjudants et adjudants-chefs non commandants de brigade avaient des formations et des profils plus ou moins comparables aux adjudants et adjudants-chefs commandants de brigade et qu'il fallait donc, à moyen terme (5 ans et plus), leur permettre d'accéder aussi au cadre d'officiers, il était équitable d'opérer de même s'agissant des autres catégories supérieures de l'ancienne police communale (M6) et de l'ancienne police judiciaire (M7bis).

Toutefois, le Conseil des ministres n'explique pas et la Cour n'aperçoit pas ce qui permet de justifier raisonnablement qu'un traitement différent soit réservé aux inspecteurs judiciaires divisionnaires 2C et 2D, alors que seules une ancienneté de trois années et une épreuve d'avancement barémique distinguent les seconds des premiers, et que les adjudants et adjudants-chefs, dont les exigences de diplôme et de formation pour accéder à la fonction étaient moindres, sont traités de manière identique par la disposition incriminée, et alors qu'une ancienneté de quatorze années sépare les adjudants-chefs des adjudants.

Pour le surplus, la Cour constate que les inspecteurs divisionnaires 2C et 2D constituaient la catégorie supérieure du cadre moyen dans l'ancienne police judiciaire, tout comme les adjudants et adjudants-chefs au sein de l'ancienne gendarmerie.

B.23.4.3. En ce que l'article XII.VII.17 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 ne s'applique pas aux inspecteurs judiciaires divisionnaires 2C, le moyen est fondé.

B.23.4.4. Quant au moyen dirigé contre l'article XII.VI.8 confirmé de l'arrêté royal, il est, par identité de motifs, également fondé.

B.23.5.1. Le requérant dans l'affaire n° 2493 fait encore grief à l'article XII.II.21, alinéa 3, confirmé de l'arrêté royal d'insérer les adjudants de gendarmerie non-commandants de brigade dans l'échelle de traitement M7, tandis que les adjudants de gendarmerie commandants de brigade sont insérés dans l'échelle O2, correspondant au grade de commissaire de police.

B.23.5.2. La différence de traitement dénoncée découle de l'intégration de la première catégorie visée dans le cadre moyen de la nouvelle police et de l'intégration de la seconde catégorie dans le cadre des officiers. Dès lors que cette différence de traitement est justifiée, et pour des motifs identiques à ceux exposés en B.22.2, le moyen dirigé contre l'insertion barémique qui en est la conséquence directe est rejeté.

*En ce qui concerne l'article XII.VII.11 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.24.1.1. Selon les parties requérantes dans les affaires n°s 2456, 2479 et 2488, et ainsi qu'il ressort également de la requête dans l'affaire n° 2491, les inspecteurs divisionnaires C, lauréats de l'examen D, seraient discriminés par le fait que l'article XII.VII.11 confirmé de l'arrêté royal ne reprend pas le brevet 2D. Cet « oubli » aurait pour effet que ces inspecteurs ne sont pas insérés dans l'échelle M7bis, ce qui leur aurait permis d'être promus au grade de commissaire au terme de quatre années.

B.24.1.2. Quant au requérant dans l'affaire n° 2492, il reproche aux articles XII.VII.11, XII.VII.12 et XII.VII.13 confirmés de l'arrêté royal de ne pas prévoir une carrière barémique pour les membres du personnel insérés dans l'échelle M5.2, alors qu'une telle carrière est prévue pour les membres du personnel insérés dans les échelles M4.1, M4.2, M6, O4bis, O4bisir, ainsi que O1 et suivantes.

B.24.2. L'article XII.VII.11 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 dispose :

« Pour les membres actuels du personnel qui conformément à l'article XII.II.20, alinéa 1, 3°, sont insérés dans l'échelle de traitement M4.1 ou M4.2 et qui sont, soit détenteurs du brevet d'officier de la police communale visé à l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police ou à l'article 1, alinéa 1, de l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant-officier de la police communale, soit détenteurs du brevet de sous-officier supérieur visé à l'article 28, § 1, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie, il est instauré une carrière barémique pour le passage entre, respectivement, l'échelle de traitement M4.1 et l'échelle de traitement M5.1 et l'échelle de traitement M4.2 et l'échelle de traitement M5.2 après six années d'ancienneté d'échelle de traitement dans, selon le cas, l'échelle de traitement M4.1 ou M4.2.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée lorsque l'évaluation de fonctionnement bisannuelle en vigueur est 'insuffisante'. »

L'article XII.VII.12 confirmé de l'arrêté royal énonce :

« Une carrière barémique est instaurée pour le passage de l'échelle de traitement M6 à l'échelle de traitement M7 après six années d'ancienneté d'échelle de traitement dans l'échelle de traitement M6.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée lorsque l'évaluation de fonctionnement bisannuelle en vigueur est 'insuffisante'. »

Quant à l'article XII.VII.13, confirmé, il prévoit :

« Une carrière barémique est instaurée pour le passage de l'échelle de traitement O4 ou O4ir à l'échelle de traitement O4bis ou O4bisir après 6 années d'ancienneté d'échelle de traitement dans l'échelle de traitement O4 ou O4ir.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée lorsque l'évaluation de fonctionnement bisannuelle en vigueur est 'insuffisante'.

La carrière barémique visée à l'alinéa 1 vaut pour tous les membres actuels du personnel insérés au minimum dans l'échelle de traitement O1. »

B.24.3.1. Le brevet 2D dont il est question dans le présent moyen était celui visé par l'article 110 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets, qui prévoyait que pour être promu à l'échelle de traitement 2D, les inspecteurs judiciaires divisionnaires 2C devaient compter une ancienneté totale de quatorze années au moins dans les grades de la catégorie des agents judiciaires et réussir une épreuve d'avancement barémique.

Le Conseil des ministres expose les principes qui ont guidé la rédaction des règles relatives à la valorisation des brevets.

Le premier principe était que le membre du personnel qui, par le passé, avait suivi des formations en vue de l'obtention de brevets, devait pouvoir valoriser l'effort accompli dans le nouveau statut. Le deuxième principe était que le titulaire d'un brevet ne puisse bénéficier automatiquement d'une promotion par le seul fait d'être titulaire d'un brevet, compte tenu de la grande disparité qui existait auparavant entre les différents corps de police, notamment au niveau des possibilités d'accès aux formations. Enfin, le troisième principe était l'impossibilité pour le titulaire d'un brevet de pouvoir bénéficier d'une promotion lui permettant de faire un double saut de cadre en une fois.

B.24.3.2. Bien qu'il appartienne au législateur de déterminer dans quelles conditions il entend organiser une carrière barémique pour les membres du personnel de la police intégrée, le Conseil des ministres n'expose pas et la Cour n'aperçoit pas ce qui justifie en particulier la différence établie par l'article XII.VII.11 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001, entre les détenteurs d'un brevet d'officier de la police communale ou d'un brevet de sous-officier supérieur de la gendarmerie et les détenteurs d'un brevet 2D de la police judiciaire, alors que les autres dispositions de l'arrêté royal mettent ces catégories sur pied d'égalité lorsqu'il s'agit de les dispenser de formations ou de leur réserver un quota d'emplois vacants pour la promotion par accession au cadre des officiers (article XII.VII.16 confirmé de l'arrêté royal).

B.24.4. En ce que l'article XII.VII.11 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 ne reprend pas le brevet 2D, le moyen est fondé.

*En ce qui concerne les articles XII.II.25, XII.II.26, XII.II.27, XII.II.28, XII.II.30, XII.II.31 et XII.XI.14 confirmés de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.25.1.1. Les requérants dans les affaires n<sup>os</sup> 2456, 2467, 2468 et 2479 allèguent une discrimination à l'égard des commissaires judiciaires divisionnaires 1C qui sont insérés, en vertu de l'article XII.II.25 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, au grade de commissaire de police, à l'échelle barémique O4, soit dans le même cadre que les officiers autres que généraux ou supérieurs de la gendarmerie. Cette intégration aurait pour effet d'assimiler de manière discriminatoire les commissaires judiciaires divisionnaires 1C aux commissaires 1B alors que, selon les requérants, ces deux catégories occupaient des places tout à fait différentes au sein de l'ancienne police judiciaire.

B.25.1.2. Outre l'annulation de l'article XII.II.25 confirmé de l'arrêté royal, les requérants dans les affaires n<sup>os</sup> 2467 et 2468 requièrent également celle de l'article XII.II.26, 3°, en ce qu'il a trait aux membres du personnel visés au tableau D1, troisième colonne, point 3.26, de l'annexe 11 de l'arrêté précité, ainsi que de l'article XII.II.26, alinéa 4, confirmé de l'arrêté et, enfin, de l'article XII.XI.14 dans la mesure où il réfère aux articles XII.II.26, alinéa 4, et XII.II.31 confirmés de l'arrêté.

Ils reprochent à l'ensemble de ces dispositions de ne pas intégrer les commissaires judiciaires divisionnaires 1C au même grade que les commissaires judiciaires divisionnaires 1D, soit le grade d'officier supérieur, alors que seule une échelle de traitement les différencie avant la réforme tandis que du point de vue du contenu de la fonction, celui-ci était identique pour tous les commissaires divisionnaires, qu'ils soient 1C ou 1D. Les requérants dans les affaires n<sup>os</sup> 2467 et 2468 ajoutent que par leur intégration dans le grade de commissaire de police, ils sont traités de manière différente des majors de l'ancienne gendarmerie alors que l'échelle de traitement 1C était quasiment égale à celle des majors. Les requérants se plaignent également d'être traités de manière identique par rapport aux commandants de gendarmerie, qui sont également insérés à l'échelle de traitement O4.

B.25.1.3. Les parties requérantes dans les affaires n<sup>os</sup> 2456, 2467, 2468 et 2479 prétendent encore qu'il est discriminatoire d'avoir inséré les commissaires judiciaires divisionnaires 1C à l'échelle barémique O4.

B.25.1.4. Quant aux requérants dans l'affaire n<sup>o</sup> 2493, ils dénoncent le caractère discriminatoire de la même disposition en ce qu'elle intègre les commissaires judiciaires 1B dans un grade d'officier subalterne et non dans celui de commissaire divisionnaire, qui est un grade d'officier supérieur.

B.25.2. L'article XII.II.25 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 énonce :

« Les membres actuels du personnel visés au tableau D1, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre d'officiers et sont, selon le cas, nommés ou commissionnés dans le grade correspondant visé à la première colonne de ce même tableau D1. »

L'article XII.II.26 confirmé du même arrêté prévoit :

« Les membres du personnel visés à l'article XII.II.25 obtiennent l'échelle de traitement correspondante suivante visée à la deuxième colonne de ce même tableau D1 :

1° O2 si, pour ces membres du personnel, le montant de référence visé à l'article XII.II.27, est plus petit ou égal à 1 430 000 BEF;

2° O3 si, pour ces membres du personnel, le montant de référence visé au 1°, est plus grand que 1 430 000 BEF (35.448,78 EUR) sans dépasser 1 600 000 BEF;

3° O4 si, pour ces membres du personnel, le montant de référence visé au 1°, est plus grand que 1 600 000 BEF sans dépasser 1 773 000 BEF;

4° O4bis si, pour ces membres du personnel, le montant de référence visé au 1°, est plus grand que 1 773 000 BEF.

Les officiers issus de la division polytechnique de l'Ecole royale militaire et ceux recrutés en tant que porteurs d'un diplôme d'ingénieur civil, obtiennent cependant les échelles de traitement respectives O2ir, O3ir, O4ir et O4bisir selon que les officiers de la gendarmerie issus de la division toutes armes de l'Ecole royale militaire et revêtus du même grade, obtiennent les échelles de traitement respectives O2, O3, O4 ou O4bis.

Par dérogation à l'alinéa 1, les membres actuels du personnel qui, conformément au tableau D1, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.8 y compris, de l'annexe 11, sont commissionnés dans le grade d'aspirant commissaire de police, reçoivent l'échelle de traitement O1.

Par dérogation à l'alinéa 1, les membres actuels du personnel visés au tableau D1, troisième colonne, points 3.9 et 3.24 de l'annexe 11, reçoivent l'échelle de traitement O2. »

L'article XII.XI.14 confirmé dispose :

« Est fixé dans l'échelle de traitement qu'ils acquièrent conformément aux articles XII.II.12, XII.II.15, XII.II.20, XII.II.26 et XII.II.31, le traitement des membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient, soit le statut de membre du corps opérationnel ou de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, soit celui de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets, soit celui de membre du corps opérationnel d'un corps de police communale, en ce compris les auxiliaires de police. »

Enfin, l'article XII.II.31 auquel l'article XII.XI.14 renvoie, énonce :

« Les membres actuels du personnel visés au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre d'officiers, sont nommés dans le grade correspondant visé dans la première colonne de ce même tableau D2 et obtiennent l'échelle de traitement correspondante visée à la deuxième colonne de ce même tableau D2.

Seuls les officiers issus de la division polytechnique de l'Ecole royale militaire ou ceux recrutés en tant que porteurs d'un diplôme d'ingénieur civil, obtiennent les échelles de traitement O5ir et O6ir si celles-ci correspondent avec leur grade et ancienneté de grade visée au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11. »

B.25.3.1. L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets disposait, en son alinéa 3 :

« La catégorie des officiers judiciaires comprend les grades de commissaire judiciaire, de commissaire judiciaire divisionnaire, de commissaire en chef de la police judiciaire, de commissaire général adjoint de la police judiciaire et de commissaire général de la police judiciaire. »

L'article 38 du même arrêté fixait le rang hiérarchique des officiers et agents judiciaires comme suit :

- « 1° commissaire général de la police judiciaire
- 2° commissaire général adjoint de la police judiciaire
- 3° commissaire en chef de la police judiciaire
- 4° commissaire judiciaire divisionnaire
- 5° commissaire judiciaire
- 6° inspecteur judiciaire divisionnaire
- 7° inspecteur judiciaire. »

Il ressort de l'article 24 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 précité que pour pouvoir être promu au grade de commissaire judiciaire divisionnaire, les commissaires judiciaires devaient compter une ancienneté de grade de onze ans au moins, avoir réussi les première et seconde parties du degré supérieur de l'Ecole de criminologie et de criminalistique ou posséder le diplôme du degré supérieur de la même Ecole et, enfin, répondre à des exigences de formation continuée.

Le Conseil des ministres justifie le fait que les commissaires judiciaires divisionnaires 1C n'ont pas été intégrés dans le cadre des officiers supérieurs de la nouvelle police au grade de commissaire divisionnaire de police, par l'équilibre qu'il convenait de respecter entre les différents corps fédérés. Une telle intégration dans le cadre des officiers supérieurs aurait eu pour effet de rompre cet équilibre dès lors que la police judiciaire comptait une centaine de commissaires judiciaires divisionnaires 1C pour 1.500 membres du personnel, tandis que la gendarmerie comptait environ 200 officiers supérieurs pour 16.000 membres du personnel. C'est la raison pour laquelle le seuil pour accéder au cadre des officiers supérieurs aurait été fixé au niveau des commissaires judiciaires divisionnaires 1D.

B.25.3.2. En étant intégrés dans le cadre des officiers subalternes, au grade de commissaire, les commissaires divisionnaires 1C, qui étaient des officiers supérieurs au sein de l'ancienne police judiciaire, subissent une rétrogradation. Si une telle mesure est expliquée par le souci de créer un équilibre entre les anciens corps de police, elle porte atteinte de manière disproportionnée aux droits des commissaires divisionnaires en ne leur permettant pas d'exercer les fonctions qui étaient liées à leur grade d'officier supérieur et en les traitant de manière identique à d'autres agents de l'ancienne police judiciaire, en l'occurrence les commissaires judiciaires 1B, qui bénéficiaient d'une ancienneté et d'une formation moindres que les commissaires divisionnaires 1C, ceux-ci perdant le bénéfice de cette ancienneté et de la formation qu'ils ont suivie ainsi que l'autorité hiérarchique qu'ils exerçaient sur les commissaires divisionnaires 1C.

B.25.3.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen dirigé contre l'article XII.II.25 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001, en ce qu'il intègre les commissaires judiciaires divisionnaires 1C au grade de commissaire de police, est fondé.

B.25.4. Quant à l'échelle barémique O4 qui a été attribuée aux commissaires judiciaires divisionnaires 1C, elle est la conséquence de leur intégration dans la nouvelle police, au grade de commissaire de police. Dès lors que cette intégration est discriminatoire, le moyen, en tant qu'il est dirigé contre les articles XII.II.26, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, et alinéa 4, et XII.XI.14 confirmés de l'arrêté royal, ne doit pas être examiné.

B.25.5. En ce qui concerne l'intégration des commissaires judiciaires 1B dans le cadre moyen de la nouvelle police, au grade d'inspecteur de police, la Cour constate que contrairement à ce que prétendent les requérants dans l'affaire n° 2493, il ressort des dispositions de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 que les commissaires judiciaires, bien qu'ils étaient officiers de police judiciaire, n'avaient nullement la qualité d'officier supérieur.

En outre, comme cela a été indiqué en B.24.3.1, pour être promu au grade de commissaire judiciaire divisionnaire, soit à un grade d'officier supérieur de l'ancienne police judiciaire, il fallait compter une ancienneté de onze années au moins dans le grade de commissaire judiciaire, avoir réussi les première et seconde parties du degré supérieur de l'Ecole de criminologie et de criminalistique ou posséder le diplôme du degré supérieur de la même Ecole et, enfin, répondre à des exigences de formation continuée.

B.25.6. Eu égard à la différence qui caractérisait les commissaires judiciaires et les commissaires judiciaires divisionnaires dans leur ancien statut, il n'est pas déraisonnable d'avoir intégré les commissaires judiciaires dans le cadre moyen de la nouvelle police. Il est, par contre, déraisonnable de les avoir placés dans un grade identique à celui des commissaires judiciaires divisionnaires 1C, qui avaient la qualité d'officier supérieur et qui, pour les motifs indiqués en B.25.3.2, ont été intégrés, de manière discriminatoire, dans le cadre moyen de la police intégrée.

B.26.1. Les requérants dans l'affaire n° 2473 reprochent aux articles XII.II.25 et XII.II.26 confirmés de l'arrêté royal d'insérer les inspecteurs judiciaires divisionnaires 2C lauréats de l'examen de promotion au grade de commissaire judiciaire, dans l'échelle de traitement O2, tout comme les adjutants et adjudants chefs de la gendarmerie qui bénéficiaient d'une allocation de commandement mais qui étaient titulaires d'un diplôme de niveau 2.

B.26.2.1. Le Conseil des ministres rappelle les trois étapes qui ont guidé l'opération critiquée.

La première étape consistait en l'insertion de l'officier dans la première échelle de traitement dans laquelle le maximum de son échelle antérieure peut être placé. La deuxième étape était la détermination du traitement auquel le membre du personnel aurait pu prétendre, sur la base de l'ancienneté pécuniaire corrigée. Dans la dernière étape, le montant ainsi obtenu était inséré dans l'échelle définie lors de la première étape pour faire bénéficier l'intéressé d'une ancienneté pécuniaire virtuelle qui lui garantisse un montant égal ou supérieur à celui qu'il pouvait avoir dans son ancien statut.

B.26.2.2. Il appartient au législateur, et non à la Cour, de déterminer les règles qui doivent être mises en œuvre pour l'insertion barémique des membres du personnel des anciens corps de police dans la nouvelle police. La Cour est cependant habilitée à vérifier si, par les règles qu'il instaure, le législateur ne porte pas atteinte, de manière discriminatoire, à la situation d'une catégorie du personnel en l'intégrant dans une échelle qui lui assurerait un traitement moindre que celui qu'elle aurait pu percevoir en vertu de son ancien statut ou en appliquant des règles qui sont manifestement déraisonnables par rapport aux objectifs qu'il poursuit.

B.26.3. Outre le fait que les inspecteurs divisionnaires susvisés ont été directement promus dans le cadre des officiers de la nouvelle police, alors qu'ils appartenaient au cadre moyen de leur ancien corps, le législateur a appliqué un système qui n'apparaît pas comme déraisonnable et qui a pour effet de les insérer dans une échelle dont le minimum et le maximum sont supérieurs au traitement qu'ils percevaient en vertu de leur ancien statut.

Quant à la différence dénoncée entre les échelles O2 et O3, contrairement à ce qu'affirment les requérants, il ne s'agit nullement d'une différence hiérarchique qui serait instaurée par le législateur entre les membres du personnel qui relèvent de ces deux échelles. L'article VII.II.24 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 instaure, en effet, une carrière barémique qui garantit le passage de l'échelle de traitement O2 à l'échelle O3 après six années d'ancienneté dans l'échelle O2 et le suivi d'une formation continuée déterminée par le Roi.

Enfin, il relève du pouvoir d'appréciation du législateur d'établir une équivalence entre l'échelle de traitement O2 et l'échelle M7bis dont bénéficient les inspecteurs judiciaires divisionnaires 2D qui, bien qu'ils ressortissent au cadre moyen de la nouvelle police, disposent d'une ancienneté de service plus grande. La mesure apparaît d'autant plus raisonnable que ces inspecteurs bénéficient d'une promotion automatique au grade de commissaire, avec l'échelle de traitement O2, après quatre années d'ancienneté dans l'échelle M7bis.

Il résulte de ces éléments qu'en insérant dans l'échelle de traitement O2 les inspecteurs judiciaires divisionnaires 2C, lauréats de l'examen d'accès au cadre des officiers, le législateur a pris une mesure qui n'est pas dépourvue de justification.

B.26.4. Le moyen n'est pas fondé.

B.27.1. Les requérants dans l'affaire n° 2456 reprochent aux articles XII.II.25, 27 et 28, ainsi qu'au tableau D1 de l'annexe 11 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 de prendre en considération les primes et allocations perçues par les gendarmes et les membres de l'ancienne police communale pour leur insertion dans la nouvelle police alors que tel n'aurait pas été le cas pour les membres de l'ancienne police judiciaire.

B.27.2. L'article XII.II.27 confirmé de l'arrêté royal précité énonce :

« Le montant de référence visé à l'article XII.II.26, alinéa 1, est calculé en augmentant le montant maximum de l'échelle de traitement correspondante des intéressés du tableau D1, quatrième colonne, de l'annexe 11, avec des allocations, déterminées à l'article XII.II.28 et qui sont multipliées avec, suivant le cas :

1° le facteur 1,132, si ces allocations n'étaient pas soumises à une contribution à l'assurance maladie invalidité (AMI) ou au fonds pour les pensions de survie (F.P.S.);

2° le facteur 1,082, si ces allocations étaient soumises à une contribution à l'AMI mais pas à une contribution au F.P.S.;

3° le facteur 1, si ces allocations étaient soumises à une contribution à l'AMI et au F.P.S.

Le montant calculé suivant l'alinéa 1 doit toutefois être diminué du montant de l'allocation de bilinguisme si celle-ci est comprise dans le montant maximum visé à l'alinéa 1. Lorsqu'un membre du personnel actuel profite déjà d'une clause de sauvegarde barémique, il est tenu compte, pour l'application de l'alinéa 1, de l'échelle de traitement sur base de laquelle il est rémunéré au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sauf si le maximum de l'échelle de traitement normalement applicable est supérieure au maximum de l'échelle de la clause de sauvegarde. »

Quant à l'article XII.II.28 confirmé de l'arrêté, il prévoit :

« Les allocations visées à l'article XII.II.27 qui sont additionnées aux échelles de traitement prises en compte et visées à l'annexe A de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, sont :

1° l'allocation visée à l'article 24 de l'arrêté du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie;

2° l'allocation visée à l'article 30 de l'arrêté royal visé au 1°.

Pour les membres du personnel des corps de la police communale, les allocations visées à l'article XII.II.27 concernent, pour ceux qui en bénéficient et en font l'option, le supplément de traitement pour prestations de garde au commissariat de police ou à domicile. »

B.27.3.1. Les allocations dont bénéficiaient les membres de l'ancienne gendarmerie et qui sont prises en compte pour la détermination de leur nouvelle échelle de traitement sont, d'une part, une allocation pour fonctions spéciales, attribuée à l'officier de gendarmerie et fixée à 10 p.c. de son traitement annuel brut et, d'autre part, l'allocation attribuée aux membres du personnel de la gendarmerie qui occupaient un rang au-dessous de celui d'officier et qui n'étaient pas logés aux frais de l'Etat. Cette dernière allocation était elle aussi fixée à 10 p.c. du traitement annuel brut.

B.27.3.2. Quant aux allocations perçues par les membres du personnel de l'ex-police communale pour prestations de garde au commissariat de police ou à domicile, il s'agit de celles qui étaient versées en application d'une circulaire ministérielle du 3 mars 1995, en l'occurrence un supplément de traitement accordé aux officiers qui accomplissaient effectivement des prestations de garde à domicile ou au commissariat.

B.27.3.3. Quant aux membres du personnel de l'ancienne police judiciaire, ils percevaient, en application de l'arrêté ministériel du 22 juin 1995 portant octroi de certaines indemnités forfaitaires aux officiers et agents judiciaires près les parquets, une indemnité téléphonique ainsi qu'une indemnité journalière pour les défrayer des dépenses qu'ils faisaient dans l'exercice de leurs fonctions.

Ils percevaient également, en vertu de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1980 « réglant l'octroi à certains membres du personnel de la police judiciaire près les parquets d'une allocation pour travail supplémentaire et d'une allocation pour service irrégulier », un pourcentage de leur traitement annuel brut pour toute prestation effectuée les samedis, dimanches et jours fériés ou encore durant les nuits.

B.27.4.1. Les indemnités versées en application de l'arrêté royal du 22 juin 1995 constituaient un remboursement des frais auxquels étaient exposés les membres de l'ancienne police judiciaire mais qui devaient être pris en charge par l'Etat du fait qu'il s'agissait de frais professionnels.

De telles indemnités ont une nature différente de celle des allocations perçues par les membres de l'ancienne gendarmerie et de l'ancienne police communale, qui constituaient de véritables suppléments de traitement. Il en résulte qu'en ne prenant pas en compte ces indemnités pour l'insertion barémique des membres de l'ancienne police judiciaire, les dispositions de l'arrêté royal critiquées ont traité de manière différente des situations qui étaient différentes, de sorte que l'on ne peut en déduire aucune discrimination à l'égard des membres de l'ancienne police judiciaire.

B.27.4.2. En revanche, la Cour n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier que les allocations perçues par les membres de l'ancienne police judiciaire en raison des prestations en dehors des heures normales de travail qu'ils devaient effectuer n'ont pas été prises en compte par l'arrêté royal, tandis que l'ont été les allocations de garde perçues par les membres de l'ancienne police communale. Ces deux catégories d'allocations entendent compenser le même type de prestations, de sorte qu'il est discriminatoire de les traiter de manière différente.

B.27.5. Il en résulte qu'en ne prenant pas en compte l'allocation versée aux membres du personnel de l'ancienne police judiciaire, en application de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1980, l'article XII.II.28 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 viole les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.28.1. Enfin, le requérant dans l'affaire n° 2477 allègue le caractère discriminatoire des articles XII.II.26, XII.II.27, XII.II.28 et XII.II.30 confirmés de l'arrêté royal du 30 mars 2001 en ce qu'ils ne permettent pas aux officiers subalternes de bénéficier d'une forme de calcul de leur ancienneté, alors que c'est le cas pour les membres du cadre moyen ou du cadre des officiers supérieurs.

B.28.2. L'article XII.II.30 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 dispose :

« L'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du cadre d'officiers visés au tableau D1 de l'annexe 11, à la date de leur insertion dans les échelles de traitement O1, O2, O2*ir*, O3, O3*ir*, O4, O4*ir*, O4*bis* ou O4*bisir* est égale à zéro. »

B.28.3. L'insertion des officiers dans leurs nouvelles échelles barémiques est le résultat d'une opération en trois étapes (décrites en B.26.2.1) dont le choix relève du pouvoir d'appréciation du législateur. Il appartient en effet à celui-ci et non à la Cour, de décider s'il y a lieu d'appliquer des règles d'insertion différentes pour le cadre de base, le cadre moyen ou le cadre des officiers de la nouvelle police. Outre le fait que ces règles ne relèvent pas, en l'occurrence, d'une appréciation manifestement déraisonnable, la Cour constate que contrairement à ce que soutient le requérant, elles prennent en compte une ancienneté pécuniaire corrigée pour déterminer le traitement actuel auquel le requérant aurait pu prétendre dans son ancienne échelle de traitement pour déterminer, dans l'échelle de traitement O4, le nouveau traitement dont il va pouvoir bénéficier, compte tenu du fait que celui-ci sera égal ou supérieur au traitement auquel l'agent pouvait prétendre. La circonstance que l'insertion dans une nouvelle échelle barémique confère une ancienneté pécuniaire nouvelle moins importante dans cette nouvelle échelle ne préjudicie pas le requérant et constitue la conséquence de la méthode d'insertion qui a été choisie par le législateur.

B.28.4. Le moyen n'est pas fondé.

B.29.1. Le requérant dans l'affaire n° 2478, qui était commissaire non-chef de corps de classe 20, allègue le caractère discriminatoire des articles XII.II.25 et XII.II.26 confirmés de l'arrêté royal du 30 mars 2001 en ce que ces deux dispositions ont pour effet de l'insérer dans l'échelle de traitement O4*bis* alors qu'il aurait dû, selon lui, être intégré dans le grade de commissaire divisionnaire, avec l'échelle de traitement O5, soit celle qui correspond au cadre des officiers supérieurs de la nouvelle police.

B.29.2.1. Il ressort du mémoire du Conseil des ministres que, à l'issue de négociations syndicales, il a été décidé d'accorder le grade de commissaire de police aux commissaires-chefs de corps des communes de classe 17 et inférieures et de commissaire divisionnaire aux commissaires-chefs de corps de classe 18 et supérieures, cette distinction ayant été établie sur la base de critères tels que l'échelle de traitement de l'ancien statut, la charge de travail ainsi que la nature et la fréquence des contacts avec les autorités administratives et judiciaires. En ce qui concerne les commissaires non-chefs de corps, la limite a été tracée au niveau des communes de la classe 20, sur la base des mêmes critères. Ainsi, ont été intégrés au grade de commissaire de police, les commissaires non-chefs de corps des communes de classe 20 et inférieures tandis que les commissaires non-chefs de corps des communes de classes 21 et 22 ont été intégrés dans la nouvelle police, au grade de commissaire divisionnaire.

B.29.2.2. Les classes de communes sont définies à l'article 28 de la Nouvelle loi communale en fonction du nombre d'habitants que ces communes peuvent compter. Les communes de classe 20 sont celles qui comptent 50.001 à 80.000 habitants. Les communes de classe 21 comptent 80.001 à 150.000 habitants tandis que les communes de classe 22 sont celles qui comptent plus de 150.000 habitants.

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 13 octobre 1986 « fixant les grades du personnel de la police communale » établissait la hiérarchie des grades d'officiers de la police urbaine comme suit :

« 7. Commissaire adjoint de police; 8. Commissaire adjoint inspecteur de police; 9. Commissaire adjoint inspecteur principal de police; 10. Commissaire de police; 11. Commissaire de police en chef. »

Quant aux conditions requises pour accéder au grade d'officier de la police communale, elles étaient fixées par l'arrêté royal du 25 juin 1991 « portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant officier de la police communale ». Celui-ci prévoyait, en son article 1<sup>er</sup>, que pour être nommé au grade d'officier de la police communale, il fallait être porteur d'un diplôme ou certificat équivalent à l'un des diplômes ou certificats pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les administrations de l'Etat et être titulaire du brevet d'officier de police communale délivré après la réussite des examens organisés à l'issue d'un cycle de formation défini par l'article 22 du même arrêté, soit le suivi de 1.000 à 1.200 heures de cours, réparties sur deux ou trois ans.



En revanche, nul ne pouvait être nommé au grade de commissaire en chef ou de commissaire de police dont la classe était égale ou supérieure à la classe 17 s'il n'était porteur de l'un des diplômes ou certificats pris en considération pour le recrutement aux emplois du niveau 1 dans les administrations de l'Etat. Il fallait en outre ne pas avoir dépassé l'âge de 60 ans pour être présenté à la nomination. Toutefois, les candidats à la nomination aux grades susvisés étaient dispensés de cette exigence de diplôme jusqu'au 31 décembre 1998, par l'article 48 de l'arrêté du 25 juin 1991.

B.29.2.3. Il ressort de ces éléments qu'avant la réforme des polices, les communes de classe 17 constituaient déjà la limite au-delà de laquelle les conditions d'accès au grade de commissaire étaient plus strictes que celles requises pour l'accès au même grade dans les communes de moindre importance. Il n'apparaît dès lors pas comme dénué de pertinence de prendre comme critère les communes de classe 18 pour distinguer les commissaires chefs de corps qui accèdent au cadre des officiers supérieurs et ceux qui sont intégrés dans le cadre des officiers subalternes. Le législateur a pu, en outre, raisonnablement considérer que les commissaires non-chefs de corps dans les communes de classe 20 exerçaient des fonctions équivalentes en nature et en charge par rapport à des commissaires chefs de corps de communes à plus faible taux de population.

B.29.2.4. La mesure critiquée ne porte pas atteinte de manière disproportionnée aux droits des commissaires non-chefs de corps dans les communes de classe 20 dès lors qu'ils sont insérés dans une échelle de traitement qui leur garantit un traitement équivalent, voire supérieur à celui auquel ils pouvaient prétendre avant la réforme.

B.29.2.5. Le moyen n'est pas fondé.

B.30.1. Les requérants dans les affaires n<sup>os</sup> 2486 et 2489 reprochent encore à l'article XII.II.25 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 de permettre qu'un sous-officier de gendarmerie, commandant de brigade, parfois titulaire du seul diplôme du degré moyen d'études secondaires, et du brevet de gendarmerie, postule une fonction de chef de zone de police comprenant trois communes, dont une de classe 20, plus deux brigades de gendarmerie, et cela, alors qu'il était indispensable de détenir un diplôme d'officier de police communale ainsi qu'un diplôme ou certificat donnant accès à un emploi de niveau 1 de l'administration, pour pouvoir être nommé à un grade de commissaire de police dans une commune de classe 17 ou plus.

B.30.2. Comme l'indiquent les requérants, l'article 2 de l'arrêté royal du 25 juin 1991 « portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant officier de la police communale » prévoyait que pour être nommé au grade de commissaire de police en chef ou de commissaire de police d'une commune dont la classe est égale ou supérieure à la classe 17, soit une commune comptant plus de 20.000 habitants d'après l'article 28 de la Nouvelle loi communale, il fallait être porteur de l'un des diplômes ou certificats pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 1 dans les administrations de l'Etat. Il fallait également être titulaire du brevet d'officier de police communale délivré après la réussite des examens organisés à l'issue d'un cycle de formation défini par l'article 22 du même arrêté, soit le suivi de 1.000 à 1.200 heures de cours, réparties sur deux ou trois ans.

Les requérants précisent encore dans leur mémoire complémentaire qu'en vertu de l'article 47 de l'arrêté royal du 25 juin 1991, et par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> dudit arrêté, seuls les officiers de gendarmerie qui sont universitaires pouvaient devenir commissaires de police de classe 17, tandis que les adjudants n'avaient pas cette possibilité.

La disposition critiquée intègre dans le cadre des officiers de la police intégrée les adjudants et adjudants chefs de gendarmerie bénéficiant de l'allocation visée à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie au grade de commissaire de police.

B.30.3. En critiquant le fait que les gendarmes susvisés puissent postuler à une fonction de chef d'une zone de police comprenant trois communes, dont une de classe 20, plus deux brigades de gendarmerie, les requérants critiquent, en réalité, les conditions requises par les dispositions relatives à la police intégrée, pour pouvoir accéder à une fonction de chef de zone. La circonstance que ces conditions soient différentes de celles qui résultaient de l'application de règles anciennes n'est pas discriminatoire en soi. La loi du changement du service public implique, en effet, que de telles modifications puissent s'opérer sans qu'elles soient considérées comme étant la source de traitements discriminatoires.

B.30.4. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne les articles XII.II.31 et XII.II.34 confirmés de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.31.1. Les parties requérantes dans les affaires n<sup>os</sup> 2456, 2475, 2479 et 2494 dénoncent une discrimination à l'égard des commissaires en chef de la police judiciaire, qui résulterait des articles XII.II.31 et XII.II.34 confirmés de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

B.31.2. L'article XII.II.31 confirmé de l'arrêté royal énonce :

« Les membres actuels du personnel visés au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre d'officiers, sont nommés dans le grade correspondant visé dans la première colonne de ce même tableau D2 et obtiennent l'échelle de traitement correspondante visée à la deuxième colonne de ce même tableau D2.

Seuls les officiers issus de la division polytechnique de l'Ecole royale militaire ou ceux recrutés en tant que porteurs d'un diplôme d'ingénieur civil, obtiennent les échelles de traitement O5*ir* et O6*ir* si celles-ci correspondent avec leur grade et ancienneté de grade visée au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11. »

Quant à l'article XII.II.34 confirmé de l'arrêté précité, il prévoit :

« Sans préjudice de l'alinéa 2, l'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel visés au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11, est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le grade, le cas échéant couplé aux qualités spécifiées dans cette même colonne, qui détermine l'échelle de traitement dans laquelle ils sont insérés conformément à l'article XII.II.31.

L'ancienneté d'échelle de traitement des officiers supérieurs visés au tableau D2, point 3.3, 3.11 et 3.17 de l'annexe 11 est égale à zéro. »

B.31.3. Il est reproché aux dispositions attaquées d'insérer les commissaires en chef de la police judiciaire dans l'échelle de traitement O6 ou O7 suivant la taille du ressort où ils exercent leurs fonctions, sans tenir compte de ce qu'ils disposent, dans ce grade, d'une ancienneté de plus ou de moins de six années et alors que le critère de l'ancienneté a été pris en considération pour les colonels de gendarmerie.

B.31.4.1. L'article 123 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets disposait :

« Le commissaire judiciaire divisionnaire désigné en qualité de commissaire en chef de la police judiciaire a droit à un complément de traitement annuel fixé comme suit :

- 1<sup>o</sup> pour les brigades de plus de 200 officiers et agents judiciaires : 200 000 F;
- 2<sup>o</sup> pour les brigades de 101 à 200 officiers et agents judiciaires : 100 000 F;
- 3<sup>o</sup> pour les brigades de 51 à 100 officiers et agents judiciaires : 70 000 F;
- 4<sup>o</sup> pour les brigades jusqu' à 50 officiers et agents judiciaires : 30 000 F.

Ce complément de traitement est soumis au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères.

Le complément de traitement est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

Il est payé en même temps que le traitement et dans les mêmes conditions que celui-ci.

Il est soumis aux mêmes retenues de sécurité sociale que le traitement principal. »

Il ressort de l'article 3 de l'arrêté précité que la désignation correspondait à une nomination temporaire pour un terme de cinq années, que le Roi pouvait renouveler ou écarter. L'allocation qui était versée en vertu de l'article 123 constituait donc la contrepartie de cette désignation, cette contrepartie variant en fonction de la taille de la brigade que le commissaire judiciaire divisionnaire commandait.

B.31.4.2. A l'occasion de la réforme du statut des membres du personnel de la nouvelle police, le législateur a entendu faire une distinction entre les commissaires dirigeant une brigade dans les petites et moyennes circonscriptions d'une part, et les commissaires dirigeant une brigade dans les grandes circonscriptions d'autre part.

Il ressort du mémoire du Conseil des ministres que la taille de la circonscription a été déterminée sur la base de plusieurs critères, notamment sa fonction centrale, le degré de criminalité ou encore la charge de travail des parquets.

B.31.4.3. Il appartient au législateur de déterminer les critères qu'il entend prendre en compte pour déterminer le niveau de rémunération des membres du personnel de la police intégrée et de modifier, le cas échéant, ces critères. Le choix des critères qui, en l'espèce, ont été pris en compte, n'est pas déraisonnable.

La Cour constate, pour le surplus, que le requérant ne pourrait se prévaloir, du fait du choix de ces critères, d'une perte de rémunération. En effet, comme la Cour l'a déjà indiqué, le complément de traitement octroyé au commissaire judiciaire divisionnaire désigné en qualité de commissaire en chef de la police judiciaire constituait la contrepartie d'une nomination à caractère temporaire. Il était donc raisonnablement justifié de ne prendre en compte, pour l'insertion barémique des commissaires en chef, que les traitements perçus en qualité de commissaire judiciaire divisionnaire et non le complément de traitement qu'ils percevaient en contrepartie de cette nomination qui est temporaire.

B.31.5. Le moyen dirigé contre l'article XII.II.31 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001, en ce qu'il insère les commissaires en chef 1D dans l'échelle de traitement O6, n'est pas fondé.

*En ce qui concerne les articles XII.VII.21 et XII.VII.23 confirmés de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.32.1. Les parties requérantes dans les affaires n<sup>os</sup> 2456, 2474, 2479, 2486, 2488, 2489 et 2494 dénoncent le caractère discriminatoire du mécanisme de commissionnement organisé par l'arrêté royal du 30 mars 2001.

B.32.2.1. Un premier mécanisme de commissionnement est prévu, pour les membres de l'ancienne gendarmerie, à l'article XII.VII.23 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001. Celui-ci prévoit :

« Le ministre commissionne au grade de commissaire de police, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pour la durée de leur désignation à la direction générale de la police judiciaire ou aux unités judiciaires déconcentrées, les membres du personnel visés à l'article 25 de l'arrêté royal du [26 mars 2001] portant exécution des articles 13, 27, alinéas 2 et 5, et 53 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police et portant d'autres dispositions transitoires diverses.

Pour le surplus, le statut des membres du personnel visés à l'alinéa 1 est fixé conformément à leur insertion dans le cadre moyen. »

L'article 25 de l'arrêté royal du 26 mars 2001 dispose :

« Le Ministre de l'Intérieur désigne, sur avis du commandant de la gendarmerie et au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2001, les fonctions des maréchaux de logis chef, des premiers maréchaux de logis chef, des adjudants et des adjudants-chefs qui ne jouissent pas de l'allocation visée à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie et qui, au 30 décembre 2000, font partie des brigades de surveillance et de recherche de la gendarmerie ou du service de police judiciaire auprès de la justice militaire et y exercent des emplois équivalents à ceux du niveau d'officier. »

Enfin, l'article 28 de la loi du 27 décembre 2000 susmentionnée énonce :

« Sous réserve de l'application de l'article 96 de la loi, lors de la constitution de la direction et des services cités ci-après, une répartition proportionnelle des emplois emportant l'exercice d'une autorité est garantie dans le cadre du personnel de la direction générale de la police judiciaire et des services judiciaires déconcentrés, visés respectivement aux articles 102 et 105 de la loi, sur base des effectifs arrêtés au 23 mai 1998, entre :

1<sup>o</sup> les anciens membres des brigades de surveillance et de recherche de la gendarmerie et des brigades de la police judiciaire, par service judiciaire déconcentré précité;

2<sup>o</sup> les anciens membres des autres services concernés de la gendarmerie et de la police judiciaire, pour ce qui concerne la direction générale de la police judiciaire précitée. »

B.32.2.2. Le Conseil des ministres justifie la mesure critiquée par l'objectif de la réforme qui était de garantir, d'un point de vue proportionnel, un nombre équivalent d'officiers issus de l'ancienne police judiciaire et de la B.S.R. au sein des services judiciaires déconcentrés. Il insiste également sur le fait que le commissionnement n'a qu'un caractère fonctionnel puisque les agents commissionnés continuent à appartenir, pour tous les autres aspects statutaires, à l'exception des possibilités de carrière, de l'accès aux emplois à mandat et de la carrière barémique, au cadre dans lequel ils sont nommés. Le commissionnement est aussi temporaire, étant lié au rattachement au pilier judiciaire.

B.32.2.3. En prévoyant le commissionnement au grade de commissaire de police des seuls membres de l'ancienne B.S.R., la disposition incriminée, plutôt que d'assurer une répartition proportionnelle des fonctions dirigeantes entre la B.S.R. et la police judiciaire, a eu pour effet de créer un déséquilibre entre ces deux corps dès lors que les membres issus de la B.S.R. sont plus nombreux, dans le cadre des officiers, que ceux issus de la police judiciaire.

Toutefois, il ressort des éléments du dossier que ce déséquilibre n'est pas imputable à la disposition incriminée. En effet, il provient de ce qu'il n'a pas été tenu compte, lors de ces commissionnements, de l'intégration, dans le cadre des officiers de la nouvelle police, des membres de l'ancienne B.S.R. qui avaient déjà le grade d'officier.

B.32.2.4. Le commissionnement au grade de commissaire de police des membres de l'ancienne B.S.R. n'est pas, en tant que tel, dénué de pertinence par rapport à l'objectif poursuivi par le législateur. Il ne porte, en outre, pas atteinte de manière disproportionnée aux droits des requérants dès lors que, par sa nature même, le commissionnement n'octroie qu'un avantage fonctionnel à ses bénéficiaires, ceux-ci restant soumis, comme le précise la disposition incriminée, aux règles statutaires applicables au cadre moyen de la police intégrée et perdant le bénéfice du commissionnement lorsqu'ils quittent le pilier judiciaire.

B.32.2.5. Le moyen, en tant qu'il est dirigé contre l'article XII.II.23 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001, n'est pas fondé.

B.32.3.1. Un deuxième mécanisme de commissionnement est prévu aux articles XII.VII.21 et XII.VII.22 confirmés de l'arrêté royal du 30 mars 2001 qui autorisent le commissionnement de tous les membres du cadre de base de l'ancienne gendarmerie au grade d'inspecteur principal. Ils reçoivent, de ce fait, la qualité d'officier de police judiciaire, en vertu de l'article II.II.10 confirmé de l'arrêté royal précité, ce qui serait, selon les requérants, manifestement contraire à l'article 138 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

L'article XII.VII.21 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 dispose :

« Le ministre commissionne au grade d'inspecteur principal de police, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour la durée de leur désignation à la direction de la police judiciaire ou aux unités judiciaires déconcentrées, les actuels membres du personnel qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont revêtus du grade d'inspecteur de police.

Ils sont, pour la durée de leur désignation, revêtus de la qualité d'officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur du Roi et exercent les fonctions rattachées au cadre moyen.

Pour le surplus, le statut des membres actuels du personnel, visés à l'alinéa 1, est déterminé conformément à leur insertion dans le cadre de base. »

L'article XII.VII.22 confirmé de l'arrêté royal énonce :

« Sous réserve de la réussite de la formation déterminée par Nous, l'article XII.VII.21 est, le cas échéant, également d'application aux membres actuels du personnel des services de recherche de la police communale qui, par application des règles en matière de mobilité et avant le délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, rejoignent la direction générale de la police judiciaire ou un service judiciaire déconcentré de la police fédérale. »

Enfin, l'article II.II.10 du même arrêté prévoit :

« Sans préjudice de l'article 138 de la loi [du 7 décembre 1998], les fonctionnaires de police qui relèvent du cadre moyen sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du Procureur du Roi.

Les membres du personnel du cadre opérationnel qui relèvent du cadre moyen ou du cadre d'officiers obtiennent cette qualité au moment de la nomination dans le grade d'inspecteur principal de police ou, selon le cas, dans le grade de commissaire de police. »

B.32.3.2. Le Conseil des ministres justifie la mesure critiquée par le fait qu'il existait un champ de tension entre les gendarmes du pilier judiciaire et la police judiciaire et que le fonctionnement du pilier judiciaire de la police intégrée aurait été mis en péril si la mesure n'avait pas été prise. L'article 120 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, faisant primer l'autorité fonctionnelle sur l'autorité hiérarchique, n'aurait pas été suffisant pour assurer le bon fonctionnement du pilier judiciaire. Le Conseil des ministres rappelle également que les tensions ne concernaient que les membres de l'ancienne police judiciaire et de l'ancienne B.S.R. et ne trouvaient pas leur pendant au sein des polices locales, de sorte qu'il ne devait être procédé à aucun commissionnement pour ces dernières.

B.32.3.3. La seule circonstance qu'une tension existât entre les deux corps de police précités ne suffit pas à justifier que le commissionnement ne puisse être accordé à ceux des membres de l'ancienne police communale exerçant des fonctions de recherche équivalentes.

B.32.3.4. Le moyen dirigé contre l'article XII.VII.21 et l'article XII.VII.22 confirmés de l'arrêté royal du 30 mars 2001 est fondé.

B.33.1. Les requérants dans l'affaire n° 2490 reprochent également aux articles XII.VII.21 et XII.VII.23 confirmés de l'arrêté royal du 30 mars 2001 d'introduire plusieurs discriminations en ce que, d'une part, tous les membres de l'ancienne B.S.R. ne seraient pas commissionnés à leur grade fonctionnel et, d'autre part, il ne s'agit que de commissionnements, les membres du personnel restant soumis pour le surplus aux règles statutaires applicables aux membres du personnel du cadre de base, pour ce qui concerne les inspecteurs principaux commissionnés, et aux règles applicables aux membres du personnel du cadre moyen, pour ce qui concerne les commissaires commissionnés. Les requérants prétendent subir de nombreux inconvénients, dus au fait que les avantages salariaux liés au grade supérieur dans lequel ils ont été commissionnés ne leur sont pas attribués et au fait que ce grade ne leur est pas attribué définitivement.

B.33.2. Le législateur entendait instaurer un équilibre entre le nombre de commissaires provenant de la police judiciaire et des B.S.R. C'est la raison pour laquelle de nombreux gendarmes ont été commissionnés dans le grade de commissaire de police. Les mesures entreprises étaient ainsi destinées à garantir le bon fonctionnement des unités judiciaires de la nouvelle police.

B.33.3. Le commissionnement qui ne confère à celui qui en bénéficie que l'exercice des fonctions liées au grade supérieur dans lequel le membre du personnel est commissionné, sans qu'il soit soumis aux règles statutaires qui découlent de l'appartenance à ce grade, constitue une mesure pertinente par rapport à l'objectif prédéfini. La circonstance que ce commissionnement est temporaire dans le sens où il cesse de produire ses effets si le membre du personnel qui en bénéficie quitte le pilier judiciaire de la nouvelle police est également conforme à un tel objectif.

Les inconvénients dont se plaignent les requérants découlent de la nature même du commissionnement, qui diffère de la nomination. Ces deux situations étant de nature essentiellement différente, il est justifié qu'une différence de traitement soit établie entre les deux catégories de personnel concernées.

B.33.4. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne l'article XII.VII.16 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.34.1. Les parties requérantes dans les affaires n<sup>os</sup> 2456 et 2479 reprochent à l'article XII.VII.16 confirmé de l'arrêté royal de ne pas s'appliquer aux agents de la police judiciaire qui sont titulaires d'un des brevets repris par la disposition précitée mais qui sont insérés dans l'échelle de traitement M3.2.

B.34.2. L'article XII.VII.16 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 énonce :

« Pendant cinq ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté et par concours organisé, 25 % des emplois vacants pour promotion par accession au cadre d'officiers est réservé aux lauréats du concours d'admission organisé dans ce cadre et qui sont issus :

1° des membres actuels du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M4.1 et qui sont détenteurs du brevet de sous-officier supérieur visé à l'article 28, § 1, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie;

2° des membres actuels du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M4.1, M4.2, M5.2 ou M6 et qui sont détenteurs du brevet d'officier de la police communale visé à l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police ou à l'article 1, alinéa 1, de l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant-officier de la police communale;

3° des membres actuels du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M5.2 et qui sont lauréats de l'examen 2D visé à l'article 110 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets;

4° des membres actuels du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M7 ou M7bis.

Les emplois réservés visés à l'alinéa 1, qui ne sont pas attribués, profitent aux autres candidats. »

B.34.3.1. Il ressort de l'article XII.II.20 confirmé de l'arrêté royal que les membres du personnel qui bénéficient d'une échelle de traitement M3.1 ou M3.2 sont ceux qui comptent une ancienneté de cadre, telle qu'elle est prévue à l'article XII.II.22 confirmé, d'au moins six ans sans dépasser douze ans.

En revanche, bénéficient de l'échelle de traitement M4.1 ou M4.2, les membres du personnel dont l'ancienneté de cadre atteint au moins douze ans.

B.34.3.2. Il n'est pas déraisonnable de réserver un sort différent aux membres du personnel qui disposent d'une plus grande ancienneté par rapport à d'autres, en permettant aux premiers d'accéder en priorité à un quota d'emplois vacants dans le cadre des officiers.

B.34.3.3. Du reste, rien n'empêche les membres du personnel de l'ancienne police judiciaire qui sont détenteurs du brevet 2D, mais bénéficient de l'échelle de traitement M3.2 de postuler sur le quota des 75 p.c. d'emplois vacants, non réservés.

B.34.4. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne l'article XII.II.29 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.35.1. Les requérants dans les affaires n<sup>os</sup> 2463 et 2464, qui étaient lieutenant et capitaine-commandant au sein du cadre des officiers de l'ancienne gendarmerie, demandent l'annulation de l'article XII.II.29, alinéas 1<sup>er</sup> et 4, confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001, en ce qu'il prévoit que pour les anciens sous-officiers supérieurs de gendarmerie ayant la qualité de commandant de brigade ou de chef de service de la B.S.R. et qui sont repris dans le cadre des officiers de la nouvelle police, l'ancienneté de cadre et de grade sera calculée à partir de la date de leur désignation pour cette fonction. Cette mesure désavantagerait les officiers qui ont été recrutés récemment soit par recrutement direct, soit par promotion sociale, compte tenu de la règle inscrite à l'article II.I.7 confirmé de l'arrêté royal précité. Les requérants se plaignent également d'être traités de manière identique à une catégorie de personnes, pourtant essentiellement différente, en l'occurrence les adjudants et adjudants-chefs de gendarmerie.

B.35.2. L'article XII.II.29 confirmé attaqué dispose :

« Sans préjudice des alinéas 2, 3 et 4, les membres actuels du personnel du cadre d'officiers visés au tableau D1 de l'annexe 11, reçoivent une ancienneté de cadre et de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau D1, troisième colonne, à partir du point 3.9, de l'annexe 11.

Pour la détermination de l'ancienneté de cadre et de grade des membres actuels du personnel du cadre d'officiers qui proviennent du cadre des officiers de la gendarmerie, la somme des anciennetés est prise en compte à partir de la date de nomination dans un grade d'officier visé à l'article 17 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, en ce compris la bonification d'ancienneté visée à l'article 43, § 1, de la même loi.

Les membres actuels du personnel qui, conformément au tableau D1, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.8 y compris, de l'annexe 11, sont commissionnés dans le grade d'aspirant commissaire de police, obtiennent une ancienneté de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau D1, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.8 y compris, de l'annexe 11.

Pour la détermination de l'ancienneté de cadre et de grade des membres actuels nommés du cadre d'officiers visés au tableau D1, troisième colonne, point 3.9, l'ancienneté acquise est prise en compte à partir de la date de leur désignation pour une fonction qui ouvre le droit à l'octroi de l'allocation de commandement visée à l'article 29, § 1, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres de la gendarmerie, ou de l'allocation de commandant de brigade. »

Quant à l'article II.I.7 confirmé du même arrêté, il prévoit :

« Pour l'application des dispositions réglementaires qui se basent sur l'ancienneté, la priorité entre les membres du personnel, dont l'ancienneté doit être comparée, est déterminée comme suit :

1° le membre du personnel possédant l'ancienneté de grade la plus élevée;

2° le membre du personnel possédant l'ancienneté de cadre ou de niveau la plus élevée, en cas d'ancienneté de grade égale;

3° le membre du personnel possédant l'ancienneté de service la plus élevée, en cas d'ancienneté égale de cadre ou de niveau;

4° le membre du personnel le plus âgé en cas d'ancienneté de service égale. »

B.35.3. Le Conseil des ministres justifie l'insertion des adjudants et adjudants-chefs de gendarmerie, commandants de brigades, dans le cadre des officiers par la considération que le commandant de brigade de gendarmerie était en réalité un commandant d'une unité de police de base équivalente ou comparable aux unités de police de base que constituaient les différents corps de police communale, tous commandés par des officiers.

Le Conseil des ministres insiste également sur le fait que l'approche du fonctionnement de la nouvelle police est tout autre que celle qui prévalait dans les anciens corps de police dès lors qu'il ne s'agit plus de faire primer le grade ou l'ancienneté mais la fonction qui est exercée et la tâche qui est confiée aux membres du personnel concernés.

B.35.4.1. Comme cela a été relevé en B.17.5, pour être admis à un cycle de formation de la gendarmerie, le candidat devait être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études au moins équivalent à ceux pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 2 dans les administrations de l'Etat.

Pour être admis au cycle de formation de sous-officier d'élite ou maréchal des logis, le candidat devait être déclaré apte par une commission de sélection sur la base d'un examen de sélection. La formation devait durer un an au moins pour l'accès au grade de maréchal des logis et deux ans pour l'accès au grade de sous-officier d'élite.

Enfin, pour être promu du grade de maréchal des logis à celui d'adjudant de gendarmerie, il fallait obtenir le brevet de sous-officier supérieur à l'issue d'épreuves prévues par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1996. Quant à la promotion au grade d'adjudant-chef, elle était prévue à l'ancienneté, au terme de quatorze années, à moins qu'une désignation n'intervienne dans un délai plus court.

Les conditions requises pour être nommé au grade d'officier différaient selon que le candidat accédait au grade d'officier par recrutement direct ou par promotion sociale.

Dans le premier cas, le candidat devait, en vertu de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, soit être titulaire d'un diplôme ou certificat d'études au moins équivalent à ceux pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 1 dans les administrations de l'Etat et être déclaré apte par une commission de sélection, après avoir subi avec succès des épreuves de recrutement, soit être titulaire d'un diplôme de niveau 2 et réussir également des épreuves de recrutement. Quant au cycle de formation du niveau universitaire, il comprenait des cours à l'Ecole des officiers de gendarmerie échelonnés sur au moins trois mois pour les candidats officiers recrutés sur diplôme, tandis que les autres candidats officiers devaient suivre un cycle préparatoire comprenant deux années de formation à l'Ecole des officiers de gendarmerie, des cours donnés dans une université qui figurent au programme des licences, les trois mois de cours suivis par les candidats officiers recrutés sur diplôme et, enfin, un cycle professionnel comprenant des cours donnés à l'école d'application de l'Ecole des officiers de gendarmerie répartis sur au moins dix mois.

En revanche, pour accéder au cadre des officiers de gendarmerie par promotion sociale, il fallait remplir les conditions fixées par l'article 51, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie : être âgé de 35 ans minimum, compter un nombre d'années minimum de service effectif dans le grade de maréchal des logis chef, avoir réussi des épreuves linguistiques, posséder les qualités morales requises pour être officier et, enfin, avoir suivi le cycle de formation des candidats officiers décrit plus haut.

B.35.4.2. Il ressort de l'ensemble de ces dispositions que les conditions requises pour obtenir la qualité d'officier de gendarmerie étaient sensiblement différentes de celles requises pour accéder au cadre moyen et conféraient aux officiers de gendarmerie une supériorité hiérarchique évidente, qui était, du reste, clairement établie par l'article 17 de la loi du 27 décembre 1973. La perte de cette supériorité hiérarchique peut être considérée comme préjudiciable et discriminatoire pour les requérants si elle ne se fonde sur aucune justification objective et raisonnable et si elle porte atteinte de manière disproportionnée aux droits des requérants.

Comme le Conseil des ministres le relève, le législateur, lorsqu'il a élaboré le statut des membres du personnel de la nouvelle police, a entendu réduire considérablement le nombre de grades par rapport à ce qui existait auparavant au sein des différents corps de police et privilégier la hiérarchie fonctionnelle entre ces membres du personnel par rapport à une hiérarchie fondée sur les grades.

B.35.4.3. En intégrant les adjudants et adjudants-chefs de l'ancienne gendarmerie, commandants de brigade, dans le cadre des officiers, au motif qu'ils dirigeaient une brigade équivalente aux unités de police de base que constituaient les différents corps de police communale, et en prenant en compte, pour le calcul de leur ancienneté, l'allocation de commandement perçue en raison de l'exercice d'une fonction dirigeante, le législateur a pris une mesure qui répond aux objectifs prédécrits et qui ne porte pas atteinte de manière disproportionnée aux droits des requérants. L'ancienneté dont ils peuvent se prévaloir pour bénéficier d'avantages en vertu de certaines dispositions de l'arrêté ne dépend pas de l'ancienneté qui est prise en compte pour les sous-officiers de l'ex-gendarmerie. Elle résulte de la période durant laquelle les requérants auront exercé une fonction d'officier.

B.35.5. Le moyen n'est pas fondé.

B.36.1. Le requérant dans l'affaire n° 2492 fait encore grief à l'article XII.VII.29, dernier alinéa, confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001, combiné avec l'article XII.VI.9 confirmé du même arrêté, de permettre aux adjudants de gendarmerie, commandants de brigade, disposant d'un diplôme d'études secondaires de concourir pour les emplois ouverts de commissaire de police tandis qu'un inspecteur judiciaire 2C qui peut se prévaloir d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court est inséré dans le cadre moyen, sans possibilité directe de concourir aux emplois ouverts d'officier.

B.36.2. L'article XII.II.18 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 devant être annulé pour les motifs exposés au B.20.6, en ce qu'il intègre les inspecteurs et inspecteurs divisionnaires de l'ancienne police judiciaire au grade d'inspecteur principal de la nouvelle police, le moyen dirigé contre l'article XII.II.29 dudit arrêté royal a perdu son objet.

B.37.1. Enfin, le requérant dans l'affaire n° 2493 invoque le caractère discriminatoire des articles XII.XI.29, dernier alinéa, et XII.VI.9 confirmés de l'arrêté royal en ce qu'ils permettent aux seuls adjudants de gendarmerie, commandants de brigade, de concourir pour les emplois ouverts de commissaire divisionnaire de police, tandis qu'un adjudant, non-commandant de brigade, est inséré dans le cadre moyen, sans possibilité directe de pouvoir concourir aux emplois ouverts d'officiers.

B.37.2. La différence de traitement dénoncée découle de l'intégration de la première catégorie dans le cadre des officiers et de l'intégration de la seconde dans le cadre moyen de la nouvelle police. Cette différence de traitement étant justifiée pour les motifs exposés en B.22.2, le moyen est rejeté.

*En ce qui concerne l'article XII.XI.17 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.38.1. Les requérants dans les affaires n<sup>os</sup> 2463 et 2464 critiquent l'article XII.XI.17, § 2, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, en ce qu'il appliquerait une méthode d'insertion pécuniaire en trois étapes, différente de celle qui prévaut pour les autres membres du personnel et qui aurait pour conséquence de défavoriser les personnes qu'il vise.

B.38.2. L'article XII.XI.17, § 2, confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 dispose :

« § 2. L'ancienneté pécuniaire du membre actuel du personnel du cadre opérationnel censée acquise dans l'échelle de traitement qui lui est allouée lorsque les dispositions du présent arrêté lui deviennent intégralement applicables, est égale, si celle-ci lui est plus favorable que celle qu'il avait obtenue par application de son statut d'origine, à celle qu'il peut acquérir par application des articles XI.II.3 à XI.II.9, alinéas 1 et 2, y compris.

Par dérogation à l'alinéa 1, pour les membres actuels du cadre opérationnel dont le traitement est fixé dans une des échelles de traitement O1, O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir, O4bis ou O4bisir, l'ancienneté pécuniaire censée acquise à ce moment dans cette échelle de traitement, s'obtient en :

1<sup>o</sup> déterminant, sur base de l'ancienneté pécuniaire telle que recalculée conformément à l'alinéa 1, le traitement auquel le membre actuel du personnel du cadre opérationnel pourrait prétendre dans son ancien statut tenant compte du grade dont il était revêtu;

2<sup>o</sup> ensuite, en déterminant, dans l'échelle de traitement qui lui est conférée, l'ancienneté correspondante au montant de traitement qui est égal ou immédiatement supérieur à celui visé au 1<sup>o</sup>, sans cependant que le maximum de l'échelle de traitement conférée puisse être dépassé.

[...] »

B.38.3. Le Conseil des ministres déclare que l'insertion des requérants dans les nouvelles échelles barémiques est le résultat de règles complexes qui tiennent compte de la grande diversité d'échelles de traitement que connaissent les officiers dans les anciens corps de police. Trois étapes caractériseraient cette insertion, comme cela a été exposé en B.26.2.1.

B.38.4. Il ressort du tableau D1 de l'annexe 11 à l'arrêté royal du 30 mars 2001 que le requérant en cause, qui était capitaine-commandant de gendarmerie, bénéficiait d'une échelle de traitement allant de 934 690 à 1 544 743 francs. Il a été intégré dans la nouvelle police, au grade de commissaire, avec l'échelle de traitement O4, dont le minimum est fixé à 1 110 000 francs et le maximum à 1 773 000 francs. Le requérant affirme lui-même que son nouveau traitement annuel brut s'élève à 1 722 000 francs alors que son ancien traitement annuel brut s'élevait à 1 544 743 francs.

Outre le fait que la méthode d'insertion dans les nouvelles échelles barémiques, que le législateur a entendu appliquer pour les officiers, n'apparaît pas comme déraisonnable, elle a pour effet, pour le requérant, de lui octroyer un traitement plus favorable que celui auquel il pouvait prétendre en application de son ancien statut. En outre, le requérant dispose encore de possibilités d'avancement dont il ne pouvait bénéficier dans cet ancien statut.

B.38.5. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne l'article XII.II.35 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.39.1. La partie requérante dans l'affaire n° 2481 reproche aux articles XII.II.35 et XII.II.60 confirmés de l'arrêté royal du 30 mars 2001 d'établir une discrimination à l'égard des membres du personnel du cadre administratif et logistique de niveau 2 qui émanent d'une commune wallonne qui a appliqué la révision générale des barèmes et qui seraient, à tort selon la partie requérante, insérés au niveau D, dans la nouvelle police.

B.39.2. La partie requérante, par courrier du 13 janvier 2003, a demandé à la Cour d'acter son désistement, en relevant que « la loi-programme du 24 décembre 2002 a rectifié l'erreur dans l'échelle de traitement » pour laquelle elle avait saisi la Cour.

B.39.3. Rien ne s'oppose, en l'espèce, à ce que la Cour décrète le désistement.

*En ce qui concerne les articles 116 et 117 de la loi-programme du 30 décembre 2001*

B.40.1.1. Les parties requérantes dans les affaires n°s 2482 et 2483 font grief aux articles 116 et 117 de la loi-programme du 30 décembre 2001 de permettre temporairement des affectations au sein des services centraux de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale sans cadres linguistiques et d'autoriser le Roi à procéder aux premières désignations sans qu'il ne soit établi préalablement de cadre organique ou linguistique. De telles mesures créeraient une discrimination à l'égard des membres de la nouvelle police, de l'inspection générale et des services centraux par rapport aux membres du personnel des autres administrations centrales du pays ainsi qu'une discrimination entre les agents de la nouvelle police eux-mêmes.

B.40.1.2. Les parties requérantes dans l'affaire n° 2495 reprochent aux mêmes dispositions de créer une discrimination entre les agents des services publics de police et les autres agents des services publics dès lors que les premiers sont privés, par l'effet des dispositions contestées, des garanties que la loi assure aux seconds en organisant des procédures de négociation, concertation ou consultation, incluant la participation des organisations syndicales représentatives, dans les matières relatives au statut administratif et linguistique ainsi qu'à l'organisation et à la gestion du personnel des services publics.

B.40.2. L'article 116 de la loi-programme du 30 décembre 2001 insère un article 246bis dans la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, rédigé comme suit :

« Les affectations au sein des services centraux de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale peuvent s'effectuer jusqu'au 31 décembre 2002 sans cadres linguistiques. »

Quant à l'article 117 de la loi du 30 décembre 2001, il complète l'article 247 de la loi du 7 décembre 1998 précitée par les alinéas suivants :

« Le Roi peut procéder aux premières désignations aux emplois visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sans qu'il ne soit établi préalablement un cadre organique et des cadres linguistiques pour la police fédérale et l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale.

La parité linguistique est établie d'une part, dans le groupe constitué par le commissaire général, l'inspecteur général, les directeurs généraux et les directeurs généraux adjoints et, d'autre part, dans le groupe des directeurs au sein d'une direction générale de la police fédérale et auprès des services du commissaire général et des inspecteurs-généraux adjoints. »

D'après l'article 93 de la loi du 7 décembre 1998, la police fédérale comprend :

« 1° le commissaire général dont relèvent toutes les directions générales et services de la police fédérale;

2° les directions générales que le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dirigées chacune par un directeur général, dont au moins une direction générale de la police judiciaire, une direction générale de la police administrative et des directions générales chargées de l'appui et de la gestion [...] ».

B.40.3.1. Le Conseil des ministres avance plusieurs justifications de la mesure critiquée. Selon lui, il devait être procédé aux premières nominations dans la nouvelle police sans cadre organique et sans cadres linguistiques pour assurer la continuité du service public, malgré l'impossibilité matérielle de déterminer le nombre de membres du personnel qui allaient se retrouver à la police fédérale ainsi que le volume des affaires traitées compte tenu des économies d'échelles qui allaient être réalisées par la fusion de la gendarmerie et de la police judiciaire. Le Conseil des ministres souligne encore que les anciens corps de police étaient soumis à des législations linguistiques différentes avant la réforme, de sorte qu'il n'était pas possible d'intégrer directement tous les membres du personnel dans un seul et même cadre linguistique.

B.40.3.2. D'après les travaux préparatoires de la loi du 30 décembre 2001 :

« [Ces dispositions] sont destinées à donner une assise certaine aux premières désignations qui ont été opérées lors de la mise en œuvre de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale alors que les cadres linguistiques n'étaient pas disponibles. Les législations linguistiques différentes qui s'appliquaient aux personnels qui ont été intégrés dans la police fédérale (loi du 30 juillet 1938 sur l'emploi des langues à l'armée pour ce qui concerne la gendarmerie et lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative) n'ont pas permis d'intégrer directement ces personnels dans un seul et même cadre linguistique. Il a toutefois été veillé à ce qu'une parité linguistique soit respectée au niveau des postes clés des services centraux de la police fédérale et de l'inspection générale. L'article 151 fait rétroagir ces deux articles à la date du 4 novembre 2000. [...] Comme le Conseil d'Etat le fait justement remarquer dans son avis, ces dispositions, auxquelles force rétroactive est attribuée, se fondent sur des motifs impérieux d'intérêt général. Ceci est très clairement le cas. [...] Ces désignations étaient par ailleurs urgentes, nécessaires au maintien de la continuité. La réforme des polices est une tâche d'une ampleur considérable qui devait être menée à bien dans de courts délais, sachant que le service devait continuer à être assuré durant le processus de réforme. La police fédérale et l'inspection générale devaient pouvoir démarrer au 1<sup>er</sup> janvier 2001 sans que ne survienne un vide d'autorité entre les précédents services de police qui ont été supprimés et la nouvelle structure qui leur succédait. Simultanément le Gouvernement a initié la procédure pour définir les cadres linguistiques. Dans l'intervalle, l'autorité de nomination a scrupuleusement veillé au respect d'une parité linguistique, telle que décrite dans le texte. L'esprit de la législation linguistique a donc été pleinement respecté. En outre, la sécurité juridique est assurée tant en ce qu'elle concerne les droits des membres du personnel considéré que pour la validité des décisions qu'ils ont adoptées. Ces dispositions ne constituent nullement une interférence du législateur dans de probables recours judiciaires. Mais elles sont nécessaires au fonctionnement du service public, à sa stabilité et à sa continuité, et requises par l'intérêt général. » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50 1503/001, pp. 45 à 47)

B.40.4.1. L'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, qui était applicable aux polices judiciaire et communale, prévoit :

« § 1. Chaque fois que la nature des affaires et le nombre d'agents le justifient, les administrations des services centraux sont groupées en directions ou divisions, bureaux et sections français et néerlandais.

§ 2. Les fonctionnaires d'un grade de rang 13 ou supérieur ou d'un grade équivalent sont répartis entre trois cadres : un cadre français, un cadre néerlandais et un cadre bilingue. Les autres agents sont répartis entre deux cadres : un cadre français et un cadre néerlandais.

Tous les fonctionnaires et agents sont inscrits sur un rôle linguistique : le rôle français ou le rôle néerlandais.

§ 3. Le Roi détermine pour chaque service central, pour une durée maximale de six ans, renouvelable s'il n'y a pas de modification, le pourcentage des emplois à attribuer au cadre français et au cadre néerlandais, en tenant compte, à tous les degrés de la hiérarchie, de l'importance que représentent respectivement pour chaque service la région de langue française et la région de langue néerlandaise. Toutefois, pour les grades de rang 13 et supérieurs et les grades équivalents, les emplois sont répartis entre les deux cadres en pourcentage égal, à tous les degrés de la hiérarchie.

Le cadre bilingue comporte 20 % des emplois des grades de rang 13 et supérieurs et des grades équivalents. Ces emplois sont répartis de manière égale, à tous les degrés de la hiérarchie, entre les deux rôles linguistiques.

Pour être admis au cadre bilingue, les fonctionnaires doivent fournir, devant un jury constitué par le secrétaire permanent au recrutement, la preuve qu'ils connaissent suffisamment la seconde langue. Sont dispensés de cet examen les fonctionnaires dont le diplôme établit que leur seconde langue a été la langue véhiculaire des études qu'ils ont faites.

En vue de l'application des règles qui précèdent, le Roi détermine les divers grades constituant un même degré de la hiérarchie.

Les propositions de répartition des emplois entre les divers cadres linguistiques sont soumises à l'avis préalable de la Commission permanente de contrôle linguistique.

Après consultation de la même Commission, le Roi peut, par un arrêté motivé et délibéré en Conseil des Ministres, déroger à la règle de répartition des emplois des grades de rang 13 et supérieurs et des grades équivalents, en faveur des services centraux dont les attributions ou les activités intéressent de façon inégale la région de langue française et la région de langue néerlandaise. »

L'article 46 des mêmes lois dispose :

« § 1. Sans préjudice des prescriptions qui font l'objet des §§ 2 à 6, les dispositions de la section 1<sup>re</sup>, - à l'exception de l'article 43, § 6, - sont applicables aux services d'exécution dont le siège est situé en dehors de Bruxelles-Capitale et dont l'activité s'étend à tout le pays.

§ 2. Pour l'instruction en service interne des affaires relatives à l'organisation du service sur place - les affaires concernant le personnel exceptées - et pour la correspondance adressée à leur sujet aux services centraux, il est fait usage de la langue de la commune du siège du service.

§ 3. Les agents du cadre unilingue qui ne correspondent pas au groupe linguistique de la commune où le siège du service est établi, doivent posséder une connaissance élémentaire de la langue de la commune, quand leurs fonctions les mettent régulièrement en contact avec le personnel ouvrier.

§ 4. Le fonctionnaire placé à la tête du service, doit prouver par un examen subi devant le Secrétariat permanent au recrutement, qu'il connaît la seconde langue d'une manière suffisante.

§ 5. Les membres du personnel qui entrent en contact avec le public, doivent posséder une connaissance suffisante ou élémentaire de la seconde langue, selon qu'ils appartiennent à la première ou aux catégories suivantes.

§ 6. Le Roi prend des mesures à l'effet de réduire dans les cinq ans au minimum indispensable, le nombre des services visés dans le présent article. »

Quant aux dispositions applicables à la gendarmerie, il s'agissait de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues dans l'armée, en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, qui disposait que les membres du personnel de la gendarmerie restaient soumis aux lois et règlements applicables au personnel des forces armées, tels qu'ils étaient adaptés, le cas échéant, à leur situation particulière. Il en ressort qu'aucun cadre linguistique n'existait pour la gendarmerie.

B.40.4.2. Le Conseil des ministres a confirmé que les articles 43 et 46 des lois linguistiques coordonnées imposent aux services centraux et aux services d'exécution établis en dehors de Bruxelles-Capitale d'établir des cadres linguistiques préalablement à toute nomination et que ces dispositions s'appliquent à la police fédérale.

L'article 117 de la loi attaquée a entendu se conformer à l'exigence de parité linguistique pour les emplois des rangs 13 et supérieurs. En revanche, pour les emplois des rangs inférieurs à 13, les nominations devaient, en principe, se faire en conformité avec des cadres linguistiques établis en fonction du volume des affaires à traiter dans l'une ou l'autre langue.

Contrairement à la police communale et à la police judiciaire, qui étaient toutes deux soumises aux lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, de sorte qu'il existait des cadres linguistiques au sein de ces deux corps, la gendarmerie était soumise à une législation qui n'imposait pas l'existence de tels cadres, de sorte que ceux-ci étaient inexistantes.

Le législateur était donc confronté, lors de la mise en place de la nouvelle police, à l'harmonisation de ces différentes législations en même temps qu'à l'absence de cadre linguistique pour la gendarmerie. Il a pu raisonnablement considérer qu'il était nécessaire de laisser au Roi un délai suffisamment long pour Lui permettre de déterminer le nombre des anciens gendarmes qui devaient passer à la police fédérale ainsi que le volume des affaires traitées dans l'une et dans l'autre langue nationale, en vue d'établir les cadres organiques et linguistiques de la nouvelle police. Le choix de la date du 31 décembre 2002 n'est pas sans justification raisonnable.

B.40.5. Le législateur a pu également raisonnablement considérer que des motifs impérieux de continuité du service public imposaient qu'il soit procédé aux premières nominations en l'absence de cadre organique et linguistique.

B.40.6. Les mêmes motifs ont pu justifier qu'il soit procédé à ces premières nominations, alors que les organisations syndicales n'ont pas été associées à l'élaboration d'un cadre organique dont l'inexistence préalable à ces nominations n'est pas jugée discriminatoire par la Cour pour les motifs exposés ci-dessus.

B.40.7. Tant l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, que l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police qui s'en inspire, disposent :

« Sauf dans les cas d'urgence déterminés par le Roi et dans les autres cas qu'Il détermine, les autorités administratives compétentes ne peuvent, sans une concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives au sein des comités créés conformément à l'article 10 ou au sein des comités visés à l'article 12*bis* selon le cas, prendre :

1<sup>o</sup> les décisions fixant le cadre du personnel des services ressortissant au comité de concertation dont il s'agit; [...]. »

L'article 5 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 et l'article 3 de celui du 8 février 2001 portant exécution de la loi du 24 mars 1999 prévoient respectivement que la concertation susvisée n'est pas requise « dans les autres cas qui seront déterminés par des arrêtés royaux ultérieurs, après négociation conformément aux dispositions du présent arrêté ».

Tant le législateur que le Roi ont donc explicitement prévu des cas dans lesquels les cadres organiques peuvent être élaborés sans concertation syndicale.

Quant au fait que les organisations syndicales n'auraient pas pu assister aux épreuves de sélection des agents des services de police, le grief est étranger aux articles 116 et 117 de la loi-programme critiquée. Il porte, en effet, sur le déroulement même de ces épreuves de sélection, qu'il n'est pas de la compétence de la Cour de contrôler.

B.40.8. Les moyens ne sont pas fondés.

*En ce qui concerne l'article XII.VII.15 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.41.1. Les parties requérantes dans les affaires n<sup>os</sup> 2486 et 2489 font grief à l'article XII.VII.15 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 de ne pas valoriser automatiquement le diplôme d'officier de police communale dès lors que la réussite d'un concours est nécessaire, de limiter à cinq ans la validité de ce diplôme, de ne lui donner qu'une simple priorité de nomination sur les autres brevets et sur la seule ancienneté barémique B5 du cadre de base et, enfin, de limiter le passage au seul cadre immédiatement supérieur alors qu'actuellement un agent de base breveté peut postuler directement une place vacante d'officier. Cette situation serait discriminatoire par rapport à celle des candidats officiers non encore diplômés de la gendarmerie qui peuvent passer directement dans le cadre des officiers sans formation ni examen complémentaire, en vertu de l'article XII.II.25 confirmé de l'arrêté royal. Elle serait également discriminatoire par rapport aux sous-officiers de gendarmerie, commandants de brigade, qui passent eux aussi automatiquement dans le cadre des officiers, en application de l'article XII.II.25 confirmé précité et enfin, par rapport aux lauréats de l'examen de promotion au grade de commissaire judiciaire et de commissaire de laboratoire, qui passent aussi directement dans le cadre des officiers, en exécution de la même disposition.

B.41.2. L'article XII.VII.15 confirmé de l'arrêté royal dispose :

« § 1. Pendant cinq ans après la mise en vigueur du présent arrêté, les emplois vacants pour promotion par accession au cadre moyen sont répartis proportionnellement entre les membres du cadre de base, anciens membres du personnel de la gendarmerie et de la police communale, conformément au nombre respectif de membres actuels du personnel insérés, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, dans les échelles de traitement B2 à B5 y compris en application des articles XII.II.15, 2<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> y compris et XII.VII.8.

§ 2. Des emplois vacants réservés au § 1 pour les anciens membres du personnel de gendarmerie, 50 % est attribué par priorité aux lauréats du concours pour l'admission à la promotion par accession au cadre moyen qui bénéficient de l'échelle de traitement B5.

Les emplois vacants qui ne sont pas attribués par application de la priorité visée à l'alinéa 1 profitent aux autres candidats.

Les emplois vacants qui ne sont pas attribués par application de ce paragraphe profitent aux membres du personnel visés au § 3.

§ 3. Les emplois vacants réservés au § 1 pour les anciens membres de la police communale sont attribués dans l'ordre de priorité suivant aux lauréats du concours pour l'admission à la promotion par accession au cadre moyen :

1<sup>o</sup> dans l'ordre croissant de la date d'obtention du brevet et en cas d'équivalence de date, dans l'ordre décroissant d'ancienneté de service :

a) les détenteurs du brevet d'officier de la police communale visé à l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police ou à l'article 1, alinéa 1, de l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant-officier de la police communale;

b) les détenteurs du brevet visé à l'arrêté royal de 13 juillet 1989 relatif au brevet d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, délivré à certains membres de la police communale;

c) les détenteurs du certificat d'inspecteur de police visé à l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif à la formation et à la promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police;

2<sup>o</sup> les membres du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement B5;

3<sup>o</sup> les autres candidats.

Les emplois vacants qui ne sont pas attribués par application de ce paragraphe profitent aux membres du personnel visés au § 2. »

B.41.3.1. Le Conseil des ministres renvoie au système de valorisation non automatique, mais assortie d'avantages, du brevet d'officier obtenu par les membres de l'ancienne police communale et précise que ce principe ne connaît qu'une seule exception pour les membres de l'ancienne police judiciaire, lauréats de l'examen d'officier de police judiciaire. Cette exception serait, d'après lui, justifiée « par le petit nombre de membres du personnel concernés (une quarantaine), par la certitude qu'ils avaient d'être nommés à brève échéance, et par la limitation stricte appliquée, au sein de la police judiciaire, en termes de quotas de formation, ce qui n'était pas le cas, surtout au sein de la police communale, et dans une moindre mesure au sein de la gendarmerie ».

B.41.3.2. L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 25 juin 1991 « portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant-officier de la police communale » prévoyait que pour être nommé à un grade d'officier de la police communale, il fallait être porteur d'un diplôme ou certificat au moins équivalent à l'un des diplômes ou certificats pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les administrations de l'État et être titulaire du brevet d'officier délivré après la réussite des examens organisés à la suite du cycle de formation prévu par les articles 22 et suivants de l'arrêté, soit une formation de 1.000 à 1.200 heures de cours réparties sur deux ou trois années.

B.41.4. En l'espèce, il n'apparaît pas comme déraisonnable, en soi, d'accorder un certain nombre d'avantages à ceux qui sont titulaires d'un tel brevet sans les autoriser pour autant à accéder automatiquement à un cadre supérieur, voire à celui des officiers, compte tenu des différences qui existaient entre les différents corps, notamment du point de vue de l'accès à la formation.

B.41.5.1. Comme l'a relevé le Conseil des ministres, il existe toutefois une exception aux principes choisis par le législateur, au profit des lauréats de l'examen de promotion au grade de commissaire judiciaire ou de commissaire de laboratoire qui n'ont pas été promus au grade de commissaire judiciaire avant leur intégration dans la nouvelle police.

L'article 2 de l'arrêté royal du 17 décembre 1998 relatif à la promotion d'agents judiciaires près les parquets au grade de commissaire judiciaire ou de commissaire de laboratoire prévoyait que pour pouvoir être promu au grade de commissaire judiciaire ou de commissaire de laboratoire, les agents judiciaires devaient avoir subi avec succès une épreuve de sélection relative à la capacité exigée pour l'exercice de la fonction ainsi qu'une épreuve de sélection du type dit *assessment*, et avoir exercé pendant au moins quatre ans la fonction d'agent judiciaire.



B.41.5.2. Les éléments avancés par le Conseil des ministres pour justifier que les lauréats de l'examen au grade de commissaire judiciaire ou de commissaire de laboratoire bénéficient d'une promotion automatique au grade d'officier, contrairement aux principes qui ont guidé la valorisation des diplômes applicables à l'ensemble des membres des anciens corps de police, ne permettent pas de justifier de manière pertinente et raisonnable la différence de traitement qui est ainsi faite entre les lauréats précités et les lauréats de l'examen d'officier de la police communale. Il n'est, en effet, pas établi que ces deux catégories de lauréats se trouvaient dans des situations à ce point différentes qu'il fallut les traiter différemment.

B.41.6. Le moyen est fondé.

B.42.1. Le requérant dans l'affaire n° 2492 critique le fait que plusieurs dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 valorisent les lauréats de certaines épreuves sans qu'aucune disposition ne prévoie ce type d'avantages pour les lauréats de l'épreuve de sélection relative à la capacité exigée pour l'exercice de la fonction de commissaire judiciaire qui pouvaient se prévaloir de l'article 4 de l'arrêté royal du 17 décembre 1998 relatif à la promotion d'agents judiciaires près les parquets au grade de commissaire judiciaire ou de commissaire de laboratoire.

B.42.2.1. Pour pouvoir être promu au grade de commissaire judiciaire, il fallait être lauréat de deux épreuves : une épreuve de sélection relative à la capacité exigée pour l'exercice de la fonction ainsi qu'une épreuve de sélection du type *assessment*.

L'article 4 de l'arrêté royal du 17 décembre 1998 cité par le requérant prévoyait que les lauréats de l'épreuve de capacité étaient dispensés de cette épreuve lors d'une participation ultérieure aux épreuves de sélection pour la promotion au même grade.

B.42.2.2. Il n'est pas sans justification raisonnable, eu égard aux principes de valorisation des brevets rappelés par le Conseil des ministres et qui ont prévalu lors de l'intégration des anciens corps de police dans la nouvelle police, de ne prendre en compte, pour cette valorisation, que la réussite d'épreuves complètes donnant accès à un grade supérieur et non une partie d'épreuves qui, prise isolément, ne conférerait, à son lauréat, aucun droit à la promotion dans l'ancien corps, mais tout au plus une dispense lors d'une participation ultérieure à des épreuves de sélection dont la réussite demeurait incertaine.

B.42.3. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne l'article XII.XI.21 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.43.1. Le requérant dans l'affaire n° 2492 invoque le caractère discriminatoire de l'article XII.XI.21 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 en ce qu'il octroie une allocation complémentaire à certains membres du personnel issus de l'ancienne gendarmerie et de l'ancienne police communale, sans l'octroyer aux membres de l'ancienne police judiciaire près les parquets.

B.43.2. La disposition contestée énonce :

« § 1<sup>er</sup>. A l'exception de celui visé à l'article 29 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, est accordée une allocation complémentaire au membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie ou d'un corps de police communale, qui n'est pas nommé à un grade d'officier et qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, est affecté à, détaché vers ou mis à disposition d'un service appartenant à la direction générale de la police judiciaire, d'un service judiciaire déconcentré de la police fédérale ou qui, à la date de création d'un corps de police locale, est affecté à, détaché vers ou mis à disposition d'un service de recherche ou d'enquête de la police locale, ou qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, est affecté à ou détaché dans un emploi d'analyste criminel ou est mis à disposition d'un service en cette qualité.

Le montant annuel de cette allocation est fixé à :

1° 86 400 francs, si le membre actuel du personnel du cadre opérationnel est affecté à un service appartenant à la direction générale de la police judiciaire ou à un service judiciaire déconcentré de la police fédérale et que, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il pouvait bénéficier, soit de l'indemnité forfaitaire visée à l'arrêté royal du 26 février 1958 accordant une indemnité forfaitaire à certains membres du personnel de la gendarmerie, soit de celle visée au chapitre III de l'arrêté ministériel du 22 juin 1995 portant octroi de certaines indemnités forfaitaires aux officiers et agents judiciaires près les parquets;

2° 54 000 francs, dans les autres cas.

L'article XII.XI.25, §§ 1, 2 et 4, est, *mutatis mutandis*, applicable à l'allocation visée à l'alinéa 1.

Par dérogation cependant à ce même article, § 1, alinéas 3 et 4, et § 2, en cas de détachement d'un membre actuel du personnel du cadre opérationnel vers ou de mise à disposition d'un corps, d'une unité ou d'un service visé à l'alinéa 1, le droit à l'allocation est ouvert à raison d'1/360<sup>e</sup> par jour de détachement ou de mise à disposition. Les montants dus sont, dans ce cas, payés en même temps que le traitement du second mois qui suit celui au cours duquel les conditions d'octroi sont remplies.

§ 2. Les membres actuels du personnel du cadre opérationnel visés à l'article XII.VII.22 ainsi que ceux visés au § 1, qui ne bénéficient, en première instance, que du montant visé au § 1, alinéa 2, 2°, bénéficient du montant visé au § 1, alinéa 2, 1°, le premier jour du mois qui suit celui où ils sont affectés à, détachés vers ou mis à disposition d'un service appartenant à la direction générale de la police judiciaire ou dans un service judiciaire déconcentré de la police fédérale en répondant aux conditions de formation visées dans le même article XII.VII.22.

Sont considérés comme répondant aux conditions de formation visées à l'alinéa 1, les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont détenteurs du brevet de formation judiciaire complémentaire ouvrant l'accès aux brigades de surveillance et de recherches, ou du brevet de formation judiciaire complémentaire supérieure, ou du brevet d'analyste criminel opérationnel ou stratégique.

§ 3. Le droit à l'allocation s'éteint à titre définitif dès que le membre actuel du personnel du cadre opérationnel quitte son emploi ou voit mettre fin à son détachement ou à sa mise à disposition sans être immédiatement réaffecté, détaché ou mis à disposition dans un service ouvrant le droit à l'allocation. Pour l'application du présent §, le fait d'être détaché à l'effet de suivre une formation complémentaire ou continuée ne signifie cependant a priori pas qu'il soit mis fin au détachement ou à la mise à disposition. »

B.43.3. La Cour n'aperçoit pas - et le Conseil des ministres n'a pas davantage établi - ce qui justifie la différence de traitement exposée en B.43.1.

L'article XII.XI.21 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001, en ce qu'il ne fait pas bénéficier de l'allocation complémentaire qu'il institue les membres de l'ancienne police judiciaire, n'est pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

Le moyen est fondé.

*En ce qui concerne l'article XII.XI.20 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.44.1. Le requérant dans l'affaire n° 2493 reproche à l'article XII.XI.20 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 de ne prévoir l'octroi de l'allocation qu'il vise qu'aux seuls adjudants et adjudants-chefs de gendarmerie, commandants de brigade.

B.44.2. La disposition incriminée prévoit :

« § 1. Au membre du personnel qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, qui était titulaire d'un emploi visé à l'article 29, § 1, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, inséré par l'arrêté royal du 25 février 1996, et à qui les dispositions de l'article XII.XI.17, § 2, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, c), ou 2<sup>o</sup>, sont effectivement appliquées, est alloué, aussi longtemps qu'il bénéficie de l'échelle M7 en application de l'article XII.XI.15, une allocation transitoire dont le montant annuel est fixé à :

- 1<sup>o</sup> 86 400 francs s'il était chef de service d'une brigade de surveillance et de recherches;
- 2<sup>o</sup> 65 000 francs dans les autres cas.

§ 2. Lorsque le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé au § 1, ne peut plus faire application de l'article XII.XI.15, le montant de l'allocation transitoire visée au § 1, est fixé à la différence entre :

1<sup>o</sup> la somme du traitement que le membre actuel du personnel du cadre opérationnel aurait obtenu dans l'échelle M7, si l'article XII.XI.15 avait pu continuer à lui être appliqué, et du montant qui lui était alloué conformément au § 1;

2<sup>o</sup> et le traitement qu'il obtient dans l'échelle de traitement O2, O3, O4 ou O4bis.

Le montant ainsi déterminé lui est alloué aussi longtemps que le traitement visé au 2<sup>o</sup> est inférieur à la somme dont question au 1<sup>o</sup>.

§ 3. L'article XII.XI.25 est, *mutatis mutandis*, applicable à l'allocation visée aux §§ 1 et 2. »

B.44.3. La différence de traitement critiquée a pour origine le fait que les adjudants et adjudants-chefs de gendarmerie, commandants de brigade ont été intégrés dans le cadre des officiers, avec l'échelle de traitement qui y est attachée, tandis que les adjudants et adjudants-chefs, non commandants de brigade, ont été intégrés dans le cadre moyen, avec l'échelle de traitement qui résulte de cette intégration.

Dès lors que la différence de traitement susvisée est justifiée, pour les raisons exposées en B.22.2, la différence de traitement établie par la disposition critiquée l'est également, l'allocation qu'elle vise n'étant attribuée qu'aux anciens commandants de brigade, en raison du grade d'officier qu'ils occupent.

B.44.4. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne l'article XII.VII.20 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001*

B.45.1. Les requérants dans l'affaire n<sup>o</sup> 2494 dénoncent le fait qu'un membre de l'ancienne gendarmerie qui fait le choix de rester soumis à son ancien statut bénéficie d'une carrière plane en application de l'article XII.VII.20 confirmé de l'arrêté royal, à la différence des requérants qui, s'ils faisaient le choix de rester soumis à leur ancien statut, n'en bénéficieraient pas.

B.45.2. L'article XII.VII.20 confirmé de l'arrêté royal du 30 mars 2001 dispose :

« Les promotions à l'ancienneté visées à l'article 4, § 1, alinéa 1, 2<sup>o</sup>, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, sont les promotions :

- 1<sup>o</sup> de maréchal des logis de gendarmerie à premier maréchal des logis de gendarmerie;
- 2<sup>o</sup> de maréchal des logis chef de gendarmerie à premier maréchal des logis chef de gendarmerie;
- 3<sup>o</sup> d'adjudant de gendarmerie à adjudant chef de gendarmerie pour ceux qui satisfont aux conditions de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 23 décembre 1998 modifiant certaines dispositions concernant l'avancement aux grades de sous-officier supérieur;
- 4<sup>o</sup> de lieutenant de gendarmerie à capitaine de gendarmerie;
- 5<sup>o</sup> de capitaine de gendarmerie à capitaine commandant de gendarmerie;
- 6<sup>o</sup> de premier sous-chef d'aérodrome à sous-chef d'aérodrome principal;
- 7<sup>o</sup> de premier sous-chef d'aérodrome de première classe à sous-chef d'aérodrome principal de première classe;
- 8<sup>o</sup> par augmentation d'échelle de traitement dans le grade d'agent-technicien de police maritime, visé à l'article 20 de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant les dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;
- 9<sup>o</sup> par augmentation d'échelle de traitement de l'échelle de traitement 2A dans l'échelle de traitement 2B des inspecteurs judiciaires, inspecteurs de laboratoire, inspecteurs électrotechniciens et inspecteurs de l'identification judiciaire visés à l'article 109 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire de la police judiciaire près les parquets;
- 10<sup>o</sup> par augmentation d'échelle de traitement de l'échelle de traitement 1A dans l'échelle de traitement 1B des commissaires judiciaires, commissaires de laboratoire et commissaires du service de télécommunication visés à l'article 111 de l'arrêté royal visé au 9<sup>o</sup>;
- 11<sup>o</sup> les promotions à l'ancienneté fixées à l'annexe 13 et telles qu'elles existaient au sein des corps de police communale. »

Les requérants comparent leur situation à celle du capitaine de gendarmerie, qui peut être promu à l'ancienneté au grade de capitaine commandant en application de la disposition contestée.

B.45.3.1. Il ressort de l'article 17 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie que les grades de capitaine et capitaine commandant de gendarmerie correspondaient à des grades d'officier.

L'article 46 de la même loi prévoyait que les grades d'officier, à l'exception de ceux d'officier supérieur et d'officier général, étaient conférés à l'ancienneté aux membres du personnel de carrière qui remplissaient les conditions fixées par la loi.

Un avancement de grade conféré à l'ancienneté était également prévu pour le passage du grade de commissaire judiciaire 1A au grade de commissaire 1B. Il résulte, en effet, de l'article 111 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets que les commissaires judiciaires, les commissaires de laboratoire et le commissaire du service des télécommunications comptant une ancienneté de huit années au moins pouvaient être promus à l'échelle de traitement 1B.

Le passage du grade de commissaire 1B à celui de commissaire divisionnaire 1C nécessitait, en revanche, la réunion de conditions plus strictes définies par l'article 24 de l'arrêté royal précité, en l'occurrence une ancienneté de grade de onze années, la réussite de la première et de la seconde partie du degré supérieur de l'Ecole de criminologie et de criminalistique ou du moins la possession d'un diplôme du degré supérieur de l'Ecole de criminologie et de criminalistique et, enfin, le suivi d'une formation continuée.

B.45.3.2. Il résulte de ces éléments qu'il n'est pas déraisonnable de ne prévoir une carrière plane que pour les grades qui pouvaient être obtenus à l'ancienneté en vertu de l'ancien statut dont le membre du personnel concerné a demandé le maintien. Dès lors que tel n'était pas le cas pour le passage du grade de commissaire 1B à celui de commissaire divisionnaire 1C, il est justifié qu'une telle carrière plane n'ait pas été organisée entre ces deux grades par la disposition contestée.

B.45.4. Le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- décrète le désistement du recours portant le numéro 2481 du rôle;  
- annule, dans la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, confirmée par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 :

1. l'article XII.II.15, en ce qu'il a pour conséquence que les anciens sous-chefs d'aérodrome et premiers sous-chefs d'aérodrome qui ont choisi le maintien de leur statut d'origine ne conservent pas la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, et d'officier de police administrative;

2. l'article XII.II.18, en ce qu'il intègre les inspecteurs et inspecteurs divisionnaires de l'ancienne police judiciaire dans le grade d'inspecteur principal de la nouvelle police;

3. l'article XII.II.25, en ce qu'il intègre les commissaires judiciaires divisionnaires 1C dans le grade de commissaire de police;

4. l'article XII.II.28, en ce qu'il ne prend pas en compte l'allocation versée aux membres de l'ancienne police judiciaire en application de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1980;

5. l'article XII.VI.8, en ce qu'il ne vise pas les inspecteurs judiciaires divisionnaires 2C;

6. l'article XII.VII.11, en ce qu'il ne reprend pas le brevet 2D;

7. l'article XII.VII.15, en ce qu'il fait bénéficier d'une promotion automatique au grade d'officier les membres de l'ancienne police judiciaire lauréats de l'examen au grade de commissaire judiciaire ou de commissaire de laboratoire;

8. l'article XII.VII.17, en ce qu'il ne s'applique pas aux inspecteurs judiciaires divisionnaires 2C;

9. l'article XII.VII.21, en ce qu'il exclut de son champ d'application tout agent de l'ancienne police communale;

10. l'article XII.VII.22;

11. l'article XII.XI.21, en ce qu'il ne fait pas bénéficier les membres de l'ancienne police judiciaire de l'allocation complémentaire qu'il instaure;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 22 juillet 2003.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

## ARBITRAGEHOF

[2003/200772]

### Uittreksel uit arrest nr. 102/2003 van 22 juli 2003

Rolnummers 2455, 2456, 2463, 2464, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2473, 2474, 2475, 2477, 2478, 2479, 2481, 2482, 2483, 2486, 2488, 2489, 2491, 2492, 2493, 2494 en 2495

*In zake* : de beroepen tot vernietiging :

- van de artikelen 116, 117, 131 en 168, 13e en 15e streepje, van de programmawet van 30 december 2001,
- geheel of gedeeltelijk, van deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, bekrachtigd bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001,
- geheel of gedeeltelijk, van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten,
- van artikel IV.I.7 van voormeld koninklijk besluit van 30 maart 2001, bekrachtigd bij artikel 136 van voormelde wet van 26 april 2002,

ingesteld door J.-Y. Stevens en anderen, de v.z.w. Syndicaat van de Belgische Politie en anderen, T. Leroy en J. Warnimont, R. Piccart, E. Dhont en anderen, L. Tack en anderen, B. Wauters, J.-P. Pistrat, P. Piro, C. Neyrinck en anderen, J. Devolder, J.-M. Beirnaert, F. Maes, J. Berckmans, P. Liégeois, V. Burnay, M. Brasseur, J.-M. Rocks en A. Massin, F. Arce en anderen, V. Hendrick, N. Creemers en anderen, P. Hubeau, J.-P. Delval, A. Bodson, S. Debras en anderen, en de Algemene Centrale der Openbare Diensten.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. *Onderwerp de beroepen en rechtspleging*

a. Bij twee verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 20 juni 2002 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 21 juni 2002, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2001, (bekrachtiging van deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten), door respectievelijk J.-Y. Stevens, wonende te 5170 Lustin, rue des Quatre Arbres 31, P. Cappuyns, wonende te 1380 Lasne, rue Charlier 5, P. Delcroix, wonende te 1340 Ottignies, chaussée de la Croix 14, E. Lispet, wonende te 5350 Evelette, route de Résimont 127, R. Noga, wonende te 4420 Montegnée, rue Joseph Dejardin 115, en O. Onkelinx-Hubeaux, wonende te 5580 Laloux, rue Saint-Barthélémy 1, en door de v.z.w. Syndicaat van de Belgische politie, met zetel te 1060 Brussel, Henri Jasparlaan 114/19, A. Delcourt, wonende te 6141 Forchies-la-Marche, rue des Prisonniers de Guerre 28, E. Lebon, wonende te 5000 Namen, rue des Perdrix 15, R. Bamps, wonende te 6700 Aarlen, route de Neufchâteau 445, A. Moulin, wonende te 5140 Sombreffe, chaussée de Bruxelles 22, M. Liekens, wonende te 1140 Brussel, Vliegpleinstraat 38, J.-M. Le Moine, wonende te 1560 Hoeilaart, Biesmanstraat 77, C. Pevenage, wonende te 1390 Graven, Ruelle des Croix 31, G. Willemart, wonende te 2100 Belgrade, rue des Balsamines 13, C. Denayer, wonende te 5340 Gesves, rue Les Fonds 92, en I. Carlier, wonende te 5000 Namen, rue J. Hamoir 34.

b. Bij twee verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 27 juni 2002 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 28 juni 2002, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, in zoverre het de artikelen XII.II.29, eerste en vierde lid, en XII.XI.17, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten bekrachtigt, en van de artikelen XII.II.29, eerste en vierde lid, en XII.XI.17, § 2, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, door T. Leroy en J. Warnimont en door R. Piccart, die keuze van woonplaats hebben gedaan te 1000 Brussel, Keverslaan 11.

c. Bij twee verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 27 juni 2002 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 28 juni 2002, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, inzonderheid in zoverre het de artikelen XII.II.29, XII.II.26, eerste lid, 3°, XII.VII.26, vierde lid, en XII.XI.14 van voormeld koninklijk besluit van 30 maart 2001 bekrachtigt, van artikel 168 van dezelfde programmawet en van de artikelen 129 en 137 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 april 2002), door E. Dhont, wonende te 9040 Gent, Heiveldstraat 235, R. Wandelseck, wonende te 9280 Denderbelle, Bermenstraat 8, L. Migom, wonende te 9300 Aalst, Raffelgemstraat 14, bus 30, M.-J. De Clercq, wonende te 9220 Hamme, Meerstraat 92, D. Willems, wonende te 9032 Wondelgem, Kolegemstraat 128, P. Winand, wonende te 2500 Lier, Boomlaarstraat 41, K. Rousseau, wonende te 9000 Gent, Paul Fredericqstraat 38, J. Van Den Ouweland, wonende te 2980 Zoersel, Sporkenlaan 51, F. Braem, wonende te 8200 Brugge, Hovenierslanden 4, L. Verstraete, wonende te 8490 Varsenare, Zandstraat 69, M. Vanhoecke, wonende te 9860 Oosterzele, Tramstraat 33, E. De Kinder, wonende te 1790 Affligem, Potaardestraat 83, H. Van Cromphout, wonende te 9050 Gentbrugge, Leon de Loofstraat 32, G. Schuurman, wonende te 9920 Lovendegem, Lovaart 6, A. Hemelsoet, wonende te 9940 Evergem, Eendenplasstraat 33, K. Peeters, wonende te 3271 Scherpenheuvel-Zichem, Ernest Claesstraat 51, D. Normon, wonende te 8870 Izegem, Boterstraat 17, Y. Lefever, wonende te 3300 Tienen, Neerlintersesteenweg 124, G. Vanderhallen, wonende te 2980 Zoersel, Het Klooster 15, en D. Jamers, wonende te 3540 Herk-de-Stad, Veearts Strauvenlaan 16/2, enerzijds, L. Tack, wonende te 8510 Bellegem, Sint-Amandsdreef 2, A. Cornelis, wonende te 9300 Aalst, Molenstraat 11/1, L. Keunen, wonende te 2610 Wilrijk, Standonkiaan 42, H. Cillis, wonende te 2610 Antwerpen, Iepermanlei 2, W. Devestel, wonende te 8310 Sint-Kruis, Pijpeweg 1, J. Van Hollebeke, wonende te 8310 Assebroek, Loweideweg 10, M. Coolman, wonende te 9000 Gent, Rijsenbergstraat 155, A. De Bruycker, wonende te 9860 Oosterzele, Geraardsbergsesteenweg 39A, F. Peeters, wonende te 1703 Schepdaal, Heilige kruiswegstraat 28, P. Buneux, wonende te 3090 Overijse, Hengstenberg 53, M. Waterplas, wonende te 9255 Buggenhout, Lentepark 27, D. Walraedt, wonende te 9050 Gentbrugge, Racingstraat 5, J. Everars, wonende te 3700 Tongeren, Kerkstraat 30, I. Houkx, wonende te 8200 Brugge, Robrecht van Vlaanderenlaan 34, D. Desmetz, wonende te 8520 Kuurne, Bloemenhof 23, E. Vercruysse, wonende te 3360 Bierbeek, Tiensesteenweg 277, E. Janssens, wonende te 1910 Kampenhout, Rubenslaan 21, F. Dewever, wonende te 8580 Avelgem, Kortrijkstraat 75, N. Cilissen, wonende te 3700 Tongeren, Eeuwfeestwal 8/1, Y. Martens, wonende te 3500 Hasselt, Maastrichtersteenweg 312, R. Van der Poorten, wonende te 2020 Antwerpen, Willem Eekelersstraat 17, J. Carmans, wonende te 3840 Borgloon, de Tieckenstraat 31, F. Kind, wonende te 2020 Antwerpen, Egelantierlaan 66, en J.-P. Peelos, wonende te 3400 Landen, Raatshovenstraat 131, anderzijds.

d. Bij drie verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 28 juni 2002 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 1 juli 2002, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, door B. Wauters, wonende te 5022 Cognelée, rue de la Gare de Cognelée, J.-P. Pistrail, wonende te 7940 Brugelette, avenue Gabrielle Petit 1, en P. Piret, wonende te 6940 Durbuy, rue des Combattants 34.

e. Bij drie verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 28 juni 2002 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 1 juli 2002, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, in samenhang met artikel 129 van voormelde wet van 26 april 2002, door C. Neyrinck, wonende te 8560 Wevelgem, Kwadestraat 159, P. Vansteenkiste, wonende te 9070 Heusden, Steenstraat 6, R. Rondelez, wonende te 8000 Brugge, Zuidzandstraat 40, J. Devolder, wonende te 8800 Roeselare, Onledeplein 8, en J.-M. Beirnaert, wonende te 8200 Brugge, Iepenlaan 20.

f. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 juni 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 juli 2002, heeft F. Maes, wonende te 2520 Ranst, Schawijkstraat 80, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 en, in ondergeschikte orde, van de artikelen XII.II.26, XII.II.27, XII.II.28 en XII.II.30 van voormeld koninklijk besluit van 30 maart 2001.

g. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 juni 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 juli 2002, heeft J. Berckmans, wonende te 1850 Grimbergen, Immelvoortstraat 15, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, van deel XII van voormeld koninklijk besluit van 30 maart 2001 en van artikel 137 van voormelde wet van 26 april 2002.

h. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 juni 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 juli 2002, heeft P. Liégeois, wonende te 6001 Marcinelle, rue des Merles 22, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001.

i. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 juni 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 juli 2002, heeft V. Burnay, wonende te 6950 Nassogne, Chemin des Mésanges 14, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, in zoverre het artikel XII.II.38 van voormeld koninklijk besluit van 30 maart 2001 bekrachtigt.

j. Bij twee verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 28 juni 2002 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 1 juli 2002, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 116, 117 en 168, 13e streepje, van de programmawet van 30 december 2001 (« wijzigingen van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus »), door de v.z.w. Syndicaat van de Belgische politie, met zetel te 1060 Brussel, Henri Jasparlaan 114/19, L. Doyen, wonende te 1367 Ramillies, avenue des Déportés 64, R. Bamps, wonende te 6700 Aarlen, route de Neufchâteau 445, F. Seyler, wonende te 4500 Hoi, rue Haute Sarte 20, B. Jeusette, wonende te 4280 Hannuit, rue des Prés 5A, A. Moulin, wonende te 5140 Sombreffe, chaussée de Bruxelles 22, M. Liekens, wonende te 1140 Brussel, Vliegpleinstraat 38, D. Verlaine, wonende te 5004 Bouges, rue des Chardonnerets 7, J.-M. Le Moine, wonende te 1560 Hoeilaart, Biesmanstraat 77, A. Delcourt, wonende te 6141 Forchies-la-Marche, rue des Prisonniers de Guerre 28, en E. Lebon, wonende te 5000 Namen, rue des Perdrix 15, enerzijds, en M. Brasseur, wonende te 4500 Hoi, chaussée de Waremme 54, anderzijds.

k. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 juni 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 juli 2002, is beroep tot vernietiging ingesteld van deel XII van voormeld koninklijk besluit van 30 maart 2001, door J.-M. Rocks, wonende te 4802 Heusy-Verviers, avenue de Ningloheid 121, en A. Massin, wonende te 4800 Verviers, rue Houckaye 14.

l. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 1 juli 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 juli 2002, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 en van deel XII van voormeld koninklijk besluit van 30 maart 2001, door F. Arce, wonende te 4257 Berloz, rue de Willine 52, B. Bonhiver, wonende te 4570 Marchin, rue Octave Philippot 23, G. Hardenne, wonende te 4520 Wanze, rue L. Dupagne 3, B. Jeusette, wonende te 4280 Hannuit, rue des Prés 5A, P. Libert, wonende te 4550 Nandrin, rue Croix André 54, en F. Seyler, wonende te 4500 Hoei, Chemin de la Haute Sarthe 20.

m. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 1 juli 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 juli 2002, heeft V. Hendrick, wonende te 4800 Verviers, rue des Sorbiers 35, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001.

n. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 1 juli 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 juli 2002, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, door N. Creemers, wonende te 3680 Maaseik, Knapkoekstraat 12, J. Swartele, wonende te 2240 Zandhoven, B. Bogaerts, wonende te 2500 Lier, Kapelstraat 48, W. Debu, wonende te 8511 Kortrijk, Lauwestraat 39, E. Aerts, wonende te 3806 Sint-ruiden, Attenhovenstraat 30, F. Vandelook, wonende te 1430 Rebecq, Chemin du Bosquet 2, A. Allard, wonende te 3390 Tielt, Keulestraat 70, L. Boelen, wonende te 3600 Genk, Heidriessstraat 68, R. Vandeborne, wonende te 3300 Tienen, Grote Markt 38/8, en de v.z.w. Federaal Comité B.O.B., met zetel te 9470 Denderleeuw, Landuitstraat 63.

o. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 1 juli 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 juli 2002, heeft P. Hubeau, wonende te 8500 Kortrijk, Neringenplein 14, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 131 en 168, 15de streepje, van de programmawet van 30 december 2001, van de artikelen 136, 137 en 138, 2°, van voormelde wet van 26 april 2002 en van de artikelen IV.1.7 (bekrachtigd bij artikel 136 van voormelde wet van 26 april 2002), XII.II.18, 23 en 44 van voormeld koninklijk besluit van 30 maart 2001.

p. Bij twee verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 1 juli 2002 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 2 juli 2002, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 en van artikel 129 van voormelde wet van 26 april 2002, door J.-P. Delval, wonende te 4260 Fallais, rue de Bossiaux 21, en A. Bodson, wonende te 4800 Wezet, La Champonière 11.

q. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 1 juli 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 juli 2002, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 en van deel XII van voormeld koninklijk besluit van 30 maart 2001, door S. Debras, wonende te 4280 Hannuit, rue Dieu-Le-Garde 7, F. Lemaitre, wonende te 5350 Ohey, Bois d'Ohey 265, Y. Thomas, wonende te 6717 Metzert, chaussée Romaine 143, en R. Brose, wonende te 6997 Erezée, rue des Coteaux 2.

r. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 1 juli 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 juli 2002, heeft de Algemene Centrale der Openbare Diensten, met zetel te 1000 Brussel, Fontainasplein 9-11, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 116 en 117 van de programmawet van 30 december 2001.

Die zaken zijn ingeschreven onder de nummers 2455 en 2456 (a.), 2463 en 2464 (b.), 2467 en 2468 (c.), 2469, 2470 en 2471 (d.), 2473, 2474 en 2475 (e.), 2477 (f.), 2478 (g.), 2479 (h.), 2481 (i.), 2482 en 2483 (j.), 2486 (k.), 2488 (l.), 2489 (m.), 2490 (n.), 2491 (o.), 2492 en 2493 (p.), 2494 (q.) en 2495 (r.) van de rol van het Hof en werden samengevoegd.

(...)

## II. In rechte

(...)

### *Wat de bevoegdheid van het Hof betreft*

B.1.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 2456 beklagen zich over het feit dat het akkoord met de vakbonden van 21 april 2000 bepaalt dat de leden van de voormalige gerechtelijke politie niet de zogenaamde premie van de gerechtelijke pijler genieten, in tegenstelling tot de leden van de voormalige bewakings- en opsporingsbrigades (hierna afgekort : B.O.B.) van de rijkswacht.

B.1.2. Het Hof is niet bevoegd om zich uit te spreken over het al dan niet discriminerende karakter van een akkoord met de vakbonden.

B.2.1. Volgens dezelfde verzoekende partijen zouden de afdelingsinspecteurs C, geslaagd voor het examen D, gediscrimineerd worden door artikel 15 van het koninklijk besluit van 26 maart 2001 « houdende uitvoering van de artikelen 13, 27, tweede en vijfde lid, en 53 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en houdende diverse andere overgangsbepalingen », doordat die de enkele rijkswachters zou toestaan de bevorderingsprocedures die lopende waren vóór 1 april 2001 voort te zetten.

B.2.2. In zoverre het beroep is gericht tegen een koninklijk besluit is het Hof niet bevoegd om kennis ervan te nemen.

### *Wat betreft het belang van de verzoekende partijen in de zaak nr. 2455*

B.3.1. De verzoekers, die inspecteurs onderluchthavenmeesters van de luchtvaartpolitie waren, zijn benoemd in de graad van wachtmeester of eerste wachtmeester bij de rijkswacht en vervolgens, door de werking van artikel XII.II.15 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, in de graad van inspecteur van de nieuwe politie.

B.3.2. Bij de arresten van de Raad van State nrs. 116.930 tot 116.935, uitgesproken op 12 maart 2003, is de benoeming van de verzoekers in de voormalige rijkswacht vernietigd, alsmede hun benoeming in de graad van inspecteur van de nieuwe politie. De verzoekers wachten dus nog steeds op een nieuwe benoeming. Aangezien het aan de administratieve overheid staat daartoe over te gaan door te beslissen in welke graad van de voormalige rijkswacht en van de nieuwe politie de verzoekers moeten worden geïntegreerd rekening houdend met die arresten, behouden de verzoekers hun belang om de vernietiging te vorderen van artikel XII.II.15 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, bekrachtigd bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001.

### *Wat betreft de door de Ministerraad opgeworpen excepties van onontvankelijkheid*

#### *Zaken nrs. 2463, 2464, 2469, 2470, 2471 en 2493*

B.4.1. De Ministerraad doet opmerken dat de verzoekers niet aangeven hoe de wettelijke bekrachtiging bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 ongrondwettig zou zijn, zodat de verzoekschriften onontvankelijk zouden moeten worden verklaard.

B.4.2. Uit de door de Ministerraad beoogde verzoekschriften blijkt dat de vernietiging van artikel 131 van de programmawet wordt gevorderd in zoverre het deel XII bekrachtigt van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, dat verscheidene discriminaties zou bevatten.

Wanneer een koninklijk besluit het voorwerp is van een wettelijke bekrachtiging, wordt het zelf een wettelijke norm vanaf zijn inwerkingtreding. Het Hof is bevoegd om te toetsen of de wet, die zich de bepalingen van het koninklijk besluit eigen heeft gemaakt, een van de grondwettelijke bepalingen schendt waarvan het Hof de inachtneming dient te verzekeren.

B.4.3. De door de Ministerraad opgeworpen exceptie wordt verworpen.

*Zaak nr. 2486*

B.5.1. De Ministerraad betoogt in hoofdorde dat de verzoekers niet de vernietiging vorderen van artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001.

De verzoekers geven uitdrukkelijk in hun verzoekschrift aan dat, door de werking van artikel 131 van de programmawet en de bekrachtiging waartoe het overgaat, deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten is verheven tot de rang van wet, zodat het Hof bevoegd is geworden om te onderzoeken of de in dat deel XII vervatte bepalingen in overeenstemming zijn met inzonderheid de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. In hun memorie van antwoord beklemtonen de verzoekers tevens dat ten aanzien van het grondwettigheidsprobleem de beide voormelde teksten onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn.

B.5.2. Door het bekrachtigen van deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 heeft de wetgever zich de aangelegenheden eigen gemaakt die in dat besluit door de uitvoerende macht worden geregeld. De verzoekers voeren verscheidene discriminaties aan die vervat zouden zijn in het voormelde koninklijk besluit, zoals het is bekrachtigd bij de aangevochten wet, en verzoeken het Hof om te onderzoeken of deel XII van het koninklijk besluit en de bekrachtigingswet ervan, die een wetgevend geheel vormen, verenigbaar zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, een onderzoek waarvoor het Hof bevoegd is.

Het verzoekschrift is ontvankelijk.

*Zaken nrs. 2488 en 2494*

B.6.1. Volgens de Ministerraad zouden de verzoekschriften tot vernietiging onontvankelijk moeten worden verklaard om reden dat de verzoekers geen belang hebben, aangezien zij de vernietiging vorderen van deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 « tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten » *in globo*, zonder de aangevochten artikelen concreet aan te geven.

B.6.2. Hoewel het beschikkend gedeelte van de verzoekschriften de vernietiging beoogt van deel XII van het bekrachtigd koninklijk besluit in zijn geheel, blijkt uit de uiteenzettingen van het tweede middel in die verzoekschriften dat het beroep uitsluitend is gericht tegen bepaalde artikelen van dat besluit. Aangezien het Hof de omvang van de vordering bepaalt op basis van de inhoud van de verzoekschriften, wordt de door de Ministerraad opgeworpen exceptie verworpen.

*Zaak nr. 2490*

B.7.1. De Ministerraad betoogt dat de v.z.w. Federaal Comité B.O.B. haar ledenlijst niet zou hebben neergelegd ter griffie van de Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, zodat het onmogelijk is de representativiteit van die vereniging te onderzoeken.

B.7.2. De v.z.w. Federaal Comité B.O.B. heeft als bijlage bij haar verzoekschrift haar statuten voorgelegd alsmede een kopie van het besluit waarbij de raad van bestuur heeft beslist om het beroep in te stellen. De v.z.w. heeft tevens als bijlage bij haar memorie van antwoord de ledenlijst voorgelegd met het bewijs dat die wel degelijk ter griffie van de Rechtbank van eerste aanleg is neergelegd op 30 oktober 2002.

De door de Ministerraad opgeworpen exceptie van onontvankelijkheid wordt verworpen.

*Ten aanzien van het tweede middel in de zaken nrs. 2455, 2456, 2469, 2470, 2471, 2473, 2474, 2475, 2479, 2481, 2489, 2490, 2492 en 2493*

B.8.1. De Ministerraad werpt in hoofdorde de onontvankelijkheid op van het tweede middel om reden dat enkel de vernietiging van artikel 131 van de programmawet wordt gevorderd, en niet die van bepaalde artikelen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001.

B.8.2. Het Hof is krachtens artikel 142, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet en artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof bevoegd om de grondwettigheid van wettelijke normen te toetsen. Het staat niet aan het Hof de normen te toetsen die van uitvoerende organen uitgaan.

Om de in B.3.2 aangegeven redenen hebben de verzoekende partijen, doordat zij de vernietiging vorderen van artikel 131 van de programmawet en doordat zij verscheidene discriminaties aanvoeren die in het bekrachtigd koninklijk besluit vervat zouden zijn, zich echter naar de vereisten van de Grondwet en van de bijzondere wet gericht.

B.8.3. De door de Ministerraad opgeworpen exceptie van onontvankelijkheid van het tweede middel wordt verworpen.

*Wat de ambtshalve opgeworpen excepties van onontvankelijkheid betreft**Ten aanzien van de « memorie tot vernietiging » in de zaak nr. 2486*

B.9. De verzoekers hebben op 6 september 2002 een « memorie tot vernietiging » ingediend bij het Hof, ter staving van het beroep tot vernietiging dat zij hadden ingesteld op 28 juni 2002.

Een dergelijke memorie, waarin niet is voorzien in de bijzondere wet van 6 januari 1989 en die is ingediend buiten de termijn van zes maanden na de bekendmaking van de bestreden norm in het *Belgisch Staatsblad*, is onontvankelijk.

*Ten aanzien van het middel dat is gericht tegen het bekrachtigde artikel XII.VII.21 van het koninklijk besluit in de zaken nrs. 2456, 2474 en 2479*

B.10.1. De verzoekers in de zaken nrs. 2456, 2474 en 2479 voeren het discriminerende karakter aan van het mechanisme van aanstelling dat is ingesteld bij het bekrachtigde artikel XII.VII.21 van het bekrachtigd koninklijk besluit van 30 maart 2001.

De bestreden bepaling luidt :

« De minister stelt de actuele personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden bekleed met de graad van inspecteur van politie, aan in de graad van hoofdinspecteur van politie voor de duur van hun aanwijzing, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, voor de algemene directie gerechtelijke politie of voor de gedeconcentreerde gerechtelijke eenheden.

Zij zijn voor de duur van hun aanwijzing bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings en oefenen de ambten verbonden aan het middenkader uit.

Voor het overige wordt het statuut van de in het eerste lid bedoelde actuele personeelsleden bepaald overeenkomstig hun inschaling in het basiskader. »

B.10.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

De verzoekende partijen zijn allen leden van de voormalige gerechtelijke politie. Uit artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten blijkt dat laatstgenoemde uit gerechtelijke agenten en gerechtelijke officieren bestond. De gerechtelijke politie telde dus twee kaders : het middenkader en het officierskader, terwijl er geen basiskader bestond. De Ministerraad brengt in zijn memorie meermaals in herinnering dat, behoudens drie uitzonderingen, elkeen in het nieuwe statuut tot zijn oorspronkelijk kader blijft behoren. Daaruit volgt dat de leden van het middenkader van de voormalige gerechtelijke politie in het middenkader van de nieuwe politie worden geïntegreerd. Aangezien de bekritiseerde bepaling betrekking heeft op de aanstelling van de leden van het basiskader van de rijkswacht in een graad van het middenkader van de nieuwe politie, hebben de verzoekers er geen belang bij die te betwisten vermits zij benoemd zijn in de graad waarin de leden van het basiskader van de rijkswacht zijn aangesteld. Zij zouden zich bijgevolg niet gediscrimineerd kunnen achten door het feit dat zij niet een dergelijke maatregel kunnen genieten.

B.10.3. Daaruit volgt dat het middel dat is gericht tegen het bekrachtigde artikel XII.VII.21 van het koninklijk besluit onontvankelijk is.

*Ten aanzien van het middel dat is gericht tegen het bekrachtigde artikel XII.VII.11 van het koninklijk besluit in de zaken nrs. 2486, 2488 en 2489*

B.11.1. De verzoekers in de zaken nrs. 2486 en 2489 verwijten het bekrachtigde artikel XII.VII.11 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 dat het brevet van officier van de gemeentepolitie gelijkstelt met het brevet betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht.

Het bekrachtigde artikel XII.VII.11 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 bepaalt :

« Er wordt voor de actuele personeelsleden die overeenkomstig artikel XII.II.20, eerste lid, 3<sup>o</sup>, worden ingeschaald in de loonschaal M4.1 of M4.2 en die houder zijn van hetzij het brevet van officier van de gemeentepolitie bedoeld in het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie of in artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 juni 1991 houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graad van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie, hetzij het brevet van hoofdonderofficier bedoeld in artikel 28, § 1, van het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht, een baremische loopbaan ingesteld voor de overgang tussen, respectievelijk, de loonschaal M4.1 en de loonschaal M5.1 en de loonschaal M4.2 en de loonschaal M5.2 na zes jaar loonschaalanciënniteit in, naar gelang van het geval, de loonschaal M4.1 of M4.2.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegekend indien de geldende tweejaarlijkse functioneringsevaluatie 'onvoldoende' is. »

B.11.2. De verzoekende partijen tonen niet aan, en het Hof ziet niet in, hoe de gelijkstelling van het brevet van officier van de gemeentepolitie en dat van hoofdonderofficier bij de rijkswacht een rechtstreeks en ongunstig gevolg zou kunnen hebben voor de baremische loopbaan van de verzoekers die hoe dan ook de in de bekritiseerde bepaling bedoelde maatregel genieten, ongeacht of die gelijkstelling al dan niet is aangetoond.

B.11.3. In zoverre het middel gericht is tegen het voormelde artikel XII.VII.11, is het onontvankelijk.

*Ten aanzien van het tweede middel in de zaak nr. 2494*

B.12.1. De verzoekers in de zaak nr. 2494 voeren, in het tweede middel van hun verzoekschrift, een discriminatie aan ten aanzien van de afdelingscommissarissen 1C, geslaagden voor het examen 1D, die niet de valorisatie zouden hebben genoten van het brevet waarvan ze houder zijn.

B.12.2. Uit de elementen van het dossier volgt dat de eerste drie verzoekers in de zaak nr. 2494, die de hiervoor beoogde discriminatie aanvoeren, de graad van gerechtelijk commissaris 1B bekleedden bij de voormalige gerechtelijke politie.

Het brevet waarnaar zij verwijzen was het brevet waarvan de afdelingscommissaris 1C houder kon zijn die een totale graadanciënniteit van ten minste veertien jaar in de graad van de categorie van gerechtelijk officier had, die geslaagd was voor de bekwaamheidsproef voor verhoging in weddeschaal en die houder was van het diploma vereist voor de werving in de graad van gerechtelijk commissaris, krachtens artikel 112 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten.

Aangezien zij niet de graad van gerechtelijk afdelingscommissaris hadden, hebben de verzoekers geen belang bij het aanvoeren van het discriminerende karakter van een bepaling die enkel betrekking heeft op de afdelingscommissarissen.

B.12.3. Het middel is onontvankelijk.

*Ten aanzien van het middel dat is gericht tegen het bekrachtigde artikel XII.II.29 van het koninklijk besluit in de zaak nr. 2456*

B.13.1. De verzoekers in de zaak nr. 2456 klagen een discriminatie aan die haar oorsprong zou vinden in het bekrachtigde artikel XII.II.29 van het koninklijk besluit, in zoverre het de functies van onderofficier bij de rijkswacht in het oude statuut in aanmerking neemt voor de berekening van de anciënniteit in de graad van officier in het nieuwe statuut.

De bestreden bepaling luidt :

« Onverminderd het tweede, derde en vierde lid, verkrijgen de actuele personeelsleden van het officierskader bedoeld in tabel D1 van bijlage 11 een kader- en graadanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in tabel D1, derde kolom, vanaf punt 3.9, van bijlage 11.

Voor het vastleggen van de kader- en graadanciënniteit van de actuele personeelsleden van het officierskader die voortspruiten uit de officieren van de rijkswacht, worden in aanmerking genomen de som van de anciënniteiten vanaf de datum van benoeming in een officiersgraad bedoeld in artikel 17 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inclusief de in artikel 43, § 1, van dezelfde wet bedoelde anciënniteitsbijslag.

De actuele personeelsleden die overeenkomstig tabel D1, derde kolom, punt 3.1 tot en met 3.8, van bijlage 11, aangesteld zijn in de graad van aspirant-commissaris van politie verkrijgen een graadanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in tabel D1, derde kolom, punt 3.1 tot en met 3.8, van bijlage 11. Voor het bepalen van de kader- en graadanciënniteit van de actuele benoemde personeelsleden van het officierskader bedoeld in tabel D1, derde kolom, punt 3.9, wordt de verworven anciënniteit in aanmerking genomen te rekenen vanaf de datum van hun aanwijzing voor een ambt dat het recht opent op de toekenning van de commandotoelage bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht of op de toekenning van de toelage brigadecommandant. »

Artikel 29, § 1, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983, waarnaar de bestreden bepaling verwijst, luidt :

« De rijkswachtonderofficier die het bevel voert over een brigade of over een detachement van de provoostdienst bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, geniet een jaartoeelage, vastgesteld op 9 000 of 12 000 frank, naargelang hij het bevel voert over een brigade of een detachement van de provoostdienst van tweede of van eerste categorie.

De Minister van Landsverdediging bepaalt tot welke categorie de brigades en detachementen behoren. »

B.13.2. De verzoekende partijen zetten niet uiteen, en het Hof ziet niet in, welke categorieën van personen worden vergeleken.

B.13.3. In zoverre het middel gericht is tegen het bekrachtigde artikel XII.II.29 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, is het onontvankelijk.

*Ten aanzien van het tweede middel in de zaak nr. 2479*

B.14.1. De verzoeker in de zaak nr. 2479 beweert dat er een discriminatie bestaat tussen de voormalige rijkswachters die, na vier jaar, de graad van commissaris zullen kunnen verkrijgen en nog op de leeftijd van 56 jaar op pensioen zullen kunnen worden gesteld en de leden van de voormalige gerechtelijke politie die, in dezelfde omstandigheden, pas op de leeftijd van 60 jaar op pensioen zullen kunnen worden gesteld.

B.14.2. In zoverre het middel de pensioenleeftijd bekritiseert van de verschillende leden uit de vroegere politiekorpsen, beoogt het in werkelijkheid de wet van 30 maart 2001 betreffende het pensioen van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden, wet die het voorwerp is geweest van het arrest nr. 177/2002 van 5 december 2002.

B.14.3. Aangezien het middel niets heeft uit te staan met het onderwerp van het verzoekschrift, is het onontvankelijk.

*Zaak nr. 2456*

B.15.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 2456 voeren een discriminerend verschil in behandeling aan tussen de officieren van de rijkswacht die zijn opgenomen in de gerechtelijke politie en die een commandotoelage genieten alsmede dagvergoedingen voor werkelijke onderzoekskosten, en de officieren afkomstig van de gerechtelijke politie, die, hunnerzijds, geen commandotoelage genieten en het voordeel van de bovenvermelde dagvergoedingen verliezen.

In de aanvullende memorie die ze bij het Hof hebben ingediend, geven de verzoekende partijen aan dat de dagvergoeding voor werkelijke onderzoekskosten die zij in hun verzoekschrift beoogden en die de leden van de voormalige rijkswacht zouden blijven genieten, diegene is die laatstgenoemden ontvingen met toepassing van het koninklijk besluit van 26 februari 1958 houdende toekenning van een vaste forfaitaire vergoeding aan bepaalde leden van het rijkswachtpersoneel.

Wat betreft de commandotoelage die voor de leden van de voormalige gerechtelijke politie verloren zou zijn, preciseren de verzoekers dat het gaat om de toelage bedoeld in artikel 123 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten.

B.15.2. Noch het middel, noch de door de verzoekende partijen ingediende aanvullende memorie stellen het Hof in staat vast te stellen welke bepaling of bepalingen, volgens de verzoekende partijen, het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie zouden schenden. Het middel beantwoordt niet aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 en is onontvankelijk.

*Ten gronde*

*Ten aanzien van de retroactieve wettelijke bekrachtiging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.16.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2455, 2456, 2467, 2468, 2473, 2474, 2475, 2477, 2478, 2479, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493 en 2494 verwijzen de artikelen 131 en 168 van de programmawet van 30 december 2001 alsmede de artikelen 129, 136, 137 en 138, 2<sup>o</sup>, van de wet van 26 april 2002 « houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten » dat ze op ingrijpende wijze hangende juridictionele procedures beïnvloeden, met miskenning van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met andere grondwettelijke bepalingen, algemene rechtsbeginselen en bepalingen van verscheidene internationale verdragen.

B.16.2. Artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 bepaalt :

« Deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten wordt bekrachtigd. »

Artikel 168 van de programmawet luidt :

« Deze wet treedt in werking op 1 januari 2002, met uitzondering van :

[...]

- de artikelen 120, 129 et 130 die uitwerking hebben op 1 april 2001;

[...] »

Artikel 129 van de wet van 26 april 2002 bepaalt :

« In artikel 168 van de programmawet van 30 december 2001 worden in het vijftiende streepje, de woorden ' en 131 ' ingevoegd tussen het woord ' 130 ' en het woord ' die '. »

De artikelen 136 tot 138 van dezelfde wet luiden :

« Art. 136. De artikelen I.I.1, II.I.11, II.II.1, II.II.2, II.III.1, eerste, tweede en derde lid, II.III.2, III.III.1, III.III.2, III.V.1, III.V.2, IV.I.4, IV.I.5, IV.I.6, IV.I.7, IV.I.8, IV.I.9, IV.I.10, IV.I.11, IV.I.15, tweede lid, IV.I.35, IV.I.41, IV.I.42, IV.I.43, IV.I.44, IV.I.45, IV.I.46, IV.I.49, VII.I.1, VII.I.2, VII.I.3, VII.I.4, VII.I.5, VII.I.10, eerste lid, VII.I.13, VII.I.21, eerste en tweede lid, VII.I.26, VII.I.27, tweede lid, VII.I.28, eerste lid, VII.I.29, VII.I.30, VII.I.40, eerste lid, VII.I.41, eerste lid, VII.I.44, VII.II.1, § 2, VII.II.2, VII.II.4, VII.II.5, VII.II.6, VII.II.7, VII.II.8, VII.II.11, tweede lid, VII.II.12, tweede lid, VII.II.28, VII.II.29, VII.III.1, VII.III.2, VII.III.3, eerste lid, VII.III.4, eerste lid, VII.III.8, eerste lid, VII.III.16, eerste lid, VII.III.19, VII.III.20, eerste lid, VII.III.53, VII.III.86, VII.III.87, VII.III.88, VII.III.124, VII.III.125, VII.III.129, VII.IV.2, VII.IV.4, VII.IV.5, VII.IV.6, VII.IV.7, VII.IV.8, VII.IV.9, VII.IV.13, tweede lid, VII.IV.14, tweede lid, VII.IV.15, tweede lid, IX.I.1, IX.I.2, eerste en derde lid, IX.I.3, IX.I.4, IX.I.6, vierde lid, IX.I.7, eerste lid, IX.I.8, IX.I.10, IX.I.12, X.I.1, XI.II.1, eerste lid, XI.II.2, XI.II.16, XI.II.23, § 1, XII.I.24, XII.II.25, XII.II.26, XII.II.27 en XII.II.28 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, worden bevestigd.

Art. 137. Voor de toepassing van deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, bekrachtigd bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, moet dat deel XII worden samengelezen met de versie van voornoemd besluit van 30 maart 2001 zoals vastgelegd op de datum van inwerkingtreding van deze wet. De wijzigingen van voornoemd besluit van 30 maart 2001 na die datum van inwerkingtreding zijn slechts van overeenkomstige toepassing op dat deel XII voor zover en in de mate dat daar uitdrukkelijk wordt in voorzien.



Art. 138. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

1° artikel 97 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2001;

2° de artikelen 1 tot 96, 130, 131 en 136 die uitwerking hebben met ingang van 1 april 2001. »

B.16.3. Wat betreft artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, betogen sommige verzoekende partijen dat de bekrachtiging waarin dat artikel voorziet, volgens de wetgever zelf, niet diegene zou zijn waarin bij artikel 184 van de Grondwet was voorzien tegen 30 april 2002, aangezien zij geen betrekking heeft op de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiediensten. Aangezien niet in de bekrachtigde bekrachtiging was voorzien, zou zij een geldigverklaring vormen die strijdig is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre zij ingrijpt in een hangend rechtsgeding, zonder gemotiveerd te zijn door overwegingen van algemeen belang.

Andere verzoekende partijen zijn van mening dat de bekrachtiging bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 weliswaar expliciet was voorgeschreven, maar dat zij, gelet op de omstandigheden, uitsluitend zou zijn toegepast met de bedoeling bepaalde burgers een essentiële jurisdictionele waarborg te ontzeggen, te dezen, een beroep bij de Raad van State tegen deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001. Bovendien zou de terugwerkende kracht die bij de wet van 26 april 2002 aan die bepaling is verleend, geenszins verantwoord zijn in zoverre artikel 184 van de Grondwet erin voorzagt dat de wettelijke bekrachtiging moest plaatsvinden vóór 30 april 2002.

B.16.4.1. Er dient in herinnering te worden gebracht dat het vroegere artikel 184 van de Grondwet, betreffende de rijkswacht, bepaalde :

« De organisatie en de bevoegdheid van de rijkswacht worden door een wet geregeld. »,

en dat het Hof in zijn arrest nr. 134/99 van 22 december 1999, in B.6.1, voor recht heeft gezegd :

« Door aan de wetgevende macht de bevoegdheid te verlenen om de organisatie en de bevoegdheden van de rijkswacht te regelen, garandeert artikel 184 van de Grondwet dat die aangelegenheid het voorwerp zal uitmaken van beslissingen die door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering zijn genomen. Ofschoon die bepaling aldus, in die aangelegenheid, de normatieve bevoegdheid voorbehoudt aan de federale wetgever - die zelf de essentiële elementen ervan moet regelen -, sluit zij evenwel niet uit dat aan de Koning een beperkte uitvoeringsbevoegdheid wordt gelaten. »

B.16.4.2. Het bij de grondwetsbepaling van 30 maart 2001 ingevoegde nieuwe artikel 184 van de Grondwet in verband met de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, een dienst die het resultaat is van de oprichting in één enkele eenheid van de voormalige rijkswacht, van de voormalige gemeentepolitie en van de voormalige gerechtelijke politie bij de parketten, bepaalt :

« De organisatie en de bevoegdheid van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden bij de wet geregeld. De essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden bij de wet geregeld.

#### Overgangsbepaling

De Koning kan echter de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, vaststellen en uitvoeren, voor zover het besluit, met betrekking tot die elementen, bekrachtigd wordt bij de wet vóór 30 april 2002. »

B.16.4.3. Bij de totstandkoming van het nieuwe artikel 184 van de Grondwet is uitdrukkelijk verwezen naar het arrest nr. 134/99 van het Hof (*Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-657/3, pp. 25-26). Om die reden is overigens ook de overgangsbepaling bij dat nieuwe artikel aangenomen :

« Op deze wijze wordt de politiehervorming niet op de helling gezet maar wordt er ook niet afgeweken van het basisbeginsel dat de wet in beginsel het statuut van de politie regelt. » (*ibid.*, p. 14; zie ook *Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, DOC 50 1169/003, p. 26)

Voordien had immers artikel 121 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, de Koning gemachtigd « het statuut van het personeel » te bepalen, ter uitvoering waarvan het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten werd genomen. Bij het voorstel van wet dat heeft geleid tot voormelde wet heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State, in aansluiting bij de rechtspraak van het Hof, opgemerkt dat

« hoewel artikel 184 van de Grondwet niet uitsluit dat aan de Koning bepaalde delegaties worden verleend, [het] de federale wetgever de bevoegdheid voor[behoudt] om de essentiële regelen [...] vast te stellen » (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1676/5, p. 2).

Om tegemoet te komen aan het bezwaar dat « de rechtspositie van de personeelsleden van [die] geïntegreerde politie [deel uitmaakt] van de organisatie ervan, [en de] essentiële elementen van dat statuut [...] derhalve bij wet [moeten] worden geregeld » (advies van de Raad van State, *Belgisch Staatsblad*, 31 maart 2001, derde uitgave, p. 10867), is de overgangsbepaling van het nieuwe artikel 184 van de Grondwet aangenomen (zie ook *Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-657/3, pp. 10 en volgende).

B.16.5.1. Zowel uit de tekst van het nieuwe artikel 184 van de Grondwet als uit de ontstaansgeschiedenis ervan blijkt dat alleen de wetgever bevoegd is om « de essentiële elementen » van het statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst te regelen, onverminderd de bevoegdheid van de Koning om, op grond van artikel 108 van de Grondwet, die wetsbepalingen uit te voeren. De regeling van de niet-essentiële elementen van het statuut behoort tot de residuaire bevoegdheid van de wetgever, die deze, met toepassing van artikel 105 van de Grondwet, kan opdragen aan de Koning.

B.16.5.2. Op grond van de overgangsbepaling van het nieuwe artikel 184 van de Grondwet kon de Koning echter, bij wege van overgangsmaatregel, zelf de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst vaststellen en uitvoeren, onder voorbehoud van bekrachtiging van die regeling door de wetgever vóór 30 april 2002.

Bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 is de wetgever overgegaan tot die bekrachtiging. Het gebruik in die programmawet van de bewoordingen « Deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 [...] wordt bekrachtigd » betekent dat die bepaling tot doel en als gevolg heeft dat ze een wetgevende kracht toekent aan dat deel van het koninklijk besluit op de datum van de inwerkingtreding ervan. Het juridisch begrip « bekrachtiging » heeft die draagwijdte. Artikel 129 van de wet van 26 april 2002 beoogt enkel een eventuele twijfel hieromtrent weg te nemen.

Artikel 137 van dezelfde wet strekt ertoe te bepalen dat de aldus bekrachtigde norm zal worden gelezen rekening houdend met de wijzigingen die later erin zouden zijn aangebracht, zij het vóór of, mits een uitdrukkelijke bepaling, na de datum van inwerkingtreding van de voormelde wet van 26 april 2002, en bijgevolg op analoge wijze een eventuele onzekerheid hieromtrent weg te nemen.

B.16.6. In de veronderstelling zelfs dat sommige bepalingen van dat deel XII en van de bijlagen ervan niet zouden kunnen worden beschouwd als « essentiële elementen » van het statuut, zou zulks niet wegnemen dat dat deel XII een geheel vormt waarbij een essentiële fase van de oprichting van de nieuwe politie tot stand wordt gebracht, namelijk de integratie in een nieuw korps van politieambtenaren met zeer uiteenlopende statuten. De wettelijke bekrachtiging van het geheel van die bepalingen heeft de controle van de wetgever versterkt, onverminderd de toetsing waaraan het Hof de bekrachtigde koninklijke besluiten moet onderwerpen.

B.16.7. Het feit dat de wettelijke bekrachtiging van deel XII van het in het geding zijnde koninklijk besluit - koninklijk besluit dat op hetzelfde ogenblik als het nieuwe artikel 184 van de Grondwet tot stand is gekomen - tot gevolg heeft dat beroepen voor de Raad van State tegen sommige bepalingen van dat deel XII van het voormelde besluit zonder voorwerp zijn geworden, is niet van dien aard dat het de grondwettigheid van de aangevochten bepalingen in het geding brengt. De verzoekers voor de Raad van State wisten immers dat de bepalingen het voorwerp konden uitmaken van een wettelijke bekrachtiging, die noodzakelijkerwijs dat gevolg zou hebben. Bovendien voerden die verzoekers voor de Raad van State hoofdzakelijk verschillen in behandeling aan die zij onverantwoord achten. Die verschillen in behandeling konden voor het Hof worden bestreden. De rechtsbescherming van de verzoekers wordt dus niet aangetast.

B.16.8. Het middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het tweede middel in de zaak nr. 2455 alsmede alle middelen in de zaken nrs. 2469, 2470 en 2471*

B.17.1. De verzoekers in de zaak nr. 2455 voeren de schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met andere grondwettelijke, wettelijke of reglementaire bepalingen, in zoverre artikel XII.II.15 van het besluit van 30 maart 2001, bekrachtigd bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, in de graad van inspecteur van politie van de geïntegreerde politie, enerzijds, de onderluchthavenmeesters en eerste onderluchthavenmeesters bij de rijkswacht integreert, en, anderzijds, de wachtmeesters en eerste wachtmeesters bij de rijkswacht die de hoedanigheid hebben van officier van gerechtelijke politie en van officier van bestuurlijke politie, terwijl zij, volgens hen, geïntegreerd hadden moeten worden in de graad van officier of in de functies van brigadecommandant van de rijkswacht en vandaar in de graad van officier van de geïntegreerde politie.

B.17.2. De verzoeker in de zaak nr. 2471 bekleedde de graad van officier bij de spoorwegpolitie, aangewezen bij koninklijk besluit om de functie van inspecteur bij de spoorwegpolitie uit te oefenen. Hij had ook de dubbele hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie en van bestuurlijke politie. Hij is geïntegreerd in de graad van wachtmeester bij de rijkswacht alvorens te worden geïntegreerd in het basiskader van de nieuwe politie, in de graad van inspecteur van politie, met toepassing van het bekrachtigde artikel XII.II.15 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001.

Hij vergelijkt zijn situatie met die van de inspecteurs van de voormalige gemeentepolitie die al dan niet de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, hadden en met die van de keuronderofficieren bij de voormalige rijkswacht met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings. Zowel de enen als de anderen zijn geïntegreerd in het middenkader van de nieuwe politie terwijl, volgens de verzoeker, zij dezelfde functies, dezelfde verantwoordelijkheden en dezelfde opleiding hadden als de verzoeker.

De verzoeker in de zaak nr. 2469 was ondertoezichtscommissaris bij de spoorwegpolitie en was bij koninklijk besluit aangewezen om de functie van inspecteur bij de spoorwegpolitie uit te oefenen. Hij is geïntegreerd in de graad van opperwachtmeester bij de rijkswacht.

De verzoeker in de zaak nr. 2470 was tevens ondertoezichtscommissaris aangewezen bij koninklijk besluit om de functie uit te oefenen van inspecteur bij de spoorwegpolitie maar oefende tevens de functies uit van brigadecommandant en is geïntegreerd in de graad van opperwachtmeester bij de rijkswacht.

Door de werking van artikel XII.II.18 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 alsmede van bijlage 11 van dat besluit, zijn de verzoekers in de zaken nrs. 2469 en 2470 in het middenkader van de nieuwe politie geïntegreerd in de graad van hoofdinspecteur van politie. Zij beklagen zich erover geïntegreerd te zijn in een graad van de rijkswacht, en vervolgens van de geïntegreerde politie, die hun de dubbele hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie en van officier van bestuurlijke politie doet verliezen en zij vergelijken hun situatie met die van de enige veldwachters die in het officierskader zijn opgenomen teneinde hun dubbele hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie en officier van bestuurlijke politie te behouden.

B.17.3. Het bekrachtigde artikel XII.II.15 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten bepaalt :

« De actuele personeelsleden bedoeld in tabel B, derde kolom, van bijlage 11 worden opgenomen in het basiskader, en worden, naar gelang van het geval, benoemd of aangesteld in de overeenstemmende graad bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel B en verkrijgen één van de volgende overeenstemmende loonschalen bedoeld in de tweede kolom van diezelfde tabel B :

1° B1 : indien hun gecorrigeerde geldelijke anciënniteit bedoeld in artikel XII.XI.17, § 1, minder dan zes jaar bedraagt;

2° B2 : indien hun in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit ten minste zes jaar doch minder dan twaalf jaar bedraagt;

3° B3 : indien hun in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit ten minste twaalf jaar doch minder dan achttien jaar bedraagt;

4° B4 : indien hun in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit ten minste achttien jaar doch minder dan vierentwintig jaar bedraagt;

5° B5 : indien hun in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit ten minste vierentwintig jaar bedraagt. »

Tabel B, derde kolom, van bijlage 11, waarnaar de voormelde bepaling verwijst, bepaalt dat benoemd worden in de graad van inspecteur van politie, de wachtmeesters bij de rijkswacht, de onderluchthavenmeesters bij de rijkswacht, de eerste wachtmeesters bij de rijkswacht en de eerste onderluchthavenmeesters bij de rijkswacht.

Het bekrachtigde artikel XII.II.18 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 bepaalt :

« De actuele personeelsleden bedoeld in tabel C, derde kolom, van bijlage 11, worden opgenomen in het middenkader en worden, naar gelang van het geval, benoemd of aangesteld in de overeenstemmende graad bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel C. »

Tabel C, waarnaar de voormelde bepaling verwijst, integreert de opperwachtmeesters en de eerste opperwachtmeesters bij de rijkswacht in de graad van hoofdinspecteur.

B.17.4.1. Met toepassing van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, alsmede met toepassing van het koninklijk besluit van 26 januari 1999 tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de voormelde wet, zijn de personeelsleden van de luchtvaartpolitie die gekozen hebben voor een overplaatsing naar de categorie van het personeel met bijzondere politiebevoegdheid van het operationeel korps van de rijkswacht, alsmede de personeelsleden van de spoorwegpolitie, overgeplaatst in de graad van wachtmeester, van eerste wachtmeester, van opperwachtmeester of van eerste opperwachtmeester bij de rijkswacht, op basis van de graad en anciënniteit die ze in hun vroeger korps genoten.

Artikel 11, § 2, vierde lid, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, gewijzigd bij artikel 2, 2°, van de wet van 17 november 1998, bepaalde dat de politieambtenaren die, vóór hun overplaatsing naar de rijkswacht, de hoedanigheid hadden van officier van bestuurlijke politie, officier van gerechtelijke politie of van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, die hoedanigheid behielden.

De Minister van Binnenlandse Zaken heeft, naar aanleiding van een amendement dat ertoe strekte artikel 2, 2°, van de wet aan te vullen, verklaard dat hij van mening was dat men de titel van officier van bestuurlijke politie alleen kan dragen als men daadwerkelijk die functies uitoefent en er geen sprake van kan zijn om eretitels toe te kennen op grond van persoonsgebonden criteria, en niet op grond van uitgeoefende functies (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1618/4, pp. 30-31).

Het in artikel 2, 2°, van de wet van 17 november 1998 vermelde beginsel is behouden bij de oprichting van een geïntegreerde politiedienst. Artikel 253, derde lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, garandeert immers aan de ambtenaren van de bijzondere diensten die worden overgeplaatst naar het operationeel korps van de rijkswacht met bijzondere politiebevoegdheid, het behoud van hun hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie of van officier van bestuurlijke politie.

De parlementaire voorbereiding van de wet geeft aan :

« Teneinde niet alle wetteksten en reglementen te moeten wijzigen die aan de rijkswacht en de gerechtelijke politie bij de parketten bevoegdheden toekennen, kent [artikel 253] globaal alle bevoegdheden van de geïntegreerde politiediensten toe aan de federale politie.

Het derde lid van deze bepaling garandeert bovendien dat iedereen zijn bevoegdheden inzake gerechtelijke of bestuurlijke politie behoudt. » (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1676/1, p. 119)

B.17.4.2. De graden van wachtmeester en eerste wachtmeester bij de rijkswacht, waarnaar een deel van de verzoekers zijn overgeplaatst, houden noch de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie noch de hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie in. Dat heeft de Raad van State overigens ertoe gebracht verscheidene arresten uit te spreken, op 30 maart en 27 juni 2001, tot vernietiging van de ministeriële besluiten waarbij de verzoekers waren benoemd in de graad van wachtmeester of eerste wachtmeester. De hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie wordt bovendien niet toegekend aan de opperwachtmeesters en de eerste opperwachtmeesters bij de rijkswacht. Het Hof kan echter niet de wettigheid onderzoeken van de voorwaarden waaronder de verzoekers van de luchtvaartpolitie of de spoorwegpolitie zijn overgeplaatst naar de rijkswacht. Aan de hand van de graad die de leden van de voormalige luchtvaartpolitie bekleedden in de rijkswacht, kan evenwel de graad worden bepaald die ze in de nieuwe politie genieten. Bij het Hof is echter enkel het beroep aanhangig gemaakt dat is gericht tegen de artikelen XII.II.15 en XII.II.18 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, bekrachtigd bij de programmawet van 30 december 2001. Het is dus de enkele overplaatsing van de wachtmeesters en de eerste wachtmeesters in de graad van inspecteur van de geïntegreerde politie en die van de opperwachtmeesters en de eerste opperwachtmeesters in de graad van hoofdinspecteur van de geïntegreerde politie die het Hof vermag te toetsen.

B.17.5. Artikel 10 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht bepaalde, vóór de opheffing ervan bij wet van 27 december 2000, dat om benoemd te worden in de graad van wachtmeester men onder meer een opleidingscyclus van ten minste één studiejaar op het niveau van hoger niet-universitair onderwijs moest hebben gevolgd. Artikel 2, 6°, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht bepaalde, vóór de opheffing ervan bij besluit van 24 augustus 2001, dat om toegelaten te worden tot de opleidingscyclus men houder diende te zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving van de ambtenaren van niveau 2 bij de rijksbesturen. Artikel 7 van het voormelde besluit vereiste bovendien dat men geschikt moest worden bevonden door een selectiecommissie, op grond van een selectieonderzoek.

Het bekrachtigde artikel IV.I.7 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 alsmede artikel 15 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten bepalen dat om in dienst te worden genomen in de graad van inspecteur van politie de kandidaat houder moet zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau 2 bij de federale besturen.

Artikel 142quinquies van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, bepaalt dat de basisopleiding van het basiskader (waartoe de inspecteurs van politie behoren) theoretische en praktische opleidingsactiviteiten met een duurtijd van ten minste negen maanden omvat.

Ten aanzien van de uitgeoefende functies bepaalt artikel 117 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, dat de politieambtenaren die in drie kaders zijn verdeeld, namelijk het basiskader, het middenkader en het officierskader, bevoegd zijn voor de uitoefening van opdrachten van gerechtelijke en bestuurlijke politie. Die opdrachten worden beschreven in de artikelen 14 en volgende van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt en zijn identiek gebleven met die welke werden uitgeoefend door de rijkswacht en de andere politiekorpsen vóór de hervorming.

B.17.6. Uit wat voorafgaat volgt dat de maatregel waarbij de wachtmeesters en eerste wachtmeesters bij de rijkswacht in de graad van inspecteur van de geïntegreerde politie worden geïntegreerd niet zonder redelijke verantwoording is.

B.18.1. Overigens maakten artikel 11, § 4, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht alsmede artikel 2, 1°, van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht het de leden van de voormalige luchtvaartpolitie mogelijk om, op het ogenblik van de overplaatsing van de luchtvaartpolitie naar de rijkswacht, voor het behoud van hun oorspronkelijk statuut te kiezen. Zij werden dan beschouwd als behorende tot een bijzonder kader van de rijkswacht, « categorie bijzonder politiepersoneel » genoemd. Die personeelsleden worden tevens beoogd in tabel B van bijlage 11 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001. Dat besluit bepaalt evenwel dat de onderluchthavenmeesters bij de rijkswacht en de eerste onderluchthavenmeesters bij de rijkswacht worden overgeplaatst in de graad van inspecteur van de nieuwe politie. Het Hof dient te onderzoeken of een dergelijke integratie hen niet discrimineert.

B.18.2. De Ministerraad betoogt dat de personeelsleden van de luchtvaartpolitie die voor het behoud van hun oorspronkelijk statuut hebben geopteerd, hun hoedanigheden van officier van gerechtelijke politie en van officier van bestuurlijke politie behouden met toepassing van artikel 253, derde lid, van de wet van 7 december 1998 en in de federale politie worden geïntegreerd in een graad waarvan de gelijkwaardigheid is erkend.

Uit artikel 138, 1<sup>o</sup>, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, blijkt dat enkel de politieambtenaren die benoemd zijn in de graad van officier, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, hebben. Artikel 151 van dezelfde wet bepaalt, ter vervanging van artikel 4, eerste lid, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, dat « met de hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie zijn bekleed : [...] de officieren van de federale politie en van de lokale politie ».

B.18.3. Doordat de onderluchthavenmeesters en de eerste onderluchthavenmeesters worden geïntegreerd in de graad van inspecteur van politie, verliezen diegenen die zowel officier van gerechtelijke politie als officier van bestuurlijke politie waren, die dubbele hoedanigheid, aangezien die hoedanigheden niet worden toegekend aan de graad van inspecteur en hun geen enkele functie welke die hoedanigheden omvat, wordt toegekend.

Daaruit volgt dat het bekrachtigde artikel XII.II.15 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, doordat het de onderluchthavenmeesters en de eerste onderluchthavenmeesters met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, en van officier van bestuurlijke politie integreert in de graad van inspecteur van de geïntegreerde politie, die categorieën, zonder redelijke verantwoording, die hoedanigheden ontzegt, terwijl artikel 2, 2<sup>o</sup>, van de wet van 17 november 1998 en artikel 253, derde lid, van de wet van 7 december 1998 aan elk lid van de vroegere politiekorpsen dat de dubbele hoedanigheid van officier van gerechtelijke en bestuurlijke politie had het behoud daarvan garanderen.

B.18.4. In zoverre het bekrachtigde artikel XII.II.15 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot gevolg heeft dat de voormalige onderluchthavenmeesters en de eerste onderluchthavenmeesters die hebben gekozen voor het behoud van hun oorspronkelijk statuut, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, en van officier van bestuurlijke politie niet behouden, is het middel gegrond.

B.19.1. Het Hof moet nog onderzoeken of het bekrachtigde artikel XII.II.18 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 discriminerend is in zoverre het de opperwachtmeesters en eerste opperwachtmeesters van de voormalige rijkswacht integreert in het middenkader van de geïntegreerde politie, in de graad van hoofdinspecteur van politie.

B.19.2. De opperwachtmeesters en eerste opperwachtmeesters hadden de graad van keuronderofficier, krachtens artikel 17 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht.

Het was mogelijk om die graad te verkrijgen, hetzij door werving, hetzij door sociale promotie.

In het geval van werving moest de kandidaat-keuronderofficier, inzonderheid met toepassing van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, houder zijn van een diploma dat gelijkwaardig is met het diploma dat is vereist voor de aanwerving van ambtenaren van niveau 2 in de rijksbesturen en slagen voor een selectieonderzoek alsmede voor een examengedeelte inzake de bekwaamheid tot bevelvoering, dat toegang geeft tot een opleiding die ten minste twee jaar moest duren.

In het geval van sociale promotie bepaalde artikel 52 van de wet van 27 december 1973 dat om benoemd te worden tot opperwachtmeester men met vrucht een opleidingscyclus diende te hebben gevolgd waarvan de toelatingsvoorwaarden en de nadere regelen werden vastgesteld bij koninklijk besluit van 2 april 1976 betreffende de bevordering van keur- en hoofdonderofficieren van de rijkswacht tot de graad van onderluitenant van de rijkswacht en van lagere onderofficieren van de rijkswacht tot de graad van opperwachtmeester van de rijkswacht. De kandidaat-keuronderofficier moest ten minste 35 jaar oud zijn, 12 jaar werkelijke dienst tellen in de graad van wachtmeester en met vrucht een opleidingscyclus hebben gevolgd.

B.19.3.1. De opperwachtmeesters en de eerste opperwachtmeesters van de voormalige rijkswacht zijn in het middenkader van de nieuwe politie geïntegreerd, in de graad van hoofdinspecteur.

De bekrachtigde artikelen IV.I.8 en IV.I.9 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 alsmede de artikelen 16 en 17 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten bepalen dat, om aangeworven te worden in de graad van hoofdinspecteur van politie met bijzondere specialisatie of met specialiteit politieassistent, de kandidaat houder moet zijn van een diploma of een studiegetuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2+ bij de federale besturen.

De duur van de basisopleiding die de leden van het middenkader van de politie moeten volgen, is vastgesteld op negen maanden bij artikel 142quinquies van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Ten slotte oefenen de leden van het middenkader van de nieuwe politie de functies uit die zijn vastgesteld in de artikelen 14 en volgende van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt.

B.19.3.2. Uit het onderzoek van de voorwaarden die vereist zijn om de met elkaar vergeleken functies te verkrijgen blijkt dat de wetgever met de integratie van de opperwachtmeesters en eerste opperwachtmeesters, leden van het middenkader van de voormalige rijkswacht, in het middenkader van de nieuwe politie, geen maatregel heeft genomen die niet verantwoord zou zijn in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.19.4. Het middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van de in de andere zaken opgeworpen middelen*

*Wat betreft het bekrachtigde artikel XII.II.18 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.20.1. De verzoekers in de zaken nrs. 2456, 2474, 2479, 2488, 2491 en 2492 leiden een middel af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met verscheidene wetsbepalingen en met algemene rechtsbeginselen, in zoverre deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, bekrachtigd bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, de inspecteurs en afdelingsinspecteurs van de voormalige gerechtelijke politie die een graad van niveau 2+ hadden binnen de voormalige gerechtelijke politie, in een graad van niveau 2 met een loonschaal van niveau 2+ integreert.

Hun mobiliteit zou daardoor worden verminderd aangezien zij slechts zouden kunnen meedingen naar betrekkingen van niveau 2 in het algemeen bestuur of van het administratief of logistiek kader. Enkel de administratieve en logistieke ambtenaren die houders zijn van hetzelfde diploma kunnen solliciteren, aangezien alleen zij het niveau 2+ behouden. Die integratie in het middenkader van de geïntegreerde politie zou tevens tot gevolg hebben dat, door de commandofuncties die ze vóór de hervorming uitoefenden buiten beschouwing te laten, ondergeschikte agenten van de voormalige gemeentepolitie of van de voormalige rijkswacht op voet van gelijkheid worden geplaatst, krachtens hun hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie.

B.20.2. Artikel XII.II.18 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, bekrachtigd bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, bepaalt :

« De actuele personeelsleden bedoeld in tabel C, derde kolom, van bijlage 11, worden opgenomen in het middenkader en worden, naar gelang van het geval, benoemd of aangesteld in de overeenstemmende graad bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel C [...]. »

Tabel C van de voormelde bijlage 11 bepaalt dat de gerechtelijke inspecteurs en de gerechtelijke afdelingsinspecteurs naar de nieuwe politie worden overgeplaatst, in de graad van hoofdinspecteur van politie.

B.20.3.1. Uit artikel II.II.1 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 blijkt dat de hoofdinspecteur van politie tot het middenkader van de geïntegreerde politie behoort.

Artikel IV.I.7 van het voormelde besluit bepaalt dat, om aangeworven te worden in de graad van inspecteur van politie, de kandidaat houder moet zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de federale besturen. Daarentegen dient men houder te zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat toegang verleent tot het niveau 2+ in de federale besturen om aangeworven te worden in de graad van hoofdinspecteur van politie met bijzondere specialisatie of met specialiteit politie-assistent (artikelen IV.I.8 en IV.I.9 van hetzelfde besluit).

B.20.3.2. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten bepaalde :

« De gerechtelijke politie bij de parketten bestaat uit gerechtelijke agenten en gerechtelijke officieren. De categorie van gerechtelijke agenten bestaat uit de graden gerechtelijk inspecteur en gerechtelijk afdelingsinspecteur. »

De bijzondere voorwaarden voor de aanwerving in de graad van gerechtelijk agent werden vastgesteld bij koninklijk besluit van 25 november 1991 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten. Dat bepaalde in zijn artikel 4, 2°, dat, om gerechtelijk agent te zijn, men ten minste houder diende te zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type of van een kandidaatsdiploma uitgereikt door een onderwijsinstelling van universitair niveau. Krachtens artikel 5 van datzelfde besluit konden de leden van de gemeentepolitie of van het rijkswachtkorps die houder zijn van een van de regelmatig uitgereikte diploma's of studiegetuigschriften die in aanmerking komen voor toelating tot een graad van niveau 2 in de federale besturen en die ten minste vier jaar actieve dienst hadden in hun oorspronkelijk korps, worden toegelaten als kandidaat voor de graad van gerechtelijk agent.

B.20.4. Doordat het bekrachtigde artikel XII.II.18 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 de inspecteurs en de afdelingsinspecteurs van de voormalige gerechtelijke politie integreert in de graad van hoofdinspecteur, stelt het ambtenaren die houder waren van een diploma van hoger onderwijs van het korte type gelijk met ambtenaren die houder zijn van een diploma van niveau 2, zijnde het diploma dat overeenstemt met hoger secundair onderwijs. Aldus ontzegt het de verzoekers de mogelijkheid om het diploma te valoriseren waarvan zij houder zijn, ook al blijven zij in een loonschaal die rekening houdt met dat diploma.

B.20.5.1. De Ministerraad doet gelden dat de aan de inspecteurs en afdelingsinspecteurs van de voormalige gerechtelijke politie toegekende loonschalen niet die van niveau 2 maar van niveau 2+ zijn, zodat rekening is gehouden met het diploma waarvan zij houder zijn.

Het Hof merkt op dat de vraag is opgeworpen tijdens de besprekingen die de aanneming zijn voorafgegaan van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten.

De Minister van Binnenlandse Zaken heeft geantwoord dat de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus :

« [in] artikel 120 [...] voorrang [gaf aan] gezag dat wordt uitgeoefend op grond van een functionele hiërarchie veeleer dan een hiërarchie die op graden berust ». »

Hij heeft hieraan toegevoegd :

« De oplossing waarvoor in het zogenaamde mammoet-besluit is gekozen, namelijk dat per kader maar één graad wordt opgericht, behalve voor het officierskader waarvoor er twee graden zijn, beantwoordt dus volkomen aan de geest en de letter van de wet van 7 december 1998. Bovendien heeft die minimalistische oplossing de invoering in die nieuwe graden makkelijker gemaakt, die evenzeer grote categorieën zijn en die weliswaar elk bestaan uit verschillende weddenschalen. Een tweede graad willen oprichten in het middenkader zou indruisen tegen de voornoemde logica. Dat zou daarenboven tot gevolg hebben dat in dat kader kennelijk een hiërarchie wordt gecreëerd, wat niet wenselijk is. De initiële scholingsgraden van de betrokkenen worden niettemin uiteraard omgezet in afzonderlijke weddenschalen. » (Parl. St., Kamer, 2001-2002, DOC 50 1683/006, p. 21)

B.20.5.2. Noch de argumenten die de Minister van Binnenlandse Zaken heeft aangevoerd tijdens de parlementaire besprekingen die zijn voorafgegaan aan de aanneming van de wet van 26 april 2002, noch de inschaling in een loonschaal die overeenstemt met niveau 2+ maken het mogelijk het feit te verantwoorden of te compenseren dat de bekritiseerde maatregel op onevenredige wijze afbreuk doet aan de rechten van de verzoekers betreffende de mobiliteit bij de overheid die zij wegens hun diploma konden genieten.

B.20.6. Het koninklijk besluit van 30 maart 2001 voorziet in een bijzondere graad van inspecteur van politie met bijzondere specialisatie of met specialiteit van politieassistent, waardoor de houders van een diploma van niveau 2+ dat diploma kunnen valoriseren wanneer ze worden aangeworven bij de nieuwe politie. De door de Minister van Binnenlandse Zaken gegeven verklaring volgens welke de functionele hiërarchie moet worden verkozen boven een hiërarchie die wordt vastgesteld op basis van de graad is des te minder afdoend daar in de nieuwe politie een graad in het leven is geroepen waarvoor het diploma van niveau 2+ is vereist.

B.20.7. Daaruit volgt dat het middel, dat is gericht tegen het bekrachtigde artikel XII.II.18 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, in zoverre het de inspecteurs en de afdelingsinspecteurs van de voormalige gerechtelijke politie integreert in de graad van hoofdinspecteur van de nieuwe politie, gegrond is.

B.21.1. De verzoekers in de zaak nr. 2456 verwijten tevens het bekrachtigde artikel XII.II.18 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 dat het de inspecteurs en afdelingsinspecteurs van de voormalige gerechtelijke politie op identieke wijze behandelt door ze in de nieuwe politie in dezelfde graad te integreren, te dezen die van hoofdinspecteur, terwijl zij aan de School voor Criminologie twee verschillende opleidingscycli hebben gevolgd. Zij beklemtonen dat in het koninklijk besluit het onderscheid tussen de keuronderofficieren van de rijkswacht en de hoofdonderofficieren evenwel is behouden.

Zij voegen daaraan toe dat sommige leden van de voormalige gerechtelijke politie die houder waren van een diploma van de hogere graad van de School voor Criminologie, dat hun toegang verleent tot de graad van afdelingscommissaris na het slagen voor een examen van bevordering tot de graad van officier, het voordeel verliezen van dat diploma dat, volgens hen, had moeten worden gelijkgeschakeld met het in artikel VII.II.4, 3°, van het voormelde koninklijk besluit beoogde directiebreve.

B.21.2. Aangezien het bekrachtigde artikel XII.II.18 van het koninklijk besluit door het Hof dient te worden vernietigd in zoverre het de inspecteurs en de afdelingsinspecteurs van de voormalige gerechtelijke politie integreert in de graad van hoofdinspecteur van de nieuwe politie, heeft het middel geen voorwerp meer.

B.22.1. De verzoeker in de zaak nr. 2493 verwijft het bekrachtigde artikel XII.II.18 alsmede het bekrachtigde artikel XII.II.25 van het koninklijk besluit dat ze een verschil in behandeling in het leven roepen tussen de adjudanten en adjudant-chefs bij de rijkswacht die niet de toelage genieten bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht en diegenen die ze wel genieten, aangezien eerstgenoemden in het middenkader van de nieuwe politie worden geïntegreerd, terwijl laatstgenoemden in het officierskader worden geïntegreerd.

B.22.2. Twee redenen verantwoorden, volgens de Ministerraad, het aangeklaagde verschil in behandeling. De eerste is dat de brigadecommandant van de rijkswacht in werkelijkheid commandant was van een politiebasis eenheid, die gelijkwaardig of vergelijkbaar is met de verschillende korpsen van de gemeentepolitie die, allen, onder het commando stonden van officieren en die politiebasis eenheden vormen. De tweede reden is dat de brigadecommandanten, in tegenstelling tot de adjudanten en adjudant-chefs bij de rijkswacht, niet-brigadecommandanten, officieren van bestuurlijke politie waren.

Die motieven volstaan om de bekritiseerde maatregel redelijkerwijze te verantwoorden. Dat is des te meer het geval daar uit het bekrachtigde artikel XII.VII.17 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 blijkt dat de hoofdinspecteur van politie die de loonschaal M7 of M7bis geniet, op zijn vraag, bevorderd kan worden tot de graad van politiecommissaris indien hij vier jaar anciënniteit in een van de voormelde loonschalen heeft.

Aangezien de adjudanten en adjudant-chefs bij de rijkswacht, niet-brigadecommandanten, zijn ingeschaald in de schaal M7, vallen zij onder de toepassingssfeer van de voormelde bepaling en zullen zij bijgevolg na vier jaar een automatische bevordering tot de graad van commissaris kunnen genieten, zodat het door de verzoeker aangeklaagde verschil in behandeling niet langer zal bestaan.

B.22.3. Het middel is niet gegrond.

*Wat betreft de bekrachtigde artikelen XII.II.21, derde lid, XII.VI.8 en XII.VII.17 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.23.1.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2456, 2474, 2479, 2488, 2491 en 2492 verwijten artikel XII.II.21, derde lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, dat het de afdelingsinspecteurs 2C inschaalt in de loonschaal M5.2.

B.23.1.2. Het bekrachtigde artikel XII.VII.17 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 wordt verweten dat het de enkele afdelingsinspecteurs 2D, die in de loonschaal M7bis zijn ingeschaald, in staat stelt bevorderd te worden tot de graad van politiecommissaris, zodra zij vier jaar anciënniteit in die loonschaal hebben, terwijl de afdelingsinspecteurs 2C een dergelijke automatische bevordering niet kunnen genieten, aangezien zij worden ingeschaald in de loonschaal M5.2, met toepassing van het voormelde bekrachtigde artikel XII.II.21, derde lid. Die situatie zou meer bepaald discriminerend lijken als men ze vergelijkt met die van de adjudanten en de adjudant-chefs bij de rijkswacht, niet-brigadecommandanten, die allen die automatische bevordering kunnen genieten, om reden van het feit dat zij worden ingeschaald in de loonschaal M7 van de nieuwe politie.

B.23.1.3. De verzoekers in de zaak nr. 2488 verwijten artikel XII.VI.8 van het koninklijk besluit dat het slechts 20 pct. van de leden van het middenkader van de gerechtelijke politie toestaat om mee te dingen naar de betrekkingen van het middenkader en van het officierskader.

B.23.2. Het bekrachtigde artikel XII.II.21, derde lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 bepaalt :

« De overige actuele personeelsleden van tabel C, derde kolom, vermeld onder punt 3.22 en volgende, van bijlage 11, verkrijgen de overeenstemmende overgangsloonschaal bedoeld in de tweede kolom van diezelfde tabel C. »

Uit die tabel C van bijlage 11 volgt dat de gerechtelijke afdelingsinspecteurs 2C, vermeld in punt 3.23, de overgangsloonschaal M5.2 genieten.

Het bekrachtigde artikel XII.VI.8 van het voormeld koninklijk besluit luidt :

« De actuele personeelsleden die overeenkomstig artikel XII.II.21, derde lid, worden ingeschaald in de loonschalen M6, M7 en M7bis, kunnen meedingen naar betrekkingen die openstaan voor de commissarissen van politie. »

Ten slotte bepaalt het bekrachtigde artikel XII.VII.17 :

« In afwijking van artikel VII.II.6, kan de hoofdinspecteur van politie die overeenkomstig artikel XII.II.21, derde lid, de loonschaal M7 of M7bis geniet, op zijn vraag, worden bevorderd tot de graad van commissaris van politie indien hij voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° geen evaluatie 'onvoldoende' genieten;

2° vier jaar loonschaalanciënniteit in de loonschaal M7 of M7bis hebben.

De in het eerste lid bedoelde bevorderingen gaan in, het vijfde jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden gespreid over twee jaren naar rata van, per jaar, 50 % van de begunstigten van de respectieve twee loonschalen en geschieden in dalende volgorde van de kaderanciënniteit van de kandidaten per categorie.

De in het eerste lid bedoelde personeelsleden verkrijgen op de datum van hun benoeming tot de graad van commissaris van politie de loonschaal O2 met een loonschaalanciënniteit gelijk aan nul, in voorkomend geval verhoogd met de loonschaalanciënniteitsbonificatie bedoeld in artikel XII.VII.14. »

B.23.3.1. De aanneming van regels die ertoe strekken in een eenheidspolitie personeelsleden te integreren die afkomstig zijn van drie politiekorpsen waarbij die korpsen, wegens de specifieke opdrachten waarvoor ze instonden, aan verschillende statuten waren onderworpen, impliceert dat aan de wetgever een voldoende beoordelingsmarge wordt gelaten, opdat een hervorming van dergelijke omvang kan slagen.

Hoewel het niet aan het Hof staat zijn beoordeling in de plaats te stellen van die van de wetgever, is het, daarentegen, ertoe gemachtigd te onderzoeken of, in het kader van die hervorming, de wetgever maatregelen heeft genomen die redelijkerwijze verantwoord zijn ten aanzien van het door hem nagestreefde doel. Het Hof is aldus bevoegd om te onderzoeken of de verschillen in behandeling tussen de personeelsleden die kunnen voortvloeien uit hun integratie in een eenheidspolitie al dan niet kunnen worden verantwoord door de specifieke regels van de verschillende korpsen waaruit ze afkomstig zijn.

B.23.3.2. Het staat aan de wetgever om, in het kader van de bekrachtiging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, te bepalen in welke loonschalen de leden van de vroegere politiekorpsen moeten worden ingeschaald, op basis van de graad die ze bekleedden alsmede het kader waartoe ze behoorden vóór de hervorming.

Het staat evenwel aan het Hof na te gaan of de door de wetgever gemaakte keuzes in redelijkheid verantwoord zijn.

B.23.3.3. Uit de elementen van het dossier blijkt dat de inschaling is gebeurd op basis van de kaderanciënniteit, dit wil zeggen de diensten die het personeelslid daadwerkelijk heeft gepresteerd binnen het operationeel kader van zijn vroeger korps, vanaf de datum waarop dat personeelslid is benoemd of aangeworven in de eerste graad of in het betrokken kader.

Het Hof merkt op dat de afdelingsinspecteurs 2C, die in loonschaal M5.2 zijn geïntegreerd, met toepassing van het bekrachtigde artikel XII.II.21, derde lid, van het koninklijk besluit, geen enkel loonverlies lijden door die inschaling. Het loon dat overeenstemt met de loonschaal M5.2, is daarentegen gunstiger dan de vroegere loonschaal 2C.

B.23.3.4. De maatregel is niet discriminerend op zich.

B.23.4.1. Wat betreft het verschil dat wordt gemaakt tussen de gerechtelijke afdelingsinspecteurs 2C en 2D, vanuit het oogpunt van het verkrijgen van de graad van commissaris van de nieuwe politie, diende men, zoals het Hof reeds heeft opgemerkt in B.19.3.1, om aangeworven te worden in de graad van gerechtelijk inspecteur, houder te zijn van een diploma van hoger onderwijs van het korte type of van een kandidaatsdiploma uitgereikt door een instelling van universitair onderwijs.

Om bevorderd te worden tot de graad van gerechtelijk afdelingsinspecteur, met een loonschaal 2C, waren bovendien verscheidene voorwaarden vereist door artikel 23 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten: de gerechtelijke inspecteurs moesten een graadanciënniteit van ten minste elf jaar hebben, geslaagd zijn voor het eerste en tweede deel van de middengraad van de School voor Criminologie of het getuigschrift van de middengraad van de School voor Criminologie hebben en ten slotte voldoen aan vereisten inzake voortgezette opleiding.

Artikel 110 van hetzelfde besluit bepaalde dat, om bevorderd te worden tot de loonschaal 2D, de gerechtelijke afdelingsinspecteurs een totale graadanciënniteit van ten minste veertien jaar moesten hebben in de graden van de categorie van gerechtelijk agent en moesten slagen voor een bekwaamheidsproef voor verhoging in weddeschaal.

Om toegelaten te worden tot een opleidingscyclus van de rijkswacht moest de kandidaat houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de rijksbesturen, krachtens artikel 1, 6°, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht.

De kandidaat kon, met toepassing van de artikelen 29 en volgende van het voormeld koninklijk besluit, de opleidingscyclus van keuronderofficier volgen gedurende twee jaar, na geschikt te zijn bevonden door een selectiecommissie op grond van een selectieonderzoek, ofwel gedurende één jaar de opleidingscyclus volgen om wachtmeester te worden, steeds op voorwaarde dat hij geslaagd was voor een selectieonderzoek. In het tweede geval, moest de kandidaat, overeenkomstig de artikelen 46*bis* en 50 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht, en artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 23 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de bevordering tot de graden van hoofdonderofficier van de rijkswacht, het brevet behalen van hoofdonderofficier na geslaagd te zijn voor de in het voormeld koninklijk besluit van 1 april 1996 bedoelde examens. In de bevordering tot de graad van adjudant-chef was voorzien bij een anciënniteit van veertien jaar. De adjudanten konden echter sneller worden bevorderd tot de graad van adjudant-chef, indien zij werden aangewezen in de functie van adjudant-chef.

B.23.4.2. Uit de memorie van de Ministerraad blijkt dat de verantwoording van die maatregel gelegen was in de objectieve vaststelling dat, indien de adjudanten en adjudant-chefs, niet-brigadecommandanten, opleidingen hadden genoten en profielen vertoonden die min of meer vergelijkbaar waren met die van de adjudanten en adjudant-chefs, brigadecommandanten, en men hen dus op middellange termijn (vijf jaar en meer) moest toestaan eveneens over te gaan naar het officierskader, het billijk was op dezelfde wijze te handelen wanneer het om andere hogere categorieën van de voormalige gemeentepolitie (M6) en de voormalige gerechtelijke politie (M7*bis*) ging.

De Ministerraad legt echter niet uit en het Hof ziet niet in hoe redelijkerwijze kan worden verantwoord dat een verschillende behandeling is voorbehouden aan de gerechtelijke afdelingsinspecteurs 2C en 2D, terwijl enkel een anciënniteit van drie jaar en een proef voor verhoging in weddeschaal de inspecteurs 2D van de inspecteurs 2C onderscheiden, en terwijl de adjudanten en de adjudant-chefs, ten aanzien van wie, inzake diploma en opleiding, minder hoge eisen werden gesteld om de functie te verkrijgen, in de bestreden bepaling op identieke wijze worden behandeld en terwijl een anciënniteit van veertien jaar de adjudant-chefs van de adjudanten onderscheidt.

Voor het overige stelt het Hof vast dat de afdelingsinspecteurs 2C en 2D de hogere categorie van het middenkader binnen de voormalige gerechtelijke politie vormden, net zoals de adjudanten en adjudant-chefs binnen de voormalige rijkswacht.

B.23.4.3. In zoverre het bekrachtigde artikel XII.VII.17 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 niet van toepassing is op de gerechtelijke afdelingsinspecteurs 2C, is het middel gegrond.

B.23.4.4. Het middel dat is gericht tegen het bekrachtigde artikel XII.VI.8 van het koninklijk besluit is om dezelfde redenen eveneens gegrond.

B.23.5.1. De verzoeker in de zaak nr. 2493 verwijt het bekrachtigde artikel XII.II.21, derde lid, van het koninklijk besluit verder dat het de adjudanten bij de rijkswacht, niet-brigadecommandanten, inschaalt in de loonschaal M7, terwijl de adjudanten bij de rijkswacht, brigadecommandanten, worden ingeschaald in de loonschaal O2, die overeenstemt met de graad van politiecommissaris.

B.23.5.2. Het aangeklaagde verschil in behandeling vloeit voort uit de integratie van de eerste beoogde categorie in het middenkader van de nieuwe politie en de integratie van de tweede categorie in het officierskader. Aangezien dat verschil in behandeling verantwoord is, en om dezelfde redenen als die welke zijn uiteengezet in B.22.2, wordt het middel dat is gericht tegen de inschaling die daarvan het rechtstreekse gevolg is, verworpen.

*Wat betreft het bekrachtigde artikel XII.VII.11 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.24.1.1. Volgens de verzoekende partijen in de zaken nrs. 2456, 2479 en 2488, en zoals eveneens blijkt uit het verzoekschrift in de zaak nr. 2491, zouden de afdelingsinspecteurs C, geslaagden voor het examen D, worden gediscrimineerd doordat het bekrachtigde artikel XII.VII.11 van het koninklijk besluit niet het brevet 2D overneemt. Die « vergetelheid » zou tot gevolg hebben dat die inspecteurs niet worden ingeschaald in de loonschaal M7*bis*, wat hen nochtans ertoe in staat zou hebben gesteld na vier jaar tot de graad van commissaris te worden bevorderd.

B.24.1.2. De verzoeker in de zaak nr. 2492 verwijt de bekrachtigde artikelen XII.VII.11, XII.VII.12 en XII.VII.13 van het koninklijk besluit dat ze niet voorzien in een baremische loopbaan voor de personeelsleden die zijn ingeschaald in de loonschaal M5.2, terwijl in een dergelijke loopbaan wel is voorzien voor de personeelsleden die zijn ingeschaald in de loonschalen M4.1, M4.2, M6, O4*bis*, O4*bis*, alsook O1 en volgende.

B.24.2. Het bekrachtigde artikel XII.VII.11 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 bepaalt :

« Er wordt voor de actuele personeelsleden die overeenkomstig artikel XII.II.20, eerste lid, 3°, worden ingeschaald in de loonschaal M4.1 of M4.2 en die houder zijn van hetzij het brevet van officier van de gemeentepolitie bedoeld in het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie of in artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 juni 1991 houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graad van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie, hetzij het brevet van hoofdonderofficier bedoeld in artikel 28, § 1, van het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjutant bij de rijkswacht, een baremische loopbaan ingesteld voor de overgang tussen, respectievelijk, de loonschaal M4.1 en de loonschaal M5.1 en de loonschaal M4.2 en de loonschaal M5.2 na zes jaar loonschaalanciënniteit in, naar gelang van het geval, de loonschaal M4.1 of M4.2.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegekend indien de geldende tweejaarlijkse functioneringsevaluatie 'onvoldoende' is. »

Het bekrachtigde artikel XII.VII.12 van het koninklijk besluit luidt :

« Er wordt een baremische loopbaan ingesteld voor de overgang tussen de loonschaal M6 en de loonschaal M7 na zes jaar loonschaalanciënniteit in de loonschaal M6.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegekend indien de geldende tweejaarlijkse functioneringsevaluatie 'onvoldoende' is. »

Het bekrachtigde artikel XII.VII.13 van het koninklijk besluit bepaalt :

« Er wordt een baremische loopbaan ingesteld voor overgang van de loonschaal O4 of O4*ir* naar de loonschaal O4*bis* of O4*bisir* na 6 jaar loonschaalanciënniteit in de loonschaal O4 of O4*ir*.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegekend indien de geldende tweejaarlijkse functioneringsevaluatie 'onvoldoende' is.

De baremische loopbaan bedoeld in het eerste lid geldt voor alle actuele personeelsleden die ten minste in de loonschaal O1 worden ingeschaald. »

B.24.3.1. Het brevet 2D waarvan sprake is in dat middel was het brevet bedoeld in artikel 110 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten, dat bepaalde dat, om te worden bevorderd tot de loonschaal 2D, de gerechtelijke afdelingsinspecteurs 2C een totale graadanciënniteit van ten minste veertien jaar in de graden van de categorie van gerechtelijk agent moesten hebben en moesten slagen voor een bekwaamheidsproef voor verhoging in weddeschaal.

De Ministerraad zet de beginselen uiteen die als leidraad hebben gediend bij de formulering van de regels in verband met de valorisatie van de brevetten.

Het eerste beginsel was dat het personeelslid dat in het verleden opleidingen had gevolgd met het oog op het verkrijgen van brevetten, in het nieuwe statuut de geleverde inspanning moest kunnen valoriseren. Het tweede beginsel was dat de houder van een brevet niet automatisch een bevordering kon genieten door het enkele feit dat hij houder was van een brevet, rekening houdend met de grote discrepantie die er voordien bestond tussen de verschillende politiekorpsen, met name wat betreft de mogelijkheden van toegang tot de opleidingen. Ten slotte was het derde beginsel dat de houder van een brevet onmogelijk een bevordering kon genieten waardoor hij in één keer een dubbele sprong in het kader zou kunnen maken.

B.24.3.2. Hoewel het aan de wetgever staat te bepalen onder welke voorwaarden hij een baremische loopbaan wil organiseren voor de personeelsleden van de geïntegreerde politie, zet de Ministerraad niet uiteen, en ziet het Hof niet in, wat in het bijzonder het verschil in behandeling kan verantwoorden dat door het bekrachtigde artikel XII.VII.11 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 in het leven wordt geroepen tussen de houders van een brevet van officier van de gemeentepolitie of van een brevet van hoofdonderofficier van de rijkswacht en de houders van een brevet 2D van de gerechtelijke politie, terwijl de andere bepalingen van het koninklijk besluit die categorieën op voet van gelijkheid plaatsen wanneer het gaat om vrijstelling van opleidingen of het voorbehouden van een aantal vacatures voor bevordering door overgang naar het officierskader (het bekrachtigde artikel XII.VII.16 van het koninklijk besluit).

B.24.4. In zoverre het bekrachtigde artikel XII.VII.11 van het koninklijk besluit het brevet 2D niet overneemt, is het middel gegrond.

*Wat betreft de bekrachtigde artikelen XII.II.25, XII.II.26, XII.II.27, XII.II.28, XII.II.30, XII.II.31 en XII.XI.14 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.25.1.1. De verzoekers in de zaken nrs. 2456, 2467, 2468 en 2479 voeren een discriminatie aan ten aanzien van de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C die, krachtens het bekrachtigde artikel XII.II.25 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, in de graad van politiecommissaris, worden ingeschaald in de loonschaal O4, zijnde in hetzelfde kader als dat van andere officieren dan hoofd- of opperofficieren van de rijkswacht. Die inschaling zou tot gevolg hebben dat de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C op discriminerende wijze gelijk worden gesteld met de commissarissen 1B, terwijl, volgens de verzoekers, die beide categorieën volkomen verschillende posten bekleden binnen de voormalige gerechtelijke politie.

B.25.1.2. Naast de vernietiging van het bekrachtigde artikel XII.II.25 van het koninklijk besluit, vorderen de verzoekers in de zaken nrs. 2467 en 2468 tevens de vernietiging van artikel XII.II.26, 3°, in zoverre het betrekking heeft op de personeelsleden beoogd in tabel D1, derde kolom, punt 3.26, van bijlage 11 van het voormelde besluit, alsmede van het bekrachtigde artikel XII.II.26, vierde lid, van het besluit en, ten slotte, artikel XII.XI.14, in zoverre het verwijst naar de bekrachtigde artikelen XII.II.26, vierde lid, en XII.II.31 van het besluit.

Zij verwijten al die bepalingen dat ze de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C niet in dezelfde graad integreren als de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1D, zijnde in de graad van hoger officier, terwijl, vóór de hervorming, enkel een loonschaal hen differentieerde en de inhoud van de functie daarentegen dezelfde was voor alle afdelingscommissarissen, ongeacht zij 1C of 1D waren. De verzoekers in de zaken nrs. 2467 en 2468 voegen daaraan toe dat door hun integratie in de graad van politiecommissaris zij op een andere wijze worden behandeld dan de majoors bij de voormalige rijkswacht, terwijl de loonschaal 1C ongeveer gelijk was aan die van de majoors. De verzoekers beklagen zich tevens over het feit dat zij op dezelfde wijze worden behandeld als de commandanten van de rijkswacht, die eveneens worden ingeschaald in de loonschaal O4.

B.25.1.3. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2456, 2467, 2468 en 2479 beweren verder dat het discriminerend is dat de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C zijn ingeschaald in de loonschaal O4.

B.25.1.4. De verzoekers in de zaak nr. 2493 klagen het discriminerende karakter aan van dezelfde bepaling, in zoverre zij de gerechtelijke commissarissen 1B in een graad integreert van lager officier en niet in die van afdelingscommissaris, zijnde een graad van hoger officier.



B.25.2. Het bekrachtigde artikel XII.II.25 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 bepaalt :

« De actuele personeelsleden bedoeld in tabel D1, derde kolom, van bijlage 11, worden opgenomen in het officierskader en worden, naar gelang van het geval, benoemd of aangesteld in de overeenstemmende graad bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel D1. »

Het bekrachtigde artikel XII.II.26 van hetzelfde besluit bepaalt :

« De in artikel XII.II.25 bedoelde personeelsleden verkrijgen de volgende overeenstemmende loonschaal bedoeld in de tweede kolom van diezelfde tabel D1 :

1° O2, indien voor deze personeelsleden het referentiebedrag, bedoeld in artikel XII.II.27, kleiner is dan of gelijk is aan 1 430 000 BEF;

2° O3, indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan 1 430 000 BEF en kleiner is dan of gelijk is aan 1 600 000 BEF;

3° O4, indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan 1 600 000 BEF en kleiner is dan of gelijk is aan 1 773 000 BEF;

4° O4bis, indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan 1 773 000 BEF.

De officieren gesproken uit de polytechnische afdeling van de koninklijke militaire school en deze aangeworven als houder van een diploma van burgerlijk ingenieur, verkrijgen evenwel de respectieve loonschaal O2ir, O3ir, O4ir of O4bisir naar gelang de officieren bij de rijkswacht, gesproken uit de afdeling alle wapens van de koninklijke militaire school en bekleed met dezelfde graad, de respectieve loonschaal O2, O3, O4 of O4bis verkrijgen.

In afwijking van het eerste lid, verkrijgen de actuele personeelsleden die overeenkomstig tabel D1, derde kolom, punt 3.1 tot en met 3.8, van bijlage 11, aangesteld zijn in de graad van aspirant-commissaris van politie, de loonschaal O1.

In afwijking van het eerste lid, verkrijgen de actuele personeelsleden bedoeld in tabel D1, derde kolom, punt 3.9 en 3.24, van bijlage 11, de loonschaal O2. »

Het bekrachtigde artikel XII.XI.14 bepaalt :

« De wedde van de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ofwel het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps ofwel dat van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht ofwel dat van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten ofwel dat van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie met inbegrip van de hulpagenten van politie, wordt vastgelegd in de loonschaal die zij verwerven overeenkomstig de artikelen XII.II.12, XII.II.15, XII.II.20, XII.II.26 en XII.II.31. »

Ten slotte bepaalt artikel XII.II.31 waarnaar artikel XII.XI.14 verwijst :

« De actuele personeelsleden bedoeld in tabel D2, derde kolom, van bijlage 11, worden opgenomen in het officierskader, en worden benoemd in de overeenstemmende graad bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel D2 en verkrijgen de overeenstemmende loonschaal bedoeld in de tweede kolom van diezelfde tabel D2.

Uitsluitend de officieren gesproken uit de polytechnische afdeling van de koninklijke militaire school of zij die aangeworven zijn als houder van een diploma burgerlijk ingenieur verkrijgen de loonschalen O5ir en O6ir indien deze overeenstemmen met hun graad en graadanciënniteit bedoeld in tabel D2, derde kolom, van bijlage 11. »

B.25.3.1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten bepaalde in het derde lid ervan :

« De categorie van de gerechtelijke officieren bestaat uit de graden gerechtelijk commissaris, gerechtelijk afdelingscommissaris, hoofdcommissaris van gerechtelijke politie, adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie en commissaris-generaal van de gerechtelijke politie. »

Artikel 38 van hetzelfde besluit stelde de hiërarchische rang van de gerechtelijke officieren en agenten vast als volgt :

« 1° commissaris-generaal van de gerechtelijke politie

2° adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie

3° hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie

4° gerechtelijk afdelingscommissaris

5° gerechtelijk commissaris

6° gerechtelijk afdelingsinspecteur

7° gerechtelijk inspecteur. »

Uit artikel 24 van voormeld koninklijk besluit van 19 december 1997 blijkt dat, om bevorderd te kunnen worden tot de graad van gerechtelijk afdelingscommissaris, de gerechtelijke commissarissen een graadanciënniteit van ten minste elf jaar moesten hebben, geslaagd dienden te zijn voor het eerste en tweede deel van de hogere graad van de School voor Criminologie en Criminalistiek of houder dienden te zijn van het diploma van de hogere graad van dezelfde School en ten slotte dienden te voldoen aan vereisten inzake voortgezette opleiding.

De Ministerraad verantwoordt het feit dat de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C niet, in de graad van afdelingscommissaris van politie, zijn geïntegreerd in het kader van de hogere officieren van de nieuwe politie, door het evenwicht dat in acht moest worden genomen tussen de verschillende samengesmolten korpsen. Een dergelijke integratie in het kader van de hogere officieren zou tot gevolg hebben gehad dat dat evenwicht werd verbroken, aangezien de gerechtelijke politie een honderdtal gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C telde op 1.500 personeelsleden, terwijl de rijkswacht ongeveer 200 hoofdofficieren telde voor 16.000 personeelsleden. Dat is de reden waarom de drempel om toe te treden tot het kader van de hogere officieren op het niveau van de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1D zou zijn vastgesteld.

B.25.3.2. Doordat de afdelingscommissarissen 1C, die hogere officieren waren binnen de voormalige gerechtelijke politie, in de graad van commissaris worden geïntegreerd in het kader van de lagere officieren, ondergaan zij een terugzetting in graad. Hoewel een dergelijke maatregel wordt verklaard door de zorg om een evenwicht te creëren onder de vroegere politiekorpsen, doet hij op onevenredige wijze afbreuk aan de rechten van de afdelingscommissarissen, doordat hij hun niet toestaat functies uit te oefenen die verbonden zijn aan hun graad van hoger officier en hen op dezelfde wijze behandelt als andere agenten van de voormalige gerechtelijke politie, te dezen de gerechtelijke commissarissen 1B, die een minder hoge anciënniteit hadden en een minder hoge opleiding hadden genoten dan de afdelingscommissarissen 1C, waarbij laatstgenoemden het genot van die anciënniteit en de gevolgde opleiding verliezen alsmede het hiërarchisch gezag dat ze uitoefenden over de afdelingscommissarissen 1C.

B.25.3.3. Uit wat voorafgaat volgt dat het middel dat is gericht tegen het bekrachtigde artikel XII.II.25 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, in zoverre het de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C integreert in de graad van commissaris van politie, gegrond is.

B.25.4. De loonschaal O4 die is toegekend aan de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C is het gevolg van hun integratie in de nieuwe politie, in de graad van commissaris van politie. Aangezien die integratie discriminerend is, dient het middel, in zoverre het gericht is tegen de bekrachtigde artikelen XII.II.26, eerste lid, 3°, en vierde lid, en XII.IX.14 van het koninklijk besluit, niet te worden onderzocht.

B.25.5. Wat betreft de integratie van de gerechtelijke commissarissen 1B in het middenkader van de nieuwe politie, in de graad van inspecteur van politie, stelt het Hof vast dat, in tegenstelling tot wat de verzoekers in de zaak nr. 2493 beweren, uit de bepalingen van het koninklijk besluit van 19 december 1997 blijkt dat, hoewel de gerechtelijke commissarissen officieren van gerechtelijke politie waren, zij geenszins de hoedanigheid van hoger officier hadden.

Zoals aangegeven in B.24.3.1, moest men, om bevorderd te worden tot de graad van gerechtelijk afdelingscommissaris, zijnde een graad van hoger officier van de voormalige gerechtelijke politie, bovendien ten minste elf jaar anciënniteit hebben in de graad van gerechtelijk commissaris, geslaagd zijn voor het eerste en tweede deel van de hogere graad van de School voor Criminologie en Criminalistiek of houder zijn van het diploma van de hogere graad van dezelfde School en ten slotte voldoen aan vereisten inzake voortgezette opleiding.

B.25.6. Gelet op het verschil dat de gerechtelijke commissarissen en de gerechtelijke afdelingscommissarissen in hun vroeger statuut kenmerkte, is het niet onredelijk dat de gerechtelijke commissarissen in het middenkader van de nieuwe politie zijn geïntegreerd. Daarentegen is het onredelijk dat ze in een graad geplaatst zijn die identiek is met die van de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C, die de hoedanigheid van hoger officier hadden en die, om de in B.24.3.2 aangegeven redenen, op discriminerende wijze in het middenkader van de geïntegreerde politie zijn geïntegreerd.

B.26.1. De verzoekers in de zaak nr. 2473 verwijten de bekrachtigde artikelen XII.II.25 en XII.II.26 van het koninklijk besluit dat de gerechtelijke afdelingsinspecteurs 2C, geslaagden voor het examen voor bevordering tot de graad van gerechtelijk commissaris, in de loonschaal O2 zijn ingeschaald, net zoals de adjudanten en adjudant-chefs bij de rijkswacht die een commandotoelage genoten maar die houders waren van een diploma van niveau 2.

B.26.2.1. De Ministerraad brengt de drie stappen in herinnering die bij de bekritiseerde operatie zijn gevolgd.

De eerste stap bestond erin een officier in te schalen in de eerste loonschaal waarin het maximum van zijn vroegere loonschaal kan worden geplaatst. De tweede stap was de vaststelling van het loon waarop het personeelslid aanspraak zou kunnen maken op basis van zijn gecorrigeerde geldelijke anciënniteit. In de derde stap werd het aldus verkregen bedrag ingeschaald in de tijdens de eerste stap vastgestelde loonschaal teneinde de betrokkene een virtuele geldelijke anciënniteit te laten genieten die hem een bedrag waarborgt dat gelijk is aan of hoger dan datgene dat hij kon hebben in zijn vroeger statuut.

B.26.2.2. Het staat aan de wetgever en niet aan het Hof om de regels vast te stellen die moeten worden toegepast bij de inschaling van de personeelsleden van de vroegere politiekorpsen in de nieuwe politie. Het Hof is evenwel ertoe gemachtigd te onderzoeken of de wetgever, met de door hem ingevoerde regels, niet op discriminerende wijze afbreuk doet aan de situatie van een categorie van het personeel door haar in te schalen in een loonschaal die haar een lager loon zou bieden dan datgene dat ze had kunnen verdienen krachtens haar vroeger statuut of door regels toe te passen die kennelijk onredelijk zijn ten aanzien van de nagestreefde doelstellingen.

B.26.3. Naast het feit dat de voornoemde afdelingsinspecteurs rechtstreeks zijn bevorderd in het officierskader van de nieuwe politie, terwijl ze tot het middenkader van hun vroeger korps behoorden, heeft de wetgever een systeem toegepast dat niet onredelijk lijkt en dat tot gevolg heeft dat ze zijn ingeschaald in een loonschaal waarvan het minimum en het maximum meer bedragen dan het loon dat ze verdienden krachtens hun vroeger statuut.

Wat het aangeklaagde verschil tussen de loonschalen O2 en O3 betreft, gaat het, in tegenstelling tot wat de verzoekers beweren, geenszins om een hiërarchisch verschil dat door de wetgever tussen de personeelsleden van die beide loonschalen zou zijn ingevoerd. Het bekrachtigde artikel XII.II.24 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 voert immers een baremische loopbaan in die de overgang van loonschaal O2 naar loonschaal O3 waarborgt na zes jaar anciënniteit in de loonschaal O2 en het volgen van een door de Koning vastgestelde voortgezette opleiding.

Ten slotte behoort het vaststellen van een gelijkwaardigheid tussen de loonschaal O2 en de loonschaal M7bis die de gerechtelijke afdelingsinspecteurs 2D genieten die, hoewel ze tot het middenkader van de nieuwe politie behoren, meer dienstanciënniteit hebben, tot de beoordelingsbevoegdheid van de wetgever. De maatregel lijkt des te meer redelijk daar die inspecteurs een automatische bevordering tot de graad van commissaris genieten, met loonschaal O2, na vier jaar anciënniteit in de loonschaal M7bis.

Uit die elementen blijkt dat de wetgever, doordat hij de gerechtelijke afdelingsinspecteurs 2C, geslaagden voor het examen voor toegang tot het officierskader, heeft opgenomen in de weddeschaal O2, een maatregel heeft genomen die niet zonder verantwoording is.

B.26.4. Het middel is niet gegrond.

B.27.1. De verzoekers in de zaak nr. 2456 verwijten de artikelen XII.II.25, 27 en 28, alsmede de tabel D1 van bijlage 11 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 dat de door de rijkswachters en de leden van de voormalige gemeentepolitie ontvangen premies en toelagen in aanmerking worden genomen bij hun inschaling in de nieuwe politie, terwijl zulks niet het geval zou zijn geweest voor de leden van de voormalige gerechtelijke politie.

B.27.2. Het bekrachtigde artikel XII.II.27 van het voormeld koninklijk besluit bepaalt :

« Het referentiebedrag bedoeld in artikel XII.II.26, eerste lid, wordt berekend door het maximumbedrag van de in tabel D1, vierde kolom, van bijlage 11 overeenstemmende loonschaal van betrokkenen te vermeerderen met de toelagen, zoals bepaald bij artikel XII.II.28 en die worden vermenigvuldigd met, naar gelang van het geval :

1° de factor 1,132, indien deze toelagen niet onderworpen waren aan een bijdrage voor ziekte- en invaliditeitsverzekering (ZIV) of het fonds voor overlevingspensioenen (FOP);

2° met de factor 1,082, indien deze toelagen onderworpen waren aan een bijdrage voor ZIV doch niet aan een bijdrage voor FOP;

3° met de factor 1, indien deze toelagen onderworpen waren aan een bijdrage voor ZIV en FOP.

Het volgens het eerste lid berekende bedrag dient evenwel verminderd te worden met het bedrag van de tweetaligheidstoelage indien deze laatste in het in het eerste lid bedoelde maximumbedrag is begrepen.

Geniet een actueel personeelslid reeds een loonschaalvrijwaring, dan komt voor de toepassing van het eerste lid, de loonschaal in aanmerking op grond waarvan het op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit wordt bezoldigd, behalve wanneer het maximum van de in regel toepasselijke loonschaal hoger is dan het maximum van de vrijwaringsloonschaal. »

Het bekrachtigde artikel XII.II.28 van het besluit bepaalt :

« De in artikel XII.II.27 bedoelde toelagen die worden toegevoegd aan de gehanteerde loonschalen bedoeld in bijlage A van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, zijn :

1° de toelage bedoeld in artikel 24 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht;

2° de toelage bedoeld in artikel 30 van het in 1° genoemde koninklijk besluit.

Voor de personeelsleden van de korpsen van de gemeentepolitie betreffen de in artikel XII.II.27 bedoelde toelagen, voor zij die het genieten en ervoor opteren, het weddesupplement voor wachtprestaties op het politiecommissariaat of thuis. »

B.27.3.1. De toelagen die de leden van de voormalige rijkswacht genoten en waarmee rekening wordt gehouden bij de vaststelling van hun nieuwe loonschaal zijn, enerzijds, een toelage voor bijzondere functies, die aan de rijkswachtofficier werd toegekend en op 10 pct. van zijn jaarlijks brutoloon is vastgesteld en, anderzijds, de toelage die wordt toegekend aan de personeelsleden van de rijkswacht die een lagere rang bekleedden dan die van officier en die niet op kosten van de Staat gehuisvest waren. Laatstgenoemde vergoeding was tevens vastgesteld op 10 pct. van het jaarlijks brutoloon.

B.27.3.2. Wat betreft de door de personeelsleden van de voormalige gemeentepolitie ontvangen toelage voor wachtprestaties op het politiecommissariaat of aan huis, gaat het om diegene die gestort werden met toepassing van een ministeriële omzendbrief van 3 maart 1995, te dezen, een weddesupplement dat werd toegekend aan de officieren die daadwerkelijk wachtprestaties aan huis of op het commissariaat verrichtten.

B.27.3.3. De personeelsleden van de voormalige gerechtelijke politie ontvingen, met toepassing van het ministerieel besluit van 22 juni 1995 houdende toekenning aan de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten van zekere vaste vergoedingen, een telefoonvergoeding alsmede een dagvergoeding om de in de uitoefening van hun ambt gemaakte kosten te betalen.

Krachtens het ministerieel besluit van 1 februari 1980 « houdende toekenning aan sommige personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten van een toelage voor overwerk en een toelage voor onregelmatige dienst » ontvingen zij tevens een percentage van hun jaarlijks brutoloon voor elke prestatie verricht op zaterdagen, zondagen en feestdagen of nog 's nachts.

B.27.4.1. De vergoedingen gestort met toepassing van het koninklijk besluit van 22 juni 1995 vormden een terugbetaling van kosten die de leden van de voormalige gerechtelijke politie moesten maken maar die ten laste moesten worden genomen door de Staat omdat het om beroepskosten ging.

Dergelijke vergoedingen zijn van een andere aard dan de door de leden van de voormalige rijkswacht en de voormalige gemeentepolitie ontvangen toelagen, die echte weddebijlagen vormden. Daaruit volgt dat, aangezien in de bekritiseerde bepalingen van het koninklijk besluit geen rekening wordt gehouden met die vergoedingen bij de inschaling van de leden van de voormalige gerechtelijke politie, verschillende situaties op verschillende wijze zijn behandeld, zodat daaruit geen discriminatie kan worden afgeleid ten aanzien van de leden van de voormalige gerechtelijke politie.

B.27.4.2. Het Hof ziet daarentegen niet hoe zou kunnen worden verantwoord dat met de door de leden van de voormalige gerechtelijke politie ontvangen toelagen om reden van de prestaties buiten de normale werkuren die ze moesten verrichten, geen rekening is gehouden in het koninklijk besluit, terwijl dat wel is gebeurd voor de door de leden van de voormalige gemeentepolitie ontvangen wachtvergoedingen. Die beide categorieën van vergoedingen zijn bedoeld om hetzelfde type van prestaties te compenseren zodat het discriminerend is hen op verschillende wijze te behandelen.

B.27.5. Daaruit volgt dat door geen rekening te houden met de aan de personeelsleden van de voormalige gerechtelijke politie toegekende toelage, met toepassing van het koninklijk besluit van 1 februari 1980, het bekrachtigde artikel XII.II.28 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt.

B.28.1. Ten slotte voert de verzoeker in de zaak nr. 2477 het discriminerende karakter aan van de bekrachtigde artikelen XII.II.26, XII.II.27, XII.II.28 en XII.II.30 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, in zoverre ze de lagere officieren niet toestaan een vorm van berekening van hun anciënniteit te genieten, terwijl zulks wel het geval is voor de leden van het middenkader of het kader van de hogere officieren.

B.28.2. Het bekrachtigde artikel XII.II.30 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 bepaalt :

« De loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het officierskader bedoeld in tabel D1 van bijlage 11 is, op datum van hun inschaling in de loonschalen O1, O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir, O4bis of O4bisir, gelijk aan nul. »

B.28.3. De inschaling van de officieren in hun nieuwe loonschalen is het resultaat van een operatie in drie stappen (aangegeven in B.26.2.1), waarvan de keuze tot de beoordelingsbevoegdheid van de wetgever behoort. Het staat immers aan laatstgenoemde en niet aan het Hof om te beslissen of er verschillende inschalingsregels moeten worden toegepast voor het basiskader, het middenkader of het officierskader van de nieuwe politie. Naast het feit dat die regels te dezen niet gebaseerd zijn op een kennelijk onredelijke beoordeling, stelt het Hof vast dat, in tegenstelling tot wat de verzoeker betoogt, rekening wordt gehouden met een gecorrigeerde geldelijke anciënniteit om het huidige loon vast te stellen waarop de verzoeker aanspraak zou hebben kunnen maken in zijn vroegere loonschaal teneinde in de loonschaal O4 het nieuwe loon vast te stellen dat hij zal kunnen genieten, rekening houdend met het feit dat dit loon gelijk zal zijn aan of hoger dan het loon waarop de politieambtenaar aanspraak kon maken. De omstandigheid dat de inschaling in een nieuwe loonschaal een minder aanzienlijke nieuwe geldelijke anciënniteit verleent in die nieuwe loonschaal brengt de verzoeker geen nadeel toe en is het gevolg van de door de wetgever gekozen inschalingsmethode.

B.28.4. Het middel is niet gegrond.

B.29.1. De verzoeker in de zaak nr. 2478, die commissaris niet-korpschef van klasse 20 was, voert het discriminerende karakter aan van de bekrachtigde artikelen XII.II.25 en XII.II.26 van het bekrachtigd koninklijk besluit van 30 maart 2001 in zoverre die bepalingen tot gevolg hebben dat ze hem inschalen in de loonschaal O4bis, terwijl hij, volgens hem, geïntegreerd had moeten zijn in de graad van afdelingscommissaris, met loonschaal O5, zijnde de loonschaal die overeenstemt met het kader van de hogere officieren van de nieuwe politie.

B.29.2.1. Uit de memorie van de Ministerraad blijkt dat na onderhandelingen met de vakorganisaties beslist is om de graad van commissaris van politie toe te kennen aan de commissarissen korpschefs van de gemeenten van klasse 17 en lager en de graad van afdelingscommissaris aan de commissarissen korpschefs van klasse 18 en hoger; dat onderscheid was vastgesteld op basis van criteria zoals de loonschaal in het vroeger statuut, de werkklass, alsmede de aard en de frequentie van de contacten met de gerechtelijke en administratieve overheden. Wat de commissarissen niet-korpschefs betreft, is, op basis van dezelfde criteria, de grens getrokken op het niveau van de gemeenten van klasse 20. Aldus worden de commissarissen niet-korpschefs van de gemeenten van klasse 20 en lager geïntegreerd in de graad van commissaris van politie, terwijl de commissarissen niet-korpschefs van de gemeenten van klasse 21 en 22 in de nieuwe politie worden geïntegreerd in de graad van afdelingscommissaris.

B.29.2.2. De klassen van de gemeenten zijn gedefinieerd in artikel 28 van de Nieuwe Gemeentewet op basis van het aantal inwoners dat die gemeenten tellen. De gemeenten van klasse 20 zijn diegene die 50.001 tot 80.000 inwoners tellen. De gemeenten van klasse 21 tellen 80.001 tot 150.000 inwoners, terwijl de gemeenten van klasse 22 diegene zijn die meer dan 150.000 inwoners tellen.

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 oktober 1986 « tot vaststelling van de graden van het personeel van de gemeentepolitie » stelde de hiërarchie van de graden van de officieren van de stedelijke politie vast als volgt :

« 7. Adjunct-commissaris van politie; 8. Adjunct-commissaris-inspecteur van politie; 9. Adjunct-commissaris-hoofdinspecteur van politie; 10. Commissaris van politie; 11. Hoofdcommissaris van politie. »

De vereiste voorwaarden om toe te treden tot de graad van officier van de gemeentepolitie werden vastgesteld bij het koninklijk besluit van 25 juni 1991 « houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van de gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graden van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie ». Artikel 1 van dat besluit bepaalde dat, om benoemd te worden in de graad van officier van de gemeentepolitie, men houder diende te zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat gelijkwaardig is met een van de diploma's of getuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de rijksbesturen en men houder diende te zijn van het brevet van officier van de gemeentepolitie, afgegeven na het slagen voor de examens die worden georganiseerd na een opleidingscyclus die wordt gedefinieerd in artikel 22 van hetzelfde besluit, namelijk het volgen van 1.000 tot 1.200 lesuren, verdeeld over twee of drie jaar.

Daarentegen kon niemand worden benoemd in de graad van hoofdcommissaris of commissaris van politie wiens klasse gelijk was aan of hoger dan klasse 17, indien hij geen houder was van een van de diploma's of studiegetuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de rijksbesturen. Bovendien mocht men niet ouder zijn dan 60 jaar om voor een benoeming te worden voorgedragen. De kandidaten voor benoeming in de bovenvermelde graden waren echter van die diplomaveerste vrijgesteld tot 31 december 1998, bij artikel 48 van het besluit van 25 juni 1991.

B.29.2.3. Uit die elementen blijkt dat vóór de politiehervorming, de gemeenten van klasse 17 reeds de grens vormden waarboven de voorwaarden voor het verkrijgen van de graad van commissaris strikter waren dan die welke vereist waren voor het verkrijgen van dezelfde graad in de minder grote gemeenten. Het blijkt bijgevolg niet irrelevant de gemeenten van klasse 18 als criterium te nemen om de commissarissen-korpschefs die overgaan naar het kader van de hogere officieren en diegenen die worden opgenomen in het kader van de lagere officieren van elkaar te onderscheiden. De wetgever vermocht bovendien redelijkerwijze te oordelen dat de commissarissen niet-korpschefs in de gemeenten van klasse 20 functies uitoefenden die wat betreft de aard ervan en de werklust gelijkwaardig zijn met de functies van de commissarissen-korpschefs van minder dicht bevolkte gemeenten.

B.29.2.4. De bekritiseerde maatregel doet niet op onevenredige wijze afbreuk aan de rechten van de commissarissen niet-korpschefs in de gemeenten van klasse 20, aangezien zij worden ingeschaald in een loonschaal die hun een loon garandeert dat gelijkwaardig is met, en zelfs hoger dan, datgene waarop ze aanspraak konden maken vóór de hervorming.

B.29.2.5. Het middel is niet gegrond.

B.30.1. De verzoekers in de zaken nrs. 2486 en 2489 verwijten het bekrachtigde artikel XII.II.25 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 voorts dat het een onderofficier van de rijkswacht, brigadecommandant, die soms houder is van het enkele diploma van de middengraad van het secundair onderwijs, en van het rijkswachtbrevet, toestaat naar een functie te dingen van chef van een politiezone met drie gemeenten, waaronder één van klasse 20, plus twee rijkswachtbrigades, en zulks terwijl het absoluut noodzakelijk was houder te zijn van een diploma van officier van gemeentepolitie alsmede van een diploma of een getuigschrift dat toegang verleent tot een betrekking van niveau 1 bij de administratie, teneinde benoemd te kunnen worden in een graad van commissaris van politie in een gemeente van klasse 17 of meer.

B.30.2. Zoals de verzoekers aangeven, bepaalde artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 juni 1991 « houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van de gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graden van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie » dat om benoemd te worden in de graad van hoofdcommissaris van politie of commissaris van politie van een gemeente waarvan de klasse gelijk is aan of hoger dan klasse 17, zijnde een gemeente die meer dan 20.000 inwoners telt volgens artikel 28 van de Nieuwe Gemeentewet, men houder diende te zijn van één van de diploma's of studiegetuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de rijksbesturen. Men diende tevens houder te zijn van het brevet van officier van de gemeentepolitie dat wordt afgegeven na het slagen voor de examens die worden georganiseerd na een opleidingscyclus gedefinieerd in artikel 22 van dezelfde wet, namelijk het volgen van 1.000 tot 1.200 lesuren, verdeeld over twee of drie jaar.

De verzoekers preciseren verder in hun aanvullende memorie dat, krachtens artikel 47 van het koninklijk besluit van 25 juni 1991, en bij afwijking van artikel 1 van het genoemde besluit, enkel de officieren van de rijkswacht die universitair zijn, commissaris van politie van klasse 17 konden worden, terwijl de adjudanten niet die mogelijkheid hadden.

De bekritiseerde bepaling integreert de adjudanten en adjudant-chefs bij de rijkswacht die de toelage genieten bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, in de graad van commissaris van politie, in het officierskader van de geïntegreerde politie.

B.30.3. Doordat de verzoekers het feit bekritisieren dat de bovenvermelde rijkswachters naar een functie van chef van een politiezone met drie gemeenten, waarvan één van klasse 20, plus twee rijkswachtbrigades, kunnen dingen, bekritisieren zij in werkelijkheid de bij de bepalingen betreffende de geïntegreerde politie vereiste voorwaarden om een functie van zonechef te verkrijgen. De omstandigheid dat die voorwaarden verschillend zijn van die welke voortvloeiden uit de toepassing van vroegere regels is niet discriminerend op zich. Het principe van de veranderlijkheid van de openbare dienst impliceert immers dat wijzigingen zich kunnen voordoen zonder dat ze worden beschouwd als zijnde de oorzaak van discriminerende behandelingen.

B.30.4. Het middel is niet gegrond.

*Wat betreft de bekrachtigde artikelen XII.II.31 en XII.II.34 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.31.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2456, 2475, 2479 en 2494 klagen een discriminatie aan ten aanzien van de hoofdcommissarissen van de gerechtelijke politie die zou voortvloeien uit de bekrachtigde artikelen XII.II.31 en XII.II.34 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

B.31.2. Het bekrachtigde artikel XII.II.31 van het koninklijk besluit bepaalt :

« De actuele personeelsleden bedoeld in tabel D2, derde kolom, van bijlage 11, worden opgenomen in het officierskader, en worden benoemd in de overeenstemmende graad bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel D2 en verkrijgen de overeenstemmende loonschaal bedoeld in de tweede kolom van diezelfde tabel D2.

Uitsluitend de officieren gesproken uit de polytechnische afdeling van de koninklijke militaire school of zij die aangeworven zijn als houder van een diploma burgerlijk ingenieur verkrijgen de loonschalen O5ir en O6ir indien deze overeenstemmen met hun graad en graadanciënniteit bedoeld in tabel D2, derde kolom, van bijlage 11. »

Het bekrachtigde artikel XII.II.34 van het voormelde besluit bepaalt :

« Onverminderd het tweede lid, is de loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden bedoeld in tabel D2, derde kolom, van bijlage 11, gelijk aan de som van de anciënniteiten die zij hebben verworven in de graad, in voorkomend geval gekoppeld aan de in diezelfde kolom gespecificeerde hoedanigheden, die de loonschaal bepaalt waarin zij worden ingeschaald overeenkomstig artikel XII.II.31.

De loonschaalanciënniteit van de hogere officieren bedoeld in tabel D2, punten 3.3, 3.11 en 3.17, van bijlage 11, is gelijk aan nul. »

B.31.3. De aangevochten bepalingen wordt verweten dat zij de hoofdcommissarissen van de gerechtelijke politie inschalen in de loonschaal O6 of O7 naar gelang van de omvang van het ambtsgebied waar zij hun functies uitoefenen, zonder rekening te houden met het feit of ze in die graad over een anciënniteit beschikken van meer of minder dan zes jaar en terwijl het criterium van anciënniteit in aanmerking is genomen voor de kolonels bij de rijkswacht.

B.31.4.1. Artikel 123 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten bepaalde :

« De gerechtelijk afdelingscommissaris die aangewezen is als hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie, heeft recht op een jaarlijkse aanvullende wedde die als volgt wordt vastgesteld :

1° voor brigades van méér dan 200 gerechtelijke officieren en agenten : 200.000 F;

2° voor brigades van 101 tot 200 gerechtelijke officieren en agenten : 100.000 F;

3° voor brigades van 51 tot 100 gerechtelijke officieren en agenten : 70.000 F;

4° voor brigades tot 50 gerechtelijke officieren en agenten : 30.000 F.

Voor de aanvullende wedde geldt de mobiliteitsregeling die van toepassing is op de wedden van het personeel van de ministeries.

De aanvullende wedde wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01.

Ze wordt tegelijk met en onder dezelfde voorwaarden als de wedde uitbetaald.

Op de aanvullende wedde geschieden dezelfde inhoudingen van sociale zekerheid als op de hoofdwedde. »

Uit artikel 3 van het voormelde besluit blijkt dat de aanwijzing overeenstemde met een tijdelijke benoeming voor een termijn van vijf jaar, die de Koning kon hernieuwen of inkorten. De krachtens artikel 123 gestorte toelage vormde dus de tegenprestatie voor die aanwijzing, waarbij die tegenprestatie schommelde naar gelang van de omvang van de brigade die de gerechtelijke afdelingscommissaris leidde.

B.31.4.2. Naar aanleiding van de hervorming van het statuut van de personeelsleden van de nieuwe politie, heeft de wetgever een onderscheid willen maken tussen de commissarissen die een brigade leiden in de kleine en middelgrote ambtsgebieden, enerzijds, en de commissarissen die een brigade leiden in de grote ambtsgebieden, anderzijds.

Uit de memorie van de Ministerraad blijkt dat de grootte van het ambtsgebied is vastgesteld op basis van verscheidene criteria, met name de centrale functie, de graad van criminaliteit of nog de werklast van de parketten.

B.31.4.3. Het staat aan de wetgever de criteria vast te stellen waarmee hij rekening wil houden om het niveau van bezoldiging van de personeelsleden van de geïntegreerde politie vast te stellen en om, in voorkomend geval, die criteria te wijzigen. De keuze van de criteria waarmee te dezen rekening is gehouden, is niet onredelijk.

Het Hof stelt voor het overige vast dat de verzoeker zich, vanwege de keuze van die criteria, niet zou kunnen beroepen op een loonverlies. Zoals het Hof reeds heeft aangegeven, vormde het weddesupplement dat wordt toegekend aan de gerechtelijke afdelingscommissaris die is aangewezen in de hoedanigheid van hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie de tegenprestatie voor een tijdelijke benoeming. Het was dus redelijkerwijze verantwoord om bij de inschaling van de hoofdcommissarissen enkel rekening te houden met de wedden die als gerechtelijk afdelingscommissaris werden ontvangen en niet met het weddesupplement dat zij ontvingen als tegenprestatie voor een benoeming die tijdelijk is.

B.31.5. Het middel gericht tegen het bekrachtigde artikel XII.II.31 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, in zoverre het de hoofdcommissarissen 1D inschaalt in de loonschaal O6, is niet gegrond.

*Wat betreft de bekrachtigde artikelen XII.VII.21 en XII.VII.23 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.32.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2456, 2474, 2479, 2486, 2488, 2489 en 2494 klagen het discriminerende karakter aan van het in het koninklijk besluit van 30 maart 2001 georganiseerde mechanisme van aanstelling.

B.32.2.1. In een eerste mechanisme van aanstelling wordt voor de leden van de voormalige rijkswacht voorzien in het bekrachtigde artikel XII.VII.23 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001.

Dat bepaalt :

« De minister stelt de in artikel 25 van het koninklijk besluit van 26 maart 2001 tot uitvoering van de artikelen 13, 27, tweede en vijfde lid, en 53 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en houdende diverse andere overgangsbepalingen, bedoelde personeelsleden aan in de graad van commissaris van politie voor de duur van hun aanwijzing op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit voor de algemene directie gerechtelijke politie of voor de gedeconcentreerde gerechtelijke eenheden.

Voor het overige wordt het statuut van de in het eerste lid bedoelde personeelsleden bepaald overeenkomstig hun inschaling in het middenkader. »

Artikel 25 van het koninklijk besluit van 26 maart 2001 bepaalt :

« De Minister van Binnenlandse Zaken wijst, op advies van de commandant van de rijkswacht, ten laatste op 1 maart 2001 de ambten aan van de opperwachtmeesters, de eerste opperwachtmeesters, de adjudanten en de adjudanten-chef die de commandotoelage bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht niet genieten en die op 30 december 2000 deel uitmaken van de bewakings- en opsporingsbrigades van de rijkswacht of van de dienst gerechtelijke politie bij het militair gerecht en die er ambten, gelijkwaardig aan dat van het niveau van officier, uitoefenen. »

Ten slotte bepaalt artikel 28 van de voormelde wet van 27 december 2000 :

« Onverminderd de toepassing van artikel 96 van de wet, wordt, bij de oprichting van de hierna vermelde directie en diensten, bij de toekenning van de ambten die een gezagsuitoefening inhouden in de personeelsformatie van de respectievelijk in artikelen 102 en 105 van de wet bedoelde algemene directie van de gerechtelijke politie en gedeconcentreerde gerechtelijke diensten, op grond van de effectieven zoals vastgesteld op 23 mei 1998, een evenredige verdeling van die ambten gewaarborgd tussen :

1° de gewezen leden van de bewakings- en opsporingsbrigades van de rijkswacht en van de brigades van de gerechtelijke politie, per voormelde gedeconcentreerde gerechtelijke dienst;

2° de gewezen leden van de ander betrokken diensten van de rijkswacht en van de gerechtelijke politie, voor wat voormelde algemene directie van de gerechtelijke politie betreft. »

B.32.2.2. De Ministerraad verantwoordt de bekritiseerde maatregel door de doelstelling van de hervorming die erin bestond vanuit proportioneel oogpunt een gelijkwaardig aantal officieren afkomstig van de voormalige gerechtelijke politie, enerzijds, en van de B.O.B., anderzijds, te garanderen binnen de gedeconcentreerde gerechtelijke diensten. Hij beklemtoont tevens dat de aanstelling slechts een functioneel karakter heeft, aangezien de aangestelde ambtenaren voor alle andere statutaire aspecten, met uitzondering van de loopbaanmogelijkheden, de toegang tot mandaatfuncties en de baremische loopbaan, tot het kader blijven behoren waarin zij zijn benoemd. De aanstelling is eveneens tijdelijk, aangezien ze verbonden is aan de opname in de gerechtelijke pijler.

B.32.2.3. Doordat de bestreden bepaling enkel voor de leden van de voormalige B.O.B. voorziet in de aanstelling in de graad van commissaris van politie, heeft zij veeleer dan een evenredige verdeling van de leidinggevende functies tussen de B.O.B. en de gerechtelijke politie tot stand te brengen, tot gevolg dat tussen die beide korpsen een onevenwicht in het leven wordt geroepen, aangezien de leden afkomstig van de B.O.B. talrijker zijn in het officierskader dan diegenen die afkomstig zijn van de gerechtelijke politie.

Uit de elementen van het dossier blijkt evenwel dat dit onevenwicht niet toe te schrijven is aan de bestreden bepaling. Het onevenwicht volgt immers uit het feit dat bij die aanstellingen geen rekening is gehouden met de integratie, in het officierskader van de nieuwe politie, van de leden van de voormalige B.O.B. die reeds de graad van officier hadden.

B.32.2.4. De aanstelling in de graad van commissaris van politie van de leden van de voormalige B.O.B. is op zich niet irrelevant ten aanzien van de door de wetgever nagestreefde doelstelling. Zij doet bovendien niet op onevenredige wijze afbreuk aan de rechten van de verzoekers, aangezien de aanstelling, door de aard zelf ervan, slechts een functioneel voordeel toekent aan de begunstigde ervan, aangezien zij, zoals in de bestreden bepaling wordt gepreciseerd, onderworpen blijven aan de statutaire regels die van toepassing zijn op het middenkader van de geïntegreerde politie en zij het voordeel van de aanstelling verliezen wanneer zij de gerechtelijke pijler verlaten.

B.32.2.5. Het middel, in zoverre het gericht is tegen het bekrachtigde artikel XII.II.23 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, is niet gegrond.

B.32.3.1. In een tweede aanstellingsmechanisme is voorzien bij de bekrachtigde artikelen XII.VII.21 en XII.VII.22 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, die de aanstelling toestaan van alle leden van het basiskader van de voormalige rijkswacht in de graad van hoofdinspecteur. Daardoor krijgen zij, krachtens het bekrachtigde artikel II.II.10 van het voormeld koninklijk besluit, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie wat, volgens de verzoekers, kennelijk strijdig zou zijn met artikel 138 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Het bekrachtigde artikel XII.VII.21 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 bepaalt :

« De minister stelt de actuele personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden bekleed met de graad van inspecteur van politie, aan in de graad van hoofdinspecteur van politie voor de duur van hun aanwijzing, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, voor de algemene directie gerechtelijke politie of voor de gedeconcentreerde gerechtelijke eenheden.

Zij zijn voor de duur van hun aanwijzing bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulppoliticier van de procureur des Konings en oefenen de ambten verbonden aan het middenkader uit.

Voor het overige wordt het statuut van de in het eerste lid bedoelde actuele personeelsleden bepaald overeenkomstig hun inschaling in het basiskader. »

Het bekrachtigde artikel XII.VII.22 van hetzelfde koninklijk besluit bepaalt :

« Mits het slagen voor de door Ons bepaalde opleiding, is artikel XII.VII.21, in voorkomend geval, ook van toepassing op de actuele personeelsleden van de opsporingsdiensten van de gemeentepolitie die, bij toepassing van de regels inzake de mobiliteit en binnen een termijn van 5 jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, overstappen naar de algemene directie gerechtelijke politie of een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst van de federale politie. »

Ten slotte bepaalt artikel II.II.10 van hetzelfde besluit :

« Onverminderd artikel 138 van de wet van 7 december 1998 hebben de politieambtenaren die tot het middenkader behoren de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulppoliticier van de procureur des Konings.

De personeelsleden van het operationeel kader die deel uitmaken van het middenkader of van het officierskader verkrijgen deze hoedanigheid op het ogenblik van de benoeming in de graad van hoofdinspecteur van politie of, naar gelang van het geval, in de graad van commissaris van politie. »

B.32.3.2. De Ministerraad verantwoordt de bekritiseerde maatregel door het feit dat er een spanningsveld bestond tussen de rijkswachters van de gerechtelijke pijler en de gerechtelijke politie en door het feit dat zonder die maatregel de werking van de gerechtelijke pijler van de geïntegreerde politie in gevaar zou zijn gebracht. Artikel 120 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, dat het functioneel gezag doet primeren op het hiërarchisch gezag, zou niet voldoende zijn geweest om de goede werking van de gerechtelijke pijler te verzekeren. De Ministerraad betoogt dat de spanningen enkel betrekking hadden op de leden van de voormalige gerechtelijke politie en de leden van de voormalige B.O.B. en geen tegenhanger hadden binnen de lokale politiediensten, zodat voor laatstgenoemden tot geen enkele aanstelling diende te worden overgegaan.

B.32.3.3. Het loutere bestaan van spanningen tussen beide voormelde korpsen volstaat niet om te verantwoorden waarom de aanstelling geweigerd wordt aan die leden van de voormalige gemeentepolitie die equivalente opsporingsfuncties uitoefenen.

B.32.3.4. Het middel dat gericht is tegen de bekrachtigde artikelen XII.VII.21 en het artikel XII.VII.22 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, is gegrond.

B.33.1. De verzoekers in de zaak nr. 2490 verwijzen de bekrachtigde artikelen XII.VII.21 en XII.VII.23 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 eveneens dat ze verscheidene discriminaties invoeren, in zoverre, enerzijds, alle leden van de voormalige B.O.B. niet zouden zijn aangesteld in hun functionele graad en, anderzijds, het slechts om aanstellingen gaat, waarbij de personeelsleden voor het overige onderworpen blijven aan de statutaire regels die van toepassing zijn op de personeelsleden van het basiskader, voor wat betreft de aangestelde hoofdinspecteurs, en aan de regels die van toepassing zijn op de personeelsleden van het middenkader, voor wat betreft de aangestelde commissarissen. De verzoekers beweren talrijke nadelen te ondergaan, te wijten aan het feit dat de weddevoordelen die verbonden zijn aan de hogere graad waarin zij zijn aangesteld hun niet worden toegekend, en aan het feit dat die graad hun niet definitief wordt toegekend.

B.33.2. De wetgever wilde een evenwicht tot stand brengen tussen het aantal commissarissen die afkomstig zijn van de gerechtelijke politie en die van de B.O.B. Dat is de reden waarom talrijke rijkswachters zijn aangesteld in de graad van politiecommissaris. De bestreden maatregelen waren aldus bestemd om de goede werking van de gerechtelijke eenheden van de nieuwe politie te garanderen.

B.33.3. De aanstelling die enkel de uitoefening meebrengt van de functies die verbonden zijn aan de hogere graad waarin het personeelslid wordt aangesteld, zonder dat het wordt onderworpen aan de statutaire regels die voortvloeien uit het feit dat het tot die graad behoort, vormt een relevante maatregel ten aanzien van de hiervoor beschreven doelstelling. De omstandigheid dat die aanstelling tijdelijk is in de zin dat ze ophoudt gevolgd te hebben, indien het personeelslid die ze geniet de gerechtelijke pijler van de nieuwe politie verlaat, is tevens in overeenstemming met een dergelijke doelstelling.

De nadelen waarover de verzoekers zich beklagen vloeien voort uit de aard zelf van de aanstelling, die verschilt van de benoeming. Die beide situaties zijn wezenlijk verschillend, zodat het verantwoord is dat een verschil in behandeling tussen de twee betrokken personeelscategorieën wordt ingesteld.

B.33.4. Het middel is niet gegrond.

*Wat betreft het bekrachtigde artikel XII.VII.16 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.34.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2456 en 2479 verwijten het bekrachtigde artikel XII.VII.16 van het koninklijk besluit dat het niet van toepassing is op de ambtenaren van de gerechtelijke politie die houder zijn van een van de brevetten vermeld in de voormelde bepaling maar dat ze worden ingeschaald in de loonschaal M3.2.

B.34.2. Het bekrachtigde artikel XII.VII.16 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 bepaalt :

« Gedurende vijf jaren na de inwerkingtreding van dit besluit is, per georganiseerd examen, 25 % van de vacatures voor bevordering door overgang naar het officierskader voorbehouden aan de laureaten van het daartoe georganiseerd vergelijkend toelatingsexamen en die afkomstig zijn uit :

1° de actuele personeelsleden die de loonschaal M4.1 genieten en houder zijn van het brevet van hoofdonderofficier bedoeld in artikel 28, § 1, van het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht;

2° de actuele personeelsleden die de loonschaal M4.1, M4.2, M5.2 of M6 genieten en die houder zijn van het brevet van officier van de gemeentepolitie bedoeld in het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie of in artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 juni 1991 houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graad van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie;

3° de actuele personeelsleden die de loonschaal M5.2 genieten en laureaat zijn van het examen 2D bedoeld in artikel 110 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten;

4° de actuele personeelsleden die de loonschaal M7 of M7bis genieten.

De niet toegekende voorbehouden vacatures bedoeld in het eerste lid, komen de overige kandidaten ten goede. »

B.34.3.1. Uit het bekrachtigde artikel XII.II.20 van het koninklijk besluit volgt dat de personeelsleden die een loonschaal M3.1 of M3.2 genieten, diegenen zijn die, zoals het bekrachtigde artikel XII.II.22 erin voorziet, een kaderanciënniteit hebben van ten minste zes jaar, zonder twaalf jaar te overschrijden.

De personeelsleden wier kaderanciënniteit ten minste twaalf jaar bedraagt, genieten daarentegen de loonschaal M4.1 of M4.2.

B.34.3.2. Het is niet onredelijk een verschillend lot voor te behouden aan de personeelsleden die over meer anciënniteit beschikken dan anderen, door eerstgenoemden toe te staan bij voorrang over te gaan naar een quotum vacatures in het officierskader.

B.34.3.3. Niets verhindert overigens de personeelsleden van de voormalige gerechtelijke politie die houder zijn van het brevet 2D, maar de loonschaal M3.2 genieten, om mee te dingen naar het quotum van 75 pct. van de vacatures dat niet is voorbehouden.

B.34.4. Het middel is niet gegrond.

*Wat betreft het bekrachtigde artikel XII.VII.29 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.35.1. De verzoekers in de zaken nrs. 2463 en 2464 die luitenant en kapitein-commandant waren in het officierskader van de voormalige rijkswacht, vorderen de vernietiging van het bekrachtigde artikel XII.VII.29, eerste en vierde lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, in zoverre het bepaalt dat voor de voormalige hoofdonderofficieren van de rijkswacht met de hoedanigheid van brigadecommandant of diensthoofd van de B.O.B., die opgenomen zijn in het officierskader van de nieuwe politie, de kader- en graadanciënniteit zal worden berekend vanaf de datum van hun aanwijzing voor die functie. Die maatregel zou de officieren benadelen die recent zijn aangeworven, hetzij door rechtstreekse werving, hetzij door sociale promotie, rekening houdend met de in het bekrachtigde artikel II.I.7 van het voormelde koninklijk besluit vervatte regels. De verzoekers beklagen zich tevens erover dat zij op dezelfde wijze worden behandeld als een categorie van personen, die nochtans fundamenteel verschillend is, te dezen de adjudanten en adjudant-chefs bij de rijkswacht.

B.35.2. Het aangevochten bekrachtigde artikel XII.II.29 bepaalt :

« Onverminderd het tweede, derde en vierde lid, verkrijgen de actuele personeelsleden van het officierskader bedoeld in tabel D1 van bijlage 11 een kader- en graadanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in tabel D1, derde kolom, vanaf punt 3.9, van bijlage 11.

Voor het vastleggen van de kader- en graadanciënniteit van de actuele personeelsleden van het officierskader die voortspruiten uit de officieren van de rijkswacht, worden in aanmerking genomen de som van de anciënniteiten vanaf de datum van benoeming in een officiersgraad bedoeld in artikel 17 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inclusief de in artikel 43, § 1, van dezelfde wet bedoelde anciënniteitsbijslag.

De actuele personeelsleden die overeenkomstig tabel D1, derde kolom, punt 3.1 tot en met 3.8, van bijlage 11, aangesteld zijn in de graad van aspirant-commissaris van politie verkrijgen een graadanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in tabel D1, derde kolom, punt 3.1 tot en met 3.8, van bijlage 11.

Voor het bepalen van de kader- en graadanciënniteit van de actuele benoemde personeelsleden van het officierskader bedoeld in tabel D1, derde kolom, punt 3.9, wordt de verworven anciënniteit in aanmerking genomen te rekenen vanaf de datum van hun aanwijzing voor een ambt dat het recht opent op de toekenning van de commandotoelage bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht of op de toekenning van de toelage brigadecommandant. »

Het bekrachtigde artikel II.I.7 van hetzelfde besluit bepaalt :

« Voor de toepassing van de reglementaire bepalingen die uitgaan van de anciënniteit, wordt onder de personeelsleden van wie de anciënniteit moet worden vergeleken, de voorrang als volgt bepaald :

- 1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;
- 2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste kader- of niveauanciënniteit;
- 3° bij gelijke kader- of niveauanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;
- 4° bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid. »

B.35.3. De Ministerraad verantwoordt de inschaling in het officierskader van de adjudanten en adjudant-chefs bij de rijkswacht, brigadecommandanten, door de overweging dat de brigadecommandant van de rijkswacht in werkelijkheid een commandant van een politiebasisseenheid was die gelijkwaardig was aan of vergelijkbaar was met de verschillende korpsen van de gemeentepolitie als politiebasisseenheden, en die allen onder de bevelvoering van officieren stonden.

De Ministerraad beklemtoont tevens dat de benadering van de werking van de nieuwe politie volkomen anders is dan die welke gold in de vroegere politiekorpsen, aangezien het niet langer erom gaat de graad of de anciënniteit te laten primeren maar de functie die wordt uitgeoefend en de taak die aan de betrokken personeelsleden wordt toevertrouwd.

B.35.4.1. Zoals is opgemerkt in B.17.5 moest de kandidaat, teneinde toegelaten te worden tot een opleidingscyclus van de rijkswacht, houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de rijksbesturen.

Om toegelaten te worden tot de opleidingscyclus van keuronderofficier of wachtmeester moest de kandidaat geschikt worden bevonden door een selectiecommissie op grond van een selectieonderzoek. De opleiding moest minstens een jaar duren om toegelaten te worden tot de graad van wachtmeester en twee jaar om toegelaten te worden tot de graad van keuronderofficier.

Om bevorderd te worden van de graad van wachtmeester tot die van adjudant bij de rijkswacht moest men ten slotte het brevet van hoofdonderofficier behalen na het slagen voor examens bedoeld in het koninklijk besluit van 1 april 1996. In de bevordering tot graad van adjudant-chef werd voorzien na een anciënniteit van veertien jaar, behalve in geval van een aanwijzing binnen een kortere termijn.

De vereiste voorwaarden om benoemd te worden in de graad van officier, verschilden naargelang de kandidaat de graad verkreeg van officier door rechtstreekse werving of door sociale promotie.

In het eerste geval moest de kandidaat, krachtens het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig was met die welke in aanmerking werden genomen voor de aanwerving in betrekkingen van niveau 1 in de rijksbesturen en geschikt worden bevonden door een selectiecommissie, na met vrucht te hebben deelgenomen aan de wervingsexamens, hetzij houder zijn van een diploma van niveau 2 en eveneens geslaagd zijn voor de wervingsexamens. De opleidingscyclus van universitair niveau omvatte cursussen aan de School voor Rijkswacht-officieren die over ten minste drie maanden gespreid waren voor de kandidaat-officieren aangeworven op diploma, terwijl de andere kandidaat-officieren een voorbereidende cyclus moesten volgen die twee jaar opleiding omvatte aan de School voor Rijkswacht-officieren, cursussen die gegeven werden aan een universiteit en vermeld waren in het programma van de licenties, drie maanden cursussen die gevolgd werden door de kandidaat-officieren aangeworven op diploma en, ten slotte, een beroepsyclus die cursussen omvatte die gegeven werden aan de applicatieschool van de School voor Rijkswacht-officieren die over ten minste tien maanden gespreid waren.

Daarentegen moest men, om toe te treden tot het officierskader van de rijkswacht door sociale promotie, voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 51, § 1, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht : ten minste 35 jaar oud zijn, een minimum aantal jaren werkelijke dienst tellen in de graad van opperwachtmeester, geslaagd zijn voor de taalexamens, de vereiste morele hoedanigheden bezitten om officier te zijn en de hiervoor beschreven opleidingscyclus voor de kandidaat-officieren hebben gevolgd.

B.35.4.2. Uit al die bepalingen volgt dat de voorwaarden die vereist waren om de hoedanigheid van rijkswacht-officier te verkrijgen sterk verschillend waren van die welke vereist waren om toe te treden tot het middenkader en aan de rijkswacht-officieren een klaarblijkelijk hiërarchisch gezag verleenden, dat overigens duidelijk was vastgesteld in artikel 17 van de wet van 27 december 1973. Het verlies van dat hiërarchisch gezag kan als nadelig en discriminerend voor de verzoekers worden beschouwd, indien het op geen enkele objectieve en redelijke verantwoording is gebaseerd en indien het op onevenredige wijze afbreuk doet aan de rechten van de verzoekers.

Zoals de Ministerraad opmerkt, heeft de wetgever bij de totstandkoming van het statuut van de personeelsleden van de nieuwe politie het aantal graden aanzienlijk willen verminderen in vergelijking met wat er voordien bestond binnen de verschillende politiekorpsen en heeft hij, veeleer dan aan een op graden gebaseerde hiërarchie, voorrang willen verlenen aan de functionele hiërarchie tussen die personeelsleden.

B.35.4.3. Doordat de wetgever de adjudanten en adjudant-chefs bij de voormalige rijkswacht, brigadecommandanten, in het officierskader integreert, omdat zij een brigade leidden die gelijkwaardig was met de verschillende korpsen van de gemeentepolitie als politiebasisseenheden, en doordat hij voor de berekening van hun anciënniteit rekening houdt met de door hen ontvangen commandotoelage omdat ze een leidinggevende functie uitoefenden, heeft hij een maatregel genomen die beantwoordt aan de hiervoor beschreven doelstellingen en die niet op onevenredige wijze afbreuk doet aan de rechten van de verzoekers. De anciënniteit waarop ze zich kunnen beroepen om voordelen te genieten krachtens sommige bepalingen van het besluit hangt immers niet af van de anciënniteit waarmee rekening wordt gehouden voor de onderofficieren van de voormalige rijkswacht. Zij vloeit voort uit de periode tijdens welke de verzoekers hun functie van officier zullen hebben uitgeoefend.

B.35.5. Het middel is niet gegrond.

B.36.1. De verzoeker in de zaak nr. 2492 verwijt het bekrachtigde artikel XII.VII.29, laatste lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, in samenhang gelezen met het bekrachtigde artikel XII.VI.9 van hetzelfde besluit, bovendien dat het de adjudanten bij de rijkswacht, brigadecommandanten, die een diploma van secundair onderwijs hebben, toestaat mee te dingen naar de openstaande betrekkingen van commissaris van politie, terwijl een gerechtelijke inspecteur 2C die een diploma van hoger onderwijs van het korte type kan doen gelden, wordt opgenomen in het middenkader, zonder rechtstreekse mogelijkheid om mee te dingen naar de openstaande betrekkingen van officier.

B.36.2. Aangezien het bekrachtigde artikel XII.II.18 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 om de in B.20.6 uiteengezette redenen dient te worden vernietigd, in zoverre het inspecteurs en de afdelingsinspecteurs van de voormalige gerechtelijke politie integreert in de graad van hoofdinspecteur van de nieuwe politie, is het middel gericht tegen artikel XII.II.29 van het genoemde koninklijke besluit zonder voorwerp geworden.



B.37.1. De verzoeker in de zaak nr. 2493 voert ten slotte het discriminerende karakter aan van de bekrachtigde artikelen XII.XI.29, laatste lid, en XII.VI.9 van het koninklijk besluit, in zoverre ze enkel de adjudanten bij de rijkswacht, brigadecommandanten, toestaan mee te dingen naar openstaande betrekkingen van afdelingscommissaris van politie, terwijl een adjudant, niet-brigadecommandant, wordt opgenomen in het middenkader, zonder rechtstreekse mogelijkheid om te kunnen meedingen naar de openstaande betrekkingen van officieren.

B.37.2. Het aangeklaagde verschil in behandeling vloeit voort uit de integratie van de eerstgenoemde categorie in het officierskader en de integratie van laatstgenoemde categorie in het middenkader van de nieuwe politie. Aangezien dat verschil in behandeling verantwoord is om de motieven die zijn uiteengezet in B.22.2, wordt het middel verworpen.

*Wat betreft het bekrachtigde artikel XII.XI.17 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.38.1. De verzoekers in de zaken nrs. 2463 en 2464 bekritisieren artikel XII.XI.17, § 2, tweede lid, 2°, in zoverre het een methode van geldelijke inschaling in drie stappen zou toepassen, die verschilt van die welke geldt voor de andere personeelsleden en die tot gevolg zou hebben dat de erin beoogde personen worden benadeeld.

B.38.2. Het bekrachtigde artikel XII.XI.17, § 2, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 bepaalt :

« § 2. De geldelijke anciënniteit van het actueel personeelslid van het operationeel kader, die als verworven is beschouwd in de loonschaal die hem wordt toegekend wanneer de bepalingen van dit besluit volledig op hem van toepassing worden en voor zover deze voor hem voordeliger is dan deze die hij had verworven door de toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, is gelijk aan deze die hij kan verwerven met toepassing van de artikelen XI.II.3 tot en met XI.II.9, eerste en tweede lid.

In afwijking van het eerste lid, wordt voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader van wie de wedde wordt bepaald in één van de loonschalen O1, O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir, O4bis of O4bisir, de geldelijke anciënniteit, die als verworven wordt beschouwd op dit ogenblik in deze loonschaal, verworven door :

1° de wedde te bepalen, op basis van de geldelijke anciënniteit zoals herrekend overeenkomstig het eerste lid, waarop het actueel personeelslid van het operationeel kader aanspraak zou kunnen maken in zijn oud statuut rekening houdend met de graad waarmee het bekleed was;

2° vervolgens, door, binnen de loonschaal die hem wordt toegekend, de anciënniteit te bepalen die overeenstemt met het bedrag van de wedde dat gelijk of onmiddellijk hoger is dan dat bedoeld in 1°, zonder dat echter het maximum van de toegekende loonschaal kan worden overschreden.

[...] »

B.38.3. De Ministerraad voert aan dat de inschaling van de verzoekers in de nieuwe loonschalen het resultaat is van ingewikkelde regels waarbij rekening wordt gehouden met de grote diversiteit van loonschalen die de officieren in de vroeger politiekorpsen kenden. Die inschaling zou worden gekenmerkt door drie stappen uiteengezet in B.26.2.1.

B.38.4. Uit tabel D1 van bijlage 11 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001 volgt dat de in het geding zijnde verzoeker, die kapitein-commandant bij de rijkswacht was, een loonschaal genoot die van 934.690 tot 1.544.743 frank ging. Hij is in de nieuwe politie geïntegreerd in de graad van commissaris met loonschaal O4, waarvan het minimum is vastgesteld op 1.110.000 BEF en het maximum op 1.773.000 frank. De verzoeker beweert zelf dat zijn nieuw jaarlijks brutoloon 1.722.000 frank bedraagt, terwijl zijn vroeger jaarlijks brutoloon 1.544.743 frank bedroeg.

Naast het feit dat de methode van inschaling in de nieuwe loonschalen die de wetgever heeft willen toepassen voor de officieren, niet onredelijk blijkt, heeft zij voor de verzoeker tot gevolg dat hem een gunstiger loon wordt toegekend dan datgene waarop hij aanspraak kon maken met toepassing op zijn vroeger statuut. Bovendien heeft de verzoeker nog bevorderingskansen die hij niet kon genieten in zijn vroeger statuut.

B.38.5. Het middel is niet gegrond.

*Wat betreft het bekrachtigde artikel XII.II.35 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.39.1. De verzoekende partij in de zaak nr. 2481 verwijft de bekrachtigde artikelen XII.II.35 en XII.II.60 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 dat ze een discriminatie in het leven roepen ten aanzien van de personeelsleden van het administratief en logistiek kader van niveau 2 die afkomstig zijn van een Waalse gemeente die de algemene herziening van de weddeschalen heeft toegepast, en die, ten onrechte volgens de verzoekende partij, zouden zijn opgenomen in niveau D in de nieuwe politie.

B.39.2. De verzoekende partij heeft bij brief van 13 januari 2003 het Hof verzocht akte te verlenen van haar afstand, erop wijzende dat de programmawet van 24 december 2002 « de vergissing in de weddeschaal » waarvoor zij de zaak bij het Hof aanhangig had gemaakt heeft rechtgezet.

B.39.3. Niets belet te dezen dat het Hof de afstand toewijst.

*Wat betreft de artikelen 116 en 117 van de programmawet van 30 december 2001*

B.40.1.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2482 en 2483 verwijten de artikelen 116 en 117 van de programmawet van 30 december 2001 dat ze tijdelijk aanwijzingen toestaan bij de centrale diensten van de federale politie en bij de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie zonder taalkaders en dat ze de Koning ertoe machtigen over te gaan tot de eerste aanstellingen zonder dat voorafgaandelijk het organieke kader of het taalkader is vastgesteld. Dergelijke maatregelen zouden een discriminatie in het leven roepen ten aanzien van de leden van de nieuwe politie, van de algemene inspectie en van de centrale diensten in vergelijking met de personeelsleden van de andere centrale besturen van het land, alsmede een discriminatie tussen de ambtenaren van de nieuwe politie zelf.

B.40.1.2. De verzoekende partijen in de zaak nr. 2495 verwijten dezelfde bepalingen dat ze een discriminatie in het leven roepen tussen de ambtenaren van de openbare politiediensten en de andere ambtenaren van de openbare diensten, aangezien aan eerstgenoemden, door de werking van de betwiste bepalingen, de waarborgen worden ontzegd die de wet aan laatstgenoemden verzekert door procedures te organiseren voor onderhandeling, overleg of raadpleging - waaraan de representatieve vakorganisaties deelnemen - in de aangelegenheden in verband met het administratief en taalstatuut alsmede in verband met de organisatie en het personeelsbeleid van de openbare diensten.

B.40.2. Artikel 116 van de programmawet van 30 december 2001 voegt een artikel 246bis in in de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, dat luidt als volgt :

« De aanwijzingen bij de centrale diensten van de federale politie en bij de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie mogen tot 31 december 2002 zonder taalkaders plaatsvinden. »

Artikel 117 van de wet van 30 december 2001 vult artikel 247 van de voormelde wet van 7 december 1998 aan met de volgende leden :

« De Koning kan de in het eerste lid bedoelde eerste aanstellingen uitvoeren zonder dat voorafgaandelijk een organiek kader en zonder dat voorafgaandelijk taalkaders voor de federale politie en voor de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie zijn vastgesteld.

De taalpariteit wordt tot stand gebracht, enerzijds, in de groep samengesteld uit de commissaris-generaal, de inspecteur-generaal, de directeurs-generaal en de adjunct-directeurs-generaal en, anderzijds, in de groep van directeurs bij een algemene directie van de federale politie en bij de diensten van de commissaris-generaal en van de adjunct-inspecteurs-generaal. »

Volgens artikel 93 van de wet van 7 december 1998 bestaat de federale politie uit :

« 1° de commissaris-generaal, onder wie alle algemene directies en diensten van de federale politie ressorteren;  
2° de algemene directies bepaald door een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, elk geleid door een directeur-generaal, waaronder minstens een algemene directie gerechtelijke politie, een algemene directie bestuurlijke politie en algemene directies belast met de ondersteuning en het beheer. »

B.40.3.1. De Ministerraad voert verscheidene verantwoordingen aan voor de bekritiseerde maatregel. Volgens hem moest tot de primo-benoemingen in de nieuwe politie worden overgegaan zonder organiek kader en zonder taalkaders om de continuïteit van de openbare dienst te verzekeren, ondanks de materiële onmogelijkheid om het aantal personeelsleden dat terecht zou komen bij de federale politie en het volume van de behandelde zaken vast te stellen, rekening houdend met de schaalvoordelen die zouden worden verwezenlijkt door de samensmelting van de rijkswacht en de gerechtelijke politie. De Ministerraad onderstreept voorts dat de vroegere politiekorpsen vóór de hervorming onderworpen waren aan verschillende taalwetgevingen, zodat het niet mogelijk was alle personeelsleden rechtstreeks te integreren in een en hetzelfde taalkader.

B.40.3.2. In de parlementaire voorbereiding van de wet van 30 december 2001 staat te lezen :

« [Die bepalingen hebben] tot doel een zeker draagvlak te verzekeren aan de eerste aanstellingen die werden gedaan bij het oprichten van de federale politie en bij de algemene inspectie van de federale en van de lokale politie, wanneer er geen taalkaders beschikbaar waren. De verschillende taalwetgevingen die van toepassing waren op het personeel dat geïntegreerd werd in de federale politie (wet van 30 juli 1938 op het taalgebruik bij het leger, voor wat [...] de rijkswacht betreft, en de gecoördineerde wetten op het taalgebruik in bestuurszaken van 18 juli 1966), lieten niet toe deze personeelsleden onmiddellijk te integreren in eenzelfde taalkader. Er werd echter op gelet een taalpariteit te respecteren op het niveau van de sleutelposities van de centrale diensten van de federale politie en van de algemene inspectie. Artikel 151 laat deze beide artikelen terugwerken tot 4 november 2000. [...] Zoals de Raad van State in [zijn] advies terecht opmerkt kunnen deze bepalingen, waaraan terugwerkende kracht wordt toegekend, slechts gebaseerd zijn op dwingende motieven van algemeen belang. Dit is duidelijk het geval. [...] Deze aanwijzingen waren immers dringend noodzakelijk om de continuïteit te handhaven. De politiehervorming is een werk van grote omvang dat op korte termijn moest worden gerealiseerd, indachtig dat de dienst moet verzekerd blijven tijdens de processus van de hervorming. De federale politie en de algemene inspectie dienden op 1 januari 2001 te kunnen starten zonder dat er een gezagsvacuum ontstond, tussen de voormalige politiediensten die afgeschaft werden en de nieuwe structuur die in de plaats komt. Gelijktijdig heeft de Regering de procedure ingezet om de taalkaders te bepalen. Tevens heeft de benoemende overheid er scrupuleus over gewaakt dat een taalpariteit werd nageleefd, op de wijze zoals in de tekst is weergegeven. De geest van de taalwetgeving werd derhalve ten volle gerespecteerd. Bovendien is de rechtszekerheid gewaarborgd, zowel naar de rechten van de betrokken personeelsleden toe als wat betreft de geldigheid van de door hen genomen beslissingen. Deze bepalingen zijn derhalve geen interferenties van de wetgever in mogelijke rechtsgedingen. Maar ze zijn noodzakelijk voor de werking van de openbare dienst, haar stabiliteit en continuïteit, en door het algemeen belang vereist. » (*Parl. St., Kamer, 2001-2002, DOC 50 1503/001, pp. 45 tot 47*).

B.40.4.1. Artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, dat van toepassing was op de gerechtelijke en de gemeentepolitie, bepaalt :

« § 1. Telkens als de aard van de zaken en het aantal personeelsleden het rechtvaardigen, worden de afdelingen in de centrale diensten ingedeeld in Nederlandse en Franse directies en onderafdelingen, bureaus en secties.

§ 2. De ambtenaren met een graad van rang 13 of hoger of met een graad die gelijkwaardig is worden verdeeld over drie kaders : een Nederlands, een Frans en een tweetalig.

De andere ambtenaren worden verdeeld over twee kaders : een Nederlands en een Frans.

Alle ambtenaren worden ingeschreven op een taalrol : de Nederlandse of de Franse.

§ 3. De Koning bepaalt, voor een duur van ten hoogste zes jaar, die kan worden verlengd zo geen wijziging optreedt, voor iedere centrale dienst, het percentage betrekkingen dat aan het Nederlands en aan het Frans kader dient toegewezen met inachtneming, op alle trappen van de hiërarchie, van het wezenlijk belang dat de Nederlandse en Franse taalgebieden respectievelijk voor iedere dienst vertegenwoordigen. Nochtans, voor de graden van rang 13 en hoger en de graden die gelijkwaardig zijn, worden de betrekkingen, op alle trappen van de hiërarchie, in gelijke percentages verdeeld tussen de twee kaders.

Het tweetalig kader omvat 20 % van de betrekkingen van de graden van rang 13 en hoger en van de graden die gelijkwaardig zijn. Die betrekkingen worden, op alle trappen van de hiërarchie, in gelijke mate verdeeld tussen de twee taalrollen.

Om tot het tweetalig kader toegelaten te worden, moeten de ambtenaren voor een examencommissie, samengesteld door de Vaste Wervingssecretaris, het bewijs leveren dat zij de tweede taal voldoende kennen. Worden van dit examen vrijgesteld de ambtenaren wier diploma bewijst dat hun tweede taal de voertaal was van het onderwijs dat zij genoten hebben.

Voor de toepassing van voorgaande regelen, bepaalt de Koning welke rangen tot een zelfde trap van de hiërarchie behoren.

De in het vooruitzicht gestelde verdeling van de betrekkingen over de verschillende taalkaders wordt vooraf aan het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht onderworpen.

Na raadpleging van dezelfde Commissie, kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd en met redenen omkleed besluit, van de regel van verdeling van de betrekkingen van de graden van rang 13 en hoger en van de graden die gelijkwaardig zijn afwijken ten behoeve van de centrale diensten waarvan de attributen of de werkzaamheden de Nederlandse en Franse taalgebieden in ongelijke mate betreffen. »

Artikel 46 van dezelfde wetten bepaalt :

« § 1. Onverminderd de beschikkingen van paragrafen 2 tot 6, zijn de bepalingen van afdeling 1 - met uitzondering van artikel 43, § 6 - toepasselijk op de uitvoeringsdiensten waarvan de zetel gevestigd is buiten Brussel-Hoofdstad en waarvan de werkring het ganse land bestrijkt.

§ 2. Voor de binnendienstbehandeling van de zaken betreffende de organisatie van de dienst ter plaatse - de zaken die het personeel zelf betreffen uitgezonderd - en voor de betrekkingen, die in verband daarmee met de centrale diensten ontstaan, wordt er gebruik gemaakt van de taal van de gemeente waar de zetel van de dienst gevestigd is.

§ 3. De personeelsleden van het eentalig kader, dat niet overeenkomt met de taalgroep van de gemeente waar de zetel van de dienst gevestigd is, moeten een elementaire kennis van de taal van de gemeente bezitten, wanneer zij wegens hun functie gevestigd omgang hebben met het werkdienstenpersoneel.

§ 4. De ambtenaar, die aan het hoofd staat van de dienst moet, door een examen afgelegd voor het Vast Wervingssecretariaat, ervan laten blijken dat hij een voldoende kennis van de tweede taal bezit.

§ 5. De personeelsleden, die omgang hebben met het publiek, moeten een voldoende of elementaire kennis van de tweede taal bezitten, naar gelang zij tot de eerste klasse of tot de volgende klassen behoren.

§ 6. De Koning treft maatregelen om het aantal van de in dit artikel bedoelde diensten, binnen vijf jaar, tot het noodzakelijk minimum te herleiden. »

Wat betreft de bepalingen die van toepassing zijn op de rijkswacht, ging het om de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, met toepassing van artikel 1 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, dat bepaalde dat de leden van het personeel van de rijkswacht onder de wetten en reglementen bleven vallen die van toepassing waren op het personeel van de krijgsmacht, zoals die in voorkomend geval aan hun bijzondere toestand waren aangepast. Daaruit blijkt dat er voor de rijkswacht geen enkel taalkader bestond.

B.40.4.2. De Ministerraad heeft bevestigd dat de artikelen 43 en 46 van de gecoördineerde taalwetten aan de centrale diensten en aan de uitvoerende diensten die buiten Brussel-Hoofdstad zijn gevestigd de verplichting opleggen om vóór elke benoeming taalkaders vast te stellen en dat die bepalingen van toepassing zijn op de federale politie.

Artikel 117 van de bestreden wet heeft zich naar de vereiste van de taalpariteit willen gedragen voor de betrekkingen van rang 13 en hoger. Daarentegen moesten de benoemingen voor de betrekkingen lager dan rang 13 in beginsel gebeuren in overeenstemming met taalkaders vastgesteld op basis van het volume van de in de ene of de andere taal te behandelen zaken.

De rijkswacht was, in tegenstelling tot de gemeentepolitie en de gerechtelijke politie, die beide onderworpen waren aan de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, zodat er binnen die beide korpsen taalkaders bestonden, onderworpen aan een wetgeving die het bestaan van dergelijke kaders niet verplichtte, zodat die dan ook niet bestonden.

De wetgever werd dus bij de oprichting van de nieuwe politie geconfronteerd met de harmonisatie van die verschillende wetgevingen en terzelfder tijd met de ontstentenis van taalkader voor de rijkswacht. Hij vermocht redelijkerwijze te oordelen dat het noodzakelijk was aan de Koning een voldoende lange termijn te laten om Hem in staat te stellen te bepalen hoeveel voormalige rijkswachters moesten overgaan naar de federale politie alsmede hoeveel zaken in de ene of de andere landstaal wordt behandeld, met het oog op het vaststellen van de organieke kaders en de taalkaders van de nieuwe politie. De keuze van de datum van 31 december 2002 is in dat opzicht niet zonder redelijke verantwoording.

B.40.5. De wetgever vermocht eveneens redelijkerwijze te oordelen dat dwingende redenen van continuïteit van de openbare dienst de verplichting oplegden dat zou worden overgegaan tot primo-benoemingen bij ontstentenis van organieke kaders en taalkaders.

B.40.6. Dezelfde redenen vermochten te verantwoorden dat wordt overgegaan tot die primo-benoemingen, terwijl de vakverenigingen niet betrokken zijn geweest bij de totstandkoming van een organiek kader, waarbij de ontstentenis van dat kader vóór die benoemingen door het Hof niet discriminerend wordt geacht om de hiervoor uiteengezette redenen.

B.40.7. Zowel artikel 11, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, als artikel 8, § 1, 1<sup>o</sup>, van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten, dat erop geïnspireerd is, bepalen :

« § 1. Behoudens in de door de Koning bepaalde spoedgevallen en in de andere door Hem bepaalde gevallen, kunnen de bevoegde administratieve overheden niet dan na overleg met de representatieve vakorganisaties, naargelang van het geval, in de overeenkomstig artikel 10 opgerichte comités of in de door artikel 12bis bedoelde comités vaststellen :

1<sup>o</sup> beslissingen tot vaststelling van de personeelsformatie van de diensten die onder het betrokken overlegcomité ressorteren; [...]. »

Artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 en artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 februari 2001 houdende uitvoering van de wet van 24 maart 1999 bepalen respectievelijk dat het bovenvermelde overleg niet vereist is « in de andere gevallen die, na onderhandeling overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, door latere koninklijke besluiten zullen worden bepaald ».

Zowel de wetgever als de Koning hebben dus expliciet voorzien in gevallen waarin de organieke kaders zonder voorafgaand overleg met de vakverenigingen kunnen worden vastgesteld.

Wat betreft het feit dat de vakverenigingen de selectieonderzoeken voor de ambtenaren van de politiediensten niet zouden hebben mogen bijwonen, heeft de grief niets uit te staan met de artikelen 116 en 117 van de bekritiseerde programmawet. Het heeft immers betrekking op het verloop zelf van die selectieonderzoeken, waarvoor het Hof geen toetsingsbevoegdheid heeft.

B.40.8. De middelen zijn niet gegrond.

*Wat betreft het bekrachtigde artikel XII.VII.15 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.41.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 2486 en 2489 verwijten het bekrachtigde artikel XII.VII.15 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 dat het niet automatisch het diploma van officier van de gemeentepolitie valoriseert, aangezien men dient te slagen voor een vergelijkend examen, het de geldigheid van dat diploma tot vijf jaar beperkt, het aan dat diploma slechts een eenvoudige voorrang van benoeming op de andere brevetten en op de enkele loonschaalanciënniteit B5 van het basiskader toekent en het ten slotte de overgang beperkt tot het onmiddellijk hogere kader, terwijl thans een agent van het basiskader die het brevet heeft, rechtstreeks kan dingen naar een vacature van officier. Die situatie zou discriminerend zijn in vergelijking met de situatie van de kandidaat-officieren bij de rijkswacht die nog niet gediplomeerd zijn en die rechtstreeks kunnen overgaan naar het officierskader zonder opleiding noch bijkomend examen, krachtens het bekrachtigde artikel XII.II.25 van het koninklijk besluit. Zij zou tevens discriminerend zijn in vergelijking met de onderofficieren van de rijkswacht, brigadecommandanten, die eveneens automatisch overgaan naar het officierskader, met toepassing van het bekrachtigde artikel XII.II.25, en ten slotte in vergelijking met de geslaagden voor het examen voor bevordering tot de graad van gerechtelijk commissaris en laboratoriumcommissaris, die eveneens rechtstreeks overgaan naar het officierskader, ter uitvoering van dezelfde betaling.

B.41.2. Het bekrachtigde artikel XII.VII.15 van het koninklijk besluit bepaalt :

« § 1. Gedurende vijf jaar na de inwerkingtreding van dit besluit worden de vacatures voor bevordering door overgang naar het middenkader proportioneel verdeeld tussen de leden van het basiskader, gewezen personeelsleden van de rijkswacht en van de gemeentepolitie, overeenkomstig hun, bij toepassing van de artikelen XII.II.15, 2<sup>o</sup> tot en met 5<sup>o</sup>, en XII.VII.8 op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit respectieve aantal ingeschaalde actuele personeelsleden in de loonschalen B2 tot en met B5.

§ 2. Van de in § 1 voorbehouden vacatures voor de gewezen personeelsleden van de rijkswacht, wordt 50 % bij voorrang toegekend aan de laureaten van het vergelijkend toelatingsexamen voor bevordering door overgang naar het middenkader, die de loonschaal B5 genieten.

De bij toepassing van de in het eerste lid bedoelde voorrang niet toegekende vacatures komen de overige kandidaten ten goede.

De bij toepassing van deze paragraaf niet toegekende vacatures komen ten goede aan de in § 3 bedoelde personeelsleden.

§ 3. De in § 1 bedoelde voorbehouden vacatures voor de gewezen leden van de gemeentepolitie worden in de volgende voorrangsorte toegekend aan de laureaten van het vergelijkend toelatingsexamen voor bevordering door overgang naar het middenkader :

1° in stijgende volgorde van de datum van het behalen van het brevet en, bij gelijke datum, in dalende orde van de dienstanciënniteit :

a) de houders van het brevet van officier van de gemeentepolitie bedoeld in het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie of in artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 juni 1991 houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graad van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie;

b) de houders van het brevet bedoeld in het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, uitgereikt aan sommige leden van de gemeentepolitie;

c) de houders van het getuigschrift van inspecteur van politie bedoeld in het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende de opleiding en de bevordering tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie;

2° de personeelsleden die de loonschaal B5 genieten;

3° de overige kandidaten.

De bij toepassing van deze paragraaf niet toegekende vacatures komen ten goede aan de in § 2 bedoelde personeelsleden. »

B.41.3.1. De Ministerraad verwijst naar het systeem van een niet-automatische maar met voordelen gepaard gaande valorisatie van het brevet van officier dat de leden van de voormalige gemeentepolitie hebben behaald, en preciseert dat op dat beginsel slechts één uitzondering bestaat voor de leden van de voormalige gerechtelijke politie, geslaagden voor het examen van officier van gerechtelijke politie. Die uitzondering zou, volgens hem, verantwoord zijn door « het kleine aantal betrokken personeelsleden (een veertigtal), door de zekerheid die zij hadden om op korte termijn benoemd te worden, en door de strikte beperking die bij de gerechtelijke politie in termen van opleidingsquota is toegepast, wat niet het geval was, vooral bij de gemeentepolitie en in mindere mate bij de rijkswacht ».

B.41.3.2. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 juni 1991 « houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van de gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graden van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie » bepaalde dat, om benoemd te worden tot een graad van officier van de gemeentepolitie, men houder diende te zijn van een diploma of een studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig is met een van de diploma's of getuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de rijksbesturen en van het brevet van officier afgegeven na het slagen voor de examens die na een opleidingscyclus bedoeld in de artikelen 22 en volgende van het besluit worden georganiseerd, zijnde een opleiding van 1.000 tot 1.200 uren verdeeld over twee of drie jaar.

B.41.4. Te dezen blijkt het op zich niet onredelijk een aantal voordelen toe te kennen aan diegenen die houder zijn van een dergelijk brevet zonder hen daarom toe te staan automatisch over te gaan naar een hoger kader, zelfs naar het officierskader, rekening houdend met de verschillen die tussen de verschillende korpsen bestonden, met name vanuit het oogpunt van toegang tot de opleiding.

B.41.5.1. Zoals de Ministerraad heeft opgemerkt, bestaat er echter één uitzondering op de door de wetgever gekozen beginselen ten voordele van de geslaagden voor het examen voor bevordering tot de graad van gerechtelijk commissaris of laboratoriumcommissaris die niet zijn bevorderd tot de graad van gerechtelijk commissaris vóór hun integratie in de nieuwe politie.

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 17 december 1998 betreffende de bevordering van gerechtelijke agenten bij de parketten tot de graad van gerechtelijk commissaris of van laboratoriumcommissaris bepaalde dat, om bevorderd te kunnen worden tot de graad van gerechtelijk commissaris of laboratoriumcommissaris, de gerechtelijke agenten geslaagd moesten zijn voor een selectieproef betreffende de bekwaamheid vereist voor de uitoefening van de functie alsmede voor een selectieproef van het zogenaamde *assessment*-type, en gedurende ten minste vier jaar het ambt van gerechtelijk agent hebben uitgeoefend.

B.41.5.2. De door de Ministerraad aangevoerde elementen om te verantwoorden dat de geslaagden voor het examen voor bevordering tot de graad van gerechtelijk commissaris of laboratoriumcommissaris een automatische bevordering tot de graad van officier genieten, in tegenstelling tot de beginselen die als leidraad hebben gediend bij de valorisatie van de diploma's van toepassing op alle leden van de voormalige politiekorpsen, maken het niet mogelijk op relevante en redelijke wijze het verschil in behandeling te verantwoorden dat aldus wordt gemaakt tussen de voormelde geslaagden en de geslaagden voor het examen voor officier bij de gemeentepolitie. Het is immers niet aangetoond dat die beide categorieën van geslaagden zich in dermate verschillende situaties bevonden dat ze op verschillende wijze dienden te worden behandeld.

B.41.6. Het middel is gegrond.

B.42.1. De verzoeker in de zaak nr. 2492 bekritiseert het feit dat verscheidene bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 de geslaagden voor sommige examens valoriseren zonder dat enige bepaling dat type van voordelen toekent aan de geslaagden voor de selectieproef betreffende de bekwaamheid vereist voor de uitoefening van de functie van gerechtelijk commissaris en die zich konden beroepen op artikel 4 van het koninklijk besluit van 17 december 1998 betreffende de bevordering van gerechtelijke agenten bij de parketten tot de graad van gerechtelijk commissaris of van laboratoriumcommissaris.

B.42.2.1. Om bevorderd te kunnen worden tot de graad van gerechtelijk commissaris, diende men geslaagd te zijn voor twee proeven : een selectieproef betreffende de bekwaamheid vereist voor de uitoefening van de functie alsmede een selectieproef van het *assessment*-type.

Het door de verzoeker geciteerde artikel 4 van het koninklijk besluit van 17 december 1998 bepaalde dat de geslaagden voor de bekwaamheidsproef werden vrijgesteld van die proef bij een latere deelneming aan de selectieproeven voor de bevordering tot dezelfde graad.

B.42.2.2. Gelet op de door de Ministerraad in herinnering gebrachte beginselen van valorisatie van brevetten die doorslaggevend zijn geweest bij de integratie van de voormalige politiekorpsen in de nieuwe politie, is het niet zonder redelijke verantwoording om, voor die valorisatie, enkel rekening te houden met het slagen voor volledige proeven waardoor men een hogere graad kan verkrijgen en niet een deel van de proeven dat, afzonderlijk genomen, aan de geslaagde geen enkel recht verleende op bevordering in het vroegere korps, maar hooguit een vrijstelling bij een latere deelneming aan de selectieproeven waarbij het onzeker bleef of hij ervoor zou slagen.

B.42.3. Het middel is niet gegrond.

*Wat betreft het bekrachtigde artikel XII.XI.21 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.43.1. De verzoeker in de zaak nr. 2492 voert het discriminerende karakter aan van het bekrachtigde artikel XII.XI.21 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 in zoverre het een bijkomende toelage toekent aan sommige personeelsleden afkomstig van de voormalige rijkswacht en de voormalige gemeentepolitie, zonder ze toe te kennen aan de leden van de voormalige gerechtelijke politie bij de parketten.

B.43.2. De betwiste bepaling luidt :

« § 1. Met uitzondering van hem bedoeld in artikel 29 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, wordt een bijkomende toelage toegekend aan het actueel personeelslid van het operationeel kader dat het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht of van een gemeentepolitiekorps en dat niet is benoemd in een graad van officier en dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, is aangewezen bij, gedetacheerd naar of ter beschikking is gesteld van een dienst die behoort tot de algemene directie gerechtelijke politie, een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst van de federale politie of dat, op de datum van de oprichting van een korps van de lokale politie is aangewezen bij, gedetacheerd naar of ter beschikking is gesteld van een opsporings- of onderzoeksdienst van de lokale politie, of dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, is aangewezen bij of gedetacheerd is naar een betrekking van misdrijfanalist, of ter beschikking is gesteld van een dienst in deze hoedanigheid.

Het jaarlijks bedrag van deze toelage is vastgesteld op :

1° 86.400 frank, indien het actueel personeelslid van het operationeel kader is aangewezen bij een dienst die behoort tot de algemene directie gerechtelijke politie of bij een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst van de federale politie en dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, hetzij, de forfaitaire vergoeding bepaald bij het koninklijk besluit van 26 februari 1958 houdende toekenning van een vaste vergoeding aan sommige personeelsleden van de rijkswacht, hetzij, deze bedoeld in hoofdstuk III van het ministerieel besluit van 22 juni 1995 houdende toekenning aan de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten van zekere vaste vergoedingen, kon genieten;

2° 54.000 frank, in de andere gevallen.

Artikel XII.XI.25, §§ 1, 2 en 4, is, *mutatis mutandis*, van toepassing op de toelage bedoeld in het eerste lid.

In afwijking evenwel van datzelfde artikel, § 1, derde en vierde lid, en § 2, in geval van detachering van een actueel personeelslid van het operationeel kader naar of ter beschikkingstelling van een korps, een eenheid of een dienst bedoeld in het eerste lid, wordt het recht op de toelage geopend ten belope van 1/360ste per dag detachering of terbeschikkingstelling. In dat geval worden de verschuldigde bedragen betaald samen met de wedde van de tweede maand die volgt op deze waarin de toekenningsvoorwaarden zijn vervuld.

§ 2. De actuele personeelsleden van het operationeel kader bepaald in artikel XII.VII.22 evenals zij bedoeld in § 1, die in eerste instantie, slechts het bedrag bedoeld in § 1, tweede lid, 2°, genieten, genieten het bedrag bepaald in § 1, tweede lid, 1°, op de eerste dag van de maand die volgt op die waarop zij worden aangewezen bij, gedetacheerd naar of ter beschikking gesteld van een dienst die behoort tot de algemene directie gerechtelijke politie of een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst van de federale politie en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden bepaald in hetzelfde artikel XII.VII.22.

De actuele personeelsleden van het operationeel kader die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, houder zijn van het brevet van aanvullende gerechtelijke opleiding dat toegang verleent tot de bewakings- en opsporingsbrigades, of van het brevet van hogere aanvullende gerechtelijke opleiding, of van het brevet van operationele misdrijfanalist of strategisch analist, worden geacht de opleidingsvoorwaarden bedoeld in het eerste lid te vervullen.

§ 3. Het recht op de toelage wordt definitief beëindigd vanaf het ogenblik dat het actuele personeelslid van het operationeel kader de betrekking verlaat of dat een einde wordt gesteld aan de detachering zonder onmiddellijk te worden herplaatst, gedetacheerd of ter beschikking gesteld van een dienst die recht geeft op de toelage. Voor de toepassing van deze §, betekent het feit van gedetacheerd te zijn om een aanvullende of voortgezette opleiding te volgen, evenwel niet *a priori* dat een einde wordt gesteld aan de detachering of de terbeschikkingstelling. »

B.43.3. Het Hof ziet niet in — en de Ministerraad heeft evenmin aangetoond — wat het in B.43.1 uiteengezette verschil in behandeling verantwoordt.

In zoverre het bekrachtigde artikel XII.XI.21 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 de bijkomende toelage die het instelt, niet toekent aan de leden van de voormalige gerechtelijke politie, is niet bestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Het middel is gegrond.

*Wat betreft het bekrachtigde artikel XII.XI.20 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.44.1. De verzoeker in de zaak nr. 2493 verwijt het bekrachtigde artikel XII.XI.20 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 dat het voorziet in de toekenning van de daarin beoogde toelage enkel aan de adjudanten en adjudant-chefs bij de rijkswacht, brigadecommandanten.

B.44.2. De bestreden bepaling luidt :

« § 1. Aan het personeelslid dat het statuut van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht had, die titularis was van een betrekking bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996, en op wie de bepalingen van artikel XII.XI.17, § 2, derde lid, 1<sup>o</sup>, c), of 2<sup>o</sup>, werkelijk toegepast worden, wordt, zolang hij de schaal M7 geniet, met toepassing van artikel XII.XI.15, een overgangstoelage toegekend waarvan het jaarlijkse bedrag is vastgesteld op :

1<sup>o</sup> 86.400 frank indien het diensthoofd was van een bewakings- en opsporingsbrigade;

2<sup>o</sup> 65.000 frank in de andere gevallen.

§ 2. Indien het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in § 1 geen toepassing meer kan maken van artikel XII.XI.15, wordt het bedrag van de overgangstoelage bedoeld in § 1 bepaald als zijnde het verschil tussen :

1<sup>o</sup> de som van de wedde die het actueel personeelslid van het operationeel kader zou bekomen hebben in de loonschaal M7 indien artikel XII.XI.15 op hem van toepassing zou blijven, en het bedrag dat hem wordt toegekend overeenkomstig § 1;

2<sup>o</sup> en de wedde die hij bekomt in de loonschalen O2, O3, O4 of O4bis.

Het aldus bepaalde bedrag wordt hem toegekend zolang de wedde bedoeld in 2<sup>o</sup> kleiner is dan de som bedoeld in 1<sup>o</sup>.

§ 3. Artikel XII.XI.25 is, *mutatis mutandis*, van toepassing op de toelage bedoeld in de §§ 1 en 2. »

B.44.3. Het bekritiseerde verschil in behandeling vindt zijn oorsprong in het feit dat de adjudanten en adjudant-chefs bij de rijkswacht, brigadecommandanten, zijn geïntegreerd in het officierskader, met de daaraan verbonden loonschaal, terwijl de adjudanten en adjudant-chefs, niet-brigadecommandanten, zijn geïntegreerd in het middenkader, met de loonschaal die voortvloeit uit die integratie.

Aangezien het verschil in behandeling om de in B.22.2 uiteengezette redenen verantwoord is, is het door de bekritiseerde bepaling in het leven geroepen verschil in behandeling dat eveneens, aangezien de daarin bedoelde toelage enkel wordt toegekend aan de voormalige brigadecommandanten, vanwege de graad van officier die zij bekleeden.

B.44.4. Het middel is niet gegrond.

*Wat betreft het bekrachtigde artikel XII.VII.20 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001*

B.45.1. De verzoekers in de zaak nr. 2494 klagen het feit aan dat een lid van de voormalige rijkswacht dat ervoor kiest onderworpen te blijven aan zijn vroeger statuut een vlakke loopbaan geniet met toepassing van het bekrachtigde artikel XII.VII.20 van het koninklijk besluit, in tegenstelling tot de verzoekers die, indien zij ervoor zouden kiezen onderworpen te blijven aan hun vroeger statuut, zulks niet zouden genieten.

B.45.2. Het bekrachtigde artikel XII.VII.20 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 bepaalt :

« De in artikel 4, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, bedoelde bevorderingen naar anciënniteit zijn de bevorderingen :

1<sup>o</sup> van wachtmeester bij de rijkswacht tot eerste wachtmeester bij de rijkswacht;

2<sup>o</sup> van opperwachtmeester bij de rijkswacht tot eerste opperwachtmeester bij de rijkswacht;

3<sup>o</sup> van adjudant bij de rijkswacht tot adjudant-chef bij de rijkswacht voor diegenen die voldoen aan de voorwaarden van artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 23 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de bevordering tot de graden van hoofdonderofficier;

4<sup>o</sup> van luitenant bij de rijkswacht tot kapitein bij de rijkswacht;

5<sup>o</sup> van kapitein bij de rijkswacht tot kapitein-commandant bij de rijkswacht;

6<sup>o</sup> van eerste onderluchthavenmeester tot eerstaanwendend onderluchthavenmeester;

7<sup>o</sup> van eerste onderluchthavenmeester eerste klasse tot eerstaanwendend onderluchthavenmeester eerste klasse;

8<sup>o</sup> door verhoging van loonschaal in de graad van agent-technicus der zeevaartpolitie, bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

9<sup>o</sup> door verhoging in loonschaal van de loonschaal 2A tot 2B van de in artikel 109 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten bedoelde gerechtelijke inspecteurs, laboratoriuminspecteurs, inspecteurs-electrotechnici en inspecteurs voor gerechtelijke identificatie;

10<sup>o</sup> door verhoging in loonschaal van de loonschaal 1A tot de loonschaal 1B van de in artikel 111 van het in 9<sup>o</sup> bedoelde besluit bedoelde gerechtelijke commissarissen, laboratoriumcommissarissen en commissarissen van de dienst telecommunicatie;

11<sup>o</sup> de in de bijlage 13 bepaalde bevorderingen naar anciënniteit zoals die bestonden in de korpsen van de gemeentepolitie. »

De verzoekers vergelijken hun situatie met die van de kapitein bij de rijkswacht, die, met toepassing van de betwiste bepaling, bevorderd kan worden tot de graad van kapitein-commandant op basis van anciënniteit.

B.45.3.1. Uit artikel 17 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht volgt dat de graden van kapitein en kapitein-commandant bij de rijkswacht overeenstemden met officiersgraden.

Artikel 46 van dezelfde wet bepaalde dat de graden van officier, met uitzondering van die van hoofd- of opperofficier, volgens anciënniteit werden verleend aan de leden van het beroepspersoneel die de bij de wet bepaalde voorwaarden vervulden.

Voor de overgang van de graad van gerechtelijk commissaris 1A naar de graad van commissaris 1B werd tevens voorzien in een verhoging in graad verleend volgens anciënniteit. Uit artikel 111 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten blijkt immers dat de gerechtelijke commissarissen, de laboratoriumcommissarissen en de commissaris van de dienst telecommunicatie die een graadanciënniteit hebben van ten minste acht jaar tot weddeschaal 1B kunnen worden bevorderd.

De overgang van de graad van commissaris 1B naar die van afdelingscommissaris 1C vereiste, daarentegen, dat striktere voorwaarden vervuld waren, bepaald in artikel 24 van voormeld koninklijk besluit, te dezen een graadanciënniteit van elf jaar, geslaagd zijn voor het eerste en tweede deel van de hogere graad van de School voor Criminologie en Criminalistiek of ten minste houder zijn van een diploma van de hogere graad van de School voor Criminologie en Criminalistiek en, ten slotte, een voortgezette opleiding hebben gevolgd.

B.45.3.2. Uit die elementen blijkt dat het niet onredelijk is slechts in een vlakke loopbaan te voorzien voor de graden die volgens anciënniteit konden worden behaald krachtens het vroegere statuut waarvan het betrokken personeelslid het behoud heeft gevorderd. Aangezien zulks niet het geval was voor de overgang van commissaris 1B naar die van afdelingscommissaris 1C, is het verantwoord dat een dergelijke vlakke loopbaan tussen die beide graden niet door de betwiste bepaling is georganiseerd.

B.45.4. Het middel is niet gegrond.

Om die redenen,  
het Hof

- wijst de afstand toe van het beroep met rolnummer 2481;

- vernietigt, in het door artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 bekrachtigde deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten :

1. artikel XII.II.15, in zoverre het tot gevolg heeft dat de voormalige onderluchthavenmeesters en eerste onderluchthavenmeesters die hebben gekozen voor het behoud van hun oorspronkelijk statuut, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, en van officier van bestuurlijke politie niet behouden;

2. artikel XII.II.18, in zoverre het de inspecteurs en de afdelingsinspecteurs van de voormalige gerechtelijke politie integreert in de graad van hoofdinspecteur van de nieuwe politie;

3. artikel XII.II.25, in zoverre het de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C integreert in de graad van commissaris van politie;

4. artikel XII.II.28, in zoverre het geen rekening houdt met de toelage toegekend aan de leden van de voormalige gerechtelijke politie met toepassing van het koninklijk besluit van 1 februari 1980;

5. artikel XII.VI.8, in zoverre het niet de gerechtelijke afdelingsinspecteurs 2C beoogt;

6. artikel XII.VII.11, in zoverre het het brevet 2D niet overneemt;

7. artikel XII.VII.15, in zoverre het de leden van de voormalige gerechtelijke politie die geslaagd zijn voor het examen voor de graad van gerechtelijk commissaris of van laboratoriumcommissaris een automatische bevordering tot de graad van officier laat genieten;

8. artikel XII.VII.17, in zoverre het niet van toepassing is op de gerechtelijke afdelingsinspecteurs 2C;

9. artikel XII.VII.21, in zoverre het elk lid van de voormalige gemeentepolitie van zijn toepassingsgebied uitsluit;

10. artikel XII.VII.22;

11. artikel XII.XI.21, in zoverre het de leden van de voormalige gerechtelijke politie niet de bij dat artikel ingestelde bijkomende toelage laat genieten;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 22 juli 2003.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

[2003/200772]

### Auszug aus dem Urteil Nr. 102/2003 vom 22. Juli 2003

Geschäftsverzeichnissrn. 2455, 2456, 2463, 2464, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2473, 2474, 2475, 2477, 2478, 2479, 2481, 2482, 2483, 2486, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494 und 2495

*In Sachen:* Klagen auf Nichtigerklärung

- der Artikel 116, 117, 131 und 168 dreizehnter und fünfzehnter Gedankenstrich des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001,

- ganz oder teilweise - des Teils XII des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste, bestätigt durch Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001,

- ganz oder teilweise - des Gesetzes vom 26. April 2002 über die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste,

- von Artikel IV.I.7 des vorgenannten königlichen Erlasses vom 30. März 2001, bestätigt durch Artikel 136 des vorgenannten Gesetzes vom 26. April 2002,

erhoben von J.-Y. Stevens und anderen, der VoG Gewerkschaft der belgischen Polizei und anderen, T. Leroy und J. Warnimont, R. Piccart, E. Dhont und anderen, L. Tack und anderen, B. Wauters, J.-P. Pistrat, P. Pirot, C. Neyrinck und anderen, J. Devolder, J.-M. Beirnaert, F. Maes, J. Berckmans, P. Liégeois, V. Burnay, M. Brasseur, J.-M. Rocks und A. Massin, F. Arce und anderen, V. Hendrick, N. Creemers und anderen, P. Hubeau, J.-P. Delval, A. Bodson, S. Debras und anderen, und der «Centrale générale des services publics».

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit zwei Klageschriften, die dem Hof mit am 20. Juni 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 21. Juni 2002 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Dezember 2001 (Bestätigung des Teils XII des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste): J.-Y. Stevens, wohnhaft in 5170 Lustin, rue des Quatre Arbres 31, P. Cappuyns, wohnhaft in 1380 Lasne, rue Charlier 5, P. Delcroix, wohnhaft in 1340 Ottignies, chaussée de la Croix 14, E. Lispet, wohnhaft in 5350 Evelette, route de Résimont 127, R. Noga, wohnhaft in 4420 Montegnée, rue Joseph Dejardin 115, und O. Onkelinx-Hubeaux, wohnhaft in 5580 Laloux, rue Saint-Barthélémy 1, und die VoG Syndicat de la police belge, mit Sitz in 1060 Brüssel, avenue Henri Jaspard 114/19, A. Delcourt, wohnhaft in 6141 Forchies-la-Marche,

rue des Prisonniers de Guerre 28, E. Lebon, wohnhaft in 5000 Namur, rue des Perdrix 15, R. Bamps, wohnhaft in 6700 Arel, route de Neufchâteau 445, A. Moulin, wohnhaft in 5140 Sombreffe, chaussée de Bruxelles 22, M. Liekens, wohnhaft in 1140 Brüssel, rue de la Plaine d'Aviation 38, J.-M. Le Moine, wohnhaft in 1560 Hoeilaart, Biesmanstraat 77, C. Pevenage, wohnhaft in 1390 Grez-Doiceau, Ruelle des Croix 31, G. Willemart, wohnhaft in 2100 Belgrade, rue des Balsamines 13, C. Denayer, wohnhaft in 5340 Gesves, rue Les Fonds 92, und I. Carlier, wohnhaft in 5000 Namur, rue J. Hamoir 34.

b. Mit zwei Klageschriften, die dem Hof mit am 27. Juni 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 28. Juni 2002 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben T. Leroy und J. Warnimont einerseits und R. Piccart andererseits, die in 1000 Brüssel, avenue des Scarabées 11, Domizil erwählt haben, Klage auf Nichtigerklärung des Artikels 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001, insofern er die Artikel XII.II.29 Absätze 1 und 4 und XII.XI.17 § 2 Absatz 2 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste bestätigt, sowie der Artikel XII.II.29 Absätze 1 und 4 und XII.XI.17 § 2 Absatz 2 desselben königlichen Erlasses.

c. Mit zwei Klageschriften, die dem Hof mit am 27. Juni 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 28. Juni 2002 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf Nichtigerklärung des Artikels 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001, insbesondere insofern er die Artikel XII.II.29, XII.II.26 Absatz 1 Nr. 3, XII.VII.26 Absatz 4 und XII.XI.14 des vorgenannten königlichen Erlasses vom 30. März 2001 bestätigt, des Artikels 168 desselben Programmgesetzes und der Artikel 129 und 137 des Gesetzes vom 26. April 2002 über die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste (veröffentlicht im *Belgisches Staatsblatt* vom 30. April 2002): E. Dhont, wohnhaft in 9040 Gent, Heiveldstraat 235, R. Wandelseck, wohnhaft in 9280 Denderbelle, Bermenstraat 8, L. Migom, wohnhaft in 9300 Aalst, Raffelgemstraat 14, Bk. 30, M.-J. De Clercq, wohnhaft in 9220 Hamme, Meerstraat 92, D. Willems, wohnhaft in 9032 Wondelgem, Kolegemstraat 128, P. Winand, wohnhaft in 2500 Lier, Boomlaarstraat 41, K. Rousseau, wohnhaft in 9000 Gent, Paul Fredericqstraat 38, J. Van Den Ouweland, wohnhaft in 2980 Zoersel, Sporkenlaan 51, F. Braem, wohnhaft in 8200 Brügge, Hovenierslanden 4, L. Verstraete, wohnhaft in 8490 Varsenare, Zandstraat 69, M. Vanhoecke, wohnhaft in 9860 Oosterzele, Tramstraat 33, E. De Kinder, wohnhaft in 1790 Affligem, Potaardestraat 83, H. Van Cromphout, wohnhaft in 9050 Gentbrugge, Leon de Loofstraat 32, G. Schuurman, wohnhaft in 9920 Lovendegem, Lovaart 6, A. Hemelsoet, wohnhaft in 9940 Evergem, Eendenplasstraat 33, K. Peeters, wohnhaft in 3271 Scherpenheuvel-Zichem, Ernest Claesstraat 51, D. Normon, wohnhaft in 8870 Izegem, Boterstraat 17, Y. Lefever, wohnhaft in 3300 Tienen, Neerlintersesteenweg 124, G. Vanderhallen, wohnhaft in 2980 Zoersel, Het Klooster 15, und D. Jammers, wohnhaft in 3540 Herk-de-Stad, Veearts Strauvenlaan 16/2, einerseits und L. Tack, wohnhaft in 8510 Bellegem, Sint-Amandsdreef 2, A. Cornelis, wohnhaft in 9300 Aalst, Molenstraat 11/1, L. Keunen, wohnhaft in 2610 Wilrijk, Standonkiaan 42, H. Cillis, wohnhaft in 2610 Antwerpen, Iepermanlei 2, W. Devestel, wohnhaft in 8310 Sint-Kruis, Pijpeweg 1, J. Van Hollebeke, wohnhaft in 8310 Assebroek, Loweideweg 10, M. Coolman, wohnhaft in 9000 Gent, Rijsenbergstraat 155, A. De Bruycker, wohnhaft in 9860 Oosterzele, Geraardsbergsesteenweg 39A, F. Peeters, wohnhaft in 1703 Schepdaal, Heilige kruiswegstraat 28, P. Beneux, wohnhaft in 3090 Overijse, Hengstenberg 53, M. Waterplas, wohnhaft in 9255 Buggenhout, Lentepark 27, D. Walraedt, wohnhaft in 9050 Gentbrugge, Racingstraat 5, J. Everars, wohnhaft in 3700 Tongern, Kerkstraat 30, I. Houck, wohnhaft in 8200 Brügge, Robrecht van Vlaanderenlaan 34, D. Desmetz, wohnhaft in 8520 Kuurne, Bloemenhof 23, E. Vercruyse, wohnhaft in 3360 Bierbeek, Tiensesteenweg 277, E. Janssens, wohnhaft in 1910 Kampenhout, Rubenslaan 21, F. Dewever, wohnhaft in 8580 Avelgem, Kortrijkstraat 75, N. Cilissen, wohnhaft in 3700 Tongern, Eeuwfeestwal 8/1, Y. Martens, wohnhaft in 3500 Hasselt, Maastrichtersteenweg 312, R. Van der Poorten, wohnhaft in 2020 Antwerpen, Willem Eekelersstraat 17, J. Carmans, wohnhaft in 3840 Borgloon, de Tieckenstraat 31, F. Kind, wohnhaft in 2020 Antwerpen, Egelantierlaan 66, und J.-P. Peelos, wohnhaft in 3400 Landen, Raatshovenstraat 131, andererseits.

d. Mit drei Klageschriften, die dem Hof mit am 28. Juni 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 1. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben B. Wauters, wohnhaft in 5022 Cognelée, rue de la Gare de Cognelée, J.-P. Pistrat, wohnhaft in 7940 Brugelette, avenue Gabrielle Petit 1, und P. Piret, wohnhaft in 6940 Durbuy, rue des Combattants 34, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001.

e. Mit drei Klageschriften, die dem Hof mit am 28. Juni 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 1. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben C. Neyrinck, wohnhaft in 8560 Wevelgem, Kwadestraat 159, P. Vansteenkiste, wohnhaft in 9070 Heusden, Steenstraat 6, R. Rondelez, wohnhaft in 8000 Brügge, Zuidzandstraat 40, J. Devolder, wohnhaft in 8800 Roeselare, Onledeplein 8, und J.-M. Beirnaert, wohnhaft in 8200 Brügge, Iepenlaan 20, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001, in Verbindung mit Artikel 129 des vorgenannten Gesetzes vom 26. April 2002.

f. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. Juni 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob F. Maes, wohnhaft in 2520 Ranst, Schawijkstraat 80, Klage auf Nichtigerklärung des Artikels 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 und hilfsweise der Artikel XII.II.26, XII.II.27, XII.II.28 und XII.II.30 des vorgenannten königlichen Erlasses vom 30. März 2001.

g. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. Juni 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob J. Berckmans, wohnhaft in 1850 Grimbergen, Immelvoortstraat 15, Klage auf Nichtigerklärung des Artikels 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001, des Teils XII des vorgenannten königlichen Erlasses vom 30. März 2001 und des Artikels 137 des vorgenannten Gesetzes vom 26. April 2002.

h. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. Juni 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob P. Liégeois, wohnhaft in 6001 Marcinelle, rue des Merles 22, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001.

i. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 28. Juni 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob V. Burnay, wohnhaft in 6950 Nassogne, Chemin des Mésanges 14, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001, insofern er Artikel XII.II.38 des vorgenannten königlichen Erlasses vom 30. März 2001 bestätigt.

j. Mit zwei Klageschriften, die dem Hof mit am 28. Juni 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 1. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 116, 117 und 168 dreizehnter Gedankenstrich des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 («Abänderungen des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes»): die VoG Syndicat de la police belge, mit Sitz in 1060 Brüssel, avenue Henri Jaspar 114/19, L. Doyen, wohnhaft in 1367 Ramillies, avenue des Déportés 64, R. Bamps, wohnhaft in 6700 Arel, route de Neufchâteau 445, F. Seyler, wohnhaft in 4500 Huy, rue Haute Sarte 20, B. Jeusette, wohnhaft in 4280 Hannut, rue des Prés 5A, A. Moulin, wohnhaft in 5140 Sombreffe, chaussée de Bruxelles 22, M. Liekens, wohnhaft in 1140 Brüssel, rue de la Plaine d'Aviation 38, D. Verlaïne, wohnhaft in 5004 Bouges, rue des Chardonnerets 7, J.-M. Le Moine, wohnhaft in 1560 Hoeilaart, Biesmanstraat 77, A. Delcourt, wohnhaft in 6141 Forchies-la-Marche, rue des Prisonniers de Guerre 28, und E. Lebon, wohnhaft in 5000 Namur, rue des Perdrix 15, einerseits und M. Brasseur, wohnhaft in 4500 Huy, chaussée de Waremmes 54, andererseits.



k. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 28. Juni 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben J.-M. Rocks, wohnhaft in 4802 Heusy-Verviers, avenue de Ningloheid 121, und A. Massin, wohnhaft in 4800 Verviers, rue Houckaye 14, Klage auf Nichtigerklärung des Teils XII des vorgenannten königlichen Erlasses vom 30. März 2001.

l. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 1. Juli 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben F. Arce, wohnhaft in 4257 Berloz, rue de Willine 52, B. Bonhiver, wohnhaft in 4570 Marchin, rue Octave Philippot 23, G. Hardenne, wohnhaft in 4520 Wanze, rue L. Dupagne 3, B. Jeusette, wohnhaft in 4280 Hannut, rue des Prés 5A, P. Libert, wohnhaft in 4550 Nandrin, rue Croix André 54, und F. Seyler, wohnhaft in 4500 Huy, Chemin de la Haute Sarte 20, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 und des Teils XII des vorgenannten königlichen Erlasses vom 30. März 2001.

m. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 1. Juli 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob V. Hendrick, wohnhaft in 4800 Verviers, rue des Sorbiers 35, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001.

n. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 1. Juli 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben N. Creemers, wohnhaft in 3680 Maaseik, Knapkoekstraat 12, J. Swartele, wohnhaft in 2240 Zandhoven, B. Bogaerts, wohnhaft in 2500 Lier, Kapelstraat 48, W. Debu, wohnhaft in 8511 Kortrijk, Lauwestraat 39, E. Aerts, wohnhaft in 3806 Sint-Truiden, Attenhovenstraat 30, F. Vandelook, wohnhaft in 1430 Rebecq, Chemin du Bosquet 2, A. Allard, wohnhaft in 3390 Tielt, Keulestraat 70, L. Boelen, wohnhaft in 3600 Genk, Heidriesstraat 68, R. Vandeborne, wohnhaft in 3300 Tienen, Grote Markt 38/8, und die VoG Comité fédéral B.S.R., mit Sitz in 9470 Denderleeuw, Landuitstraat 63, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001.

o. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 1. Juli 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob P. Hubeau, wohnhaft in 8500 Kortrijk, Neringenplein 14, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 131 und 168 funfzehnter Gedankenstrich des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001, der Artikel 136, 137 und 138 Nr. 2 des vorgenannten Gesetzes vom 26. April 2002 und der Artikel IV.1.7 (bestätigt durch Artikel 136 des vorgenannten Gesetzes vom 26. April 2002), XII.II.18, 23 und 44 des vorgenannten königlichen Erlasses vom 30. März 2001.

p. Mit zwei Klageschriften, die dem Hof mit am 1. Juli 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 2. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben J.-P. Delval, wohnhaft in 4260 Fallais, rue de Bossiaux 21, und A. Bodson, wohnhaft in 4800 Visé, La Champonière 11, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 und von Artikel 129 des vorgenannten Gesetzes vom 26. April 2002.

q. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 1. Juli 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben S. Debras, wohnhaft in 4280 Hannut, rue Dieu-Le-Garde 7, F. Lemaître, wohnhaft in 5350 Ohey, Bois d'Ohey 265, Y. Thomas, wohnhaft in 6717 Metzert, chaussée Romaine 143, und R. Brose, wohnhaft in 6997 Erezée, rue des Coteaux 2, Klage auf Nichtigerklärung des Artikels 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 und des Teils XII des vorgenannten königlichen Erlasses vom 30. März 2001.

r. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 1. Juli 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Juli 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die « Centrale générale des services publics », mit Sitz in 1000 Brüssel, place Fontainas 9-11, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 116 und 117 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001.

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 2455 und 2456 (a.), 2463 und 2464 (b.), 2467 und 2468 (c.), 2469, 2470 und 2471 (d.), 2473, 2474 und 2475 (e.), 2477 (f.), 2478 (g.), 2479 (h.), 2481 (i.), 2482 und 2483 (j.), 2486 (k.), 2488 (l.), 2489 (m.), 2490 (n.), 2491 (o.), 2492 und 2493 (p.), 2494 (q.) und 2495 (r.) ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen und verbunden.

(...)

## II. In rechtlicher Beziehung

### In bezug auf die Zuständigkeit des Hofes

B.1.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2456 beschwerten sich darüber, daß im Gewerkschaftsabkommen vom 21. April 2000 vorgesehen sei, daß die Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei nicht die sogenannte Prämie für den gerichtspolizeilichen Bereich erhielten, dies im Gegensatz zu den Mitgliedern der ehemaligen Überwachungs- und Fahndungsbrigade (nachstehend abgekürzt: B.S.R.) der Gendarmerie.

B.1.2. Der Hof ist nicht befugt, darüber zu befinden, ob ein Gewerkschaftsabkommen diskriminierend ist oder nicht.

B.2.1. Nach Auffassung derselben klagenden Parteien würden die Abteilungsinspektoren C, die die Prüfungen D bestanden hätten, durch Artikel 15 des königlichen Erlasses vom 26. März 2001 «zur Ausführung der Artikel 13, 27 Absatz 2 und 5 und 53 des Gesetzes vom 27. Dezember 2000 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Übergangsbestimmungen» diskriminiert, insofern dieser es lediglich Gendarmen erlaube, die vor dem 1. April 2001 laufenden Beförderungsverfahren fortzusetzen.

B.2.2. Insofern die Klage gegen einen königlichen Erlaß gerichtet ist, ist der Hof nicht befugt, darüber zu befinden.

### In bezug auf das Interesse der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2455

B.3.1. Die Kläger, die als Inspektoren untergeordnete Flughafenleiter der Luftfahrtpolizei waren, sind in den Dienstgrad eines Wachtmeisters oder ersten Wachtmeisters der Gendarmerie und anschließend aufgrund des bestätigten Artikels XII.II.15 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 in den Dienstgrad eines Inspektors der neuen Polizei ernannt worden.

B.3.2. Durch die am 12. März 2003 verkündeten Urteile des Staatsrates Nrn. 116.930 bis 116.935 sind die Ernennung der Kläger in der ehemaligen Gendarmerie sowie ihre Ernennung in den Dienstgrad eines Inspektors der neuen Polizei für nichtig erklärt worden. Die Kläger warten daher weiterhin auf eine neue Ernennung. Da es den Verwaltungsbehörden obliegt, diese vorzunehmen, indem sie entscheiden, in welchen Dienstgrad der ehemaligen Gendarmerie und der neuen Polizei die Kläger unter Berücksichtigung dieser Urteile einzugliedern sind, behalten die Kläger ihr Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung von Artikel XII.II.15 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001, bestätigt durch Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001.

### In bezug auf die vom Ministerrat erhobenen Unzulässigkeitseinreden

#### Rechtssachen Nrn. 2463, 2464, 2469, 2470, 2471 und 2493

B.4.1. Der Ministerrat bemerkt, die Kläger würden nicht angeben, inwiefern die gesetzliche Bestätigung durch Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 verfassungswidrig sei, so daß die Klageschriften für unzulässig zu erklären seien.

B.4.2. Aus den Klageschriften, auf die der Ministerrat Bezug nimmt, geht hervor, daß die Nichtigerklärung von Artikel 131 des Programmgesetzes insofern beantragt wird, als er Teil XII des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste bestätige, der mehrere Diskriminierungen enthalte.

Wenn ein königlicher Erlaß Gegenstand einer gesetzlichen Bestätigung ist, wird er selbst ab dem Datum seines Inkrafttretens eine Gesetznorm. Der Hof ist befugt zu prüfen, ob das Gesetz, in das die Bestimmungen des königlichen Erlasses aufgenommen wurden, nicht gegen eine der Verfassungsbestimmungen verstößt, deren Einhaltung er gewährleisten soll.

B.4.3. Die vom Ministerrat erhobene Einrede wird abgewiesen.

*Rechtssache Nr. 2486*

B.5.1. Der Ministerrat führt in der Hauptsache an, die Kläger forderten nicht die Nichtigerklärung von Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001.

Die Kläger führen in ihrer Klageschrift ausdrücklich an, daß durch die Wirkung von Artikel 131 des Programmgesetzes und die dadurch vorgenommene Bestätigung Teil XII des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste in den Rang eines Gesetzes erhoben worden sei, so daß der Hof die Befugnis erlangt habe, die Vereinbarkeit der Bestimmungen dieses Teils XII insbesondere mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung zu prüfen. In ihrem Erwidierungsschriftsatz heben die Kläger ferner hervor, daß hinsichtlich des Problems der Verfassungsmäßigkeit die beiden vorgenannten Texte untrennbar miteinander verbunden seien.

B.5.2. Indem der Gesetzgeber Teil XII des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 bestätigt hat, ist davon auszugehen, daß er die Sachbereiche übernommen hat, die von der ausführenden Gewalt in diesem Erlaß geregelt werden. Die Kläger führen verschiedene Diskriminierungen an, die in dem vorgenannten königlichen Erlaß in der durch das angefochtene Gesetz bestätigten Form enthalten seien, und bitten den Hof, die Vereinbarkeit des gesamten Gesetzestextes von Teil XII des königlichen Erlasses und seinem Bestätigungsgesetz mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung zu prüfen, wofür er zuständig ist.

Die Klageschrift ist zulässig.

*Rechtssachen Nrn. 2488 und 2494*

B.6.1. Nach Darlegung des Ministerrates müßten die Nichtigkeitsklageschriften wegen mangelnden Interesses der Kläger für unzulässig erklärt werden, da diese die Nichtigerklärung von Teil XII des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 «zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste» *in globo* beantragten, ohne konkret die angefochtenen Artikel anzuführen.

B.6.2. Obwohl der Tenor der Klageschriften auf die Nichtigerklärung des gesamten Teils XII des bestätigten königlichen Erlasses ausgerichtet ist, geht aus den Darlegungen des zweiten Klagegrundes dieser Klageschriften hervor, daß die Klage sich ausschließlich gegen bestimmte Artikel dieses Erlasses richtet. Da der Hof die Tragweite des Antrags auf der Grundlage des Inhalts der Klageschriften bestimmt, wird die vom Ministerrat erhobene Einrede abgewiesen.

*Rechtssache Nr. 2490*

B.7.1. Der Ministerrat führt an, die VoG Comité fédéral B.S.R. habe nicht ihre Mitgliederliste bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz Dendermonde hinterlegt, so daß es ihm unmöglich sei, die Repräsentativität der Vereinigung zu prüfen.

B.7.2. Die VoG Comité fédéral B.S.R. hat als Anhang zu ihrer Klageschrift ihre Satzung sowie eine Kopie des Beschlusses, mit dem der Verwaltungsrat beschlossen hat, die Klage einzureichen, beigefügt. Die VoG hat ebenfalls als Anhang zu ihrem Erwidierungsschriftsatz die Liste ihrer Mitglieder mit dem Nachweis vorgelegt, daß sie diese tatsächlich am 30. Oktober 2002 bei der Kanzlei der Gerichts erster Instanz hinterlegt hat.

Die vom Ministerrat erhobene Unzulässigkeitseinrede wird abgewiesen.

*In bezug auf den zweiten Klagegrund in den Rechtssachen Nrn. 2455, 2456, 2469, 2470, 2471, 2473, 2474, 2475, 2479, 2481, 2489, 2490, 2492 und 2493*

B.8.1. Der Ministerrat führt in der Hauptsache die Unzulässigkeit des zweiten Klagegrundes an mit der Begründung, es werde lediglich die Nichtigerklärung von Artikel 131 des Programmgesetzes, jedoch nicht von Artikeln des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 beantragt.

B.8.2. Der Hof ist aufgrund von Artikel 142 Absatz 2 Nr. 1 der Verfassung und Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof befugt, die Verfassungsmäßigkeit von Gesetznormen zu prüfen. Es obliegt ihm nicht, Normen zu prüfen, die von ausführenden Organen ausgehen.

Aus den in B.3.2 dargelegten Gründen haben die klagenden Parteien jedoch bei der Beantragung der Nichtigerklärung von Artikel 131 des Programmgesetzes und durch die Anprangerung mehrerer Diskriminierungen, die in dem bestätigten königlichen Erlaß enthalten seien, die Anforderungen der Verfassung und des Sondergesetzes erfüllt.

B.8.3. Die vom Ministerrat erhobene Einrede der Unzulässigkeit des zweiten Klagegrundes wird abgewiesen.

*In bezug auf die von Amts wegen erhobenen Unzulässigkeitseinreden*

*In bezug auf den «Schriftsatz auf Nichtigerklärung» in der Rechtssache Nr. 2486*

B.9. Die Kläger haben am 6. September 2002 einen «Schriftsatz auf Nichtigerklärung» beim Hof eingereicht zur Untermauerung ihrer am 28. Juni 2002 eingereichten Nichtigkeitsklage.

Ein solcher Schriftsatz, der nicht im Sondergesetz vom 6. Januar 1989 vorgesehen ist und der außerhalb der Frist von sechs Monaten nach der Veröffentlichung der angefochtenen Norm im *Belgischen Staatsblatt* eingereicht wird, ist unzulässig.

*In bezug auf den Klagegrund gegen den bestätigten Artikel XII.VII.21 des königlichen Erlasses in den Rechtssachen Nrn. 2456, 2474 und 2479*

B.10.1. Die Kläger in den Rechtssachen Nrn. 2456, 2474 und 2479 führen die diskriminierende Beschaffenheit des durch den bestätigten Artikel XII.VII.21 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 eingeführten Bestellungsmechanismus an.

Die angefochtene Bestimmung lautet wie folgt:

«Le ministre commissionne au grade d'inspecteur principal de police, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour la durée de leur désignation à la direction de la police judiciaire ou aux unités judiciaires déconcentrées, les actuels membres du personnel, qui au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont revêtus du grade d'inspecteur de police.

Ils sont, pour la durée de leur désignation, revêtus de la qualité d'officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur du Roi et exercent les fonctions rattachées au cadre moyen.

Pour le surplus, le statut des membres actuels du personnel, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est déterminé conformément à leur insertion dans le cadre de base.»

B.10.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof erfordern, daß jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflußt werden könnte.

Die klagenden Parteien sind allesamt aus der ehemaligen Gerichtspolizei hervorgegangen. Aus Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1997 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Personalmitglieder der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften geht jedoch hervor, daß diese sich aus Gerichtspolizeibeamten und Gerichtspolizeioffizieren zusammensetzte. Die Gerichtspolizei umfaßte also zwei Kader: das Personal im mittleren Dienst und den Offizierskader, während es kein Personal im einfachen Dienst gab. Der Ministerrat erinnert in seinem Schriftsatz mehrfach daran, daß abgesehen von drei Ausnahmen jeder im neuen Statut weiterhin seinem ursprünglichen Kader angehört. Folglich werden die Mitglieder des mittleren Kadern der ehemaligen Gerichtspolizei in den mittleren Kader der neuen Polizei integriert. Da die angefochtene Bestimmung die Bestellung von Mitgliedern des Personals im einfachen Dienst der Gendarmerie in einen Dienstgrad des mittleren Kadern der neuen Polizei betrifft, haben die Kläger kein Interesse daran, sie anzufechten, da sie in den Dienstgrad ernannt werden, in dem die Mitglieder des Personals im einfachen Dienst der Gendarmerie bestellt werden. Sie können sich daher nicht dadurch diskriminiert fühlen, daß sie nicht in den Genuß einer solchen Maßnahme gelangen.

B.10.3. Folglich ist der gegen den bestätigten Artikel XII.VII.21 des königlichen Erlasses gerichtete Klagegrund unzulässig.

*In bezug auf den Klagegrund gegen den bestätigten Artikel XII.VII.11 des königlichen Erlasses in den Rechtssachen Nrn. 2486, 2488 und 2489*

B.11.1. Die Kläger in den Rechtssachen Nrn. 2486 und 2489 bemängeln, daß der bestätigte Artikel XII.VII.11 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 das Brevet als Offizier der Gemeindepolizei mit demjenigen für die Beförderung in den Dienstgrad eines Adjutanten der Gendarmerie gleichsetze.

Der bestätigte Artikel XII.VII.11 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 besagt:

«Pour les membres actuels du personnel qui conformément à l'article XII.II.20, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, sont insérés dans l'échelle de traitement M4.1 ou M4.2 et qui sont, soit détenteurs du brevet d'officier de la police communale visé à l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police ou à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant-officier de la police communale, soit détenteurs du brevet de sous-officier supérieur visé à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjutant de gendarmerie, il est instauré une carrière barémique pour le passage entre, respectivement, l'échelle de traitement M4.1 et l'échelle de traitement M5.1 et l'échelle de traitement M4.2 et l'échelle de traitement M5.2 après six années d'ancienneté d'échelle de traitement dans, selon le cas, l'échelle de traitement M4.1 ou M4.2.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée lorsque l'évaluation de fonctionnement bisannuelle en vigueur est 'insuffisante'.

B.11.2. Die klagenden Parteien weisen nicht nach, und der Hof erkennt nicht, inwiefern die Gleichsetzung des Brevets als Offizier der Gemeindepolizei mit demjenigen als höherer Unteroffizier der Gendarmerie sich unmittelbar und nachteilig auf die Gehaltstabellenlaufbahn der Kläger auswirken könnte, die in jedem Fall in den Genuß der in der angefochtenen Bestimmung vorgesehenen Maßnahme gelangen, ungeachtet dessen, ob diese Gleichsetzung nachgewiesen ist oder nicht.

B.11.3. Insofern der Klagegrund gegen den obengenannten Artikel XII.VII.11 gerichtet ist, ist er unzulässig.

*In bezug auf den zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2494*

B.12.1. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 2494 führen im zweiten Klagegrund ihrer Klageschrift eine Diskriminierung gegenüber den Abteilungskommissaren 1C an, die die Prüfung 1D bestanden hätten und nicht in den Genuß der Inwertsetzung ihres Brevets gelangten.

B.12.2. Aus den Elementen der Akte geht hervor, daß die ersten drei Kläger in der Rechtssache Nr. 2494, die die obenerwähnte Diskriminierung anführen, in der ehemaligen Gerichtspolizei den Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars 1B bekleideten.

Das von ihnen erwähnte Brevet konnte ein Abteilungskommissar 1C erlangen, der über ein Dienstalter im Dienstgrad von mindestens vierzehn Jahren im Dienstgrad der Kategorie der Gerichtspolizeioffiziere verfügte, der die Eignungsprüfung für die Beförderung in der Gehaltstabelle bestanden hatte und der im Besitz des erforderlichen Diploms für die Anwerbung im Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars war aufgrund von Artikel 112 des königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1997 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Personalmitglieder der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften.

Da die Kläger nicht den Dienstgrad eines gerichtspolizeilichen Abteilungskommissars besaßen, haben sie kein Interesse daran, die diskriminierende Beschaffenheit einer Bestimmung anzuführen, die nur die Abteilungskommissare betrifft.

B.12.3. Der Klagegrund ist unzulässig.

*In bezug auf den Klagegrund gegen den bestätigten Artikel XII.II.29 des königlichen Erlasses in der Rechtssache Nr. 2456*

B.13.1. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 2456 prangern eine Diskriminierung an, die ihren Ursprung im bestätigten Artikel XII.II.29 des königlichen Erlasses finde, insofern er die Funktionen als Unteroffizier der Gendarmerie im ehemaligen Statut zur Berechnung des Dienstalters im Offiziersdienstgrad im neuen Statut berücksichtigt.

Die angefochtene Bestimmung besagt:

«Sans préjudice des alinéas 2, 3 et 4, les membres actuels du personnel du cadre d'officiers visés au tableau D1 de l'annexe 11, reçoivent une ancienneté de cadre et de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau D1, troisième colonne, à partir du point 3.9, de l'annexe 11.

Pour la détermination de l'ancienneté de cadre et de grade des membres actuels du personnel du cadre d'officiers qui proviennent du cadre des officiers de la gendarmerie, la somme des anciennetés est prise en compte à partir de la date de nomination dans un grade d'officier visé à l'article 17 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, en ce compris la bonification d'ancienneté visée à l'article 43, § 1<sup>er</sup>, de la même loi.

Les membres actuels du personnel qui, conformément au tableau D1, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.8 y compris, de l'annexe 11, sont commissionnés dans le grade d'aspirant commissaire de police, obtiennent une ancienneté de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau D1, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.8 y compris, de l'annexe 11. Pour la détermination de l'ancienneté de cadre et de grade des membres actuels nommés du cadre d'officiers visés au tableau D1, troisième colonne, point 3.9, l'ancienneté acquise est prise en compte à partir de la date de leur désignation pour une fonction qui ouvre le droit à l'octroi de l'allocation de commandement visée à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres de la gendarmerie, ou de l'allocation de commandant de brigade.»

Artikel 29 § 1 des königlichen Erlasses vom 24. Oktober 1983, auf den die angefochtene Bestimmung verweist, sieht vor:

«Le sous-officier de gendarmerie commandant une brigade ou un détachement de la prévôté auprès des Forces belges en République fédérale d'Allemagne, bénéficie d'une allocation annuelle fixée à 9.000 ou 12.000 francs, suivant qu'il commande une brigade ou un détachement de la prévôté de deuxième ou de première catégorie.

Le Ministre de la Défense nationale détermine les brigades et les détachements qui appartiennent à l'une ou l'autre de ces catégories.»

B.13.2. Die klagenden Parteien legen nicht dar, und der Hof erkennt nicht, welche Kategorien von Personen miteinander verglichen werden.

B.13.3. Insofern der Klagegrund gegen den bestätigten Artikel XII.II.29 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 gerichtet ist, ist er unzulässig.

*In bezug auf den zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2479*

B.14.1. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2479 behauptet, es bestehe eine Diskriminierung zwischen den ehemaligen Gendarmen, die nach vier Jahren in den Dienstgrad eines Kommissars aufsteigen und noch im Alter von 56 Jahren pensioniert werden könnten, und den Mitgliedern der ehemaligen Gerichtspolizei, die unter den gleichen Voraussetzungen erst im Alter von 60 Jahren pensioniert werden könnten.

B.14.2. Insofern der Klagegrund das Alter für den Zugang der verschiedenen Mitglieder aus den ehemaligen Polizeikorps zur Pension bemängelt, bezieht er sich in Wirklichkeit auf das Gesetz vom 30. März 2001 über die Pension der Personalmitglieder der Polizeidienste und ihrer Berechtigten, das Gegenstand des Urteils Nr. 177/2002 vom 5. Dezember 2002 war.

B.14.3. Da er dem Gegenstand der Klageschrift fremd ist, ist der Klagegrund unzulässig.

*Rechtssache Nr. 2456*

B.15.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2456 führen einen diskriminierenden Behandlungsunterschied zwischen den in die Gerichtspolizei eingegliederten Offizieren der Gendarmerie, die weiterhin eine Kommandozulage sowie Tagesentschädigungen für tatsächliche Ermittlungskosten erhielten, und den aus der Gerichtspolizei hervorgegangenen Offizieren, die ihrerseits keine Kommandozulage erhielten und den Vorteil der obenerwähnten Tagesentschädigungen verlor, an.

In ihrem beim Hof eingereichten Ergänzungsschriftsatz führen die klagenden Parteien an, die Tagesentschädigung für tatsächliche Ermittlungskosten, die sie in ihrer Klageschrift erwähnt hätten und die die Mitglieder der ehemaligen Gendarmerie weiterhin erhielten, sei diejenige, die diese in Anwendung des königlichen Erlasses vom 26. Februar 1958 zur Gewährung einer Pauschalvergütung an bestimmte Personalmitglieder der Gendarmerie erhielten.

In bezug auf die Kommandozulage, die den Mitgliedern der ehemaligen Gerichtspolizei verlorengehe, führen die Kläger an, es handele sich um diejenige, die in Artikel 123 des königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1997 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Personalmitglieder der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften vorgesehen sei.

B.15.2. Weder anhand des Klagegrundes noch anhand des von den klagenden Parteien eingereichten Ergänzungsschriftsatzes ist es dem Hof möglich, die Bestimmung oder Bestimmungen zu erkennen, die nach Darlegung der klagenden Parteien gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen würden. Da der Klagegrund nicht die Anforderungen von Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 erfüllt, ist er unzulässig.

*Zur Hauptsache*

*In bezug auf die rückwirkende gesetzliche Bestätigung des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.16.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2455, 2456, 2467, 2468, 2473, 2474, 2475, 2477, 2478, 2479, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493 und 2494 bemängeln, daß die Artikel 131 und 168 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 sowie die Artikel 129, 136, 137 und 138 Nr. 2 des Gesetzes vom 26. April 2002 « über die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste » in entscheidender Weise schwebende Gerichtsverfahren beeinflussen unter Mißachtung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit anderen Bestimmungen der Verfassung, allgemeinen Rechtsgrundsätzen sowie Bestimmungen mehrerer internationaler Verträge.

B.16.2. Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 bestimmt: «La partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police est confirmée.»

Artikel 168 des Programmgesetzes bestimmt seinerseits:

«La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002, à l'exception de :

[...]

les articles 120, 129 et 130 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> avril 2001;

[...].»

Artikel 129 des Gesetzes vom 26. April 2002 bestimmt:

«A l'article 168, quinzième tiret, de la loi-programme du 30 décembre 2001, les mots ' et 131 ' sont insérés entre le mot ' 130 ' et le mot ' qui ' .»

Die Artikel 136 bis 138 desselben Gesetzes bestimmen:

«Art. 136. Les articles I.I.1<sup>er</sup>, II.I.11, II.II.1<sup>er</sup>, II.II.2, II.III.1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2 et 3, II.III.2, III.III.1<sup>er</sup>, III.III.2, III.V.1<sup>er</sup>, III.V.2, IV.I.4, IV.I.5, IV.I.6, IV.I.7, IV.I.8, IV.I.9, IV.I.10, IV.I.11, IV.I.15, alinéa 2, IV.I.35, IV.I.41, IV.I.42, IV.I.43, IV.I.44, IV.I.45, IV.I.46, IV.I.49, VII.I.1<sup>er</sup>, VII.I.2, VII.I.3, VII.I.4, VII.I.5, VII.I.10, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.I.13, VII.I.21, alinéa 1<sup>er</sup> et 2, VII.I.26, VII.I.27, alinéa 2, VII.I.28, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.I.29, VII.I.30, VII.I.40, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.I.41, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.I.44, VII.II.1<sup>er</sup>, § 2, VII.II.2, VII.II.4, VII.II.5, VII.II.6, VII.II.7, VII.II.8, VII.II.11, alinéa 2, VII.II.12, alinéa 2, VII.II.28, VII.II.29, VII.III.1<sup>er</sup>, VII.III.2, VII.III.3, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.4, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.8, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.16, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.19, VII.III.20, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.53, VII.III.86, VII.III.87, VII.III.88, VII.III.124, VII.III.125, VII.III.129, VII.IV.2, VII.IV.4, VII.IV.5, VII.IV.6, VII.IV.7, VII.IV.8, VII.IV.9, VII.IV.13, alinéa 2, VII.IV.14, alinéa 2, VII.IV.15, alinéa 2, IX.I.1<sup>er</sup>, IX.I.2, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, IX.I.3, IX.I.4, IX.I.6, alinéa 4, IX.I.7, alinéa 1<sup>er</sup>, IX.I.8, IX.I.10, IX.I.12, X.I.1<sup>er</sup>, XI.II.1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, XI.II.2, XI.II.16, XI.II.23, § 1<sup>er</sup>, XI.II.24, XI.II.25, XI.II.26, XI.II.27 et XI.II.28 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, sont confirmés.

Art. 137. Pour son application, la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, confirmée par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, doit être lue avec la version du même arrêté telle que fixée à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Les modifications apportées à l'arrêté royal du 30 mars 2001 précité après cette date d'entrée en vigueur sont d'application conforme à cette partie XII dans la mesure et pour autant que ce soit explicitement prévu.

Art. 138. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de :

1<sup>o</sup> l'article 97 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001;

2<sup>o</sup> les articles 1<sup>er</sup> à 96, 130, 131 et 136 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> avril 2001.»

B.16.3. In bezug auf Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 führen gewisse klagende Parteien an, die darin vorgesehene Bestätigung sei, wie der Gesetzgeber selbst einräume, nicht diejenige, die Artikel 184 der Verfassung für den 30. April 2002 vorgesehen habe, da sie sich nicht auf wesentliche Elemente des Statuts der Mitglieder der integrierten Polizeidienste beziehe. Da sie nicht vorgesehen worden sei, stelle die beanstandete Bestätigung eine im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehende Validierung dar, da sie in ein schwebendes Gerichtsverfahren eingreife, ohne durch Erwägungen des Gemeinwohls begründet zu sein.

Andere klagende Parteien sind der Auffassung, die durch Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 erfolgte Bestätigung sei, obwohl sie ausdrücklich vorgeschrieben gewesen sei, angesichts der Umstände ausschließlich mit der Absicht und mit dem Ziel vorgenommen worden, gewissen Bürgern eine wesentliche Rechtsprechungsgarantie zu entziehen, nämlich eine Klage beim Staatsrat gegen Teil XII des königlichen Erlasses vom 30. März 2001. Außerdem sei die dieser Bestimmung durch das Gesetz vom 26. April 2002 verliehene Rückwirkung keineswegs gerechtfertigt, da Artikel 184 der Verfassung vorgesehen habe, daß die gesetzliche Bestätigung vor dem 30. April 2002 habe erfolgen müssen.

B.16.4.1. Es ist daran zu erinnern, daß der ehemalige Artikel 184 der Verfassung, was die Gendarmerie betrifft, besagte:

«Die Organisation und die Zuständigkeit der Gendarmerie werden durch ein Gesetz geregelt.»

und daß der Hof in seinem Urteil Nr. 134/99 vom 22. Dezember 1999 in B.6.1 für Recht erkannte:

«Indem Artikel 184 der Verfassung der gesetzgebenden Gewalt die Befugnis verleiht, die Organisation und die Zuständigkeit der Gendarmerie zu regeln, gewährleistet er, daß dieser Sachbereich Gegenstand von Entscheidungen ist, die durch eine demokratisch gewählte beratende Versammlung getroffen werden. Obwohl diese Bestimmung somit in dem betreffenden Sachbereich die Normsetzungsbefugnis dem föderalen Gesetzgeber vorbehält - der selbst deren wesentliche Elemente regeln muß -, schließt sie jedoch nicht aus, daß dem König eine begrenzte Ausführungsbefugnis überlassen bleibt.»

B.16.4.2. Der durch die Verfassungsbestimmung vom 30. März 2001 eingefügte neue Artikel 184 der Verfassung über den auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienst, der aus der Bildung einer einzigen Einheit aus der ehemaligen Gendarmerie, den ehemaligen Gemeindepolizeidiensten und der ehemaligen Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften hervorgeht, besagt:

«Die Organisation und die Zuständigkeit des auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes werden durch Gesetz geregelt. Die wesentlichen Elemente des Statuts der Mitglieder des Personals des auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes werden durch Gesetz geregelt.

Übergangsbestimmung

Der König kann jedoch die wesentlichen Elemente des Statuts der Mitglieder des Personals des auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes festlegen und ausführen, insofern der Erlaß in Bezug auf diese Elemente vor dem 30. April 2002 durch Gesetz bestätigt wird.»

B.16.4.3. Bei der Ausarbeitung des neuen Artikels 184 der Verfassung wurde ausdrücklich auf das Urteil Nr. 134/99 des Hofes verwiesen (*Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-657/3, SS. 25-26). Im übrigen wurde aus diesem Grund ebenfalls die Übergangsbestimmung dieses neuen Artikels angenommen:

«Durch diese Abänderung läßt sich eine Gefährdung der Polizeireform vermeiden, ohne daß jedoch von dem grundlegenden Prinzip abgewichen wird, wonach grundsätzlich das Gesetz das Polizeistatut regelt.» (ebenda, S. 14; siehe auch *Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, DOC 50 1169/003, S. 26)

Artikel 121 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes hatte zuvor in der Tat den König ermächtigt, «das Statut des Personals» festzulegen; in Ausführung dieser Bestimmung erging der königliche Erlaß vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste. In Anlehnung an die Rechtsprechung des Hofes hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates zu dem Gesetzesvorschlag, aus dem das obengenannte Gesetz geworden ist, bemerkt:

«Artikel 184 der Verfassung schließt zwar nicht aus, daß dem König gewisse Ermächtigungen erteilt werden, doch er behält dem föderalen Gesetzgeber die Zuständigkeit vor, die wesentlichen Regeln festzulegen.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1676/5, S. 2)

Die Übergangsbestimmung des neuen Artikels 184 der Verfassung wurde angenommen, um dem Einwand gerecht zu werden, wonach «das Statut der Personalmitglieder der integrierten Polizei Bestandteil ihrer Organisation ist und die wesentlichen Elemente dieses Statuts folglich durch das Gesetz selbst geregelt werden müssen» (Gutachten des Staatsrates, *Belgisches Staatsblatt*, 31. März 2001, dritte Ausgabe, S. 10.867) (vgl. auch *Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-657/3, SS. 10 ff.).

B.16.5.1. Sowohl der Text des neuen Artikels 184 der Verfassung als auch seine Entstehungsgeschichte lassen erkennen, daß ausschließlich der Gesetzgeber zuständig ist, «die wesentlichen Elemente» des Statuts der Personalmitglieder des integrierten Polizeidienstes zu regeln, unbeschadet der Befugnis des Königs, diese Gesetzesbestimmungen auf der Grundlage von Artikel 108 der Verfassung auszuführen. Die Regelung der nicht wesentlichen Elemente des Statuts gehört zur Restbefugnis des Gesetzgebers, der sie in Anwendung von Artikel 105 der Verfassung dem König übertragen kann.

B.16.5.2. Aufgrund der Übergangsbestimmung des neuen Artikels 184 der Verfassung konnte der König jedoch als Übergangsmaßnahme selbst die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder des integrierten Polizeidienstes festlegen und ausführen, vorbehaltlich der Bestätigung dieser Regelung durch den Gesetzgeber vor dem 30. April 2002.

Aufgrund von Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 hat der Gesetzgeber diese Bestätigung vorgenommen. Die Verwendung der Wörter «Teil XII des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 [...] wird bestätigt» in diesem Programmgesetz bedeutet, daß diese Bestimmung zum Zweck und zur Folge hat, diesem Teil des königlichen Erlasses ab dem Datum seines Inkrafttretens Gesetzeskraft zu verleihen. Der Rechtsbegriff «Bestätigung» hat diese Tragweite. Artikel 129 des Gesetzes vom 26. April 2002 dient lediglich dazu, eine etwaige Unsicherheit diesbezüglich auszuräumen.

Mit Artikel 137 desselben Gesetzes soll vorgesehen werden, daß die somit bestätigte Norm unter Berücksichtigung der gegebenenfalls später an ihr vorgenommenen Änderungen zu lesen ist, sei es vor oder, mittels einer ausdrücklichen Bestimmung, nach dem Datum des Inkrafttretens des obengenannten Gesetzes vom 26. April 2002, und folglich auf analoge Weise eine etwaige Unsicherheit ausräumen.

B.16.6. Selbst in der Annahme, daß gewisse Bestimmungen dieses Teils XII und seines Anhangs so ausgelegt werden könnten, daß sie keine «wesentlichen Elemente» des Statuts darstellen, bildet dieser Teil XII dennoch ein Ganzes, das eine wesentliche Phase der Entstehung der neuen Polizei verwirklicht, nämlich die Eingliederung von Polizeibeamten mit sehr unterschiedlichen Statuten in ein neues Korps. Die gesetzliche Bestätigung der Gesamtheit dieser Bestimmungen hat die Kontrolle des Gesetzgebers verstärkt, unbeschadet der Kontrolle, die der Hof über die bestätigten königlichen Erlasse vornehmen muß.

B.16.7. Der Umstand, daß die gesetzliche Bestätigung von Teil XII des angefochtenen königlichen Erlasses - der zum gleichen Zeitpunkt entstanden ist wie der neue Artikel 184 der Verfassung - zur Folge hat, daß Klagen beim Staatsrat gegen gewisse Bestimmungen dieses Teils XII des besagten Erlasses gegenstandslos geworden sind, kann die Verfassungsmäßigkeit der angefochtenen Bestimmungen nicht in Frage stellen. Die Kläger vor dem Staatsrat wußten nämlich, daß die Bestimmungen gesetzlich bestätigt werden konnten, was notwendigerweise diese Wirkung haben würde. Im übrigen führten diese Kläger vor dem Staatsrat im wesentlichen Behandlungsunterschiede an, die sie als ungerechtfertigt ansahen. Diese Behandlungsunterschiede konnten vor dem Hof angeprangert werden. Der gerichtliche Schutz der Kläger ist also nicht beeinträchtigt.

B.16.8. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf den zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2455 sowie sämtliche Klagegründe in den Rechtssachen Nrn. 2469, 2470 und 2471*

B.17.1. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 2455 führen einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit anderen Verfassungs-, Gesetzes- oder Ordnungsbestimmungen, an, da der durch Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 bestätigte Artikel XII.II.15 des Erlasses vom 30. März 2001, insofern er einerseits die untergeordneten Flughafenleiter und die ersten untergeordneten Flughafenleiter der Gendarmerie und andererseits die Wachtmeister und ersten Wachtmeister der Gendarmerie, die die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier und Verwaltungspolizeioffizier hätten, in den Dienstgrad eines Polizeiinspektors der integrierten Polizei eingliedert, während sie nach ihrem Dafürhalten in den Dienstgrad eines Offiziers oder in das Amt eines Brigadekommandanten der Gendarmerie und somit in den Offiziersdienstgrad der integrierten Polizei hätten eingegliedert werden müssen.

B.17.2. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2471 besaß den Dienstgrad eines Offiziers der Eisenbahnpolizei und war durch königlichen Erlaß zur Ausübung der Funktion als Inspektor der Eisenbahnpolizei bestimmt worden. Er besaß ebenfalls die doppelte Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier und Verwaltungspolizeioffizier. Er war in den Dienstgrad eines Wachtmeisters der Gendarmerie eingegliedert worden, bevor er in das Personal im einfachen Dienst der neuen Polizei in den Dienstgrad eines Polizeiinspektors in Anwendung des bestätigten Artikels XII.II.15 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 eingegliedert wurde.

Er vergleicht seine Situation mit derjenigen der Inspektoren der ehemaligen Gemeindepolizei, die gegebenenfalls die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs besaßen, und mit derjenigen der ehemaligen Elite-Unteroffiziere der Gendarmerie, die die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs besaßen. Beide wurden in den mittleren Kader der neuen Polizei eingegliedert, obwohl sie nach Einschätzung des Klägers die gleichen Funktionen, die gleichen Verantwortungen und die gleiche Ausbildung wie der Kläger besessen hätten.

Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2469 war seinerseits Aufsichtsunterkommissar in der Eisenbahnpolizei und war durch königlichen Erlaß zur Ausübung der Funktion als Inspektor der Eisenbahnpolizei bestimmt worden. Er wurde in den Dienstgrad eines Oberwachtmeisters der Gendarmerie eingegliedert.

Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2470, der ebenfalls Aufsichtsunterkommissar war und durch königlichen Erlaß zur Ausübung der Funktion als Inspektor der Eisenbahnpolizei bestimmt worden war, jedoch ebenfalls die Funktion als Brigadekommandant ausübte, wurde in den Dienstgrad eines ersten Oberwachtmeisters der Gendarmerie eingegliedert.

Infolge des bestätigten Artikels XII.II.18 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 sowie des Anhangs 11 dieses Erlasses wurden die Kläger in den Rechtssachen Nrn. 2469 und 2470 in den Dienstgrad eines Hauptinspektors der Polizei in den mittleren Kader der neuen Polizei eingegliedert. Sie beschwerten sich darüber, in einen Dienstgrad der Gendarmerie und anschließend der integrierten Polizei eingegliedert worden zu sein, in dem sie die doppelte Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier und Verwaltungspolizeioffizier verloren hätten, und vergleichen ihre Situation mit derjenigen der alleinigen Feldhüter, die in den Offizierskader eingegliedert worden seien, um ihre doppelte Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier und Verwaltungspolizeioffizier zu behalten.

B.17.3. Der bestätigte Artikel XII.II.15 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste besagt:

«Les membres actuels du personnel visés au tableau B, troisième colonne, de l'annexe 11 sont repris dans le cadre de base, et sont, suivant le cas, nommés ou commissionnés dans le grade correspondant visé à la première colonne de ce même tableau B et obtiennent une des échelles de traitement correspondantes suivantes visées à la deuxième colonne de ce même tableau B :

- 1° B1 : si leur ancienneté pécuniaire corrigée visée à l'article XII.XI.17, § 1<sup>er</sup>, est de moins de six ans;
- 2° B2 : si leur ancienneté pécuniaire corrigée visée au 1° atteint au moins six ans sans dépasser douze ans;
- 3° B3 : si leur ancienneté pécuniaire visée au 1° atteint au moins douze ans sans dépasser dix-huit ans;
- 4° B4 : si leur ancienneté pécuniaire visée au 1° atteint au moins dix-huit ans sans dépasser vingt-quatre ans;
- 5° B5 : si leur ancienneté pécuniaire visée au 1° atteint au moins vingt-quatre ans.»

Die Tabelle B Spalte 3 von Anhang 11, auf die in der obengenannten Bestimmung Bezug genommen wird, bestimmt, daß die Wachtmeister der Gendarmerie, die untergeordneten Flughafenleiter der Gendarmerie, die ersten Wachtmeister der Gendarmerie und die ersten untergeordneten Flughafenleiter der Gendarmerie in den Dienstgrad eines Polizeiinspektors ernannt werden können.

Der bestätigte Artikel XII.II.18 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 bestimmt:

«Les membres actuels du personnel visés au tableau C, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre moyen et sont, selon le cas, nommés ou commissionnés dans le grade correspondant visé à la première colonne de ce même tableau C.»

Die Tabelle C, auf die die obengenannte Bestimmung verweist, gliedert die Oberwachtmeister und ersten Oberwachtmeister der Gendarmerie in den Dienstgrad eines Hauptinspektors ein.

B.17.4.1. In Anwendung des Gesetzes vom 17. November 1998 zur Integrierung der Schifffahrtspolizei, der Luftfahrtspolizei und der Eisenbahnpolizei in die Gendarmerie sowie des königlichen Erlasses vom 26. Januar 1999 über das Inkrafttreten gewisser Bestimmungen des obengenannten Gesetzes wurden die Personalmitglieder der Luftfahrtspolizei, die sich für eine Versetzung in die Personalkategorie mit besonderer Polizeibefugnis des Einsatzkorps der Gendarmerie entschieden hatten, sowie die Personalmitglieder der Eisenbahnpolizei in den Dienstgrad eines Wachtmeisters, eines ersten Wachtmeisters, eines Oberwachtmeisters oder eines ersten Oberwachtmeisters der Gendarmerie integriert, je nach ihrem Dienstgrad und Dienstalter in ihrem ehemaligen Korps.

Artikel 11 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 2. Dezember 1957 über die Gendarmerie, der durch Artikel 2 Nr. 2 des Gesetzes vom 17. November 1998 abgeändert wurde, sah vor, daß die Polizeibeamten, die vor ihrer Versetzung zur Gendarmerie die Eigenschaft als Verwaltungspolizeioffizier, Gerichtspolizeioffizier oder Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Procurators des Königs besessen hatten, diese Eigenschaft behielten.

Der Innenminister hat bezüglich eines Abänderungsantrags zur Ergänzung von Artikel 2 Nr. 2 des Gesetzes erklärt, er sei der Auffassung, daß man den Titel als Verwaltungspolizeioffizier nur dann tragen dürfe, wenn man tatsächlich diese Funktion ausübe, und daß es ausgeschlossen sei, einen mit der Person und nicht mit der Funktion verbundenen Ehrentitel zu verleihen (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1618/4, SS. 30-31).

Der in Artikel 2 Nr. 2 des Gesetzes vom 17. November 1998 festgelegte Grundsatz wurde bei der Schaffung eines integrierten Polizeidienstes aufrechterhalten. Artikel 253 Absatz 3 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes gewährleistet nämlich den Beamten der Sonderdienste, die in das Einsatzkorps der Gendarmerie mit besonderer Polizeibefugnis versetzt werden, die Beibehaltung ihrer Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier oder Verwaltungspolizeioffizier.

In den Vorarbeiten zum Gesetz heißt es:

«Um zu vermeiden, daß sämtliche Gesetzes- und Verordnungstexte, die der Gendarmerie und der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften Befugnisse verleihen, abgeändert werden müssen, verleiht [Artikel 253] insgesamt der föderalen Polizei sämtliche Befugnisse der integrierten Polizeidienste.

Absatz 3 dieser Bestimmung gewährleistet außerdem, daß jeder seine Befugnisse im Bereich der Gerichtspolizei und der Verwaltungspolizei behält.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1676/1, S. 119)

B.17.4.2. Die Dienstgrade eines Wachtmeisters und ersten Wachtmeisters der Gendarmerie, in die mehrere Kläger versetzt worden sind, beinhalten weder die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier noch die Eigenschaft als Verwaltungspolizeioffizier. Dies hat im übrigen den Staatsrat veranlaßt, am 30. März und 27. Juni 2001 mehrere Urteile zur Nichtigerklärung der ministeriellen Erlasse zu fällen, mit denen die Kläger in den Dienstgrad eines Wachtmeisters oder ersten Wachtmeisters ernannt worden waren. Die Eigenschaft als Verwaltungspolizeioffizier wird im übrigen nicht den Oberwachtmeistern und ersten Oberwachtmeistern der Gendarmerie zuerkannt. Der Hof kann jedoch nicht die Rechtmäßigkeit der Bedingungen prüfen, unter denen die Kläger von der Luftfahrtpolizei oder der Eisenbahnpolizei zur Gendarmerie versetzt worden sind. Zwar kann man anhand des Dienstgrades, den die Mitglieder der ehemaligen Luftfahrtpolizei in der Gendarmerie bekleideten, denjenigen bestimmen, den sie in der neuen Polizei erhalten. Doch der Hof ist nur mit einer Klage gegen die durch das Programmgesetz vom 30. Dezember 2001 bestätigten Artikel XII.II.15 und XII.II.18 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 befaßt. Der Hof ist daher lediglich berechtigt, die Versetzung der Wachtmeister und ersten Wachtmeister in den Dienstgrad eines Inspektors der integrierten Polizei sowie diejenige der Oberwachtmeister und ersten Oberwachtmeister in den Dienstgrad eines Hauptinspektors der integrierten Polizei zu prüfen.

B.17.5. Artikel 10 des Gesetzes vom 27. Dezember 1973 über das Statut des Personals des operativen Korps der Gendarmerie sah vor seiner Aufhebung durch ein Gesetz vom 27. Dezember 2000 vor, daß man nur in den Dienstgrad eines Wachtmeisters ernannt werden konnte, wenn man unter anderem einen Ausbildungszyklus von wenigstens einem Jahr im nichtuniversitären Hochschulunterricht absolviert hatte. Artikel 2 Nr. 6 des königlichen Erlasses vom 9. April 1979 über die Anwerbung und Ausbildung des Personals des operativen Korps der Gendarmerie sah vor seiner Aufhebung durch den Erlaß vom 24. August 2001 vor, daß man nur zum Ausbildungszyklus zugelassen wurde, wenn man im Besitz eines Diploms oder einer Studienbescheinigung war, das beziehungsweise die zumindest denjenigen entsprach, die zur Anwendung von Bediensteten der Stufe 2 in den Staatsverwaltungen berücksichtigt werden. Artikel 7 des obengenannten Erlasses schrieb außerdem vor, daß man durch eine Selektionskommission auf der Grundlage einer Selektionsprüfung für fähig erklärt wurde.

Der bestätigte Artikel IV.I.7 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 sowie Artikel 15 des Gesetzes vom 26. April 2002 über die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste besagen, daß ein Bewerber im Besitz eines Diploms oder einer Studienbescheinigung sein muß, das beziehungsweise die zumindest gleichwertig mit denjenigen ist, die für die Anwerbung in Stellen der Stufe 2 in den Föderalverwaltungen berücksichtigt werden, um im Dienstgrad eines Polizeiinspektors angeworben zu werden.

Artikel 142quinquies des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes besagt, daß die Grundausbildung des Personals im einfachen Dienst (dem die Polizeiinspektoren angehören) theoretische und praktische Bildungstätigkeiten mit einer Mindestdauer von neun Monaten umfaßt.

Was die ausgeübten Funktionen betrifft, sieht Artikel 117 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes vor, daß die Polizeibeamten, die in drei Kader aufgeteilt sind, nämlich das Personal im einfachen Dienst, das Personal im mittleren Dienst und den Offizierskader, zur Ausübung der Aufgaben der Gerichtspolizei und der Verwaltungspolizei befugt sind. Diese Aufgaben sind in den Artikeln 14 ff. des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt beschrieben und sind die gleichen geblieben, wie sie vor der Reform durch die Gendarmerie und die anderen Polizeikorps ausgeübt wurden.

B.17.6. Aus den vorstehenden Erwägungen geht hervor, daß die Maßnahme zur Eingliederung der Wachtmeister und ersten Wachtmeister der Gendarmerie in den Dienstgrad eines Inspektors der integrierten Polizei nicht einer vernünftigen Rechtfertigung entbehrt.

B.18.1. Im übrigen erlaubten die Artikel 11 § 4 des Gesetzes vom 2. Dezember 1957 über die Gendarmerie sowie Artikel 2 Nr. 1 des Gesetzes vom 17. November 1998 zur Integrierung der Schifffahrtspolizei, der Luftfahrtpolizei und der Eisenbahnpolizei in die Gendarmerie es den Mitgliedern der ehemaligen Luftfahrtpolizei, sich zum Zeitpunkt der Versetzung von der Luftfahrtpolizei zur Gendarmerie für die Beibehaltung ihres ursprünglichen Statuts zu entscheiden. Sie galten dann als einem Sonderkader der Gendarmerie zugehörig, das die Bezeichnung «Kategorie des besonderen Polizeipersonals» trug. Auf diese Personalmitglieder bezieht sich ebenfalls die Tabelle B von Anhang 11 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001. Dieser besagt jedoch, daß die untergeordneten Flughafenleiter der Gendarmerie und die ersten untergeordneten Flughafenleiter der Gendarmerie in den Dienstgrad eines Inspektors der neuen Polizei versetzt werden. Der Hof muß prüfen, ob sie durch diese Eingliederung nicht diskriminiert werden können.

B.18.2. Der Ministerrat führt an, die Personalmitglieder der Luftfahrtpolizei, die sich für die Beibehaltung ihres ursprünglichen Statuts entschieden hätten, behielten ihre Eigenschaften als Gerichtspolizeioffizier und Verwaltungspolizeioffizier in Anwendung von Artikel 253 Absatz 3 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 und würden in einen als gleichwertig anerkannten Dienstgrad in die föderale Polizei eingegliedert.

Aus Artikel 138 Nr. 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes geht hervor, daß nur die in einem Offiziersdienstgrad ernannten Polizeibeamten die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Procurators des Königs besitzen. Artikel 151 desselben Gesetzes sieht anstelle von Artikel 4 Absatz 1 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt vor: «Verwaltungspolizeioffiziere sind: [...] die Offiziere der föderalen Polizei und der lokalen Polizei».

B.18.3. Indem die untergeordneten Flughafenleiter und die ersten untergeordneten Flughafenleiter in den Dienstgrad eines Polizeiinspektors eingegliedert werden, verlieren diejenigen, die die doppelte Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier und als Verwaltungspolizeioffizier besaßen, diese Eigenschaften, da sie nicht im Dienstgrad eines Inspektors anerkannt werden und ihnen keine Funktion zuerkannt wird, die diese Eigenschaften umfaßt.

Folglich entzieht der bestätigte Artikel XII.II.15 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001, indem er die untergeordneten Flughafenleiter und die ersten untergeordneten Flughafenleiter, die die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs und als Verwaltungspolizeioffizier besitzen, in den Dienstgrad eines Inspektors der integrierten Polizei eingliedert, diesen Kategorien die vorgenannten Eigenschaften ohne vernünftige Rechtfertigung, obwohl Artikel 2 Nr. 2 des Gesetzes vom 17. November 1998 und Artikel 253 Absatz 3 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 jedem Mitglied der ehemaligen Polizeikörpers, die die doppelte Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier und der Verwaltungspolizei besaßen, deren Beibehaltung gewährleistet.

B.18.4. Insofern der bestätigte Artikel XII.II.15 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Folge hat, daß diejenigen der ehemaligen untergeordneten Flughafenleiter und ersten untergeordneten Flughafenleiter, die sich für die Beibehaltung ihres ursprünglichen Statuts entschieden haben, die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs und als Verwaltungspolizeioffizier nicht behalten, ist der Klagegrund begründet.

B.19.1. Der Hof muß noch prüfen, ob der bestätigte Artikel XII.II.18 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 diskriminierend ist, insofern er die Oberwachtmeister und ersten Oberwachtmeister der ehemaligen Gendarmerie in den Dienstgrad eines Hauptinspektors der Polizei in den mittleren Kader der integrierten Polizei eingliedert.

B.19.2. Die Oberwachtmeister und ersten Oberwachtmeister besaßen den Dienstgrad eines Elite-Unteroffiziers aufgrund von Artikel 17 des Gesetzes vom 27. Dezember 1973 über das Statut des Personals des operativen Korps der Gendarmerie.

Es war möglich, entweder durch Anwerbung oder durch soziale Beförderung diesen Dienstgrad zu erlangen.

Im Falle einer Anwerbung mußte der Bewerber um den Dienstgrad eines Elite-Unteroffiziers insbesondere in Anwendung des königlichen Erlasses vom 9. April 1979 über die Anwerbung und Ausbildung des Personals des operativen Korps der Gendarmerie im Besitz eines Diploms sein, das dem zur Anwerbung von Bediensteten der Stufe 2 in der Staatsverwaltung erforderlichen Diplom gleichwertig war, und eine Selektionsprüfung sowie eine Eignungsprüfung zur Befähigung bestehen, die Zugang zu einer mindestens zweijährigen Ausbildung gab.

Im Falle einer sozialen Beförderung sah Artikel 52 des Gesetzes vom 27. Dezember 1973 vor, daß man nur in den Dienstgrad eines Oberwachtmeisters ernannt werden konnte, wenn man einen Ausbildungszyklus bestanden hatte, dessen Aufnahmebedingungen und Modalitäten im königlichen Erlaß vom 2. April 1976 über den Zugang der Elite-Unteroffiziere und höheren Unteroffiziere der Gendarmerie zum Dienstgrad eines Unterleutnants der Gendarmerie und den Zugang der untergeordneten Unteroffiziere der Gendarmerie zum Dienstgrad eines Oberwachtmeisters der Gendarmerie festgelegt waren. Die Bewerber als Elite-Unteroffiziere mußten mindestens 35 Jahre alt sein, 12 Jahre effektiven Dienst im Dienstgrad eines Wachtmeisters aufweisen und einen Ausbildungszyklus bestanden haben.

B.19.3.1. Die Oberwachtmeister und ersten Oberwachtmeister der ehemaligen Gendarmerie wurden in den Dienstgrad eines Hauptinspektors in den mittleren Kader der neuen Polizei eingegliedert.

Um in den Dienstgrad eines Hauptinspektors der neuen Polizei mit besonderer Spezialisierung oder mit der Spezialisierung als Polizeiasistent angeworben zu werden, sehen die bestätigten Artikel IV.I.8 und IV.I.9 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 sowie die Artikel 16 und 17 des Gesetzes vom 26. April 2002 über die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste vor, daß der Bewerber im Besitz eines Diploms oder einer Studienbescheinigung sein muß, das beziehungsweise die zumindest mit denjenigen gleichwertig ist, die zur Anwerbung in Stellen der Stufe 2+ in den föderalen Verwaltungen berücksichtigt werden.

Die Dauer der verpflichtenden Grundausbildung für die Mitglieder des mittleren Kadern der Polizei ist durch Artikel 142quinquies des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes auf neun Monate festgelegt.

So üben die Mitglieder des mittleren Kadern der neuen Polizei die Funktionen aus, die in den Artikeln 14 ff. des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt festgelegt sind.

B.19.3.2. Aus der Prüfung der für den Zugang zu den verglichenen Funktionen vorgeschriebenen Bedingungen geht hervor, daß der Gesetzgeber, indem er die Oberwachtmeister und ersten Oberwachtmeister, die Mitglieder des mittleren Kadern der ehemaligen Gendarmerie waren, in den mittleren Kader der neuen Polizei in den Dienstgrad eines Hauptinspektors eingliedert hat, keine Maßnahme ergriffen hat, die hinsichtlich der Artikel 10 und 11 der Verfassung ungerechtfertigt wäre.

B.19.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf die Klagegründe in den anderen Rechtssachen*

*In bezug auf den bestätigten Artikel XII.II.18 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.20.1. Die Kläger in den Rechtssachen Nrn. 2456, 2474, 2479, 2488, 2491 und 2492 leiten einen Klagegrund aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung ab, an sich oder in Verbindung mit mehreren Gesetzesbestimmungen und mit allgemeinen Rechtsgrundsätzen, da Teil XII des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste, bestätigt durch Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001, die Inspektoren und Abteilungsinspektoren der ehemaligen Gerichtspolizei, die in dieser einen Dienstgrad der Stufe 2+ besaßen, in einen Dienstgrad der Stufe 2 mit einer Gehaltstabelle der Stufe 2+ eingliedert.

Ihre Mobilität werde dadurch verringert, da sie sich nur noch um Stellen der Stufe 2 innerhalb der allgemeinen Verwaltung oder des Verwaltungs- und Logistikkadern bewerben könnten. Nur die Verwaltungs- und Logistikbediensteten, die im Besitz des gleichen Diploms seien, könnten sich bewerben, da sie alleine die Stufe 2+ behielten. Diese Eingliederung in den mittleren Kader der integrierten Polizei würde ebenfalls zur Folge haben, daß sie mit untergeordneten Bediensteten der ehemaligen Gemeindepolizei oder der ehemaligen Gendarmerie gleichgestellt würden, ohne Berücksichtigung der Kommandofunktionen, die sie vor der Reform ausgeübt hätten, und zwar aufgrund ihrer Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier.

B.20.2. Der durch Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 bestätigte Artikel XII.II.18 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste besagt:

«Les membres actuels du personnel visés au tableau C, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre moyen et sont, selon le cas, nommés ou commissionnés dans le grade correspondant visé à la première colonne de ce même tableau C [...]»

Die Tabelle C des obengenannten Anhangs 11 sieht vor, daß die gerichtspolizeilichen Inspektoren und die gerichtspolizeilichen Abteilungsinspektoren in den Dienstgrad eines Polizeihauptinspektors in die neue Polizei versetzt werden.

B.20.3.1. Aus Artikel II.II.1 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 geht hervor, daß ein Polizeihauptinspektor dem mittleren Kader der integrierten Polizei angehört.



Artikel IV.I.7 des obengenannten Erlasses sieht vor, daß ein Bewerber, um im Dienstgrad eines Polizeiinspektors angeworben zu werden, im Besitz eines Diploms oder einer Studienbescheinigung sein muß, das beziehungsweise die mindestens denjenigen gleichwertig ist, die für die Anwerbung in Stellen der Stufe 2 in den föderalen Verwaltungen berücksichtigt werden. Umgekehrt muß man im Besitz eines Diploms oder einer Studienbescheinigung sein, das beziehungsweise die Zugang zur Stufe 2+ in den föderalen Verwaltungen gewährt, um im Dienstgrad eines Hauptinspektors mit besonderer Spezialisierung oder mit der Spezialisierung als Polizeiassistent angeworben zu werden (Artikel IV.I.8 und IV.I.9 desselben Erlasses).

B.20.3.2. Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1997 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Personalmitglieder der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften besagte:

«La police judiciaire près les parquets se compose d'agents et d'officiers judiciaires. La catégorie des agents judiciaires comprend les grades d'inspecteur judiciaire et d'inspecteur judiciaire divisionnaire.»

Die besonderen Bedingungen für die Anwerbung im Dienstgrad eines Gerichtspolizeibeamten waren im königlichen Erlaß vom 25. November 1991 über die Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften festgelegt. Dieser sah in Artikel 4 Nr. 2 vor, daß man mindestens im Besitz eines Diploms des Hochschulunterrichts mit kurzer Studiendauer oder eines Diploms der Kandidatur, das durch eine Unterrichtsanstalt mit Universitätsniveau ausgestellt wurde, sein muß, um Gerichtspolizeibeamter zu sein. Aufgrund von Artikel 5 desselben Erlasses konnten jedoch Mitglieder der Gemeindepolizei oder des Gendarmeriekorps, die im Besitz eines der Diplome oder einer der Studienbescheinigungen waren, die ordnungsgemäß unter denjenigen ausgestellt worden waren, die zur Aufnahme in einen Dienstgrad der Stufe 2 in den föderalen Verwaltungen berücksichtigt wurden, und wenigstens vier Jahr aktiven Dienst in ihrem Herkunftskorps aufwiesen, als Bewerber für den Dienstgrad eines Gerichtspolizeibeamten zugelassen werden.

B.20.4. Indem der bestätigte Artikel XII.II.18 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 die Inspektoren und Abteilungsinspektoren der ehemaligen Gerichtspolizei in den Dienstgrad eines Hauptinspektors integriert, stellt er die Bediensteten, die im Besitz eines Diploms des Hochschulwesens mit kurzer Studiendauer waren, den Bediensteten gleich, die im Besitz eines Diploms der Stufe 2 sind, das heißt desjenigen, das der Oberstufe des Sekundarunterrichts entspricht. Auf diese Weise entzieht er den Klägern die Möglichkeit, ihr Diplom in Wert zu setzen, obwohl sie in einer Gehaltstabelle bleiben, die diesem Diplom Rechnung trägt.

B.20.5.1. Der Ministerrat macht geltend, daß die Gehaltstabellen, die den Inspektoren und Abteilungsinspektoren der ehemaligen Gerichtspolizei gewährt worden seien, nicht der Stufe 2, sondern der Stufe 2+ entsprächen, so daß ihr Diplom berücksichtigt worden sei.

Der Hof verweist darauf, daß die Frage während der Debatten aufgeworfen wurde, die vor der Annahme des Gesetzes vom 26. April 2002 über die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste stattgefunden haben.

Der Innenminister hat geantwortet, daß das Gesetz vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes

«in Artikel 120 der Ausübung einer Autorität auf der Grundlage einer funktionalen Hierarchie den Vorzug vor einer Hierarchie auf der Grundlage des Dienstgrades gewährt».

Er fügte hinzu:

«Die Lösung, die im sogenannten Mammuterlaß vorgesehen war, nämlich nur einen Dienstgrad pro Kader zu schaffen, mit Ausnahme des Offizierskaders, der zwei Dienstgrade umfaßt, entspricht also eindeutig dem Sinn und Wortlaut des Gesetzes vom 7. Dezember 1998. Im übrigen hat diese minimalistische Lösung die Eingliederung in diese neuen Dienstgrade erleichtert, die ebenfalls große Kategorien sind und in der Tat jeweils mit mehreren Gehaltstabellen ausgestattet sind. Einen zweiten Dienstgrad innerhalb des mittleren Kaders schaffen zu wollen, würde der vorgenannten Logik widersprechen. Im übrigen hätte dies zur Folge, daß eine vermeintliche Hierarchie innerhalb dieses Kaders geschaffen würde, was nicht wünschenswert ist. Die ursprünglichen Qualifikationen der Betroffenen finden aber selbstverständlich Ausdruck in unterschiedlichen Gehaltstabellen.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50 1683/006, S. 21)

B.20.5.2. Weder die Argumente des Innenministers während der Parlamentsdebatten vor der Annahme des Gesetzes vom 26. April 2002 noch die Eingliederung in eine Gehaltstabelle, die der Stufe 2+ entspricht, ermöglicht es, den Umstand zu rechtfertigen oder auszugleichen, daß die angefochtene Maßnahme auf unverhältnismäßige Weise die Rechte der Kläger in bezug auf die Mobilität im öffentlichen Dienst, in deren Genuß sie aufgrund ihres Diploms gelangen konnten, beeinträchtigt.

B.20.6. Der königliche Erlaß vom 30. März 2001 sieht einen besonderen Dienstgrad eines Polizeiinspektors mit besonderer Spezialisierung oder mit der Spezialisierung als Polizeiassistent vor, der es den Inhabern eines Diploms der Stufe 2+ ermöglicht, dieses bei der Anwerbung bei der neuen Polizei in Wert zu setzen. Die Erklärung des Innenministers, wonach der funktionalen Hierarchie Vorrang vor einer Hierarchie entsprechend dem Dienstgrad zu geben sei, ist um so weniger zufriedenstellend, als in der neuen Polizei ein Dienstgrad geschaffen worden ist, für den das Diplom der Stufe 2+ verlangt wird.

B.20.7. Folglich ist der Klagegrund gegen den bestätigten Artikel XII.II.18 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 begründet, insofern er die Inspektoren und Abteilungsinspektoren der ehemaligen Gerichtspolizei in den Dienstgrad eines Hauptinspektors der neuen Polizei eingliedert.

B.21.1. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 2456 bemängeln ebenfalls, daß der bestätigte Artikel XII.II.18 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 die Inspektoren und Abteilungsinspektoren der ehemaligen Gerichtspolizei auf identische Weise behandle, indem er sie in den gleichen Dienstgrad der neuen Polizei eingliedert, nämlich denjenigen des Hauptinspektors, obwohl sie zwei unterschiedliche Ausbildungszyklen der Kriminologieschule absolviert hätten. Sie heben hervor, daß im königlichen Erlaß dennoch die Unterscheidung zwischen den Elite-Unteroffizieren der Gendarmerie und den höheren Unteroffizieren aufrechterhalten worden sei.

Sie fügen hinzu, daß gewisse Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei, die im Besitz eines Diploms des höheren Grades der Kriminologieschule, das ihnen Zugang zum Dienstgrad eines Abteilungskommissars nach dem Bestehen einer Beförderungsprüfung für den Offiziersdienstgrad gewährt habe, gewesen seien, den Vorteil dieses Diploms verlören, das nach ihrer Darlegung den im bestätigten Artikel VII.II.4 Nr. 3 des obengenannten königlichen Erlasses vorgesehenen Brevets für leitende Funktionen hätte gleichgestellt werden müssen.

B.21.2. Da der bestätigte Artikel XII.II.18 des königlichen Erlasses vom Hof für nichtig erklärt werden muß, insofern er die Inspektoren und Abteilungsinspektoren der ehemaligen Gerichtspolizei in den Dienstgrad eines Hauptinspektors der neuen Polizei eingliedert, wird der Klagegrund gegenstandslos.

B.22.1. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2493 bemängelt, daß die bestätigten Artikel XII.II.18 und XII.II.25 des königlichen Erlasses einen Behandlungsunterschied zwischen den Adjutanten und Oberadjutanten der Gendarmerie schufen, die nicht die in Artikel 29 § 1 Absatz 2 des königlichen Erlasses vom 24. Oktober 1983 über das Besoldungsstatut der Mitglieder des Personals der Gendarmerie vorgesehene Zulage erhielten, und denjenigen, die sie erhielten, da die Erstgenannten in den mittleren Kader der neuen Polizei eingegliedert würden, während die Letztgenannten in den Offizierskader eingegliedert würden.

B.22.2. Zwei Gründe rechtfertigten nach Darlegung des Ministerrates den angeprangerten Behandlungsunterschied. Der erste sei, daß der Brigadekommandant der Gendarmerie in Wirklichkeit Kommandant einer Basispolizeieinheit sei, die mit den Basispolizeieinheiten gleichwertig oder vergleichbar sei, die die einzelnen Gemeindepolizeikorps darstellten, wobei diese allesamt durch Offiziere geführt worden seien. Der zweite Grund bestehe darin, daß die Brigadekommandanten im Gegensatz zu den Adjutanten und Oberadjutanten der Gendarmerie, die keine Brigadekommandanten gewesen seien, Verwaltungspolizeioffiziere gewesen seien.

Diese Gründe reichen aus, um die angefochtene Maßnahme vernünftig zu rechtfertigen. Dies gilt um so mehr, als aus dem bestätigten Artikel XII.VII.17 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 hervorgeht, daß ein Hauptinspektor der Polizei, der die Gehaltstabelle M7 oder M7bis erhält, auf seinen Antrag hin in den Dienstgrad eines Polizeikommissars befördert werden kann, wenn er vier Jahre Dienstalter in einer der obengenannten Gehaltstabellen aufweist.

Da die Adjutanten und Oberadjutanten der Gendarmerie, die keine Brigadekommandanten waren, in der Gehaltstabelle M7 eingegliedert worden sind, findet die obengenannte Bestimmung auf sie Anwendung und können sie folglich nach vier Jahren in den Genuß einer automatischen Beförderung in den Dienstgrad eines Kommissars gelangen, so daß der vom Kläger angeprangerte Behandlungsunterschied nicht mehr bestehen wird.

B.22.3. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf die bestätigten Artikel XII.II.21 Absatz 3, XII.VI.8 und XII.VII.17 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.23.1.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2456, 2474, 2479, 2488, 2491 und 2492 bemängeln, daß Artikel XII.II.21 Absatz 3 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 die Abteilungsinspektoren 2C in die Gehaltstabelle M5.2 eingliedert.

B.23.1.2. Es wird bemängelt, daß der bestätigte Artikel XII.VII.17 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 es lediglich den Abteilungsinspektoren 2D, die in die Gehaltstabelle M7bis eingegliedert worden seien, erlaube, in den Dienstgrad eines Polizeikommissars befördert zu werden, sobald sie vier Jahre Dienstalter in dieser Gehaltstabelle aufwiesen, während die Abteilungsinspektoren 2C eine solche automatische Beförderung nicht erhalten könnten, da sie in Anwendung des obengenannten bestätigten Artikels XII.II.21 Absatz 3 in die Gehaltstabelle M5.2 eingegliedert würden. Diese Situation erweise sich als besonders diskriminierend, wenn man sie mit derjenigen der Adjutanten und Oberadjutanten der Gendarmerie vergleiche, die nicht Brigadekommandanten seien und allesamt diese automatische Beförderung nach vier Jahren erhalten könnten, weil sie in die Gehaltstabelle M7 der neuen Polizei eingegliedert würden.

B.23.1.3. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 2488 bemängeln, daß der bestätigte Artikel XII.VI.8 des königlichen Erlasses es nur 20 Prozent der Mitglieder des mittleren Kaders der Gerichtspolizei erlaube, sich um Stellen des mittleren Kaders und des Offizierskaders zu bewerben.

B.23.2. Der bestätigte Artikel XII.II.21 Absatz 3 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 besagt:

«Les autres membres actuels du personnel du tableau C, troisième colonne, mentionnés au point 3.22 et suivants de l'annexe 11, obtiennent l'échelle transitoire de traitement correspondante visée à la deuxième colonne de ce même tableau C.»

Aus dieser Tabelle C von Anhang 11 geht hervor, daß die gerichtspolizeilichen Abteilungsinspektoren 2C, die in Punkt 3.23 angeführt sind, in den Genuß der Übergangstabelle M5.2 gelangen.

Der bestätigte Artikel XII.VI.8 des obengenannten königlichen Erlasses besagt:

«Les membres actuels du personnel qui, conformément à l'article XII.II.21, alinéa 3, sont insérés dans les échelles de traitement M6, M7 et M7bis peuvent concourir pour les emplois qui sont ouverts aux commissaires de police.»

Schließlich bestimmt der bestätigte Artikel XII.VII.17:

«Par dérogation à l'article VII.II.6, l'inspecteur principal de police qui conformément à l'article XII.II.21, alinéa 3, bénéficie de l'échelle de traitement M7 ou M7bis peut, à sa demande, être promu au grade de commissaire de police s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° ne pas bénéficier d'une évaluation ' insuffisante ' ;

2° compter 4 ans d'ancienneté d'échelle de traitement dans l'échelle de traitement M7 ou M7bis.

Les promotions visées à l'alinéa 1 prennent cours la cinquième année après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces promotions sont réparties sur deux ans avec un taux, par an, de 50% des bénéficiaires des deux échelles de traitement respectives et s'effectuent suivant l'ordre décroissant de l'ancienneté de cadre des candidats par catégorie.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1 obtiennent, à la date de leur nomination au grade de commissaire, l'échelle de traitement O2 avec une ancienneté d'échelle de traitement égale à zéro augmentée, le cas échéant, de la bonification d'ancienneté d'échelle de traitement visée à l'article XII.VII.14.»

B.23.3.1. Die Annahme von Regeln zur Eingliederung von Personalmitgliedern aus drei Polizeikorps, die jeweils unterschiedlichen Statuten unterlagen wegen ihrer spezifischen Aufgaben, in eine Einheitspolizei, setzt voraus, daß dem Gesetzgeber ein ausreichender Ermessensspielraum gewährt wird, damit eine Reform dieses Ausmaßes gelingen kann.

Es obliegt dem Hof nicht, anstelle des Gesetzgebers selbst eine Beurteilung vorzunehmen, doch er ist ermächtigt zu prüfen, ob der Gesetzgeber im Rahmen dieser Reform Maßnahmen ergriffen hat, die im Hinblick auf seine Zielsetzung vernünftig gerechtfertigt sind. So ist der Hof dafür zuständig, zu prüfen, ob die Behandlungsunterschiede zwischen den Personalmitgliedern, die sich aus ihrer Eingliederung in eine Einheitspolizei ergeben können, durch die spezifischen Regeln der einzelnen Korps, aus denen sie hervorgegangen sind, zu rechtfertigen sind oder nicht.

B.23.3.2. Es obliegt dem Gesetzgeber, im Rahmen der Bestätigung des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 festzulegen, in welche Gehaltstabellen die Mitglieder der ehemaligen Polizeikorps zu integrieren sind, entsprechend ihrem Dienstgrad und ihrem Kader vor der Reform.

Es obliegt jedoch dem Hof zu prüfen, ob die Entscheidungen des Gesetzgebers vernünftig gerechtfertigt sind.

B.23.3.3. Aus den Elementen der Akte geht hervor, daß die Eingliederung in die Gehaltstabellen auf der Grundlage des Dienstalters im Kader erfolgt ist, das heißt der tatsächlichen Dienstleistungen, die das Personalmitglied innerhalb des Einsatzkaders seines ehemaligen Korps erbracht hat ab dem Datum, an dem dieses Personalmitglied in dem betreffenden ersten Dienstgrad oder Kader ernannt oder eingestellt worden ist.

Der Hof bemerkt, daß die gerichtspolizeilichen Abteilungsinspektoren 2C, indem sie in Anwendung des bestätigten Artikels XII.II.21 Absatz 3 des königlichen Erlasses in die Gehaltstabelle M5.2 integriert werden, keinerlei Besoldungsverlust infolge dieser Eingliederung erleiden. Im Gegenteil, die Besoldung, die der Gehaltstabelle M5.2 entspricht, ist vorteilhafter als die ehemalige Gehaltstabelle 2C.

B.23.3.4. Die Maßnahme ist an sich nicht diskriminierend.

B.23.4.1. Was den Unterschied zwischen den gerichtspolizeilichen Abteilungsinspektoren 2C und 2D hinsichtlich des Zugangs zum Dienstgrad eines Kommissars der neuen Polizei betrifft, mußte man, wie der Hof bereits in B.19.3.1 dargelegt hat, um im Dienstgrad eines gerichtspolizeilichen Inspektors angeworben zu werden, im Besitz eines Diploms des Hochschulunterrichtes mit kurzer Studiendauer oder eines Diploms der Kandidatur einer Anstalt für Universitätsunterricht sein.

Außerdem waren mehrere Bedingungen durch Artikel 23 des königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1997 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Personalmitglieder der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften vorgeschrieben, um in den Dienstgrad eines gerichtspolizeilichen Abteilungsinspektors mit einer Gehaltstabelle 2C befördert zu werden; die gerichtspolizeilichen Inspektoren mußten ein Dienstalter im Dienstgrad von mindestens elf Jahren aufweisen, den ersten und zweiten Teil des mittleren Grades der Kriminologieschule bestanden haben oder die Studienbescheinigung des mittleren Grades der Kriminologieschule besitzen und schließlich Anforderungen hinsichtlich der Weiterbildung erfüllen.

Artikel 110 desselben Erlasses sieht vor, daß die gerichtspolizeilichen Abteilungsinspektoren, um in die Gehaltstabelle 2D befördert zu werden, ein Dienstalter von wenigstens vierzehn Jahren in den Dienstgraden der Kategorie der Gerichtspolizeibeamten aufweisen und eine Eignungsprüfung für den Aufstieg in der Gehaltstabelle bestanden haben.

Um zu einem Ausbildungszyklus der Gendarmerie zugelassen zu werden, mußte der Bewerber im Besitz eines Diploms oder einer Studienbescheinigung sein, das beziehungsweise die zumindest mit demjenigen gleichwertig war, die für die Anwerbung der Bediensteten der Stufe 2 in den Staatsverwaltungen berücksichtigt wurden aufgrund von Artikel 1 Nr. 6 des königlichen Erlasses vom 9. April 1979 über die Anwerbung und Ausbildung des Personals des operativen Korps der Gendarmerie.

Der Bewerber konnte in Anwendung der Artikel 29 ff. des obengenannten königlichen Erlasses entweder während zwei Jahren am Ausbildungszyklus der Elite-Unteroffiziere teilnehmen, nachdem er durch eine Selektionskommission auf der Grundlage einer Selektionsprüfung für fähig erklärt worden war, oder am einjährigen Ausbildungszyklus für Wachtmeister teilnehmen, auch dies unter der Voraussetzung, daß er eine Selektionsprüfung bestanden hatte. Im zweiten Fall mußte der Bewerber gemäß den Artikeln 46*bis* und 50 des Gesetzes vom 27. Dezember 1973 über das Statut des Personals des operativen Korps der Gendarmerie, dem königlichen Erlaß vom 1. April 1996 über die Beförderung in den Dienstgrad eines Adjutanten der Gendarmerie sowie Artikel 3 § 2 des königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1998 zur Abänderung gewisser Bestimmungen über die Beförderung in den Dienstgrad eines höheren Unteroffiziers der Gendarmerie das Brevet als höherer Unteroffizier nach dem Abschluß von Prüfungen, die in dem obenerwähnten königlichen Erlaß vom 1. April 1996 vorgesehen waren, erhalten. Die Beförderung in den Dienstgrad eines Oberadjutanten war bei einem Dienstalter von vierzehn Jahren vorgesehen. Die Adjutanten konnten jedoch schneller in den Dienstgrad eines Oberadjutanten befördert werden, wenn sie für die Funktion als Oberadjutant benannt worden waren.

B.23.4.2. Aus dem Schriftsatz des Ministerrates geht hervor, daß die Rechtfertigung dieser Maßnahme auf der objektiven Feststellung beruhte, daß die Adjutanten und Oberadjutanten, die nicht Brigadekommandanten waren, zwar Ausbildungen und Profile besaßen, die mehr oder weniger mit denjenigen der Adjutanten und Oberadjutanten, die Brigadekommandanten waren, vergleichbar waren, und man es ihnen also mittelfristig (fünf Jahre und mehr) erlauben mußte, ebenfalls in den Offizierskader aufzusteigen, so daß es billig war, hinsichtlich der anderen höheren Kategorien der ehemaligen Gemeindepolizei (M6) und der ehemaligen Gerichtspolizei (M7*bis*) auf die gleiche Weise vorzugehen.

Der Ministerrat erklärt jedoch nicht, und der Hof erkennt nicht, was vernünftig rechtfertigen könnte, daß den gerichtspolizeilichen Abteilungsinspektoren 2C und 2D eine unterschiedliche Behandlung vorbehalten wird, während lediglich ein Dienstalter von drei Jahren und eine Prüfung für die Beförderung in der Gehaltstabelle die letzteren von den ersteren unterscheiden und die Adjutanten und Oberadjutanten, für die geringere Anforderungen hinsichtlich des Diploms und der Ausbildung galten, um Zugang zu der Funktion zu erhalten, durch die angefochtene Bestimmung auf die gleiche Weise behandelt werden und während ein Dienstalter von vierzehn Jahren die Oberadjutanten von den Adjutanten unterscheidet.

Überdies stellt der Hof fest, daß die Abteilungsinspektoren 2C und 2D die höhere Kategorie des mittleren Kadres in der ehemaligen Gerichtspolizei bildeten, ebenso wie die Adjutanten und Oberadjutanten innerhalb der ehemaligen Gendarmerie.

B.23.4.3. Insofern der bestätigte Artikel XII.VII.17 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 nicht auf die gerichtspolizeilichen Abteilungsinspektoren 2C Anwendung findet, ist der Klagegrund begründet.

B.23.4.4. Der gegen den bestätigten Artikel XII.VI.8 des königlichen Erlasses gerichtete Klagegrund ist aus den gleichen Gründen ebenfalls begründet.

B.23.5.1. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2493 bemängelt, daß der bestätigte Artikel XII.II.21 Absatz 3 des königlichen Erlasses die Adjutanten der Gendarmerie, die nicht Brigadekommandanten gewesen seien, in die Gehaltstabelle M7 eingliedere, während die Adjutanten der Gendarmerie, die Brigadekommandanten gewesen seien, in die Gehaltstabelle O2 eingegliedert würden, die dem Dienstgrad eines Polizeikommissars entsprechen.

B.23.5.2. Der angeprangerte Behandlungsunterschied ergibt sich aus der Eingliederung der erstgenannten Kategorie in den mittleren Kader der neuen Polizei und der Eingliederung der zweiten Kategorie in den Offizierskader. Da dieser Behandlungsunterschied gerechtfertigt ist, und aus den gleichen Gründen, wie sie in B.22.2 dargelegt wurden, wird der Klagegrund, der gegen die sich unmittelbar daraus ergebende Eingliederung in die Gehaltstabelle gerichtet ist, abgewiesen.

*In bezug auf den bestätigten Artikel XII.VII.11 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.24.1.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2456, 2479 und 2488 und nach dem Wortlaut der Klageschrift in der Rechtssache Nr. 2491 sollen die Abteilungsinspektoren C, die die Prüfung D bestanden hätten, dadurch diskriminiert werden, daß der bestätigte Artikel XII.VII.11 des königlichen Erlasses nicht das Brevet 2D erwähne. Dieses «Vergessen» habe zur Folge, daß diese Inspektoren nicht in die Gehaltstabelle M7*bis* eingegliedert würden, was es ihnen ermöglicht hätte, nach vier Jahren in den Dienstgrad eines Kommissars befördert zu werden.

B.24.1.2. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2492 bemängelt, daß die bestätigten Artikel XII.VII.11, XII.VII.12 und XII.VII.13 des königlichen Erlasses keine Gehaltstabellenlaufbahn für die in die Gehaltstabelle M5.2 eingegliederten Personalmitglieder vorsehe, während eine solche Laufbahn für die Personalmitglieder vorgesehen sei, die in die Gehaltstabellen M4.1, M4.2, M6, O4*bis*, O4*bis*ir sowie O1 ff. eingegliedert würden.

B.24.2. Der bestätigte Artikel XII.VII.11 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 besagt:

«Pour les membres actuels du personnel qui conformément à l'article XII.II.20, alinéa 1, 3<sup>o</sup>, sont insérés dans l'échelle de traitement M4.1 ou M4.2 et qui sont, soit détenteurs du brevet d'officier de la police communale visé à l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police ou à l'article 1, alinéa 1, de l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant-officier de la police communale, soit détenteurs du brevet de sous-officier supérieur visé à l'article 28, § 1, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie, il est instauré une carrière barémique pour le passage entre, respectivement, l'échelle de traitement M4.1 et l'échelle de traitement M5.1 et l'échelle de traitement M4.2 et l'échelle de traitement M5.2 après six années d'ancienneté d'échelle de traitement dans, selon le cas, l'échelle de traitement M4.1 ou M4.2.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée lorsque l'évaluation de fonctionnement bisannuelle en vigueur est 'insuffisante'.

Der bestätigte Artikel XII.VII.12 des königlichen Erlasses besagt:

«Une carrière barémique est instaurée pour le passage de l'échelle de traitement M6 à l'échelle de traitement M7 après six années d'ancienneté d'échelle de traitement dans l'échelle de traitement M6.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée lorsque l'évaluation de fonctionnement bisannuelle en vigueur est 'insuffisante'.

Der bestätigte Artikel XII.VII.13 des königlichen Erlasses besagt:

«Une carrière barémique est instaurée pour le passage de l'échelle de traitement O4 ou O4ir à l'échelle de traitement O4bis ou O4bisir après 6 années d'ancienneté d'échelle de traitement dans l'échelle de traitement O4 ou O4ir.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée lorsque l'évaluation de fonctionnement bisannuelle en vigueur est 'insuffisante'.

La carrière barémique visée à l'alinéa 1 vaut pour tous les membres actuels du personnel insérés au minimum dans l'échelle de traitement O1.»

B.24.3.1. Das Brevet 2D, auf das sich dieser Klagegrund bezieht, war in Artikel 110 des königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1997 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Personalmitglieder der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften erwähnt, der vorsah, daß die gerichtspolizeilichen Abteilungsinspektoren 2C, um in die Gehaltstabelle 2D befördert zu werden, ein Dienstalter von mindestens vierzehn Jahren in den Dienstgraden der Kategorie der Gerichtspolizeibeamten aufweisen und eine Prüfung für die Beförderung in der Gehaltstabelle bestehen mußten.

Der Ministerrat führt die Grundsätze an, nach denen die Regeln bezüglich der Inwertsetzung der Brevets verfaßt wurden.

Der erste Grundsatz besagte, daß die Personalmitglieder, die in der Vergangenheit an Ausbildungen im Hinblick auf den Erhalt von Brevets teilgenommen hatten, die geleistete Anstrengung im neuen Statut mußten in Wert setzen können. Der zweite Grundsatz besagte, daß der Inhaber eines Brevets nicht automatisch eine Beförderung erhalten konnte aus dem bloßen Grund, daß er im Besitz eines Brevets war, angesichts der großen Verschiedenartigkeit, die zuvor zwischen den einzelnen Polizeikorps bestand, insbesondere hinsichtlich der Möglichkeiten des Zugangs zu den Ausbildungen. Schließlich beinhaltete der dritte Grundsatz die Unmöglichkeit für den Inhaber eines Brevets, eine Beförderung erhalten zu können, mit der er in einem Zuge einen doppelten Sprung im Kader hätte machen können.

B.24.3.2. Obwohl es dem Gesetzgeber obliegt, die Bedingungen festzulegen, unter denen er eine Gehaltstabellenlaufbahn für die Personalmitglieder der integrierten Polizei organisieren möchte, legt der Ministerrat nicht dar und erkennt der Hof nicht, was insbesondere den Unterschied rechtfertigt, der durch den bestätigten Artikel XII.VII.11 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zwischen den Inhabern eines Brevets als Offizier der Gemeindepolizei oder eines Brevets als höherer Unteroffizier der Gendarmerie und den Inhabern eines Brevets 2D der Gerichtspolizei geschaffen wird, während die anderen Bestimmungen des königlichen Erlasses diese beide Kategorien gleichstellt hinsichtlich der Befreiung von Ausbildungen oder der Bereitstellung eines Kontingentes von unbesetzten Stellen für die Beförderung durch Zugang zum Offizierskader (Artikel XII.VII.16 des königlichen Erlasses).

B.24.4. Insofern der bestätigte Artikel XII.VII.11 des königlichen Erlasses nicht das Brevet 2D erwähnt, ist der Klagegrund begründet.

*In bezug auf die bestätigten Artikel XII.II.25, XII.II.26, XII.II.27, XII.II.28, XII.II.30, XII.II.31 und XII.XI.14 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.25.1.1. Die Kläger in den Rechtssachen Nrn. 2456, 2467, 2468 und 2479 führen eine Diskriminierung der gerichtlichen Abteilungskommissare 1C an, die aufgrund des bestätigten Artikels XII.II.25 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste in den Dienstgrad eines Polizeikommissars mit der Gehaltstabelle O4 eingegliedert würden, das heißt in den gleichen Kader wie die anderen Offiziere als Generaloffiziere oder höhere Offiziere der Gendarmerie. Diese Eingliederung hätte zur Folge, daß die gerichtlichen Abteilungskommissare 1C auf diskriminierende Weise den Kommissaren 1B gleichgestellt würden, obwohl diese beiden Kategorien nach Darlegung der Kläger gänzlich unterschiedliche Stellungen innerhalb der ehemaligen Gerichtspolizei eingenommen hätten.

B.25.1.2. Zusätzlich zur Nichtigerklärung des bestätigten Artikels XII.II.25 des königlichen Erlasses fordern die Kläger in den Rechtssachen Nrn. 2467 und 2468 ebenfalls die Nichtigerklärung von Artikel XII.II.26 Nr. 3, insofern er sich auf die in Tabelle D1 Spalte 3 Punkt 3.26 von Anhang 11 des obenerwähnten Erlasses genannten Personalmitglieder bezieht, sowie diejenige des bestätigten Artikels XII.II.26 Absatz 4 des Erlasses und schließlich diejenige von Artikel XII.XI.14, insofern er auf die bestätigten Artikel XII.II.26 Absatz 4 und XII.II.31 des Erlasses verweist.

Sie bemängeln, daß all diese Bestimmungen die gerichtspolizeilichen Abteilungskommissare 1C nicht in den gleichen Dienstgrad eingliederten wie die gerichtspolizeilichen Abteilungskommissare 1D, nämlich in den Dienstgrad eines höheren Offiziers, obwohl nur eine Gehaltstabelle sie vor der Reform unterschieden habe, während der Inhalt der Funktion für alle Abteilungskommissare identisch gewesen sei, ungeachtet dessen, ob sie 1C oder 1D gewesen seien. Die Kläger in den Rechtssachen Nrn. 2467 und 2468 fügen hinzu, daß sie durch ihre Eingliederung in den Dienstgrad eines Polizeikommissars anders behandelt würden als die Majore der ehemaligen Gendarmerie, obwohl die Gehaltstabelle 1C praktisch die gleiche gewesen sei wie diejenige der Majore. Die Kläger beklagen sich ebenfalls darüber, daß sie auf die gleiche Weise behandelt würden wie die Gendarmeriekommandanten, die ebenfalls in die Gehaltstabelle O4 eingegliedert würden.

B.25.1.3. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2456, 2467, 2468 und 2479 führen ferner an, es sei diskriminierend, daß die gerichtspolizeilichen Abteilungskommissare 1C in die Gehaltstabelle O4 eingegliedert worden seien.

B.25.1.4. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 2493 prangern die diskriminierende Beschaffenheit derselben Bestimmung an, insofern sie die gerichtspolizeilichen Kommissare 1B in einen untergeordneten Offiziersdienstgrad und nicht in denjenigen eines Abteilungskommissars, der ein höherer Offiziersdienstgrad sei, eingliederte.

B.25.2. Der bestätigte Artikel XII.II.25 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 besagt:

«Les membres actuels du personnel visés au tableau D1, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre d'officiers et sont, selon le cas, nommés ou commissionnés dans le grade correspondant visé à la première colonne de ce même tableau D1.»

Der bestätigte Artikel XII.II.26 desselben Erlasses besagt:

«Les membres du personnel visés à l'article XII.II.25 obtiennent l'échelle de traitement correspondante suivante visée à la deuxième colonne de ce même tableau D1 :

1° O2 si, pour ces membres du personnel, le montant de référence visé à l'article XII.II.27, est plus petit ou égal à 1.430.000 BEF;

2° O3 si, pour ces membres du personnel, le montant de référence visé au 1°, est plus grand que 1.430.000 BEF (35 448,78 EUR) sans dépasser 1.600.000 BEF;

3° O4 si, pour ces membres du personnel, le montant de référence visé au 1°, est plus grand que 1.600.000 BEF sans dépasser 1.773.000 BEF;

4° O4bis si, pour ces membres du personnel, le montant de référence visé au 1°, est plus grand que 1.773.000 BEF.

Les officiers issus de la division polytechnique de l'Ecole royale militaire et ceux recrutés en tant que porteurs d'un diplôme d'ingénieur civil, obtiennent cependant les échelles de traitement respectives O2ir, O3ir, O4ir et O4bisir selon que les officiers de la gendarmerie issus de la division toutes armes de l'Ecole royale militaire et revêtus du même grade, obtiennent les échelles de traitement respectives O2, O3, O4 ou O4bis.

Par dérogation à l'alinéa 1, les membres actuels du personnel qui, conformément au tableau D1, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.8 y compris, de l'annexe 11, sont commissionnés dans le grade d'aspirant commissaire de police, reçoivent l'échelle de traitement O1.

Par dérogation à l'alinéa 1, les membres actuels du personnel visés au tableau D1, troisième colonne, points 3.9 et 3.24 de l'annexe 11, reçoivent l'échelle de traitement O2.»

Der bestätigte Artikel XII.XI.14 besagt:

«Est fixé dans l'échelle de traitement qu'ils acquièrent conformément aux articles XII.II.12, XII.II.15, XII.II.20, XII.II.26 et XII.II.31, le traitement des membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient, soit le statut de membre du corps opérationnel ou de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, soit celui de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets, soit celui de membre du corps opérationnel d'un corps de police communale, en ce compris les auxiliaires de police.»

Schließlich bestimmt Artikel XII.II.31, auf den Artikel XII.XI.14 Bezug nimmt:

«Les membres actuels du personnel visés au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre d'officiers, sont nommés dans le grade correspondant visé dans la première colonne de ce même tableau D2 et obtiennent l'échelle de traitement correspondante visée à la deuxième colonne de ce même tableau D2.

Seuls les officiers issus de la division polytechnique de l'Ecole royale militaire ou ceux recrutés en tant que porteurs d'un diplôme d'ingénieur civil, obtiennent les échelles de traitement O5ir et O6ir si celles-ci correspondent avec leur grade et ancienneté de grade visée au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11.»

B.25.3.1. Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1997 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Personalmitglieder der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften besagte in Absatz 3:

«La catégorie des officiers judiciaires comprend les grades de commissaire judiciaire, de commissaire judiciaire divisionnaire, de commissaire en chef de la police judiciaire, de commissaire général adjoint de la police judiciaire et de commissaire général de la police judiciaire.»

Artikel 38 desselben Erlasses legte den hierarchischen Rang der Gerichtspolizeioffiziere und Gerichtspolizeibeamten wie folgt fest:

- « 1° commissaire général de la police judiciaire
- 2° commissaire général adjoint de la police judiciaire
- 3° commissaire en chef de la police judiciaire
- 4° commissaire judiciaire divisionnaire
- 5° commissaire judiciaire
- 6° inspecteur judiciaire divisionnaire
- 7° inspecteur judiciaire. »

Aus Artikel 24 des obenerwähnten königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1997 geht hervor, daß die Gerichtspolizeikommissare, um in den Dienstgrad eines gerichtspolizeilichen Abteilungskommissars befördert werden zu können, ein Dienstalter im Dienstgrad von wenigstens elf Jahren aufweisen, den ersten und zweiten Teil des höheren Grades der Schule für Kriminologie und Kriminalistik bestanden haben oder das Diplom des höheren Grades dieser Schule besitzen und schließlich die Anforderung hinsichtlich der Weiterbildung erfüllen mußten.

Der Ministerrat rechtfertigt den Umstand, daß die gerichtspolizeilichen Abteilungskommissare 1C nicht in den Kader der höheren Offiziere der neuen Polizei in den Dienstgrad eines Abteilungskommissars der Polizei eingegliedert worden seien, mit dem Gleichgewicht, das zwischen den verschiedenen zusammengelegten Korps hätte gewahrt werden müssen. Eine solche Eingliederung in den Kader höherer Offiziere hätte zur Folge gehabt, daß dieses Gleichgewicht gestört worden wäre, da die Gerichtspolizei etwa hundert gerichtspolizeiliche Abteilungskommissare 1C bei 1.500 Personalmitgliedern umfaßt habe, während die Gendarmerie etwa 200 höhere Offiziere bei 16.000 Personalmitgliedern umfaßt habe. Daher sei die Schwelle für den Zugang zum Kader der höheren Offiziere auf die Stufe der gerichtspolizeilichen Abteilungskommissare 1D festgelegt worden.

B.25.3.2. Indem die Abteilungskommissare 1C, die höhere Offiziere innerhalb der ehemaligen Gerichtspolizei waren, im Dienstgrad eines Kommissars in den Kader der untergeordneten Offiziere eingegliedert werden, erfahren sie eine Rückstufung. Eine solche Maßnahme wird zwar mit dem Bemühen erklärt, ein Gleichgewicht zwischen den ehemaligen Polizeikorps zu schaffen, doch sie beeinträchtigt in unverhältnismäßiger Weise die Rechte der Abteilungskommissare, indem sie es ihnen nicht ermöglicht, die Funktionen auszuüben, die mit ihrem Dienstgrad eines höheren Offiziers verbunden waren, und indem sie sie auf die gleiche Weise behandelt wie andere Bedienstete der ehemaligen Gerichtspolizei, nämlich die Gerichtspolizeikommissare 1B, die ein geringeres Dienstalter und eine geringere Ausbildung aufweisen als die Abteilungskommissare 1C, so daß diese den Vorteil dieses Dienstalters und der absolvierten Ausbildung sowie die hierarchische Autorität, die sie über die Abteilungskommissare 1C ausübten, verlieren.

B.25.3.3. Aus den vorstehenden Darlegungen ergibt sich, daß der Klagegrund, der gegen den bestätigten Artikel XII.II.25 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 gerichtet ist, insofern er die gerichtspolizeilichen Abteilungskommissare 1C in den Dienstgrad eines Polizeikommissars eingliedert, begründet ist.

B.25.4. Die Gehaltstabelle O4, die den gerichtspolizeilichen Abteilungskommissare 1C verliehen wurde, ist die Folge ihrer Eingliederung in die neue Polizei in den Dienstgrad eines Polizeikommissars. Da diese Eingliederung diskriminierend ist, braucht der Klagegrund, insofern er gegen die bestätigten Artikel XII.II.26 Absatz 1 Nr. 3 und Absatz 4 und XII.IX.14 des königlichen Erlasses gerichtet ist, nicht geprüft zu werden.

B.25.5. In bezug auf die Eingliederung der Gerichtspolizeikommissare 1B in den mittleren Kader der neuen Polizei in den Dienstgrad eines Polizeiinspektors stellt der Hof fest, daß im Gegensatz zu dem, was die Kläger in der Rechtssache Nr. 2493 behaupten, aus den Bestimmungen des königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1997 hervorgeht, daß die Gerichtspolizeikommissare, obwohl sie Gerichtspolizeioffiziere waren, keineswegs die Eigenschaft als höhere Offiziere besaßen.

Außerdem mußte man, wie in B.24.3.1 dargelegt, um in den Dienstgrad eines gerichtspolizeilichen Abteilungskommissars, das heißt in einen Dienstgrad eines höheren Offiziers der ehemaligen Gerichtspolizei, befördert werden zu können, ein Dienstalter von wenigstens elf Jahren im Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars aufweisen, den ersten und zweiten Teil des höheren Grades der Schule für Kriminologie und Kriminalistik bestanden haben oder das Diplom des höheren Grades derselben Schule besitzen und schließlich Anforderungen hinsichtlich der Weiterbildung erfüllen.

B.25.6. Angesichts des Unterschiedes zwischen den Gerichtspolizeikommissaren und den gerichtspolizeilichen Abteilungskommissaren in ihrem ehemaligen Statut ist es nicht unvernünftig, die Gerichtspolizeikommissare in den mittleren Kader der neuen Polizei eingegliedert zu haben. Es ist hingegen unvernünftig, sie in einen identischen Dienstgrad wie die gerichtspolizeilichen Abteilungskommissare 1C eingegliedert zu haben, die die Eigenschaft als höhere Offiziere besaßen und aus den in B.25.3.2 dargelegten Gründen auf diskriminierende Weise in den mittleren Kader der integrierten Polizei eingegliedert wurden.

B.26.1. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 2473 bemängeln, daß durch die bestätigten Artikel XII.II.25 und XII.II.26 des königlichen Erlasses die gerichtspolizeilichen Abteilungsinpektoren 2C, die die Beförderungsprüfung für den Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars bestanden hatten, in die Gehaltstabelle O2 eingegliedert worden seien, ebenso wie die Adjutanten und Oberadjutanten der Gendarmerie, die eine Kommandozulage erhalten hätten, jedoch Inhaber eines Diploms der Stufe 2 gewesen seien.

B.26.2.1. Der Ministerrat erinnert an die drei Etappen des bemängelten Vorgangs.

Die erste Etappe habe in der Eingliederung des Offiziers in die erste Gehaltstabelle bestanden, in der das Maximum seiner vorherigen Gehaltstabelle untergebracht werden könne. Die zweite Etappe sei die Festlegung des Gehalts gewesen, auf das das Personalmitglied hätte Anspruch erheben können auf der Grundlage des korrigierten finanziellen Dienstalters. In der letzten Etappe sei der auf diese Weise errechnete Betrag in die während der ersten Etappe bestimmten Gehaltstabelle eingefügt worden, damit der Betroffene ein virtuelles finanzielles Dienstalter erhalten habe, das ihm den gleichen oder einen höheren Betrag gewährleiste wie in seinem vorherigen Statut.

B.26.2.2. Es obliegt dem Gesetzgeber und nicht dem Hof, die Regeln festzulegen, die für die tarifliche Eingliederung der Personalmitglieder der ehemaligen Polizeikörpers in die neue Polizei anzuwenden sind. Der Hof ist jedoch ermächtigt zu prüfen, ob der Gesetzgeber mit den von ihm festgelegten Regeln nicht auf diskriminierende Weise die Situation einer Personalkategorie beeinträchtigt, indem er sie in eine Gehaltstabelle eingliedert, in der ihr Gehalt geringer wäre als dasjenige, das sie aufgrund ihres ehemaligen Statuts hätte erhalten können, oder durch Anwendung von Regeln, die offensichtlich unvernünftig sind im Verhältnis zur Zielsetzung.

B.26.3. Abgesehen von dem Umstand, daß die obenerwähnten Abteilungsinpektoren unmittelbar in den Offizierskader der neuen Polizei befördert wurden, obwohl sie dem mittleren Kader ihres ehemaligen Korps angehörten, hat der Gesetzgeber ein System angewandt, das sich nicht als unvernünftig erweist und dazu führt, daß sie in eine Gehaltstabelle eingegliedert werden, deren Mindest- und Höchstbeträge über dem Gehalt liegen, das sie aufgrund ihres ehemaligen Statuts erhielten.

Der angeprangerte Unterschied zwischen den Gehaltstabellen O2 und O3 stellt im Gegensatz zu den Behauptungen der Kläger keinen hierarchischen Unterschied dar, den der Gesetzgeber zwischen den diesen beiden Gehaltstabellen angehörenden Personalmitgliedern eingeführt hätte. Der bestätigte Artikel XII.II.24 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 führt nämlich eine Gehaltstabilenlaufbahn ein, die den Übergang von der Gehaltstabelle O2 zur Gehaltstabelle O3 nach sechs Jahren Dienstalter in der Gehaltstabelle O2 und nach Absolvierung einer durch den König festgelegten Weiterbildung gewährleistet.

Schließlich gehört es zur Ermessensbefugnis des Gesetzgebers, für eine Gleichwertigkeit der Gehaltstabelle O2 und der Gehaltstabelle M7bis zu sorgen, die die gerichtspolizeilichen Abteilungsinpektoren 2D erhalten, wobei diese, obwohl sie dem mittleren Kader der neuen Polizei angehören, ein längeres Dienstalter aufweisen. Die Maßnahme erscheint um so vernünftiger, als diese Inspektoren eine automatische Beförderung in den Dienstgrad eines Kommissars mit der Gehaltstabelle O2 nach vier Jahren Dienstalter in der Gehaltstabelle M7bis erhalten.

Aus diesen Elementen geht hervor, daß der Gesetzgeber, indem er die gerichtspolizeilichen Abteilungsinpektoren 2C, die die Prüfung für den Zugang zum Offizierskader bestanden haben, in die Gehaltstabelle O2 eingliedert, eine Maßnahme ergriffen hat, die nicht einer Rechtfertigung entbehrt.

B.26.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.27.1. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 2456 bemängeln, daß die Artikel XII.II.25, 27 und 28 sowie die Tabelle D1 von Anhang 11 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 Prämien und Zulagen berücksichtigten, die die Gendarmen und die Mitglieder der ehemaligen Gemeindepolizei erhalten hätten, um sie in die neue Polizei einzugliedern, obwohl dies nicht der Fall gewesen sei für die Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei.

B.27.2. Der bestätigte Artikel XII.II.27 des obengenannten königlichen Erlasses besagt:

«Le montant de référence visé à l'article XII.II.26, alinéa 1, est calculé en augmentant le montant maximum de l'échelle de traitement correspondante des intéressés du tableau D1, quatrième colonne, de l'annexe 11, avec des allocations, déterminées à l'article XII.II.28 et qui sont multipliées avec, suivant le cas :

1° le facteur 1,132, si ces allocations n'étaient pas soumises à une contribution à l'assurance maladie invalidité (AMI) ou au fonds pour les pensions de survie (F.P.S.);

2° le facteur 1,082, si ces allocations étaient soumises à une contribution à l'AMI mais pas à une contribution au F.P.S.;

3° le facteur 1, si ces allocations étaient soumises à une contribution à l'AMI et au F.P.S.

Le montant calculé suivant l'alinéa 1 doit toutefois être diminué du montant de l'allocation de bilinguisme si celle-ci est comprise dans le montant maximum visé à l'alinéa 1. Lorsqu'un membre du personnel actuel profite déjà d'une clause de sauvegarde barémique, il est tenu compte, pour l'application de l'alinéa 1, de l'échelle de traitement sur base de laquelle il est rémunéré au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sauf si le maximum de l'échelle de traitement normalement applicable est supérieure au maximum de l'échelle de la clause de sauvegarde.»

Der bestätigte Artikel XII.II.28 des Erlasses besagt:

«Les allocations visées à l'article XII.II.27 qui sont additionnées aux échelles de traitement prises en compte et visées à l'annexe A de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, sont :

1° l'allocation visée à l'article 24 de l'arrêté du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie;

2° l'allocation visée à l'article 30 de l'arrêté royal visé au 1°.

Pour les membres du personnel des corps de la police communale, les allocations visées à l'article XII.II.27 concernent, pour ceux qui en bénéficient et en font l'option, le supplément de traitement pour prestations de garde au commissariat de police ou à domicile.»

B.27.3.1. Die Zulagen, die die Mitglieder der ehemaligen Gendarmerie erhielten und die für die Festlegung ihrer neuen Gehaltstabelle berücksichtigt werden, sind einerseits eine Zulage für besondere Funktionen, die Gendarmerieoffizieren gewährt wird und zehn Prozent ihres Bruttojahresgehalts beträgt und andererseits die Zulage für die Personalmitglieder der Gendarmerie, die einen Rang unterhalb des Offiziersrangs bekleideten und nicht auf Staatskosten untergebracht waren. Die letztgenannte Zulage war ebenfalls auf zehn Prozent des Bruttojahresgehalts festgelegt.

B.27.3.2. Die Zulagen der Personalmitglieder der ehemaligen Gemeindepolizei für Wachleistungen im Polizeikommissariat oder zu Hause waren diejenigen, die in Anwendung eines ministeriellen Rundschreibens vom 3. März 1995 gewährt wurden, nämlich ein Gehaltszuschlag für Offiziere, die tatsächlich Wachleistungen zu Hause oder im Kommissariat erbrachten.

B.27.3.3. Die Personalmitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei erhielten in Anwendung des ministeriellen Erlasses vom 22. Juni 1995 zur Gewährung bestimmter Pauschalvergütungen an Gerichtsoffiziere und -bedienstete bei den Staatsanwaltschaften eine Telefonentschädigung sowie eine Tagesentschädigung, um ihnen die Kosten zu ersetzen, die ihnen bei der Ausübung ihrer Funktionen entstanden.

Sie erhielten ebenfalls aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 1. Februar 1980 «zur Regelung der Gewährung einer Zulage für zusätzliche Arbeit und einer Zulage für unregelmäßigen Dienst an gewisse Personalmitglieder der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften» einen Prozentsatz ihres Bruttojahresgehalts für jede Leistung, die samstags, sonntags und an Feiertagen oder nachts erbracht wurde.

B.27.4.1. Die in Anwendung des königlichen Erlasses vom 22. Juni 1995 gewährten Entschädigungen stellten eine Erstattung der Kosten dar, die den Mitgliedern der ehemaligen Gerichtspolizei entstanden, die jedoch der Staat übernehmen mußte, weil es sich um berufliche Kosten handelte.

Solche Entschädigungen sind anders beschaffen als die Zulagen der Mitglieder der ehemaligen Gendarmerie und der ehemaligen Gemeindepolizei, die tatsächlich Gehaltszuschläge bildeten. Folglich haben die angefochtenen Bestimmungen des königlichen Erlasses, indem sie diese Entschädigungen bei der tariflichen Eingliederung der Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei nicht berücksichtigten, unterschiedliche Situationen auf unterschiedliche Weise behandelt, so daß man daraus keinerlei Diskriminierung der Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei ableiten kann.

B.27.4.2. Umgekehrt erkennt der Hof nicht, was es rechtfertigen könnte, daß die Zulagen der Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei für Leistungen außerhalb der normalen Arbeitszeiten, die sie zu erbringen hatten, nicht vom königlichen Erlaß berücksichtigt wurden, während die Zulagen für Wachleistungen zugunsten der Mitglieder der ehemaligen Gemeindepolizei berücksichtigt wurden. Diese beiden Kategorien von Zulagen sollen die gleiche Art von Leistungen vergüten, so daß es diskriminierend ist, sie auf unterschiedliche Weise zu behandeln.

B.27.5. Folglich verstößt der bestätigte Artikel XII.II.28 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001, indem er die Zulage für die Personalmitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei in Anwendung des königlichen Erlasses vom 1. Februar 1980 nicht berücksichtigt, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.28.1. Schließlich führt der Kläger in der Rechtssache Nr. 2477 die diskriminierende Beschaffenheit der bestätigten Artikel XII.II.26, XII.II.27, XII.II.28 und XII.II.30 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 an, insofern sie es den untergeordneten Offizieren nicht ermöglichten, in den Genuß einer Berechnungsweise ihres Dienstalters zu gelangen, während dies für die Mitglieder des mittleren Kadres oder des Kadres der höheren Offiziere der Fall sei.

B.28.2. Der bestätigte Artikel XII.II.30 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 besagt:

«L'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du cadre d'officiers visés au tableau D1 de l'annexe 11, à la date de leur insertion dans les échelles de traitement O1, O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir, O4bis ou O4bisir est égale à zéro.»

B.28.3. Die Eingliederung der Offiziere in ihre neuen Gehaltstabellen ist das Ergebnis eines Vorgangs in drei Schritten (die in B.26.2.1 beschrieben wurden), deren Auswahl in der Ermessensbefugnis des Gesetzgebers liegt. Es obliegt nämlich diesem und nicht dem Hof zu entscheiden, ob für das Personal im einfachen Dienst, das Personal im mittleren Dienst oder den Offizierskader der neuen Polizei unterschiedliche Eingliederungsregeln anzuwenden sind. Außer dem Umstand, daß diese Regeln im vorliegenden Fall nicht das Ergebnis einer offensichtlich unvernünftigen Entscheidung sind, stellt der Hof fest, daß sie im Gegensatz zur Darlegung des Klägers ein korrigiertes finanzielles Dienstalter berücksichtigen, um das jetzige Gehalt zu bestimmen, auf das der Kläger in seiner ehemaligen Gehaltstabelle hätte Anspruch erheben können, und somit in der Gehaltstabelle O4 das neue Gehalt zu bestimmen, das er unter Berücksichtigung des Umstandes wird erhalten können, daß dieses gleich hoch oder höher ist als das Gehalt, das der Beamte hätte beanspruchen können. Der Umstand, daß die Eingliederung in eine neue Gehaltstabelle ein neues, geringeres finanzielles Dienstalter in dieser neuen Gehaltstabelle mit sich bringt, schadet dem Kläger nicht und ist das Ergebnis der vom Gesetzgeber gewählten Eingliederungsmethode.

B.28.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.29.1. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2478, der Kommissar der Klasse 20 war, ohne Korpschef zu sein, führt die diskriminierende Beschaffenheit der bestätigten Artikel XII.II.25 und XII.II.26 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 an, insofern diese beiden Bestimmungen zur Folge hätten, ihn in die Gehaltstabelle O4bis einzugliedern, während er seines Erachtens in den Dienstgrad eines Abteilungskommissars mit der Gehaltstabelle O5 hätte eingegliedert werden müssen, das heißt derjenigen, die dem Kader der höheren Offiziere der neuen Polizei entspricht.

B.29.2.1. Aus dem Schriftsatz des Ministerrates geht hervor, daß nach Gewerkschaftsverhandlungen beschlossen wurde, den Kommissaren als Korpschefs der Gemeinden der Klasse 17 und darunter den Dienstgrad eines Polizeikommissars sowie den Kommissaren als Korpschefs der Klasse 18 und darüber denjenigen eines Abteilungs-kommissars zu verleihen, wobei dieser Unterschied auf Kriterien wie der Gehaltstabelle im ehemaligen Statut, der Arbeitsbelastung sowie der Art und der Häufigkeit der Kontakte mit den Verwaltungs- und Gerichtsbehörden beruht. Bei den Kommissaren, die nicht Korpschef waren, wurde der Unterschied für Gemeinden der Klasse 20 auf der Grundlage der gleichen Kriterien vorgenommen. So wurden die Kommissare, die nicht Korpschef waren, aus den Gemeinden der Klasse 20 und darunter als Polizeikommissare eingegliedert, während die Kommissare, die nicht Korpschef waren, aus den Gemeinden der Klassen 21 und 22 im Dienstgrad eines Abteilungs-kommissars in die neue Polizei eingegliedert wurden.

B.29.2.2. Die Gemeindeklassen sind in Artikel 28 des Neuen Gemeindegesetzes entsprechend der Einwohnerzahl dieser Gemeinden festgelegt. Die Gemeinden der Klasse 20 haben 50.001 bis 80.000 Einwohner. Die Gemeinden der Klasse 21 haben 80.001 bis 150.000 Einwohner, während die Gemeinden der Klasse 22 mehr als 150.000 Einwohner haben.

Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 13. Oktober 1986 «zur Festlegung der Dienstgrade des Personals der Gemeindepolizei» bestimmte die Hierarchie der Offiziersdienstgrade der Stadtpolizei wie folgt:

«7. Commissaire adjoint de police; 8. Commissaire adjoint inspecteur de police; 9. Commissaire adjoint inspecteur principal de police; 10. Commissaire de police; 11. Commissaire de police en chef.»

Die erforderlichen Bedingungen für den Zugang zum Offiziersdienstgrad der Gemeindepolizei waren im königlichen Erlaß vom 25. Juni 1991 «zur Festlegung der allgemeinen Bestimmungen über die Ausbildung der Offiziere der Gemeindepolizei, über die Bedingungen zur Ernennung in den Offiziersdienstgraden der Gemeindepolizei sowie über die Bedingungen für die Anwerbung und Ernennung in den Dienstgrad eines Offiziersanwärters der Gemeindepolizei» festgelegt. Dieser Erlaß sah in Artikel 1 vor, daß man, um in den Dienstgrad eines Offiziers der Gemeindepolizei ernannt zu werden, im Besitz eines Diploms oder einer Studienbescheinigung sein mußte, das beziehungsweise die mit einem der Diplome oder der Studienbescheinigungen gleichwertig war, die für die Anwerbung in Stellen der Stufe 2 der Staatsverwaltungen berücksichtigt wurden, und im Besitz des Brevets als Offizier der Gemeindepolizei, das nach dem Bestehen einer Prüfung ausgestellt wurde, die am Ende eines in Artikel 22 desselben Erlasses beschriebenen Ausbildungszyklus abgehalten wurde, das heißt Teilnahme an 1.000 bis 1.200 Unterrichtsstunden, die auf zwei oder drei Jahre verteilt waren.

Es konnte hingegen niemand in den Dienstgrad eines Hauptkommissars oder Polizeikommissars, dessen Klasse der Klasse 17 oder einer höheren Klasse entsprach, ernannt werden, wenn er nicht im Besitz eines der Diplome oder einer der Studienbescheinigungen war, die für die Anwerbung in Stellen der Stufe 1 der Staatsverwaltungen berücksichtigt wurde. Außerdem durfte man bei der Invorschlagbringung für die Ernennung nicht älter als 60 Jahre sein. Die Bewerber um die Ernennung in den obenerwähnten Dienstgraden waren jedoch durch Artikel 48 des Erlasses vom 25. Juni 1991 bis zum 31. Dezember 1998 von diesem Diplomerfordernis befreit.

B.29.2.3. Aus diesen Elementen geht hervor, daß bereits vor der Polizeireform die Gemeinden der Klasse 17 die Grenze bildeten, bei deren Überschreiten die Bedingungen für den Zugang zum Dienstgrad eines Kommissars strenger waren als diejenigen für den Zugang zum gleichen Dienstgrad in kleineren Gemeinden. Es erweist sich somit nicht als unsachdienlich, die Gemeinden der Klasse 18 als Kriterium zu nehmen, um die Kommissare, die Korpschef sind und in den Kader der höheren Offiziere aufsteigen, von denjenigen zu unterscheiden, die in den Kader der untergeordneten Offiziere integriert werden. Der Gesetzgeber konnte im übrigen vernünftigerweise den Standpunkt vertreten, daß die nicht als Korpschef tätigen Kommissare in den Gemeinden der Klasse 20 Funktionen ausüben, die bezüglich ihrer Art und ihrer Belastung den Funktionen der als Korpschef tätigen Kommissare in weniger dicht bevölkerten Gemeinden entsprachen.

B.29.2.4. Die angefochtene Maßnahme beeinträchtigt nicht in unverhältnismäßiger Weise die Rechte der nicht als Korpschef tätigen Kommissare in den Gemeinden der Klasse 20, da sie in eine Gehaltstabelle eingestuft werden, die ihnen das gleiche oder sogar ein höheres Gehalt gewährleistet als dasjenige, auf das sie vor der Reform Anspruch erheben konnten.

B.29.2.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.30.1. Die Kläger in den Rechtssachen Nrn. 2486 und 2489 bemängeln weiterhin, daß der beständige Artikel XII.II.25 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 es ermögliche, daß ein einfacher Unteroffizier der Gendarmerie als Brigadekommandant, der bisweilen nur des Diplom der mittleren Stufe des Sekundarunterrichts und das Brevet der Gendarmerie besitze, sich um eine Funktion als Leiter einer Polizeizeone mit drei Gemeinden, darunter eine der Klasse 20, plus zwei Gendarmeriebrigaden, bewerben könne, während es bisher unerläßlich gewesen sei, ein Offiziersdiplom der Gemeindepolizei sowie ein Diplom oder eine Studienbescheinigung, das beziehungsweise die für die Anwerbung in Stellen der Stufe 1 in der Staatsverwaltung berücksichtigt wird, zu besitzen, um in den Dienstgrad eines Polizeikommissars in einer Gemeinde der Klasse 17 oder einer höheren Klasse ernannt werden zu können.

B.30.2. Wie die Kläger angeben, besagte Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 25. Juni 1991 « zur Festlegung der allgemeinen Bestimmungen über die Ausbildung der Offiziere der Gemeindepolizei, über die Bedingungen zur Ernennung in den Offiziersdienstgraden der Gemeindepolizei sowie über die Bedingungen für die Anwerbung und Ernennung in den Dienstgrad eines Offiziersanwärters der Gemeindepolizei », daß man, um in den Dienstgrad eines Polizeihauptkommissars oder eines Polizeikommissars einer Gemeinde von mindestens der Klasse 17, das heißt gemäß Artikel 28 des Neuen Gemeindegesetzes einer Gemeinde mit mehr als 20.000 Einwohnern, ernannt zu werden, Inhaber eines der Diplome oder einer der Studienbescheinigungen sein mußte, die für die Anwerbungen in Stellen der Stufe 1 bei den Staatsverwaltungen berücksichtigt werden. Man mußte ebenfalls Inhaber des Brevets als Offizier der Gemeindepolizei sein, das nach dem Bestehen einer Prüfung ausgestellt wurde, die am Ende eines in Artikel 22 desselben Erlasses beschriebenen Ausbildungszyklus abgehalten wurde, das heißt Teilnahme an 1.000 bis 1.200 Unterrichtsstunden, die auf zwei oder drei Jahre verteilt waren.

Die Kläger erläutern ferner in ihrem Ergänzungsschriftsatz, daß gemäß Artikel 47 des königlichen Erlasses vom 25. Juni 1991 und in Abweichung von Artikel 1 des genannten Erlasses nur die Gendarmerieoffiziere mit einem Universitätsdiplom Polizeikommissar der Klasse 17 werden konnten, während die Adjutanten nicht diese Möglichkeit hatten.

Die angefochtene Maßnahme gliedere die Adjutanten und Oberadjutanten der Gendarmerie, die die Zulage im Sinne von Artikel 29 § 1 Absatz 2 des königlichen Erlasses vom 24. Oktober 1983 über das Besoldungsstatut der Mitglieder des Personals der Gendarmerie erhielten, in den Dienstgrad eines Polizeikommissars in den Offizierskader der integrierten Polizei ein.



B.30.3. Indem die Kläger bemängeln, daß die obengenannten Gendarmen sich für eine Funktion als Leiter einer Polizeizone mit drei Gemeinden, davon eine der Klasse 20, plus zwei Gendarmeriebrigaden, bewerben können, bemängeln sie in Wirklichkeit die in den Bestimmungen über die integrierte Polizei geforderten Bedingungen für den Zugang zu einer Funktion als Leiter einer Zone. Der Umstand, daß diese Bedingungen sich von den Bedingungen unterscheiden, die sich aus der Anwendung ehemaliger Regeln ergaben, ist an sich nicht diskriminierend. Der Grundsatz der Veränderlichkeit des öffentlichen Dienstes bewirkt nämlich, daß solche Änderungen stattfinden können, ohne als Quelle von diskriminierenden Behandlungen angesehen zu werden.

B.30.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf die bestätigten Artikel XII.II.31 und XII.II.34 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.31.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2456, 2475, 2479 und 2494 bemängeln eine Diskriminierung der Hauptkommissare der Gerichtspolizei, die sich aus den bestätigten Artikeln XII.II.31 und XII.II.34 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste ergebe.

B.31.2. Der bestätigte Artikel XII.II.31 des königlichen Erlasses besagt:

«Les membres actuels du personnel visés au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre d'officiers, sont nommés dans le grade correspondant visé dans la première colonne de ce même tableau D2 et obtiennent l'échelle de traitement correspondante visée à la deuxième colonne de ce même tableau D2.

Seuls les officiers issus de la division polytechnique de l'Ecole royale militaire ou ceux recrutés en tant que porteurs d'un diplôme d'ingénieur civil, obtiennent les échelles de traitement O5*ir* et O6*ir* si celles-ci correspondent avec leur grade et ancienneté de grade visée au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11.»

Der bestätigte Artikel XII.II.34 des vorgenannten Erlasses besagt:

«Sans préjudice de l'alinéa 2, l'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel visés au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11, est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le grade, le cas échéant couplé aux qualités spécifiées dans cette même colonne, qui détermine l'échelle de traitement dans laquelle ils sont insérés conformément à l'article XII.II.31.

L'ancienneté d'échelle de traitement des officiers supérieurs visés au tableau D2, point 3.3, 3.11 et 3.17 de l'annexe 11 est égale à zéro.»

B.31.3. Es wird bemängelt, daß die angefochtenen Bedingungen die Hauptkommissare der Gerichtspolizei in die Gehaltstabelle O6 oder O7 gemäß der Größe des Amtsbereichs, in dem sie ihre Funktionen ausübten, eingliederten, ohne zu berücksichtigen, daß sie in diesem Dienstgrad ein Dienstalter von mehr oder weniger als sechs Jahren aufgewiesen hätten, während das Kriterium des Dienstalters für die Gendarmerieobersten berücksichtigt worden sei.

B.31.4.1. Artikel 123 des königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1997 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Personalmitglieder der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften besagte:

«Le commissaire judiciaire divisionnaire désigné en qualité de commissaire en chef de la police judiciaire a droit à un complément de traitement annuel fixé comme suit :

1° pour les brigades de plus de 200 officiers et agents judiciaires : 200.000 F;

2° pour les brigades de 101 à 200 officiers et agents judiciaires : 100.000 F;

3° pour les brigades de 51 à 100 officiers et agents judiciaires : 70.000 F;

4° pour les brigades jusqu' à 50 officiers et agents judiciaires : 30.000 F.

Ce complément de traitement est soumis au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères.

Le complément de traitement est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

Il est payé en même temps que le traitement et dans les mêmes conditions que celui-ci.

Il est soumis aux mêmes retenues de sécurité sociale que le traitement principal.»

Aus Artikel 3 des obengenannten Erlasses geht hervor, daß die Benennung einer zeitweiligen Ernennung für fünf Jahre entsprach, die der König verlängern oder kürzen konnte. Die aufgrund von Artikel 123 gezahlte Zulage entsprach somit einer Gegenleistung für diese Benennung, wobei die Gegenleistung entsprechend der Größe der vom gerichtlichen Abteilungskommissar geleiteten Brigade schwankte.

B.31.4.2. Anlässlich der Reform des Statuts der Personalmitglieder der neuen Polizei wollte der Gesetzgeber einen Unterschied machen zwischen einerseits den Kommissaren, die eine Brigade in den kleinen und mittleren Amtsbereichen leiten, und andererseits den Kommissaren, die eine Brigade in den großen Amtsbereichen leiten.

Aus dem Schriftsatz des Ministerrates geht hervor, daß die Größe des Amtsbereichs auf der Grundlage verschiedener Kriterien festgelegt wurde, insbesondere seiner zentralen Funktion, dem Ausmaß der Kriminalität oder der Arbeitsbelastung der Staatsanwaltschaften.

B.31.4.3. Es obliegt dem Gesetzgeber, die Kriterien festzulegen, die er bei der Festlegung der Besoldungsstufen der Personalmitglieder der integrierten Polizei berücksichtigen möchte, und diese Kriterien gegebenenfalls zu ändern. Die Wahl der im vorliegenden Fall berücksichtigten Kriterien ist nicht unvernünftig.

Der Hof stellt im übrigen fest, daß der Kläger sich nicht auf einen Gehaltsverlust aufgrund der Wahl des Kriteriums berufen kann. Wie der Hof bereits angeführt hat, bildete die Gehaltszulage, die einem zum Hauptkommissar der Gerichtspolizei bestimmten gerichtspolizeilichen Abteilungskommissar gewährt wurde, die Gegenleistung für eine zeitweilige Ernennung. Es war somit vernünftig gerechtfertigt, bei der Gehaltseinstufung der Hauptkommissare lediglich die als gerichtspolizeilicher Abteilungskommissar erhaltenen Gehälter zu berücksichtigen, und nicht die als Gegenleistung für eine zeitweilige Ernennung erhaltene Gehaltszulage.

B.31.5. Der gegen den bestätigten Artikel XII.II.31 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 wegen der Eingliederung der Hauptkommissare 1D in die Gehaltstabelle O6 gerichtete Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf die bestätigten Artikel XII.VII.21 und XII.VII.23 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.32.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2456, 2474, 2479, 2486, 2488, 2489 und 2494 bemängeln die diskriminierende Beschaffenheit des im königlichen Erlaß vom 30. März 2001 organisierten Bestellungsmechanismus.

B.32.2.1. Ein erster Bestellungsmechanismus ist für die Mitglieder der ehemaligen Gendarmerie im bestätigten Artikel XII.VII.23 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 vorgesehen. Dieser besagt:

«Le ministre commissionne au grade de commissaire de police, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pour la durée de leur désignation à la direction générale de la police judiciaire ou aux unités judiciaires déconcentrées, les membres du personnel visés à l'article 25 de l'arrêté royal du [26 mars 2001] portant exécution des articles 13, 27, alinéas 2 et 5, et 53 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police et portant d'autres dispositions transitoires diverses.

Pour le surplus, le statut des membres du personnel visés à l'alinéa 1 est fixé conformément à leur insertion dans le cadre moyen.»

Artikel 25 des königlichen Erlasses vom 26. März 2001 bestimmt:

«Le Ministre de l'Intérieur désigne, sur avis du commandant de la gendarmerie et au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2001, les fonctions des maréchaux de logis chef, des premiers maréchaux de logis chef, des adjudants et des adjudants-chefs qui ne jouissent pas de l'allocation visée à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie et qui, au 30 décembre 2000, font partie des brigades de surveillance et de recherche de la gendarmerie ou du service de police judiciaire auprès de la justice militaire et y exercent des emplois équivalents à ceux du niveau d'officier.»

Schließlich bestimmt Artikel 28 des vorgenannten Gesetzes vom 27. Dezember 2000:

«Unbeschadet der Anwendung von Artikel 96 des Gesetzes wird bei der Einrichtung der Direktion und der Dienste, die nachstehend erwähnt sind, im Stellenplan der Generaldirektion der Gerichtspolizei und der dezentrierten Gerichtspolizeidienste, die in Artikel 102 beziehungsweise 105 des Gesetzes erwähnt sind, aufgrund der am 23. Mai 1998 festgelegten Personalbestände eine gleichmäßige Verteilung der Ämter, die eine Gewaltausübung beinhalten, gewährleistet:

1. zwischen den ehemaligen Mitgliedern der Überwachungs- und Fahndungsbrigaden der Gendarmerie und der Brigaden der Gerichtspolizei, für jeden vorerwähnten dezentrierten Gerichtspolizeidienst,

2. zwischen den ehemaligen Mitgliedern der anderen betroffenen Dienste der Gendarmerie und der Gerichtspolizei, was vorerwähnte Generaldirektion der Gerichtspolizei betrifft.»

B.32.2.2. Der Ministerrat rechtfertigt die angefochtene Maßnahme mit der Zielsetzung der Reform, die darin bestanden habe, vom Gesichtspunkt der Verhältnismäßigkeit her eine gleichwertige Anzahl Offiziere aus der ehemaligen Gerichtspolizei einerseits und der B.S.R. andererseits innerhalb der dezentrierten Gerichtspolizeidienste zu gewährleisten. Er hebt ebenfalls hervor, die Bestellung sei nur funktionaler Art gewesen, da die beauftragten Bediensteten weiterhin für alle anderen statutarischen Aspekte, mit Ausnahme der Laufbahnmöglichkeiten, des Zugangs zu den Mandatfunktionen und der Gehaltstabellenaufbahn, dem Kader angehörten, in den sie ernannt worden seien. Die Bestellung sei ebenfalls zeitweilig, da sie mit der Aufnahme in den gerichtspolizeilichen Bereich zusammenhänge.

B.32.2.3. Indem die angefochtene Bestimmung nur für die Mitglieder der ehemaligen B.S.R. die Bestellung in den Dienstgrad eines Polizeikommissars vorsieht, statt eine gleichmäßige Verteilung der leitenden Funktionen zwischen der B.S.R. und der Gerichtspolizei zu gewährleisten, hat sie ein Ungleichgewicht zwischen den beiden Korps geschaffen, da die von der B.S.R. stammenden Mitglieder im Offizierskader zahlreicher sind als die von der Gerichtspolizei stammenden Mitglieder.

Aus den Elementen der Akte geht jedoch hervor, daß dieses Ungleichgewicht nicht der angefochtenen Bestimmung zuzuschreiben ist. Es ergibt sich in der Tat daraus, daß bei diesen Bestellungen nicht die Eingliederung der Mitglieder der ehemaligen B.S.R., die bereits den Dienstgrad eines Offiziers besaßen, in den Offizierskader der neuen Polizei berücksichtigt wurde.

B.32.2.4. Die Bestellung der Mitglieder der ehemaligen B.S.R. in den Dienstgrad eines Polizeikommissars ist an sich nicht unsachdienlich im Verhältnis zur Zielsetzung des Gesetzgebers. Sie beeinträchtigt außerdem nicht in unverhältnismäßiger Weise die Rechte der Kläger, da die Bestellung von ihrem Wesen her den Begünstigten nur einen funktionalen Vorteil gewährt, da diese, wie in der angefochtenen Bestimmung erklärt ist, weiterhin den auf den mittleren Kader der integrierten Polizei anwendbaren Satzungsregeln unterliegen und den Vorteil der Bestellung verlieren, wenn sie den gerichtspolizeilichen Bereich verlassen.

B.32.2.5. Insofern der Klagegrund gegen den bestätigten Artikel XII.II.23. des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 gerichtet ist, ist er unbegründet.

B.32.3.1. Ein zweiter Bestellungsmechanismus ist in den bestätigten Artikeln XII.VII.21 und XII.VII.22 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 vorgesehen, die die Bestellung aller Mitglieder des Personals im einfachen Dienst der ehemaligen Gendarmerie in den Dienstgrad eines Hauptinspektors ermöglichen. Sie erhalten somit die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier aufgrund des bestätigten Artikels II.II.10 des obengenannten königlichen Erlasses, was nach Darlegung der Kläger eindeutig im Widerspruch zu Artikel 138 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes stehe.

Der bestätigte Artikel XII.VII.21 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 besagt:

«Le ministre commissionne au grade d'inspecteur principal de police, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour la durée de leur désignation à la direction de la police judiciaire ou aux unités judiciaires déconcentrées, les actuels membres du personnel qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont revêtus du grade d'inspecteur de police.

Ils sont, pour la durée de leur désignation, revêtus de la qualité d'officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur du Roi et exercent les fonctions rattachées au cadre moyen.

Pour le surplus, le statut des membres actuels du personnel, visés à l'alinéa 1, est déterminé conformément à leur insertion dans le cadre de base.»

Der bestätigte Artikel XII.VII.22 desselben königlichen Erlasses besagt:

«Sous réserve de la réussite de la formation déterminée par Nous, l'article XII.VII.21 est, le cas échéant, également d'application aux membres actuels du personnel des services de recherche de la police communale qui, par application des règles en matière de mobilité et avant le délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, rejoignent la direction générale de la police judiciaire ou un service judiciaire déconcentré de la police fédérale.»

Schließlich bestimmt Artikel II.II.10 desselben Erlasses:

«Sans préjudice de l'article 138 de la loi [du 7 décembre 1998], les fonctionnaires de police qui relèvent du cadre moyen sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du Procureur du Roi.

Les membres du personnel du cadre opérationnel qui relèvent du cadre moyen ou du cadre d'officiers obtiennent cette qualité au moment de la nomination dans le grade d'inspecteur principal de police ou, selon le cas, dans le grade de commissaire de police.»

B.32.3.2. Der Ministerrat rechtfertigt die angefochtene Maßnahme dadurch, daß ein Spannungsfeld zwischen den Gendarmen des gerichtspolizeilichen Bereichs und der Gerichtspolizei bestanden habe und daß das Funktionieren des gerichtspolizeilichen Bereichs der integrierten Polizei gefährdet worden wäre, wenn die Maßnahme nicht ergriffen worden wäre. Artikel 120 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes, der der funktionalen Autorität dem Vorrang vor der hierarchischen Autorität einräume, habe nicht ausgereicht, um ein ordnungsgemäßes Funktionieren des gerichtspolizeilichen Bereichs zu gewährleisten. Der Ministerrat erinnert ferner daran, daß die Spannungen nur die Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei und die Mitglieder der ehemaligen B.S.R. betroffen hätten und es nichts dergleichen innerhalb der lokalen Polizei gegeben habe, so daß für letztere keinerlei Bestellung habe vorgenommen werden müssen.

B.32.3.3. Der bloße Umstand, daß eine Spannung zwischen den beiden obengenannten Polizeikorps bestanden haben soll, reicht nicht aus, um zu rechtfertigen, daß die Bestellung nicht den Mitgliedern der ehemaligen Gemeindepolizei hätte gewährt werden können, die gleichwertige Ermittlungsfunktionen ausüben.

B.32.3.4. Der gegen die bestätigten Artikel XII.VII.21 und Artikel XII.VII.22 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 gerichtete Klagegrund ist begründet.

B.33.1. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 2490 bemängeln ebenfalls, daß die bestätigten Artikel XII.VII.21 und XII.VII.23 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 verschiedene Diskriminierungen einführen, insofern einerseits alle Mitglieder der ehemaligen B.S.R. nicht in ihren funktionalen Dienstgrad bestellt würden und es sich andererseits nur um Bestellungen handele, wobei die Personalmitglieder im übrigen weiterhin den auf die Mitglieder des Personals im einfachen Dienst anwendbaren statutarischen Regeln unterlägen, wenn es sich um bestellte Hauptinspektoren handele, und den auf die Mitglieder des Personals im mittleren Dienst anwendbaren Regeln, wenn es sich um bestellte Polizeikommissare handele. Die Kläger führen an, sie erlitten zahlreiche Nachteile, weil die mit dem höheren Dienstgrad, in den sie bestellt würden, verbundenen Gehaltsvorteile ihnen nicht gewährt würden und weil ihnen dieser Dienstgrad nicht endgültig verliehen werde.

B.33.2. Der Gesetzgeber wollte ein Gleichgewicht zwischen der Anzahl der aus der Gerichtspolizei und der aus der B.S.R. hervorgegangenen Kommissare schaffen. Aus diesem Grund wurden zahlreiche Gendarmen in den Dienstgrad eines Polizeikommissars bestellt. Die angefochtenen Maßnahmen sollten somit ein ordnungsgemäßes Funktionieren der gerichtspolizeilichen Einheiten der neuen Polizei gewährleisten.

B.33.3. Die Bestellung vertraut demjenigen, der sie erhält, nur die Ausübung der mit dem höheren Dienstgrad, in den das Personalmitglied bestellt wird, verbundenen Funktionen an, ohne daß es den mit der Zugehörigkeit zu diesem Dienstgrad verbundenen statutarischen Regeln unterliegt, und dies stellt eine sachdienliche Maßnahme im Verhältnis zur obenbeschriebenen Zielsetzung dar. Der Umstand, daß diese Bestellung zeitweilig ist in dem Sinne, daß sie wirkungslos wird, wenn das Personalmitglied, das sie erhält, den gerichtspolizeilichen Bereich der neuen Polizei verläßt, entspricht ebenfalls einer solchen Zielsetzung.

Die Nachteile, über die sich die Kläger beschweren, ergeben sich aus der eigentlichen Beschaffenheit der Bestellung, die sich von der Ernennung unterscheidet. Diese beiden Situationen sind wesentlich unterschiedlich, so daß es gerechtfertigt ist, einen Behandlungsunterschied zwischen den beiden betroffenen Personalkategorien vorzunehmen.

B.33.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf den bestätigten Artikel XII.VII.16 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.34.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2456 und 2479 bemängeln, daß der bestätigte Artikel XII.VII.16 des königlichen Erlasses nicht auf die Gerichtspolizeibeamten Anwendung finde, die im Besitz eines der in der obenerwähnten Bestimmung angeführten Brevets seien, jedoch in die Gehaltstabelle M3.2 eingegliedert würden.

B.34.2. Der bestätigte Artikel XII.VII.16 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 besagt:

«Pendant cinq ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté et par concours organisé, 25 % des emplois vacants pour promotion par accession au cadre d'officiers est réservé aux lauréats du concours d'admission organisé dans ce cadre et qui sont issus :

1° des membres actuels du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M4.1 et qui sont détenteurs du brevet de sous-officier supérieur visé à l'article 28, § 1, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie;

2° des membres actuels du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M4.1, M4.2, M5.2 ou M6 et qui sont détenteurs du brevet d'officier de la police communale visé à l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police ou à l'article 1, alinéa 1, de l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant-officier de la police communale;

3° des membres actuels du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M5.2 et qui sont lauréats de l'examen 2D visé à l'article 110 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets;

4° des membres actuels du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M7 ou M7bis.

Les emplois réservés visés à l'alinéa 1, qui ne sont pas attribués, profitent aux autres candidats.»

B.34.3.1. Aus dem bestätigten Artikel XII.II.20 des königlichen Erlasses geht hervor, daß die Personalmitglieder, die eine Gehaltstabelle M3.1 oder M3.2 erhalten, ein Dienstalter im Kader von mindestens sechs und höchstens zwölf Jahren aufweisen, so wie es im bestätigten Artikel XII.II.22 vorgesehen ist.

Die Personalmitglieder hingegen, deren Dienstalter im Kader mindestens zwölf Jahre beträgt, erhalten die Gehaltstabelle M4.1 oder M4.2.

B.34.3.2. Es ist nicht unvernünftig, die Personalmitglieder, die über längeres Dienstalter verfügen als andere, unterschiedlich zu behandeln, indem man es vorrangig den ersteren ermöglicht, Zugang zu einem Kontingent von unbesetzten Stellen im Offizierskader zu erhalten.

B.34.3.3. Im übrigen hindert nichts die Personalmitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei, die im Besitz des Brevets 2D sind, jedoch die Gehaltstabelle M3.2 erhalten, daran, sich um das Kontingent der 75 Prozent unbesetzten und nicht vorbehaltenen Stellen zu bewerben.

B.34.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf den bestätigten Artikel XII.VII.29 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.35.1. Die Kläger in den Rechtssachen Nrn. 2463 und 2464, die Leutnant beziehungsweise Kapitän-Kommandant im Offizierskader der ehemaligen Gendarmerie waren, beantragen die Nichtigerklärung des bestätigten Artikels XII.VII.29 Absätze 1 und 4 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001, insofern er vorsehe, daß für die ehemaligen höheren Unteroffiziere der Gendarmerie mit der Eigenschaft als Brigadekommandant oder Dienstleiter der B.S.R., die im Offizierskader der neuen Polizei angeführt seien, das Dienstalter im Kader und Dienstgrad ab dem Datum ihrer Zuweisung für diese Funktion berechnet werde. Diese Maßnahme benachteilige die Offiziere, die kürzlich entweder über direkte Anwerbung oder durch soziale Beförderung angeworben worden seien, wegen der im bestätigten Artikel II.1.7 des obengenannten königlichen Erlasses festgelegten Regeln. Die Kläger beschwerten sich ebenfalls darüber, daß sie auf identische Weise behandelt würden wie eine Kategorie von Personen, die sich wesentlich von ihnen unterscheiden, nämlich die Adjutanten und Oberadjutanten der Gendarmerie.

B.35.2. Der angefochtene bestätigte Artikel XII.II.29 besagt:

«Sans préjudice des alinéas 2, 3 et 4, les membres actuels du personnel du cadre d'officiers visés au tableau D1 de l'annexe 11, reçoivent une ancienneté de cadre et de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau D1, troisième colonne, à partir du point 3.9, de l'annexe 11.

Pour la détermination de l'ancienneté de cadre et de grade des membres actuels du personnel du cadre d'officiers qui proviennent du cadre des officiers de la gendarmerie, la somme des anciennetés est prise en compte à partir de la date de nomination dans un grade d'officier visé à l'article 17 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, en ce compris la bonification d'ancienneté visée à l'article 43, § 1, de la même loi.

Les membres actuels du personnel qui, conformément au tableau D1, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.8 y compris, de l'annexe 11, sont commissionnés dans le grade d'aspirant commissaire de police, obtiennent une ancienneté de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau D1, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.8 y compris, de l'annexe 11.

Pour la détermination de l'ancienneté de cadre et de grade des membres actuels nommés du cadre d'officiers visés au tableau D1, troisième colonne, point 3.9, l'ancienneté acquise est prise en compte à partir de la date de leur désignation pour une fonction qui ouvre le droit à l'octroi de l'allocation de commandement visée à l'article 29, § 1, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres de la gendarmerie, ou de l'allocation de commandant de brigade.»

Der angefochtene Artikel II.1.7 desselben Erlasses bestimmt:

«Pour l'application des dispositions réglementaires qui se basent sur l'ancienneté, la priorité entre les membres du personnel, dont l'ancienneté doit être comparée, est déterminée comme suit :

1° le membre du personnel possédant l'ancienneté de grade la plus élevée;

2° le membre du personnel possédant l'ancienneté de cadre ou de niveau la plus élevée, en cas d'ancienneté de grade égale;

3° le membre du personnel possédant l'ancienneté de service la plus élevée, en cas d'ancienneté égale de cadre ou de niveau;

4° le membre du personnel le plus âgé en cas d'ancienneté de service égale.»

B.35.3. Der Ministerrat rechtfertigt die Eingliederung der Adjutanten und Oberadjutanten der Gendarmerie, die Brigadekommandanten waren, in den Offizierskader mit der Überlegung, daß ein Brigadekommandant der Gendarmerie in Wirklichkeit Kommandant einer Basispolizeinheit gewesen sei, die den Basispolizeinheiten gleichwertig oder vergleichbar gewesen sei, aus denen die einzelnen kommunalen Polizeikorps bestanden hätten, die allesamt durch Offiziere geleitet worden seien.

Der Ministerrat hebt ebenfalls hervor, daß der Ansatz der Arbeitsweise der neuen Polizei ganz anders sei als derjenige, der in den ehemaligen Polizeikorps vorgeherrscht habe, da nicht mehr der Dienstgrad oder das Dienstalter Vorrang habe, sondern die ausgeübte Funktion und die Aufgabe, die den betreffenden Personalmitgliedern anvertraut werde.

B.35.4.1. Wie bereits in B.17.5 dargelegt wurde, mußte ein Bewerber, um zu einem Ausbildungszyklus der Gendarmerie zugelassen zu werden, im Besitz eines Diploms oder einer Studienbescheinigung sein, das beziehungsweise die zumindest denjenigen gleichwertig war, die für die Anwerbung der Bediensteten der Stufe 2 in den Staatsverwaltungen berücksichtigt wurde.

Um zum Ausbildungszyklus als Elite-Unteroffizier oder Wachtmeister zugelassen zu werden, mußte der Bewerber von einer Selektionskommission anhand einer Selektionsprüfung für tauglich erklärt werden. Die Ausbildung mußte wenigstens ein Jahr für den Zugang zum Dienstgrad eines Wachtmeisters und zwei Jahre für den Zugang zum Dienstgrad eines Elite-Unteroffiziers dauern.

Schließlich mußte man, um vom Dienstgrad eines Wachtmeisters zum Dienstgrad eines Gendarmerieadjutanten befördert zu werden, das Brevet als höherer Unteroffizier nach dem Abschluß der im königlichen Erlaß vom 1. April 1996 vorgesehenen Prüfungen erhalten haben. Die Beförderung zum Dienstgrad eines Oberadjutanten war vorgesehen nach einem Dienstalter von vierzehn Jahren, außer wenn nach einer kürzeren Frist eine Zuweisung erfolgte.

Die vorgeschriebenen Bedingungen für die Ernennung im Offiziersdienstgrad waren unterschiedlich, je nachdem, ob der Bewerber durch direkte Anwerbung oder durch soziale Beförderung den Offiziersdienstgrad erlangte.

Im ersten Fall mußte der Bewerber aufgrund des königlichen Erlasses vom 9. April 1979 über die Anwerbung und Ausbildung des Personals des operativen Korps der Gendarmerie entweder im Besitz eines Diploms oder einer Studienbescheinigung sein, das beziehungsweise die zumindest denjenigen gleichwertig war, die für die Anwerbung der Bediensteten der Stufe 1 in den Staatsverwaltungen berücksichtigt wurde, und von einer Selektionskommission für tauglich erklärt werden, nachdem er Anwerbungsprüfungen bestanden hatte, oder im Besitz eines Diploms der Stufe 2 sein und ebenfalls Anwerbungsprüfungen bestehen. Der Ausbildungszyklus mit Universitätsniveau umfaßte Unterrichtsstunden in der Offiziersschule der Gendarmerie, die für die auf der Grundlage angeworbenen Offiziersanwärter auf mindestens drei Monate verteilt waren, während die anderen Offiziersanwärter an einem vorbereitenden Zyklus teilnehmen mußten, der zwei Jahre Ausbildung in der Offiziersschule der Gendarmerie umfaßte, Unterrichtsstunden in einer Universität, die auf dem Programm der Lizenzen standen, die drei Monate Ausbildung, an denen die auf der Grundlage eines Diploms angeworbenen Offiziersanwärter teilnehmen mußten, sowie schließlich einen beruflichen Zyklus mit angewandtem Unterricht der Offiziersschule der Gendarmerie, verteilt auf mindestens zehn Monate.

Umgekehrt mußte man, um Zugang zum Offizierskader der Gendarmerie durch soziale Beförderung zu erhalten, die in Artikel 51 § 1 des Gesetzes vom 27. Dezember 1973 über das Statut des Personals des operativen Korps der Gendarmerie festgelegten Bedingungen erfüllen: mindestens 35 Jahre alt sein, eine Mindestzahl von effektiven Dienstjahren im Dienstgrad eines Oberwachtmeisters aufweisen, Sprachprüfungen bestanden haben, die erforderlichen moralischen Eigenschaften für einen Offizier besitzen und schließlich an dem vorstehend beschriebenen Ausbildungszyklus der Offiziersanwärter teilgenommen haben.

B.35.4.2. Aus all diesen Bestimmungen geht hervor, daß die erforderlichen Bedingungen zur Erlangung der Eigenschaft als Gendarmerieoffizier sich wesentlich von denjenigen unterschieden, die für den Zugang zum mittleren Kader vorgeschrieben waren, und daß sie den Gendarmerieoffizieren eine deutlich höhere Stellung in der Hierarchie verliehen, die im übrigen durch Artikel 17 des Gesetzes vom 27. Dezember 1973 deutlich festgelegt war. Der Verlust dieser höheren Stellung in der Hierarchie kann für die Kläger als nachteilig und diskriminierend angesehen werden, wenn er nicht auf einer objektiven und vernünftigen Rechtfertigung beruht und wenn er die Rechte der Kläger in unverhältnismäßiger Weise beeinträchtigt.

Wie der Ministerrat anführt, wollte der Gesetzgeber bei der Ausarbeitung des Statuts der Personalmitglieder der neuen Polizei die Anzahl der Dienstgrade im Vergleich zu den vorher in den einzelnen Polizeikorps bestehenden Dienstgraden erheblich verringern und der funktionalen Hierarchie dieser Personalmitglieder den Vorrang vor einer auf den Dienstgraden beruhenden Hierarchie geben.

B.35.4.3. Indem der Gesetzgeber die Adjutanten und Oberadjutanten der ehemaligen Gendarmerie, die Brigadekommandanten waren, in den Offizierskader eingliederte mit der Begründung, sie hätten eine Brigade geleitet, die mit den Basispolizeieinheiten vergleichbar gewesen sei, aus denen die einzelnen kommunalen Polizeikorps bestanden hätten, und indem er zur Berechnung ihres Dienstalters die Kommandozulage berücksichtigte, die sie wegen der Ausübung einer leitenden Funktion erhielten, hat er eine Maßnahme ergriffen, die den vorstehend beschriebenen Zielen entspricht und nicht in unverhältnismäßiger Weise die Rechte der Kläger beeinträchtigt. Das Dienstalter, auf das sie sich berufen können, um aufgrund gewisser Bestimmungen des Erlasses Vorteile erhalten zu können, hängt nicht von dem Dienstalter ab, das für die Unteroffiziere der ehemaligen Gendarmerie berücksichtigt wird. Es ergibt sich aus dem Zeitraum, in dem die Kläger eine Offiziersfunktion ausgeübt haben.

B.35.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.36.1. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2492 bemängelt ferner, daß der bestätigte Artikel XII.VII.29 letzter Absatz des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 in Verbindung mit dem bestätigten Artikel XII.VI.9 desselben Erlasses es den Gendarmerieadjutanten, die Brigadekommandanten gewesen und im Besitz eines Diploms der Sekundarstufe seien, erlaube, sich um die offenen Stellen als Polizeikommissar zu bewerben, während ein gerichtspolizeilicher Inspektor 2C, der sich auf ein Diplom des Hochschulunterrichts mit kurzer Studiendauer berufen könne, in den mittleren Kader eingegliedert werde, ohne eine direkte Möglichkeit, sich um offene Offiziersstellen zu bewerben.

B.36.2. Da der bestätigte Artikel XII.II.18 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 aus den in B.20.6 dargelegten Gründen für nichtig zu erklären ist, insofern er die Inspektoren und Abteilungsinspektoren der ehemaligen Gerichtspolizei in den Dienstgrad eines Hauptinspektors der neuen Polizei eingliedert, ist der gegen Artikel XII.II.29 des besagten königlichen Erlasses gerichtete Klagegrund gegenstandslos geworden.

B.37.1. Schließlich führt der Kläger in der Rechtssache Nr. 2493 die diskriminierende Beschaffenheit der bestätigten Artikel XII.XI.29 letzter Absatz und XII.VI.9 des königlichen Erlasses an, da sie es nur den Gendarmerieadjutanten, die Brigadekommandanten gewesen seien, ermöglichten, sich um offene Stellen als Abteilungskommissar der Polizei zu bewerben, während ein Adjutant, der nicht Brigadekommandant gewesen sei, in den mittleren Kader eingegliedert werde ohne eine direkte Möglichkeit, sich um offene Offiziersstellen zu bewerben.

B.37.2. Der angeprangerte Behandlungsunterschied ergibt sich aus der Eingliederung der erstgenannten Kategorie in den Offizierskader und der Eingliederung der zweitgenannten Kategorie in den mittleren Kader der neuen Polizei. Da dieser Behandlungsunterschied aus den in B.22.2 dargelegten Gründen gerechtfertigt ist, wird der Klagegrund abgewiesen.

*In bezug auf den bestätigten Artikel XII.XI.17 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.38.1. Die Kläger in den Rechtssachen Nrn. 2463 und 2464 bemängeln, daß Artikel XII.XI.17 § 2 Absatz 2 Nr. 2 eine Methode der finanziellen Eingliederung in drei Schritten anwende, die anders sei als die für die anderen Personalmitglieder angewandte Methode und zur Folge habe, daß die betroffenen Personen benachteiligt würden.

B.38.2. Der bestätigte Artikel XII.XI.17 § 2 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 besagt:

«§ 2. L'ancienneté pécuniaire du membre actuel du personnel du cadre opérationnel censée acquise dans l'échelle de traitement qui lui est allouée lorsque les dispositions du présent arrêté lui deviennent intégralement applicables, est égale, si celle-ci lui est plus favorable que celle qu'il avait obtenue par application de son statut d'origine, à celle qu'il peut acquérir par application des articles XI.II.3 à XI.II.9, alinéas 1 et 2, y compris.

Par dérogation à l'alinéa 1, pour les membres actuels du cadre opérationnel dont le traitement est fixé dans une des échelles de traitement O1, O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir, O4bis ou O4bisir, l'ancienneté pécuniaire censée acquise à ce moment dans cette échelle de traitement, s'obtient en :

1° déterminant, sur base de l'ancienneté pécuniaire telle que recalculée conformément à l'alinéa 1, le traitement auquel le membre actuel du personnel du cadre opérationnel pourrait prétendre dans son ancien statut tenant compte du grade dont il était revêtu;

2° ensuite, en déterminant, dans l'échelle de traitement qui lui est conférée, l'ancienneté correspondante au montant de traitement qui est égal ou immédiatement supérieur à celui visé au 1°, sans cependant que le maximum de l'échelle de traitement conférée puisse être dépassé.

[...] »

B.38.3. Der Ministerrat erklärt, daß die Eingliederung der Kläger in die neuen Gehaltstabellen das Ergebnis komplizierter Regeln sei, in denen der großen Verschiedenartigkeit der Gehaltstabellen der Offiziere in den ehemaligen Polizeikorps Rechnung getragen werde. Drei Schritte würden diese Eingliederung kennzeichnen, wie in B.26.2.1 dargelegt wurde.

B.38.4. Aus Tabelle D1 von Anhang 11 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 geht hervor, daß der betreffende Kläger, der Kapitän-Kommandant der Gendarmerie war, in einer Gehaltstabelle von 934.690 bis 1.544.743 Franken eingestuft war. Er wurde im Dienstgrad eines Kommissars in die neue Polizei eingegliedert mit der Gehaltstabelle O4, deren Mindestbetrag auf 1.110.000 Franken und deren Höchstbetrag auf 1.773.000 Franken festgesetzt ist. Der Kläger gibt selbst an, daß sein neues Jahresbruttogehalt 1.722.000 Franken betrage, während sein ehemaliges Jahresbruttogehalt 1.544.743 Franken betragen habe.

Abgesehen davon, daß die Methode der Eingliederung in die neuen Gehaltstabellen, die der Gesetzgeber für Offiziere anwendet, sich nicht als unvernünftig erweist, hat sie zur Folge, daß der Kläger ein günstigeres Gehalt empfängt als dasjenige, auf das er in Anwendung seines ehemaligen Statuts hätte Anspruch erheben können. Außerdem verfügt der Kläger noch über Aufstiegsmöglichkeiten, in deren Genuß er in diesem ehemaligen Statut nicht hätte gelangen können.

B.38.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf den bestätigten Artikel XII.II.35 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.39.1. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 2481 bemängelt, daß die bestätigten Artikel XII.II.35 und XII.II.60 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 eine Diskriminierung der Personalmitglieder des Verwaltungs- und Logistikkaders der Stufe 2 aus einer wallonischen Gemeinde, die die allgemeine Anpassung der Gehaltstabellen angewandt habe, einführten, wobei diese Personalmitglieder nach Auffassung der klagenden Partei zu Unrecht in die Stufe D der neuen Polizei eingegliedert würden.

B.39.2. Die klagende Partei hat den Hof mit einem Schreiben vom 13. Januar 2003 gebeten, ihre Klagerücknahme zu Protokoll zu nehmen, und erklärt, das Programmgesetz vom 24. Dezember 2002 habe «den Fehler in der Gehaltstabelle» berichtigt, für den sie den Hof befaßt habe.

B.39.3. Nichts spricht dagegen, daß der Hof dieser Klagerücknahme stattgibt.

*In bezug auf die Artikel 116 und 117 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001*

B.40.1.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2482 und 2483 bemängeln, daß die Artikel 116 und 117 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 zeitweilig Zuweisungen innerhalb der Zentraldienststellen der föderalen Polizei sowie der Generalinspektion der föderalen Polizei und der lokalen Polizei ohne Sprachkader genehmige und es dem König erlaube, die ersten Bestellungen vorzunehmen, ohne daß vorher ein Stellenplan oder ein Sprachkader aufgesetzt worden sei. Solche Maßnahmen würden eine Diskriminierung der Mitglieder der neuen Polizei, der Generalinspektion und der Zentraldienststellen im Verhältnis zu den Personalmitgliedern der anderen Zentralverwaltungen des Landes sowie eine Diskriminierung zwischen den Bediensteten der neuen Polizei schaffen.

B.40.1.2. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2495 bemängeln, daß dieselben Bestimmungen eine Diskriminierung zwischen den Bediensteten der öffentlichen Polizeidienste und den anderen Bediensteten des öffentlichen Dienstes schaffen würden, da den Erstgenannten durch die angefochtenen Bestimmungen Garantien entzogen würden, die das Gesetz den Zweitgenannten gewährleiste, indem es Verfahren der Verhandlung, der Konzertierung oder der Befragung organisiere, einschließlich der Mitbestimmung der repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen, dies in bezug auf Sachbereiche des Verwaltungs- und Sprachstatuts sowie die Organisation und Führung des Personals des öffentlichen Dienstes.

B.40.2. Artikel 116 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 fügt in das Gesetz vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes einen Artikel 246bis mit folgendem Wortlaut ein:

«Die Personalzuweisungen innerhalb der zentralen Dienste der föderalen Polizei und innerhalb der Generalinspektion der föderalen Polizei und der lokalen Polizei dürfen bis zum 31. Dezember 2002 ohne Sprachkader stattfinden.»

Artikel 117 des Gesetzes vom 30. Dezember 2001 ergänzt Artikel 247 des vorgenannten Gesetzes vom 7. Dezember 1998 um folgende Absätze:

«Der König kann die ersten Bestellungen zu den in Absatz 1 erwähnten Stellen vornehmen, ohne daß vorher der Stellenplan und die Sprachkader für die föderale Polizei und die Generalinspektion der föderalen Polizei und der lokalen Polizei festgelegt worden sind.

Die sprachliche Parität wird gewährleistet einerseits in der Gruppe, die sich aus dem Generalkommissar, dem Generalinspektor, den Generaldirektoren und den beigeordneten Generaldirektoren zusammensetzt, und andererseits in der Gruppe der Direktoren bei einer Generaldirektion der föderalen Polizei und bei den Dienststellen des Generalkommissars und der beigeordneten Generalinspektoren.»

Laut Artikel 93 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 umfaßt die föderale Polizei

«1. den Generalkommissar, dem alle Generaldirektionen und Dienste der föderalen Polizei unterstehen,

2. die vom König durch einen im Ministerrat beratenen Erlass bestimmten Generaldirektionen, die jede von einem Generaldirektor geleitet werden, wozu mindestens eine Generaldirektion der Gerichtspolizei, eine Generaldirektion der Verwaltungspolizei und Generaldirektionen, die mit Unterstützungsaufgaben und der Verwaltung beauftragt sind, gehören».

B.40.3.1. Der Ministerrat führt verschiedene Rechtfertigungen für die angefochtene Maßnahme an. Nach seiner Darlegung hätten die Ersternennungen in der neuen Polizei ohne Stellenplan und ohne Sprachkader vorgenommen werden müssen, um die Kontinuität des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten, trotz der materiellen Unmöglichkeit, die Anzahl der bei der föderalen Polizei zu beschäftigenden Personalmitglieder und den Umfang der behandelten Akten festzulegen, dies unter Berücksichtigung der Größenvorteile, die sich aus der Verschmelzung der Gendarmerie und der Gerichtspolizei ergeben würden. Der Ministerrat hebt ferner hervor, daß die früheren Polizeikorps vor der Reform unterschiedlichen Sprachengesetzgebungen unterworfen gewesen seien, so daß es nicht möglich gewesen sei, alle Personalmitglieder direkt in ein und denselben Sprachkader einzugliedern.

B.40.3.2. In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 30. Dezember 2001 ist zu lesen:

«[Diese Bestimmungen] sollen eine gewisse Grundlage für die ersten Bestellungen bilden, die bei der Verwirklichung der föderalen Polizei und der Generalinspektion der föderalen und der lokalen Polizei vorgenommen wurden, als noch keine Sprachkader verfügbar waren. Die verschiedenen Sprachengesetzgebungen, die auf das in die föderale Polizei integrierte Personal anwendbar waren (Gesetz vom 30. Juli 1938 über den Sprachengebrauch in der Armee in bezug auf die Gendarmerie sowie die koordinierten Gesetze vom 18. Juli 1966 über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten), haben es nicht ermöglicht, diese Personalmitglieder unmittelbar in ein und denselben Sprachkader einzugliedern. Es wurde jedoch darauf geachtet, eine sprachliche Parität auf der Ebene der Schlüsselpositionen der Zentraldienststellen der föderalen Polizei und der Generalinspektion einzuhalten. Artikel 151 verleiht diesen beiden Artikeln Rückwirkung zum 4. November 2000. [...] Wie der Staatsrat in seinem Gutachten zu Recht anmerkt, beruhen diese Bestimmungen, denen Rückwirkung verliehen wird, auf zwingenden Beweggründen des Gemeinwohls. Dies trifft deutlich zu. [...] Diese Zuweisungen waren im übrigen dringend und notwendig im Hinblick auf die Kontinuität. Die Polizeireform ist eine umfassende Aufgabe, die in kurzer Zeit verwirklicht werden mußte in dem Bewußtsein, daß der Dienst während des Vorgangs der Reform gesichert werden mußte. Die föderale Polizei und die Generalinspektion mußten am 1. Januar 2001 ihre Arbeit aufnehmen können, ohne daß eine Autoritätslücke zwischen den ehemaligen Polizeidiensten, die abgeschafft wurden, und der neuen Struktur, die sie ersetzte, entstand. Gleichzeitig hat die Regierung das Verfahren in die Wege geleitet, um die Sprachkader festzulegen. Unterdessen hat die Ernennungsbehörde auf die Einhaltung einer sprachlichen Parität geachtet, so wie sie im Text beschrieben war. Der Geist der Sprachengesetzgebung ist also vollständig beachtet worden. Überdies ist die Rechtssicherheit gewährleistet, sowohl in bezug auf die Rechte der betroffenen Personalmitglieder als auch in bezug auf die Gültigkeit der Entscheidungen. Diese Bestimmungen stellen deshalb in keiner Weise eine Einmischung des Gesetzgebers in zu erwartende Gerichtsverfahren dar. Sie sind jedoch notwendig für das Funktionieren des öffentlichen Dienstes, für seine Stabilität und Kontinuität und erforderlich für das Gemeinwohl. » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50 1503/001, SS. 45 bis 47)

B.40.4.1. Artikel 43 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten, der auf die Gerichtspolizei und die Gemeindepolizei anwendbar war, besagt:

«§ 1. Verwaltungen zentraler Dienststellen werden in französische und niederländische Direktionen oder Abteilungen, Büros und Sektionen aufgliedert, wenn dies durch die Art der Angelegenheiten und die Zahl der Personalmitglieder gerechtfertigt ist.

§ 2. Beamte mit einem Dienstgrad im Rang 13 oder darüber oder mit einem damit gleichgesetzten Dienstgrad werden in drei Sprachkader aufgeteilt: einen französischen Sprachkader, einen niederländischen Sprachkader und einen zweisprachigen Kader.

Die anderen Bediensteten werden in zwei Sprachkader aufgeteilt: einen französischen Sprachkader und einen niederländischen Sprachkader.

Alle Beamten und Bediensteten werden in eine Sprachrolle eingetragen: die französische Sprachrolle oder die niederländische Sprachrolle.

§ 3. Der König legt für eine Dauer von höchstens sechs Jahren, die beim Ausbleiben von Veränderungen erneuert werden kann, für jede zentrale Dienststelle den Prozentsatz Stellen fest, die im französischen Sprachkader und im niederländischen Sprachkader zu vergeben sind, wobei Er auf allen Stufen der Hierarchie der Bedeutung Rechnung trägt, die das französische Sprachgebiet und das niederländische Sprachgebiet jeweils für jede Dienststelle einnehmen. Für Dienstgrade im Rang 13 und darüber oder damit gleichgesetzte Dienstgrade werden die Stellen jedoch auf allen Stufen der Hierarchie zu gleichen Prozentsätzen auf die beiden Sprachkader verteilt.

Der zweisprachige Kader umfaßt zwanzig Prozent der Stellen der Dienstgrade im Rang 13 und darüber und der damit gleichgesetzten Dienstgrade. Diese Stellen sind auf allen Stufen der Hierarchie in gleicher Anzahl den Beamten der beiden Sprachrollen vorbehalten.

Um in den zweisprachigen Kader aufgenommen zu werden, müssen Beamte vor einem vom Ständigen Anwerbssekretär gebildeten Prüfungsausschuß den Nachweis erbringen, daß sie über ausreichende Kenntnisse der zweiten Sprache verfügen. Beamte, aus deren Diplom hervorgeht, daß ihre zweite Sprache die Verkehrssprache des Studiums war, das sie absolviert haben, sind von dieser Prüfung befreit.

Zwecks Anwendung der voranstehenden Regeln legt der König die verschiedenen Dienstgrade fest, die eine gleiche Stufe der Hierarchie bilden.

Vorschläge zur Verteilung der Stellen auf die verschiedenen Sprachkader werden der Ständigen Kommission für Sprachenkontrolle zur vorherigen Stellungnahme unterbreitet.

Nach Konsultierung dieser Kommission kann der König durch einen mit Gründen versehenen und im Ministerrat beratenen Erlaß von der Regel der Verteilung der Stellen der Dienstgrade im Rang 13 und darüber und der damit gleichgesetzten Dienstgrade zugunsten zentraler Dienststellen abweichen, deren Befugnisse oder Tätigkeiten das französische und niederländische Sprachgebiet in ungleicher Weise betreffen.»

Artikel 46 derselben Gesetze bestimmt:

«§ 1. Unbeschadet der in den Paragraphen 2 bis 6 vorgesehenen Vorschriften finden die Bestimmungen des Abschnitts 1 - mit Ausnahme des Artikels 43 § 6 - Anwendung auf Ausführungsdienststellen, deren Sitz außerhalb von Brüssel-Hauptstadt liegt und deren Tätigkeitsbereich sich auf das ganze Land erstreckt.

§ 2. Für die interne Untersuchung von Angelegenheiten, die sich auf die Organisation des Dienstes vor Ort beziehen - mit Ausnahme von Angelegenheiten, die sich auf das Personal beziehen -, und für die diesbezüglichen Beziehungen mit zentralen Dienststellen wird die Sprache der Gemeinde, in der der Sitz der Dienststelle liegt, benutzt.

§ 3. Beamte eines einsprachigen Kadern, der nicht der Sprachgruppe der Gemeinde entspricht, in der der Sitz der Dienststelle liegt, müssen über Grundkenntnisse der Sprache dieser Gemeinde verfügen, wenn sie in ihrem Amt regelmäßig mit Arbeiterpersonal in Kontakt kommen.

§ 4. Beamte, denen die Leitung dieser Dienststellen obliegt, müssen durch eine vor dem Ständigen Anwerbssekretariat abgelegte Prüfung nachweisen, daß sie über ausreichende Kenntnisse der zweiten Sprache verfügen.

§ 5. Personalmitglieder, die mit der Öffentlichkeit in Kontakt kommen, müssen je nachdem, ob sie zur ersten oder zu den folgenden Kategorien gehören, über ausreichende Kenntnisse oder Grundkenntnisse der zweiten Sprache verfügen.

§ 6. Der König ergreift Maßnahmen, damit die Anzahl Dienststellen, auf die sich der vorliegende Artikel bezieht, innerhalb fünf Jahren auf ein Mindestmaß reduziert wird.»

Bei den auf die Gendarmerie anwendbaren Bestimmungen handelt es sich in Anwendung von Artikel 1 des Gesetzes vom 27. Dezember 1973 über das Statut des Personals des operativen Korps der Gendarmerie um das Gesetz vom 30. Juli 1938 über den Sprachgebrauch in der Armee, wonach die Mitglieder des Personals der Gendarmerie weiterhin den auf das Personal der Streitkräfte anwendbaren Gesetzen und Regelungen unterliegen, und zwar im vorliegenden Fall angepaßt an ihre besondere Lage. Demzufolge bestand für die Gendarmerie keinerlei Sprachkader.

B.40.4.2. Der Ministerrat hat bestätigt, daß die Artikel 43 und 46 der koordinierten Sprachengesetze die zentralen Dienststellen und die ausführenden Dienststellen, die außerhalb von Brüssel-Hauptstadt niedergelassen sind, verpflichtet, vor jeder Ernennung Sprachkader festzulegen, und daß diese Bestimmungen auf die föderale Polizei Anwendung finden.

Artikel 117 des angefochtenen Gesetzes sollte dem Erfordernis der sprachlichen Parität entsprechen für die Stellen des Rangs 13 und höhere. Die Ernennungen für die Stellen in einen niedrigeren Rang als Rang 13 hingegen mußten grundsätzlich entsprechend dem Sprachkader vorgenommen werden, die aufgrund des Umfangs der in der einer oder anderen Sprache zu behandelnden Akten festgelegt wurden.

Im Gegensatz zur Gemeindepolizei und zur Gerichtspolizei, die beide den koordinierten Gesetzen über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten unterworfen waren, so daß es in beiden Korps Sprachkader gab, galt für die Gendarmerie eine Gesetzgebung, die solche Kader nicht auferlegte, so daß es diese nicht gab.

Der Gesetzgeber mußte also bei der Einrichtung der neuen Polizei die Harmonisierung der verschiedenen Gesetzgebungen und gleichzeitig das Fehlen eines Sprachkadern für die Gendarmerie bewältigen. Er konnte vernünftigerweise davon ausgehen, daß es notwendig war, dem König eine ausreichend lange Frist einzuräumen, damit Er die Zahl der ehemaligen Gendarmen bestimmen konnte, die zur föderalen Polizei übergehen sollten, sowie das Volumen der in den jeweiligen Landessprachen zu behandelnden Akten, damit die Stellenpläne und Sprachkader der neuen Polizei festgelegt werden konnten. Das Datum vom 31. Dezember 2002 wurde nicht ohne vernünftige Rechtfertigung gewählt.

B.40.5. Der Gesetzgeber konnte ebenfalls vernünftigerweise davon ausgehen, daß zwingende Gründe der Kontinuität des öffentlichen Dienstes es erforderten, die Ersternennungen ohne Stellenplan und Sprachkader vorzunehmen.

B.40.6. Die gleichen Gründe konnten es rechtfertigen, diese Ersternennungen vorzunehmen, obwohl die Gewerkschaftsorganisationen nicht an der Ausarbeitung eines Stellenplans beteiligt worden waren, wobei der Hof das Fehlen eines solchen Stellenplans vor diesen Ernennungen aus den obenerwähnten Gründen nicht als diskriminierend betrachtet.

B.40.7. Sowohl Artikel 11 § 1 des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, als auch Artikel 8 § 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 24. März 1999 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaftsorganisationen des Personals der Polizeidienste, der daran angelehnt ist, besagen:

«Sauf dans les cas d'urgence déterminés par le Roi et dans les autres cas qu'il détermine, les autorités administratives compétentes ne peuvent, sans une concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives au sein des comités créés conformément à l'article 10 ou au sein des comités visés à l'article 12bis selon le cas, prendre :

1° les décisions fixant le cadre du personnel des services ressortissant au comité de concertation dont il s'agit; [...].»

Artikel 5 des königlichen Erlasses vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 und Artikel 3 des königlichen Erlasses vom 8. Februar 2001 zur Ausführung des Gesetzes vom 24. März 1999 besagen, daß die obenerwähnte Konzertierung nicht erforderlich ist «in den anderen Fällen, die durch spätere königliche Erlasse nach einer Verhandlung gemäß den Bestimmungen dieses Erlasses bestimmt werden».

Sowohl der Gesetzgeber als auch der König haben also ausdrücklich Fälle vorgesehen, in denen die Stellenpläne ohne Gewerkschaftskonzertierung ausgearbeitet werden können.

Was den Umstand betrifft, daß die Gewerkschaftsorganisationen nicht an den Selektionsprüfungen der Bediensteten der Polizeidienste hätten teilnehmen können, bezieht sich die Beschwerde nicht auf die Artikel 116 und 117 des angefochtenen Programmgesetzes. Sie betrifft nämlich den Ablauf dieser Selektionsprüfungen, und der Hof ist nicht befugt, dies zu prüfen.

B.40.8. Die Klagegründe sind unbegründet.

*In bezug auf den bestätigten Artikel XII.VII.15 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.41.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 2486 und 2489 bemängeln, daß der bestätigte Artikel XII.VII.15 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 nicht automatisch das Diplom als Offizier der Gemeindepolizei in Wert setze, da es notwendig sei, eine Auswahlprüfung zu bestehen, daß er die Gültigkeitsdauer dieses Diploms auf fünf Jahre begrenze, daß er ihm lediglich einen Vorrang bei Ernennungen gegenüber anderen Brevets und nur gegenüber dem Dienstalter in der Gehaltstabelle B5 des Personals im einfachen Dienst gewähre und schließlich daß er den Aufstieg auf den unmittelbar übergeordneten Kader begrenze, während derzeit ein Bediensteter des Personals im einfachen Dienst mit Brevet sich unmittelbar um eine unbesetzte Offiziersstelle bewerben könne. Diese Situation sei diskriminierend im Verhältnis zu denjenigen der Offiziersanwärter, die noch kein Diplom der Gendarmerie besäßen und aufgrund des bestätigten Artikels XII.II.25 des königlichen Erlasses ohne vorherige Ausbildung oder Prüfung unmittelbar in den Offizierskader übergehen könnten. Sie sei ebenfalls diskriminierend im Verhältnis zu den Unteroffizieren der Gendarmerie, die Brigadekommandanten seien, da diese ebenfalls automatisch in den Offizierskader übergangen in Anwendung des obengenannten bestätigten Artikels XII.II.25 und schließlich im Verhältnis zu den Bewerbern, die die Beförderungsprüfung für den Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars und Laborkommissars bestanden hätten und ebenfalls unmittelbar in den Offizierskader übergangen in Anwendung derselben Bestimmung.

B.41.2. Der bestätigte Artikel XII.VII.15 des königlichen Erlasses besagt:

«§ 1. Pendant cinq ans après la mise en vigueur du présent arrêté, les emplois vacants pour promotion par accession au cadre moyen sont répartis proportionnellement entre les membres du cadre de base, anciens membres du personnel de la gendarmerie et de la police communale, conformément au nombre respectif de membres actuels du personnel insérés, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, dans les échelles de traitement B2 à B5 y compris en application des articles XII.II.15, 2° à 5° y compris et XII.VII.8.

§ 2. Des emplois vacants réservés au § 1 pour les anciens membres du personnel de gendarmerie, 50 % est attribué par priorité aux lauréats du concours pour l'admission à la promotion par accession au cadre moyen qui bénéficient de l'échelle de traitement B5.

Les emplois vacants qui ne sont pas attribués par application de la priorité visée à l'alinéa 1 profitent aux autres candidats.

Les emplois vacants qui ne sont pas attribués par application de ce paragraphe profitent aux membres du personnel visés au § 3.

§ 3. Les emplois vacants réservés au § 1 pour les anciens membres de la police communale sont attribués dans l'ordre de priorité suivant aux lauréats du concours pour l'admission à la promotion par accession au cadre moyen :

1° dans l'ordre croissant de la date d'obtention du brevet et en cas d'équivalence de date, dans l'ordre décroissant d'ancienneté de service :

a) les détenteurs du brevet d'officier de la police communale visé à l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police ou à l'article 1, alinéa 1, de l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant-officier de la police communale;

b) les détenteurs du brevet visé à l'arrêté royal de 13 juillet 1989 relatif au brevet d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, délivré à certains membres de la police communale;

c) les détenteurs du certificat d'inspecteur de police visé à l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif à la formation et à la promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police;

2° les membres du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement B5;

3° les autres candidats.

Les emplois vacants qui ne sont pas attribués par application de ce paragraphe profitent aux membres du personnel visés au § 2.»

B.41.3.1. Der Ministerrat verweist auf das System der nicht-automatischen Inwertsetzung des Brevets als Offizier, das die Mitglieder der ehemaligen Gemeindepolizei erlangt hätten und das mit Vorteilen verbunden sei; er erklärt, zu diesem Grundsatz gebe es eine einzige Ausnahme für die Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei, die die Prüfung als Gerichtspolizeioffizier bestanden hätten. Diese Ausnahme sei nach seiner Auffassung gerechtfertigt «durch die geringe Zahl der betroffenen Personalmitglieder (etwa vierzig), durch ihre Gewißheit, kurzfristig ernannt zu werden und durch die strenge Begrenzung innerhalb der Gerichtspolizei hinsichtlich der Ausbildungskontingente, was vor allem innerhalb der Gemeindepolizei nicht der Fall gewesen sei und in geringerem Maße innerhalb der Gendarmerie».



B.41.3.2. Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 25. Juni 1991 « zur Festlegung der allgemeinen Bestimmungen über die Ausbildung der Offiziere der Gemeindepolizei, die Ernennungsbedingungen für die Dienstgrade eines Offiziers der Gemeindepolizei und die Anwerbungs- und Ernennungsbedingungen für den Dienstgrad eines angehenden Offiziers der Gemeindepolizei » besagte, daß man, um in einen Offiziersdienstgrad der Gemeindepolizei ernannt zu werden, im Besitz eines Diploms oder einer Studienbescheinigung sein mußte, das beziehungsweise die zumindest einem der Diplome oder der Studienbescheinigungen gleichwertig war, die für die Anwerbung in Stellen der Stufe 2 der Staatsverwaltungen berücksichtigt werden, und im Besitz des Brevets als Offizier sein mußte, das nach dem Bestehen der Prüfungen ausgestellt wurde, die nach dem gemäß den Artikeln 22 und folgende des Erlasses durchgeführten Ausbildungszyklus abgehalten wurden, das heißt eine auf zwei oder drei Jahre verteilte Ausbildung von 1.000 bis 1.200 Unterrichtsstunden.

B.41.4. Im vorliegenden Fall erscheint es an sich nicht unvernünftig, denjenigen, die im Besitz eines solchen Brevets sind, gewisse Vorteile zu gewähren, ohne es ihnen jedoch zu erlauben, automatisch in einen höheren Kader oder den Offizierskader aufzusteigen angesichts der Unterschiede, die zwischen den einzelnen Korps bestanden haben, insbesondere hinsichtlich des Zugangs zur Ausbildung.

B.41.5.1. Wie der Ministerrat erwähnt hat, gibt es jedoch eine Ausnahme zu den vom Gesetzgeber festgelegten Grundsätzen zugunsten derjenigen, die die Beförderungsprüfungen für den Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars oder eines Laborkommissars bestanden haben und vor ihrer Eingliederung in die neue Polizei noch nicht in den Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars befördert worden sind.

Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 17. Dezember 1998 über die Beförderung von Gerichtspolizeibeamten bei den Staatsanwaltschaften in den Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars oder eines Laborkommissars sah vor, daß die Gerichtspolizeibeamten, um in den Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars oder eines Laborkommissars befördert werden zu können, eine Selektionsprüfung bezüglich der erforderlichen Fähigkeit zur Ausübung der Funktion sowie eine sogenannte *assessment*-Selektionsprüfung bestanden und während mindestens vier Jahren die Funktion als gerichtspolizeilicher Bediensteter ausgeübt haben mußten.

B.41.5.2. Die vom Ministerrat angeführten Elemente, um zu rechtfertigen, daß diejenigen, die die Prüfung für den Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars oder eines Laborkommissars bestanden hatten, automatisch in den Offiziersdienstgrad befördert wurden, dies im Gegensatz zu den Grundsätzen bezüglich der Inwertsetzung der Diplome, die für sämtliche Mitglieder der ehemaligen Polizeikorps gelten, ermöglichen es nicht, in sachdienlicher und vernünftiger Weise den Behandlungsunterschied zu rechtfertigen, der somit zwischen denjenigen, die die obengenannten Prüfungen bestanden haben, und denjenigen, die die Prüfungen als Offizier der Gemeindepolizei bestanden haben, gemacht wurde. Es ist nämlich nicht nachgewiesen, daß diese beiden Kategorien sich in solchermaßen unterschiedlichen Situationen befanden, daß sie unterschiedlich behandelt werden mußten.

B.41.6. Der Klagegrund ist begründet.

B.42.1. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2492 bemängelt, daß mehrere Bestimmungen des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 das Bestehen gewisser Prüfungen in Wert setzten, ohne daß irgendeine Bestimmung diese Art von Vorteilen für das Bestehen der Selektionsprüfung bezüglich der erforderlichen Fähigkeit für die Ausübung der Funktion als Gerichtspolizeikommissar vorsehe, wobei diejenigen, die diese Prüfungen bestanden hätten, sich auf Artikel 4 des königlichen Erlasses vom 17. Dezember 1998 über die Beförderung von Gerichtspolizeibeamten bei den Staatsanwaltschaften in den Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars oder eines Laborkommissars hätten berufen können.

B.42.2.1. Um in den Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars befördert werden zu können, mußte man zwei Prüfungen bestanden haben: eine Selektionsprüfung bezüglich der erforderlichen Fähigkeit zur Ausübung der Funktion sowie eine *assessment*-Selektionsprüfung.

Der vom Kläger zitierte Artikel 4 des königlichen Erlasses vom 17. Dezember 1998 sah vor, daß diejenigen, die die Eignungsprüfung bestanden hatten, bei einer späteren Teilnahme an Selektionsprüfungen für die Beförderung in diesen Dienstgrad befreit waren.

B.42.2.2. Es entbehrt angesichts der vom Ministerrat in Erinnerung gerufenen Grundsätze für die Inwertsetzung der Brevets, die bei der Integration der ehemaligen Polizeikorps in die neue Polizei ausschlaggebend waren, nicht einer vernünftigen Rechtfertigung, wenn für diese Inwertsetzung nur das Bestehen vollständiger Prüfungen für den Zugang zu einem höheren Dienstgrad und nicht ein Prüfungsteil berücksichtigt wurde, der getrennt betrachtet demjenigen, der ihn bestanden hatte, kein Recht auf Beförderung im ehemaligen Korps verlieh, sondern höchstens eine Befreiung bei einer späteren Teilnahme an Selektionsprüfungen, deren Bestehen im übrigen ungewiß blieb.

B.42.3. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf den bestätigten Artikel XII.XI.21 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.43.1. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2492 führt die diskriminierende Beschaffenheit des bestätigten Artikels XII.XI.21 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 an, insofern er gewissen Personalmitgliedern, die aus der ehemaligen Gendarmerie und der ehemaligen Gemeindepolizei hervorgegangen seien, eine Zusatzzulage gewähre, ohne sie den Mitgliedern der ehemaligen Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften zu gewähren.

B.43.2. Die angefochtene Bestimmung besagt:

«§ 1<sup>er</sup>. A l'exception de celui visé à l'article 29 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, est accordée une allocation complémentaire au membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie ou d'un corps de police communale, qui n'est pas nommé à un grade d'officier et qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, est affecté à, détaché vers ou mis à disposition d'un service appartenant à la direction générale de la police judiciaire, d'un service judiciaire déconcentré de la police fédérale ou qui, à la date de création d'un corps de police locale, est affecté à, détaché vers ou mis à disposition d'un service de recherche ou d'enquête de la police locale, ou qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, est affecté à ou détaché dans un emploi d'analyste criminel ou est mis à disposition d'un service en cette qualité.

Le montant annuel de cette allocation est fixé à :

1° 86 400 francs, si le membre actuel du personnel du cadre opérationnel est affecté à un service appartenant à la direction générale de la police judiciaire ou à un service judiciaire déconcentré de la police fédérale et que, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il pouvait bénéficier, soit de l'indemnité forfaitaire visée à l'arrêté royal du 26 février 1958 accordant une indemnité forfaitaire à certains membres du personnel de la gendarmerie, soit de celle visée au chapitre III de l'arrêté ministériel du 22 juin 1995 portant octroi de certaines indemnités forfaitaires aux officiers et agents judiciaires près les parquets;

2° 54 000 francs, dans les autres cas.

L'article XII.XI.25, §§ 1, 2 et 4, est, *mutatis mutandis*, applicable à l'allocation visée à l'alinéa 1.

Par dérogation cependant à ce même article, § 1, alinéas 3 et 4, et § 2, en cas de détachement d'un membre actuel du personnel du cadre opérationnel vers ou de mise à disposition d'un corps, d'une unité ou d'un service visé à l'alinéa 1, le droit à l'allocation est ouvert à raison d'1/360ème par jour de détachement ou de mise à disposition. Les montants dus sont, dans ce cas, payés en même temps que le traitement du second mois qui suit celui au cours duquel les conditions d'octroi sont remplies.

§ 2. Les membres actuels du personnel du cadre opérationnel visés à l'article XII.VII.22 ainsi que ceux visés au § 1, qui ne bénéficient, en première instance, que du montant visé au § 1, alinéa 2, 2°, bénéficient du montant visé au § 1, alinéa 2, 1°, le premier jour du mois qui suit celui où ils sont affectés à, détachés vers ou mis à disposition d'un service appartenant à la direction générale de la police judiciaire ou dans un service judiciaire déconcentré de la police fédérale en répondant aux conditions de formation visées dans le même article XII.VII.22.

Sont considérés comme répondant aux conditions de formation visées à l'alinéa 1, les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont détenteurs du brevet de formation judiciaire complémentaire ouvrant l'accès aux brigades de surveillance et de recherches, ou du brevet de formation judiciaire complémentaire supérieure, ou du brevet d'analyste criminel opérationnel ou stratégique.

§ 3. Le droit à l'allocation s'éteint à titre définitif dès que le membre actuel du personnel du cadre opérationnel quitte son emploi ou voit mettre fin à son détachement ou à sa mise à disposition sans être immédiatement réaffecté, détaché ou mis à disposition dans un service ouvrant le droit à l'allocation. Pour l'application du présent §, le fait d'être détaché à l'effet de suivre une formation complémentaire ou continuée ne signifie cependant a priori pas qu'il soit mis fin au détachement ou à la mise à disposition.»

B.43.3. Der Hof erkennt nicht - und der Ministerrat hat im übrigen nicht nachgewiesen - was den in B.43.1 dargelegten Behandlungsunterschied rechtfertigt.

Insofern der bestätigte Artikel XII.XI.21 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 die Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei nicht in den Genuß der durch ihn eingeführten Zusatzzulage gelangen läßt, ist er nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar.

Der Klagegrund ist begründet.

*In bezug auf den bestätigten Artikel XII.XI.20 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.44.1. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 2493 bemängelt, daß der bestätigte Artikel XII.XI.20 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 die Gewährung der darin vorgesehenen Zulage nur für die Adjutanten und Oberadjutanten der Gendarmerie, die Brigadekommandanten gewesen seien, vorsehe.

B.44.2. Die angefochtene Bestimmung besagt:

«§ 1. Au membre du personnel qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, qui était titulaire d'un emploi visé à l'article 29, § 1, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, inséré par l'arrêté royal du 25 février 1996, et à qui les dispositions de l'article XII.XI.17, § 2, alinéa 3, 1°, c), ou 2°, sont effectivement appliquées, est alloué, aussi longtemps qu'il bénéficie de l'échelle M7 en application de l'article XII.XI.15, une allocation transitoire dont le montant annuel est fixé à :

1° 86.400 francs s'il était chef de service d'une brigade de surveillance et de recherches;

2° 65.000 francs dans les autres cas.

§ 2. Lorsque le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé au § 1, ne peut plus faire application de l'article XII.XI.15, le montant de l'allocation transitoire visée au § 1, est fixé à la différence entre :

1° la somme du traitement que le membre actuel du personnel du cadre opérationnel aurait obtenu dans l'échelle M7, si l'article XII.XI.15 avait pu continuer à lui être appliqué, et du montant qui lui était alloué conformément au § 1;

2° et le traitement qu'il obtient dans l'échelle de traitement O2, O3, O4 ou O4bis.

Le montant ainsi déterminé lui est alloué aussi longtemps que le traitement visé au 2° est inférieur à la somme dont question au 1°.

§ 3. L'article XII.XI.25 est, *mutatis mutandis*, applicable à l'allocation visée aux §§ 1 et 2.»

B.44.3. Der angeprangerte Behandlungsunterschied rührt daher, daß die Adjutanten und Oberadjutanten der Gendarmerie, die Brigadekommandanten waren, in den Offizierskader mit der damit verbundenen Gehaltstabelle eingegliedert wurden, während die Adjutanten und Oberadjutanten, die nicht Brigadekommandanten waren, in den mittleren Kader mit der sich aus dieser Eingliederung ergebenden Gehaltstabelle eingegliedert wurden.

Da der vorgenannte Behandlungsunterschied aus den in B.22.2 dargelegten Gründen gerechtfertigt ist, ist auch der durch die angefochtene Bestimmung geschaffene Behandlungsunterschied gerechtfertigt, denn die betreffende Zulage wird nur den ehemaligen Brigadekommandanten wegen ihres Offiziersdienstgrades gewährt.

B.44.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf den bestätigten Artikel XII.VII.20 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001*

B.45.1. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 2494 bemängeln, daß ein Mitglieder der ehemaligen Gendarmerie, das sich für die Beibehaltung seines ehemaligen Statuts entschieden habe, in Anwendung des bestätigten Artikels XII.VII.20 des königlichen Erlasses in den Genuß einer Regelbeförderung gelange, im Unterschied zu den Klägern, die nicht diesen Vorteil erhielten, wenn sie sich für die Beibehaltung ihres ehemaligen Statuts entscheiden würden.

B.45.2. Der bestätigte Artikel XII.VII.20 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 besagt:

«Les promotions à l'ancienneté visées à l'article 4, § 1, alinéa 1, 2°, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, sont les promotions :

1° de maréchal des logis de gendarmerie à premier maréchal des logis de gendarmerie;

2° de maréchal des logis chef de gendarmerie à premier maréchal des logis chef de gendarmerie;

3° d'adjudant de gendarmerie à adjudant chef de gendarmerie pour ceux qui satisfont aux conditions de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 23 décembre 1998 modifiant certaines dispositions concernant l'avancement aux grades de sous-officier supérieur;

4° de lieutenant de gendarmerie à capitaine de gendarmerie;

5° de capitaine de gendarmerie à capitaine commandant de gendarmerie;

6° de premier sous-chef d'aérodrome à sous-chef d'aérodrome principal;

7° de premier sous-chef d'aérodrome de première classe à sous-chef d'aérodrome principal de première classe;

8° par augmentation d'échelle de traitement dans le grade d'agent-technicien de police maritime, visé à l'article 10 de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant les dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

9° par augmentation d'échelle de traitement de l'échelle de traitement 2A dans l'échelle de traitement 2B des inspecteurs judiciaires, inspecteurs de laboratoire, inspecteurs électrotechniciens et inspecteurs de l'identification judiciaire visés à l'article 109 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire de la police judiciaire près les parquets;

10° par augmentation d'échelle de traitement de l'échelle de traitement 1A dans l'échelle de traitement 1B des commissaires judiciaires, commissaires de laboratoire et commissaires du service de télécommunication visés à l'article 111 de l'arrêté royal visé au 9°;

11° les promotions à l'ancienneté fixées à l'annexe 13 et telles qu'elles existaient au sein des corps de police communale.»

Die Kläger vergleichen ihre Situation mit derjenigen eines Kapitäns der Gendarmerie, der in Anwendung der angefochtenen Bestimmung aufgrund des Dienstalters in den Dienstgrad eines Kapitän-Kommandanten befördert werden kann.

B.45.3.1. Aus Artikel 17 des Gesetzes vom 27. Dezember 1973 über das Statut des Personals des operativen Korps der Gendarmerie geht hervor, daß die Dienstgrade eines Kapitäns und Kapitän-Kommandanten der Gendarmerie Offiziersdienstgraden entsprechen.

Artikel 46 desselben Gesetzes sah vor, daß die Offiziersdienstgrade mit Ausnahme derjenigen als höherer Offizier und als Generaloffizier auf der Grundlage des Dienstalters den Mitgliedern des Berufspersonals verliehen wurden, die die gesetzlich festgelegten Bedingungen erfüllten.

Eine Beförderung im Dienstgrad auf der Grundlage des Dienstalters war ebenfalls vorgesehen für den Übergang vom Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars 1A in den Dienstgrad eines Kommissars 1B. Aus Artikel 111 des königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1997 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Personalmitglieder der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften geht nämlich hervor, daß die Gerichtspolizeikommissare, die Laborkommissare und die Kommissare des Telekommunikationsdienstes, die über ein Dienstalter von wenigstens acht Jahren verfügten, in die Gehaltstabelle 1B befördert werden konnten.

Der Übergang vom Dienstgrad eines Kommissars 1B in denjenigen eines Abteilungskommissars 1C erforderte hingegen die Erfüllung strengerer Bedingungen, die in Artikel 24 des obengenannten königlichen Erlasses festgelegt waren, nämlich ein Dienstalter von elf Jahren, das Bestehen des ersten und zweiten Teils des höheren Grades der Schule für Kriminologie und Kriminalistik oder zumindest der Besitz eines Diploms des höheren Grades der Schule für Kriminologie und Kriminalistik sowie schließlich die Teilnahme an einer Weiterbildung.

B.45.3.2. Aus diesen Elementen geht hervor, daß es nicht unvernünftig ist, eine Regelbeförderung nur für die Dienstgrade vorzusehen, die aufgrund des Dienstalters gemäß dem ehemaligen Statut, dessen Beibehaltung das betreffende Personalmitglied beantragt hatte, erreicht werden konnten. Da dies nicht der Fall war für den Übergang vom Dienstgrad eines Kommissars 1B zum Dienstgrad eines Abteilungskommissars 1C, ist es gerechtfertigt, daß eine solche Regelbeförderung von der angefochtenen Bestimmung nicht zwischen diesen beiden Dienstgraden vorgesehen wurde.

B.45.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- bewilligt die Klagerücknahme in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 2481;

- erklärt in Teil XII des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste, bestätigt durch Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001, für nichtig;

1. Artikel XII.II.15, indem er zur Folge hat, daß die ehemaligen untergeordneten Flughafenleiter und ersten untergeordneten Flughafenleiter, die sich für die Aufrechterhaltung ihres ursprünglichen Statuts entschieden haben, nicht die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs, und Verwaltungspolizeioffizier beibehalten;

2. Artikel XII.II.18, indem er die Inspektoren und Abteilungsinspektoren der ehemaligen Gerichtspolizei in den Dienstgrad eines Hauptinspektors der neuen Polizei eingliedert;

3. Artikel XII.II.25, indem er gerichtspolizeilichen Abteilungskommissare 1C in Dienstgrad eines Polizeikommissars eingliedert;

4. Artikel XII.II.28, indem er die in Anwendung des königlichen Erlasses vom 1. Februar 1980 den Mitgliedern der ehemaligen Gerichtspolizei gewährte Zulage nicht berücksichtigt;

5. Artikel XII.VI.8, indem er sich nicht auf die gerichtspolizeilichen Abteilungsinspektoren 2C bezieht;

6. Artikel XII.VII.11, indem er das Brevet 2D nicht einbezieht;

7. Artikel XII.VII.15, indem er den Mitgliedern der ehemaligen Gerichtspolizei, erfolgreichen Teilnehmern der Prüfung zum Dienstgrad eines Gerichtspolizeikommissars oder eines Laborkommissars, eine automatische Beförderung zum Dienstgrad eines Offiziers gewährt;

8. Artikel XII.VII.17, indem er nicht auf die gerichtspolizeilichen Abteilungsinspektoren 2C anwendbar ist;

9. Artikel XII.VII.21, indem er alle Beamten der ehemaligen Gemeindepolizei von seinem Anwendungsbereich ausschließt;

10. Artikel XII.VII.22;

11. Artikel XII.XI.21, indem er den Mitgliedern der ehemaligen Gerichtspolizei nicht die durch ihn eingeführte Zusatzzulage gewährt;

- weist die Klagen im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 22. Juli 2003.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.